

## La fin d'un baron en RFA

Le départ de M. Gerhard Stoltenberg du ministère des finances pour celui de la défense ne constitue nullement une promotion politique. Il y a plus aujourd'hui de coups à prendre que de bénéfices à tirer lorsqu'on est responsable de la politique militaire de la RFA, et que l'on veut faire admettre la nécessité de la poursuite d'un effort de défense à une opinion de plus en plus persuadée de son inutilité dans le contexte international actuel.

Pour le chancelier Kohl, cette nomination a au moins l'avantage de rassurer les Américains, qui trouveront en M. Stoltenberg un contrepoids à l'influence du ministre des affaires étrangères, M. Hans Dietrich Genscher, jugé par trop gorbatchévien. Pour l'intéressé, en revanche, en qui l'on voyait naguère un rival et successeur potentiel du chancelier, c'est la fin d'une grande ambition.

L'étoile de celui que l'on surnommait la « Lumière du Nord », d'où il était originaire, n'a cessé de pâlir depuis longtemps, après avoir été l'homme le plus populaire de la coalition. L'opinion appréciait le style rigoureux de la gestion financière du grand argentier de la République fédérale. On lui savait gré de sa gestion serrée des deniers de l'Etat et du maintien de la stabilité monétaire. Cette rigueur lui avait attiré à plusieurs reprises les foudres de Paris et des autres capitales occidentales, qui auraient bien vu la RFA jouer un rôle moteur dans la reprise économique. Son hostilité à la monnaie européenne l'opposait, d'autre part, à M. Delors et au gouvernement français. Même en RFA, feu Franz Josef Strauss, l'ancien rival du chancelier Kohl et président de la CSU bavaroise, ironisait volontiers sur son manque d'imagination, et les critiques s'étaient multipliées jusque dans les milieux économiques.

Depuis deux ans, l'aura politique de M. Stoltenberg avait également et durement été affectée par l'affaire Barmat, du nom de son successeur à la tête du land de Schleswig-Holstein, qui se suicida en octobre 1987 après avoir été convaincu de manœuvres indignes contre son adversaire social-démocrate. La perte de ce land, où M. Stoltenberg avait régné en maître depuis 1971, au profit du SPD, en mai dernier, a été le coup de grâce : il n'était plus désormais qu'un baron sans fief.

Son prestige avait également beaucoup souffert ces derniers temps du sentiment de mer de la réforme fiscale, qu'il présentait volontiers comme l'œuvre du siècle. Si cette réforme avait pour objectif de réduire les impôts directs, elle a aussi eu pour conséquence un certain nombre de mesures impopulaires. L'augmentation des impôts indirects sur les carburants et l'instauration d'un impôt à la source sur les revenus de l'épargne ont fait pousser de hautes cris.

Son successeur, M. Theo Waigel, le nouveau président de la CSU bavaroise, et l'un des hommes qui montent sur la scène politique en RFA, n'est peut-être pas un expert en matière économique. Mais son parti, partisan de plus de libéralisme économique, s'était fait force de la main pour accepter cet impôt sur l'épargne. Cruellement pour celui qui a incarné pendant tant d'années la bonne santé de l'économie allemande, l'annonce du remaniement a été saluée par un redressement significatif du deutschemark sur les marchés des changes.

(Lire nos informations page 2.)



## Après la mise au point de M. Mitterrand

### Damas accepte la venue au Liban des bateaux français

Le réduit chrétien tenu par l'armée libanaise et les régions contrôlées par les forces syriennes ont été de nouveau bombardés tôt dans la matinée. Cependant, les difficultés qui avaient retardé l'acheminement de l'aide humanitaire française au Liban semblent surmontées, Damas ayant donné son accord. Le pétrolier « Penhors » et le bateau-hôpital « la Rance », qui attendaient à Chypre, ont quitté jeudi matin Larnaca pour le Liban.

### La toile de Pénélope

par ANDRÉ FONTAINE

Il y a tout juste quatorze ans, le 13 avril 1975, commençait pour le Liban la plus cruelle épreuve de sa longue histoire : cette guerre prétendument « civile », dont l'étranger n'a cessé de se mêler et qui vient de rebondir, une fois de plus, de la manière la plus atroce.

Le pays du Cédre était si fier jadis d'être célébré comme la « Suisse du Proche-Orient », paradis de la douceur de vivre et de la bonne entente au cœur d'une région déchirée. Aujourd'hui, on parle couramment de « libanisation » à propos d'une nation, d'un groupe social en train de se désagréger. Et l'image d'un « Beirut USA » vient naturellement à la bouche des policiers d'outre-Atlantique pour décrire

les « zones mortes » urbaines abandonnées aux tueurs. (1) L'horreur est si répandue, hélas ! dans le monde actuel, qu'elle se banalise. Le Liban échappe d'autant moins à la règle que la violence n'y est le monopole d'aucun camp, d'aucun clan. Et que les retournements d'alliances qui ont souvent jalonné les combats rendent perplexes les esprits les mieux disposés. Faut-il rappeler qu'avant de faire front contre l'ennemi commun syrien les soldats du général chrétien Aoun et les miliciens non moins chrétiens de Samir Geagea en étaient, il y a deux mois, pour achever de déconcerter leurs amis, à s'entre-tuer ?

(Lire la suite page 5.)

(1) US News and World Report, 10 avril.

## A la fin de la manifestation des syndicats

### A Bastia, des jeunes se sont heurtés aux policiers

M. Durafour a appelé, jeudi 13 avril, les fonctionnaires de Corse à reprendre le travail. La veille, M. Rocard avait réaffirmé sa fermeté, tout en souhaitant « une issue négociée » et en affirmant que la « longue indifférence » du continent à l'égard de la Corse doit cesser. Mercredi, à Bastia, la plus importante manifestation depuis le début de la grève (douze mille personnes) a été suivie de violents incidents entre jeunes et policiers.



Lire les articles de CORINE LESNES et JEAN-LOUIS ANDRÉANI page 8

## Un vice-ministre soviétique en Afrique du Sud

Pour la première fois depuis plus de trente ans

PAGE 3

## Les réformateurs hongrois se renforcent

Un remaniement du bureau politique

PAGE 2

## Mort de Ray Sugar Robinson

Deux fois champion du monde de boxe

PAGE 32

## Deux entretiens

Le ministre de l'Agriculture

PAGE 29

Le directeur de l'Institut Pasteur

PAGE 12

## Commande record d'avions

Une compagnie irlandaise va acquérir 54 Airbus

PAGE 25

Le sommaire complet se trouve en page 32

## L'islam en fièvre (X)

« Faire de tout musulman un islamiste, c'est entrer dans le jeu de Khomeiny », nous déclare le professeur Gilles Kepel

Chercheur au CNRS et professeur à l'Institut d'études politiques de Paris, M. Gilles Kepel est l'un des meilleurs spécialistes français de l'islam. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages, dont « Le Prophète et le Pharaon » (La Découverte, 1984), sur les mouvements islamistes en Egypte, et « Les Banlieues de l'islam » (Le Seuil, 1987). En conclusion de la série « L'islam en fièvre », « le Monde » fait le point avec M. Kepel sur l'état de l'islamisme.

« L'actuelle fièvre islamiste est-elle un phénomène nouveau ? »

Dans ses formes présentes, c'est un phénomène inédit. Il mêle en effet des éléments pris dans la tradition et une manière de les penser, de les interpréter et de les utiliser qui résultent de la formation moderne reçue par les militants islamistes. Leurs mouvements ne sont pas du tout traditionalistes. Ils ne considèrent pas la modernité comme quelque chose de hâssable ou de contraire à l'essence de l'islam. Ils regroupent, pour l'essentiel, des gens relativement jeunes qui ont reçu une éducation souvent sécularisée et très fréquemment technicienne : médecins, ingénieurs et autres. Avec les méthodes modernes d'analyse, ils s'approprient la tradition islamique de façon tout à fait différente de celle, traditionnelle, des

cheikhs ou des oulémas. La particularité de la situation contemporaine, c'est l'importance centrale de ces « nouveaux groupes intellectuels ».

Comment expliquez-vous la parfaite adéquation entre les textes médiévaux et les discours actuels des jeunes islamistes ?

Ces nouveaux groupes intellectuels font un premier travail de sélection. Ils ne retiennent qu'une partie de la tradition islamique, celle qui les arrange, celle où ils retrouvent leurs propres aspirations. Par omission, ils éliminent tout le reste.

C'est un phénomène récurrent dans l'histoire de l'islam comme des autres religions : faire sans cesse effort pour rendre univoque une tradition sacrée qui ne l'est pas. Autrefois, la médiation des oulémas habilités à interpréter les textes de la gloire, car, entre autres raisons, ils savaient lire. Aujourd'hui, l'alphabétisation de masse fait que les militants islamistes peuvent aller aux textes sacrés sans le contrôle des oulémas ; et les manifestes islamistes rédigés par tel agronome ou tel électricien s'émancipent des contraintes sociales de la gloire savante et de ses prudences.

Propos recueillis par JACQUES AMALRIC, JEAN-PIERRE LANGELETTIER et J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ. (Lire la suite page 6.)

## Rapprochement franco-allemand dans l'industrie des chaudières

### Etiage pour le nucléaire

La France et la RFA ont amorcé un vaste rapprochement dans l'industrie nucléaire. Framatome et Siemens ont finalement signé, jeudi 13 avril, leur accord de coopération en matière d'exportation de centrales nucléaires. A cette « coopération à long terme », s'ajoute une négociation dans le retraitement du combustible : le groupe allemand Veba pourrait prendre 49 % d'un atelier de l'usine de La Hague. Enfin, EDF espère vendre du courant en RFA dans le cadre d'un « marché unique de l'énergie ». Ces opérations sont destinées à unir les forces des deux pays à l'heure où les commandes de centrales subissent un fort ralentissement dans le monde.

par Véronique Maurus

Les uns parlent de « tournant », de « crise d'adolescence », les autres de « traversée du désert », de « veille technologique » ou plus crûment de « crise de surcapacité ». Mais qu'ils soient patrons, experts, syndicalistes ou fonctionnaires, tous le reconnaissent : le nucléaire français, avec dix ans de retard sur le reste du monde, est à son tour touché par un malaise profond. L'ère de l'atome triomphant est bien terminée. Celle des doutes, des remises en question, des adaptations plus ou moins douloureuses, arrive.

Déjà la CGT dénonce les menaces pesant sur des milliers d'emplois, et dépeint le secteur comme la « sidérurgie des années 90 ». Dans les mines, dans les centrales, sur les chantiers, les grèves se multiplient, comme les retards et les problèmes techniques (Superphénix, La Hague, etc.). Le gouvernement, perplexé, a confié une mission d'étude à l'ancien président de la SNCF, M. Philippe Rouvillois. Dans les états-majors les têtes commencent à tomber, et l'inquiétude gagne l'industrie, engagée dans un chassé-croisé frénétique d'alliances, de rapprochements et de restructurations, dont les péripéties récentes de Framatome avec Siemens et de la COGEMA avec Veba ne sont qu'illustrations.

« Le secteur a un problème simple : on ne construit plus de centrales », explique M. Jean-Pierre Capron, patron du puissant Commissariat à l'énergie atomique (CEA). Le nucléaire doit se mettre en position de traverser dix années difficiles. Tout le monde a été habitué à investir énormément. Il va falloir arrêter.

Ce n'est pas une surprise. On sait depuis des années que les prévisions de consommation faites au début des années 70, au plus fort de la crise pétrolière et de l'engouement nucléaire étaient largement surestimées.

(Lire la suite page 26.)



## DOMINIQUE FERNANDEZ

### Le rapt de Ganymède

« Un événement comme l'avait été Le deuxième sexe de Simone de Beauvoir »

Aïme-Gérard Sjama / Le Point

« Un inventaire passionnant, argumenté et critique de la culture homosexuelle »

Jean-Louis Ezine / Le Nouvel Observateur



GRASSET

## Le Monde

### LIVRES

« John Hawkes et la beauté du canchennar ; Joyce Carol Oates et ses diabolies ; les variations Huxton. » La Révolution est un roman : Robert Margerit ; Thermidor ou l'oubli impossible ; Rivarol ou l'éloquence contre-révolutionnaire. » Philosophie : de bon usage des mythes ; les tâches empoisonnées de Schopenhauer. » Les alentours du sacré, par Georges Balandier. » Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech : Albert Camus. Pages 13 à 19



RFA : M. Kohl remanie profondément son gouvernement

## Le chef de la CSU devient ministre des finances

Le suspense, qui avait duré plus de trois semaines et suscité les spéculations les plus hardies dans la presse, est terminé : le chancelier Kohl a présenté, jeudi 13 avril, sa nouvelle équipe gouvernementale remaniée, celle qui doit conduire la coalition au pouvoir jusqu'aux élections législatives, à la fin de l'année 1990. L'équilibre général du gouvernement reste le même : sur les dix-huit ministres, neuf appartiennent à la CDU du chancelier Kohl, cinq à la CSU bavaroise et quatre aux libéraux du FDP. Mais nouvelles entrées et chassés-croisés donnent à cette équipe un tout autre visage que la précédente. L'objectif du chancelier étant de créer un choc psychologique dans l'opinion, propre à faire sortir la coalition du marasme dans lequel elle se trouve actuellement.

BONN  
de notre correspondant

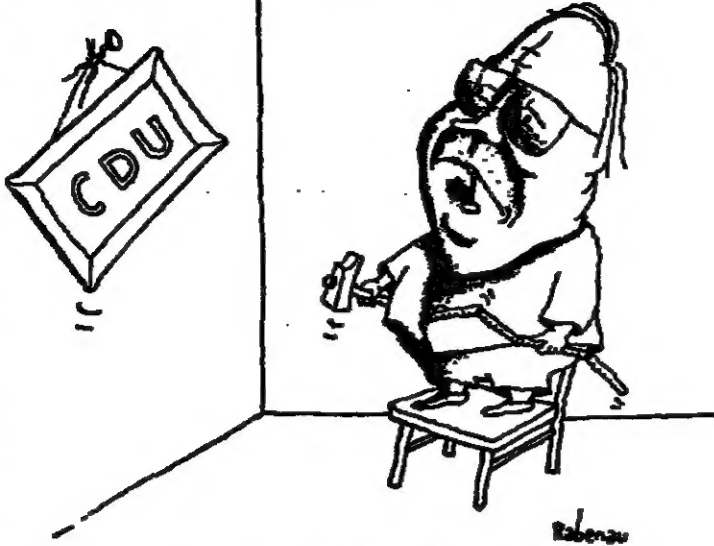
La principale nouveauté réside dans l'entrée au gouvernement, comme ministre des finances, du président de la CSU bavaroise, M. Theo Waigel. Ce dernier, qui avait remplacé à l'automne dernier le défunt Franz Josef Strauss à la tête de la CSU, remplace M. Gerhard Stoltenberg, qui prend le portefeuille de la Défense (voir ci-contre). Par cette nomination, le chancelier Kohl veut lier plus étroitement les bavarois au destin du gouvernement, éviter que la CSU ne défende ses positions en Bavière en critiquant la politique menée à Bonn. Ce qui n'avait pas été possible du temps de Franz Josef Strauss l'est devenu avec Theo Waigel : les rapports personnels entre ce dernier et le chancelier sont d'une toute autre qualité que les relations orageuses entre Franz Josef Strauss et Helmut Kohl. M. Waigel a néanmoins posé quelques conditions à son entrée au gouvernement : une révision de certains aspects de la politique de son prédécesseur aux finances concernant notamment la suppression de l'impôt à la source pour les revenus du capital. Il aurait

## Forte progression du mark

Les marchés financiers, qui anticipaient plusieurs semaines le départ de M. Gerhard Stoltenberg, ont fortement réagi le jeudi 13 avril au matin à l'annonce du remaniement ministériel en RFA. Le mark s'est immédiatement redressé contre les principales devises ; la devise allemande progressait vivement contre le franc à plus de 3,360 F, contre 3,376 F la veille.

Du nouveau ministre des finances, M. Theo Waigel, les opérateurs des marchés n'ont pour l'instant retenu que son opposition à la remise à la source sur les produits de l'épargne, instaurée en Allemagne fédérale au début de l'année. Si cette remise de 10 % est allégée, les capitaux internationaux, qui avaient quelque peu délaissé l'Allemagne depuis quelques mois, reviendraient s'y investir en masse.

C'est pourquoi le cours des obligations allemandes, qui avaient un peu fléchi mercredi 12 avril à l'annonce d'une augmentation de 0,6 % des prix de gros en RFA, se sont vigoureusement raffermis. A Paris, les taux d'intérêt ont également baissé, par sympathie avec l'Allemagne.



« Frankfurter Allgemeine Zeitung » du 13 avril.

également obtenu que le gouvernement prenne rapidement des mesures limitant le droit d'asile en RFA, un autre cheval de bataille de la CSU. L'arrivée de Theo Waigel a fait deux victimes : Gerhard Stoltenberg tout d'abord, qui descend d'un cran dans la hiérarchie ministérielle, et le pauvre Rupert Scholz qui est renvoyé à ses chères études de professeur de droit public après six mois seulement passés au gouvernement. Le successeur de Manfred Woerner, devenu en juillet dernier secrétaire général de l'OTAN, n'avait su trouver ni le ton ni le style pour redonner le moral à une Bundeswehr désorientée par le peu de soutien qu'elle trouvait dans l'opinion publique allemande.

## Un « espoir » pour la décennie

La promotion de M. Wolfgang Schäuble, qui de ministre d'Etat à la chancellerie devient ministre de l'Intérieur, n'est pas une surprise : les mérites de ce très proche collaborateur du chancelier - il avait jusqu'à en charge la coordination de l'action gouvernementale - s'étaient révélés à plusieurs reprises. Il est le principal artisan du succès de la visite à Bonn de M. Erich Honecker : sa gestion des rapports interallemands apparaît comme l'un des rares succès du gouvernement. C'est lui qui était également monté au créneau pour justifier devant un Parlement déchaîné l'attitude du gouvernement dans l'affaire de l'usine chimique de Bâle en Libye, une tâche ingrate dont il s'était tiré avec les honneurs, évitant au chancelier de prendre directement les coups qu'aurait mérités son attitude dans cette malheureuse affaire.

A quarante-six ans, M. Schäuble prend ainsi place parmi les « espoirs » de la CDU pour la décennie à venir. Sa promotion s'accompagne d'une dégradation de son prédécesseur, le CSU Friedrich Zimmermann, qui devient ministre des transports. Celui-ci, bête noire de la gauche et des esprits libéraux, était en conflit constant avec le parlement FDP, qui lui reprochait ses conceptions brutallement sécuritaires en matière de libertés publiques, de droit de manifestation, etc. Une controverse très âpre s'était développée entre lui et le ministre des affaires étrangères sur l'imposition de visas aux ressortissants yougoslaves.

Le ministre des transports, M. Rüdiger Wehner, devient ministre de la coopération, l'actuel occupant du poste, M. Hans Klein devenant

port-parole du gouvernement en remplacement de M. Friedrich Ost. Le départ de ce dernier était attendu : de tous côtés on lui reprochait de ne pas savoir « vendre » la politique du chancelier. Cet ancien journaliste de la télévision devait néanmoins être récompensé de sa fidélité de son tiers-terrier envers Helmut Kohl par le poste richement doté de directeur de la Deutsche Welle, le radio onctueux allemand émetteur vers l'étranger. M. Hans Klein, qui contrairement aux usages gardera son titre de ministre comme porte-parole, fait ainsi un retour à des activités qu'il avait déjà exercées avec un certain succès dans le passé : journaliste de formation, il avait été en 1972 le responsable de l'information des jeux olympiques de Munich en 1972, qui avaient été marqués par l'attentat meurtrier contre les équipes israéliennes perpétré par des terroristes palestiniens. Son arrivée à la tête de l'Office de presse fédéral qui implique de fréquentes apparitions publiques, est de nature à donner un coup de pouce à son ambition

politique immédiate : il est en effet candidat de la CSU au poste de bourgmestre de Munich contre le très populaire social démocrate sortant Georg Krennawitter.

## Plus qu'un changement

Enfin, deux nouveaux viennent compléter l'équipe : M. Rudolf Seiters, vice-président du groupe parlementaire CDU/CSU devient ministre d'Etat à la Chancellerie, et M. Gerda Hasselfeldt, trente-huit ans, députée CSU, devient ministre du logement en remplacement de M. Oscar Schneider, également CSU, qui quitte le gouvernement. Ce dernier subit les conséquences des critiques formulées à la politique du logement social dans les grandes villes, dont on avait fait une cause des récents revers électoraux des chrétiens démocrates à Berlin-Ouest et à Francfort. On devait connaître aussi dans la journée des changements concernant les postes de secrétaires d'Etat. La nouvelle équipe entrera en fonctions le vendredi 21 avril. Les consultations franco-allemandes qui auront lieu à Paris les 19 et 20 avril se dérouleront avec les « rochers » qui auront ainsi l'occasion de prendre congé de leur partenaire français. Les adieux de M. Berengovoy et de M. Stoltenberg devraient être particulièrement émouvants, les deux hommes, malgré leurs différences, ayant tissé une relation de confiance étroite qui se sont renoués avec chaleur après l'intermède Balladur.

En procédant au remaniement le plus important depuis son arrivée au pouvoir, le chancelier Kohl joue sa dernière carte : si le choc qu'il veut créer dans l'opinion se révèle un flop - et ce en aura le cœur net au mois de juin lors des élections européennes qui se doubleront d'élections municipales en Rhénanie-Palatinat et en Sarre - il ne restera plus à la CDU qu'une personne à changer pour éviter le désastre : Helmut Kohl lui-même.

LUC ROSENZWEIG.

HONGRIE : remaniement au bureau politique

## Les réformateurs renforcent leurs positions

Par une opération de « nettoyage » politique que l'on serait tenté de comparer, toutes proportions gardées, au grand chambardement opéré le 1<sup>er</sup> octobre dernier à Moscou par M. Gorbatchev dans l'appareil dirigeant du PCUS, les réformateurs hongrois ont réussi mercredi 12 avril à renforcer leur position au bureau politique du Parti socialiste ouvrier (PSOH), le PC au pouvoir, en éliminant quatre membres d'un coup, dont l'ancien numéro deux du parti, M. János Berecz.

A l'issue d'un plénum inattendu du comité central, le porte-parole du PSOH, M. László Major, a expliqué à la télévision hongroise que les changements de personnel décidés - les plus importants depuis le départ de M. János Kádár, en mai 1988, et son remplacement à la tête du parti par M. Károly Grosz - visaient à « assainir » la direction du parti et à préserver son unité.

Quatre membres du bureau politique ont été écartés : M. János Berecz, également secrétaire du comité central, chargé de questions d'organisation au parti ; et M. István Szabo, président du conseil des coopératives agricoles.

Tous étaient, à des degrés divers, considérés comme des conservateurs. Le côté théâtral de l'affaire, comme il se doit, a été fourni par une démission collective des onze membres du bureau politique. Le comité central a ensuite procédé à l'élection d'un nouveau bureau politique, réduit à neuf membres, les deux nouveaux venus étant M. Mihály Jászó, chef du PSOH à Budapest - un proche de M. Grosz - et Pal Vastagh, un professeur de droit considéré comme réformateur, qui avait jusqu'à des responsabilités en province comme chef de l'organisation du parti à Szeged. M. Grosz quant à lui a été réélu secrétaire général du PSOH.

D'autre part, le comité central s'est doté de dix nouveaux membres (ses effectifs passant donc à 118), pour la plupart des réformateurs.

Si les ne constituent pas un bouleversement politique, ces changements permettent aux réformateurs du PSOH de faire passer un peu plus la balance de leur côté. Ils devraient être suivis le mois prochain d'un remaniement gouvernemental, dans lequel il est à prévoir que M. Csehák abandonnera le portefeuille de la santé. Cette élimination de la santé politique s'est répétée à l'occasion du début de l'année avec une « réforme » du système de sécurité sociale qui a créé une grande confusion dans les pharmacies du pays. Le gouvernement est d'ailleurs en butte à des critiques croissantes de toutes parts, y compris à celles du quotidien du parti, tandis que les Hongrois prennent de plus en plus mal les restrictions imposées à leur niveau de vie, comme l'introduction du péage sur les autoroutes ou les nouvelles réglementations douanières qui ont provoqué une ruée migratoire vers l'Autriche la semaine dernière.

## Grand adepte de la langue de bois

Deux personnages trouvent sans doute leur compte dans la nouvelle équipe du bureau politique. M. Grosz, confirmé dans ses fonctions et qui a fait entrer à la direction du parti son ami Jászó, et M. Imre Pozsgay, le turbulent numéro deux et grand chef des réformateurs, qui a vraisemblablement appuyé la candidature de M. Vastagh. M. Grosz et Pozsgay sont sans aucun doute ravis de se débarrasser de M. Berecz, cinquante-huit ans, ancien prisonnier d'ultra-conservateur à la succession de János Kádár, et dont les revirements multiples ont tourné au ridicule ses déclarations.

Grand adepte de la langue de bois, M. Berecz avait par exemple tourné en dérision en février dernier sur la question de la réévaluation des événements de 1956, après avoir signé un ouvrage mémorable trois ans plus tôt désignant le soulèvement de 1956 comme « une contre-révolution ». Il a également défendu sans vergogne le multipartisme lors du plénum du 7 mars dernier, lui qui fut, en d'autres temps, l'avocat le plus ardent du rôle dirigeant du PC et de l'orthodoxie idéologique.

On ignorait encore, jeudi matin, si M. Berecz et László Károly conservaient leur poste au secrétariat du comité central ou s'ils en seraient également écartés. Mais, à Budapest, on considère leur carrière politique comme désormais largement compromise.

En soulignant que l'unité du parti avait pu être préservée lors de ce plénum, M. Major a rappelé aux Hongrois que le risque de scission est constamment présent à l'égard des dirigeants, comme tout de la fragilité de la situation politique à Budapest. Les réformateurs s'agitent sérieusement depuis quelques semaines en province, où des « clubs des communistes réformateurs » ont été créés en plusieurs endroits.

M. Pozsgay avait convoqué pour le samedi 15 avril, une « conférence nationale » des réformateurs, faisant resurgir, une fois de plus, le risque de scission au sein d'un parti qui a perdu cent mille adhérents (sur huit cent mille) en dix-huit mois, face à la montée des mouvements indépendants. M. Pozsgay maintiendra-t-il cette convocation ? Il n'est pas impossible que l'issue du plénum le fasse changer d'avis.

YUGOSLAVIE : à la veille du plénum

## Le président de la Ligue des communistes accuse la Serbie de vouloir renverser les dirigeants du Parti

La réunion, vendredi 14 avril à Belgrade, du comité central de la Ligue des communistes de Yougoslavie (LCY), promet de nouveaux affrontements idéologiques, principalement entre Serbes, Croates et Slovènes. L'actuel numéro un du parti fédéral, le Croate Stipe Suvar, en a donné un avant-goût mercredi en accusant le leader serbe, M. Slobodan Milosevic, de mener une « campagne sans scrupules » pour renverser la présidence de la LCY. M. Suvar, qui s'exprimait à l'occasion d'un plénum à Zagreb, a reproché au dirigeant serbe de vouloir « parachuter » sa « prétendue révolution antibourgeoise » au nom du peuple », allusion à l'offensive lancée par M. Milosevic il y a deux ans pour renforcer la Serbie au sein de la fédération yougoslave et qui a déjà abouti, sous la pression de vastes manifestations populaires, à la chute des dirigeants de Vukobratovic, du Monténégro et du Kosovo.

M. Suvar s'est opposé à la tenue d'un congrès « extraordinaire » de la LCY avant la fin de l'année, comme le réclame notamment la Serbie et le Monténégro. Une polémique sur la

nature de ce congrès - « extraordinaire » ou « avancé » - divise les républicains. Dans le premier cas de figure, les statuts du parti prévoient un vote sur la base de « un homme, une voix ». Les Serbes, majoritaires, auraient alors un poids prépondérant dans les débats et seraient en mesure d'imposer leurs points de vue. Selon M. Stipe Suvar, le but inavoué de la Serbie est d'« éliminer les dirigeants de la LCY » et surtout de « faire condamner » son comité central comme principal responsable de la crise politique et économique que traverse le pays. Les républicains du nord de la fédération (Croatie et Slovénie) accusent ouvertement les Serbes de vouloir soumettre, par le biais d'un tel congrès, l'ensemble du pays à une sorte d'« état d'urgence ».

Rappelant que c'est la première fois dans l'histoire du Parti communiste yougoslave qu'un congrès extraordinaire est réclamé, M. Suvar a déclaré que ceux qui exigeaient obéissance à la « logique de la cour martiale », voulaient tout prix découvrir « des ennemis et des coupables ». - (AFP.)

● SLOVÈNE : interdiction de « Mladine ». - La diffusion du dernier numéro de l'hebdomadaire de la jeunesse slovène, *Mladine*, a été interdite par les autorités judiciaires de Ljubljana. Cette mesure a été motivée par la publication d'informations qui « déshonorent la Yougoslavie », sans autre précision. Selon la rédaction du journal, un éditorial intitulé « Go to hell », dans lequel l'armée yougoslave est accusée d'instaurer progressivement une « dictature militaire » par le biais des unités spéciales qui « tuent des gens au Kosovo », serait à l'origine de l'interdiction. - (AFP.)

● RECTIFICATIF. - Dans notre article sur la situation en Slovénie du 12 avril, nous avons écrit par erreur que M. Milosevic était représenté la Serbie au sein de la future présidence collégiale de l'Etat. En fait, c'est M. Borisev Jovic, actuellement président de l'Assemblée nationale de Serbie, qui est le candidat de cette république. La Croatie n'a pas encore désigné son représentant.

TURQUIE : islamisme et laïcité

## Les « autobus du harem »

ISTANBUL  
de notre correspondant

L'« autobus du harem » marque-t-il un « premier arrêt » sur la route qui mène à l'abandon de la laïcité ? Assurément, selon la plupart des journaux, qui dénoncent l'instauration d'un service spécial d'autobus réservés aux seules étudiantes, entre la ville et le campus universitaire de Konya (au sud d'Ankara) : c'est la première décision, appliquée depuis mardi 11 avril, du maire nouvellement élu dans cette ville très conservatrice, une des cinq préfetures (sur soixante-sept) remportées aux élections du 26 mars dernier par la Parti de la prospérité islamiste.

Le maire s'est défendu de vouloir faire violence à quiconque : sur les trois autobus circulant entre la ville et le campus, deux sont restés mixtes et un seul a été réservé aux jeunes filles, « à leur demande, pour

qu'elles reprennent un moyen de transport auquel elles avaient renoncé pour ne pas être importunées aux heures d'affluence ». Certains étudiants de Konya ont violemment réagi à la décision, l'autobus féminin en criant « Vive la laïcité, à bas le wahabisme ».

Le même jour se déroulait à Istanbul une manifestation de deux mille femmes pour célébrer le sixième et centième anniversaire de l'instauration de la laïcité en Turquie. Les manifestantes ont dénoncé la tolérance vis-à-vis de ce qu'elles voient comme « une érosion rampante de la laïcité », et cité des slogans condamnant « les mentalités et les accoutrements archaïques », allusion aux manifestations, le mois dernier, des étudiants musulmans pour le droit de porter le foulard islamique dans les universités.

MICHEL FARRÈRE.

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 09

Édité par la SARL Le Monde  
Gérant : André Fontaine,  
directeur de la publication

Anciens directeurs :  
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)  
Jacques Fauvet (1969-1982)  
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944.

Capital social :  
620 000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les Rédacteurs du Monde »,  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde,  
Le Monde-Entreprises,  
MM. André Fontaine, gérant,  
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :  
Bernard Wouta.  
Rédacteur en chef :  
Daniel Vermet.  
Correspondant en chef :  
Claude Salles.

ABONNEMENTS  
PAR MINITEL  
36-15 - Tapez LEMONDE  
code d'accès ABO

Reproduction interdite de tous articles,  
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395-2307  
Reconnu comme journal de presse  
et index du Monde au (1) 42-47-98-41.

Le Monde  
TÉLÉMATIQUE  
Composés 36-15 - Tapez LEMONDE  
ou 36-15 - Tapez LM

Le Monde  
PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS  
Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71  
Tél. MONDPUB 206 136 F

## ABONNEMENTS

BP 507 09  
75422 PARIS CEDEX 09  
Tél : (1) 42-47-98-72

Tel. FRANCE BELGIQUE SUISSE AUTRES  
PAYS  
3 365 F 399 F 504 F 700 F  
6 720 F 762 F 972 F 1 400 F  
9 1 080 F 1 089 F 1 404 F 2 100 F  
12 1 300 F 1 300 F 1 600 F 2 100 F

ÉTRANGER : par voie  
aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner  
RENOVEZ CE BULLETIN  
accompagné de votre règlement  
à l'adresse ci-dessus

PORTAGE : pour tous renseignements  
tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Chaque numéro d'abonnement est  
personnel : nos abonnés sont invités à  
formuler leur demande deux semaines  
avant leur départ, la dernière  
bande d'envoi à notre correspondance.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐  
6 mois ☐  
9 mois ☐  
1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez noter l'obligance d'écrire  
tous les noms propres en capitales  
d'imprimerie.

150



## Europe

URSS : après les troubles en Géorgie

### M. Gorbatchev lance un avertissement aux nationalistes qui veulent « briser la structure soviétique »

Le numéro un soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev, a lancé mercredi 12 avril un appel au calme aux Géorgiens, profitant de l'occasion pour rappeler fermement que toute tentative de « remodelage des frontières » ou des « structures nationales de l'Etat soviétique » était vouée à l'échec.

Dans un message diffusé en Géorgie et rendu public par l'agence Tass, M. Gorbatchev, qui intervient ainsi publiquement pour la première fois sur la crise géorgienne depuis les graves incidents qui ont causé la mort d'un moins dix-neuf manifestants le 9 avril à Tbilissi, a estimé que ces événements « nuisent aux intérêts de la réconciliation, de la démocratisation et du renouveau dans le pays ». « Les intérêts des travailleurs sont totalement étrangers aux tentatives de briser les liens d'amitié et de coopération entre nos peuples, de renverser le régime socialiste en Géorgie et de plonger la République dans la haine inter ethnique », a déclaré le leader soviétique, qui était à peine rentré de Londres lorsque la tragédie s'est produite.

« Nous ne pouvons pas permettre qu'un coup soit porté aux intérêts de l'URSS », a-t-il déclaré, « nous ne pouvons pas permettre qu'importe laquelle des Républiques soviétiques, à la fraternité entre les peuples de l'URSS et à la cause du renouveau », a poursuivi le secrétaire général. « Réformer les relations interethniques ne s'est pas résumer à briser la structure nationale de l'Etat soviétique ».

Après ce solide avertissement, qui vaut vraisemblablement aussi bien pour les Géorgiens que pour les Baltes, les Arméniens, les Mol-

daves et les Ukrainiens, M. Gorbatchev s'est adressé au « cœur, au patriotisme et au patriotisme » des Géorgiens. « Tous les habitants de la République doivent aujourd'hui manifester leur fidélité au devoir civique et faire preuve d'un grand sens de la responsabilité à l'égard de leur peuple et de l'histoire », a-t-il dit, avant de se lancer dans une interprétation très orthodoxe des événements, qui ne devrait guère mettre de baume au cœur des familles des victimes.

#### « Élargir les droits des républiques »

Pour M. Gorbatchev, les incidents du 9 avril ont été provoqués par « des irresponsables qui ont fait monter la tension » en Géorgie. « Des slogans antisoviétiques sont apparus, appelant à arracher la Géorgie des peuples soviétiques. Ces faux repères ont déstabilisé certains, provoquant des désordres. Des gens ont péri, le sang innocent a coulé, la douleur des mères est incommensurable, notre peine est profonde. » De « patientes » tentatives ont été faites pour ramener les Géorgiens à la raison et leur expliquer « le grand danger » de la voie choisie par les nationalistes, mais en vain. Certes, a-t-il reconnu, des problèmes complexes existent en Géorgie comme dans d'autres Républiques de l'URSS et on les résoudra en « élargissant de façon conséquente les droits des Républiques, de toutes les entités nationales en URSS, en leur rendant un contenu réel ». Et de conclure par la certitude que « les communistes et les travailleurs de Géorgie, dans les

traditions humanistes du peuple géorgien, sauront faire preuve de sagesse et défendre la pérestroïka, nos valeurs socialistes, notre fraternité et notre unité ».

A Tbilissi, la tension subsiste alors qu'on se préparait jeudi à enterrer les premiers morts. « Une victime sera enterrée jeudi, et les autres samedi », a indiqué à Moscou M. Guerassimov, porte-parole du ministère des affaires étrangères. « Des nationalistes voulaient transformer ces obsèques en manifestation mais cela n'aura pas lieu ». Selon une source géorgienne citée par l'AFP, des obsèques collectives devaient cependant avoir lieu jeudi dans la cathédrale de Tbilissi.

#### M. Patsiashvili propose sa démission

Après la journée de deuil observée mardi, certaines activités ont repris dans la ville, notamment les transports publics, mais les universités restent fermées de même que la moitié des écoles. Ce début de normalisation a été favorisé par les propos de M. Edouard Chevardnadze, l'envoyé du bureau politique, tenu mardi lors d'une réunion de plus de quatre heures à l'Académie des sciences de Tbilissi et retransmis intégralement à la télévision locale. Le ministre des affaires étrangères, un Géorgien, a assuré que, « s'il n'y avait plus d'excès, l'armée pourrait quitter la ville dès lundi ».

Cette intervention a été rapportée en d'autres termes par le porte-parole officiel de Moscou : M. Chevardnadze a proposé de lever le couvre-feu si la population s'enga-

geait à faire régner l'ordre elle-même. « Mais personne dans la salle n'a pris cet engagement », a indiqué M. Guerassimov. La normalisation paraît aussi difficile sur le plan politique. M. Guerassimov a confirmé que le premier secrétaire du parti géorgien, M. Djombar Patsiashvili, avait présenté sa démission. Des inscriptions sur les murs au lendemain des événements qualifiaient le successeur de M. Chevardnadze à la tête du parti géorgien de « traître et d'assassin », pour avoir autorisé l'intervention de l'armée contre une manifestation pacifique. Son offre de démission devra être étudiée par le parti géorgien lui-même, a précisé M. Guerassimov.

Lors de la séance tenue à l'Académie des sciences, plusieurs participants ont accusé l'armée d'avoir utilisé des gaz lacrymogènes. Le ministre de la santé Irakli Mengachvili est aussi intervenu pour confirmer que des « produits chimiques inconnus de ses services » avaient été utilisés.

M. Guerassimov a de son côté maintenu que les gaz utilisés étaient des gaz lacrymogènes. L'enquête se poursuit pour savoir si des pelles de sapeur ont été utilisées, comme l'affirme la population mais comme ne le prouvent pas, selon lui, les traumatismes relevés sur les corps.

Enfin, M. Chevardnadze a affirmé que la commission d'enquête, composée de juristes, de médecins et de représentants de la population, comprendrait des délégués de certains groupes informels de Géorgie, dont l'association Roustavelli et le Front populaire.

#### Le retour de Rostropovitch

Pour la première fois depuis quinze ans, Mstislav Rostropovitch retourne dans son pays d'origine. Au cours d'une conférence de presse donnée à Washington, le mercredi 12 avril, il a annoncé qu'il se rendra à Moscou et à Leningrad du 12 au 15 février prochain, où il dirigera une série de concerts à la tête de l'Orchestre symphonique national des Etats-Unis. L'artiste avait quitté l'Union soviétique en 1974 après être tombé en disgrâce. Quatre ans plus tard, il avait été déchu de sa nationalité.

Rostropovitch, très ému, a rendu hommage à la politique d'ouverture de M. Mikhaïl Gorbatchev. Les autorités soviétiques ont qualifié cette première visite de triomphe.

## Afrique

AFRIQUE DU SUD : pour la première fois depuis plus de trente ans

### Un vice-ministre soviétique s'est rendu à Johannesburg

Le vice-ministre soviétique des affaires étrangères, M. Anatoli Adamichine, a effectué une visite secrète à Johannesburg, il y a deux semaines, a-t-on indiqué, mercredi 12 avril, dans les milieux diplomatiques occidentaux. C'est la première fois qu'un haut responsable soviétique met le pied en Afrique du Sud depuis le début des années 50. Moscou et Pretoria ont rompu leurs relations diplomatiques en 1956.

A cet égard, le responsable du département des pays d'Afrique au ministère soviétique des affaires étrangères, M. Youri Youkhalov, a « totalement » démenti, dans une interview publiée, mercredi, par les Nouvelles de Moscou, que l'URSS souhaitait établir des relations diplomatiques avec Pretoria. « La seule condition pour l'établissement de telles relations, a-t-il précisé, est que l'Afrique du Sud respecte les droits de l'homme et en termine avec la pratique ainsi qu'avec la politique d'apartheid ».

D'autre part, quatre maquisards de la SWAPO, le mouvement indépendantiste namibien, se sont rendus, mercredi soir, aux « casques bleus » des Nations unies à Oshikango, près de la frontière angolaise ; ces quatre hommes portaient des vêtements civils et n'étaient pas armés. A cet égard, M. Sam Nujoma, le président de la SWAPO, a déclaré, mercredi, que ses combattants regagneraient directement l'Angola sans passer par les points de rassemblement contrôlés par l'ONU, affirmant que ces points étaient des pièges tendus par les Sud-Africains pour faire prisonniers ses guérilleros.

#### Une décision unilatérale

De leur côté, les Nations unies ont réussi à désamorcer un nouveau facteur potentiel de crise en convaincant les autorités sud-africaines de renoncer à interroger les éléments militaires de la SWAPO qui se présenteront aux lieux de rassemblement.

Cette décision unilatérale avait été vivement dénoncée par des responsables du mouvement indépendantiste qui avaient reproché à l'ONU de se laisser embrigader « dans une campagne sud-africaine pour discréditer et humilier la SWAPO ». — (AFP, Reuters.)

## ALGÉRIE

### Violentes échauffourées à El-Milia : un mort

De nouveaux troubles ont éclaté depuis plusieurs jours dans une petite ville de l'est algérien, El-Milia, faisant un mort, un coiffeur de vingt-cinq ans, tué par balles par le service d'ordre au cours d'échauffourées. L'agitation, qui avait duré plusieurs jours fin mars et fait officiellement une quinzaine de blessés, a repris le 8 avril à la suite d'une bagarre qui a dégénéré, « contraignant les services de sécurité à recourir à l'arme à feu », selon un communiqué de la Wilaya (préfecture) de Jijel, dont dépend El-Milia.

Les circonstances mêmes de ces heurts ont contribué à aggraver la situation et à provoquer de nouveaux troubles : c'est, en effet, le fils du chef de la sûreté de la wilaya (sous-préfecture), Nabil Benahmed, qui a blessé d'un coup de couteau un plombier de vingt-six ans, Mahmoud Faran. Une partie de la population a alors organisé une manifestation de protestation devant le commissariat de police d'El-Milia, exigeant que Nabil Benahmed soit présenté à la justice.

Au cours de cette manifestation devant le siège de la police, des coups de feu ont été tirés par les forces de l'ordre, atteignant un coiffeur qui a succombé à ses blessures.

Cette mort a provoqué une nouvelle flambée de colère : toute la nuit, des jeunes, en petits groupes, ont harcelé le service d'ordre. Le lendemain, la ville était comme morte, tandis que d'importants renforts de police étaient dépêchés sur place.

Depuis, commerces et administrations restent fermés. La grande majorité de la population de la ville ne sort plus de chez elle, tandis que des affrontements sporadiques se produisent entre manifestants et policiers. Le wali (préfet) de Jijel a lancé un appel à la population « pour qu'elle contribue au rétablissement de l'ordre et dénonce avec fermeté ceux qui sont à l'origine de ce désordre ». — (AFP.)

● ZAIRE : un nouveau président pour l'UPDS. — L'Union pour la démocratie et le progrès social (UPDS), mouvement d'opposition zairois, s'est donné, récemment un nouveau président national, en la personne de M. Marcel Lihau. Elle réaffirme, dans un communiqué, « sa ferme détermination de continuer la lutte dans la non-violence », et appelle de ses vœux « la formation d'un gouvernement d'union nationale de transition, indépendant du président ».

## Amériques

### ÉTATS-UNIS

#### Mort de l'ancien fondateur du mouvement « Yippie » Abbie Hoffman

Abbie Hoffman, l'un des plus célèbres activistes des années 60 et fondateur du mouvement « Yippie », a été retrouvé mort, mercredi 5 avril, à son domicile à New-Hope (Pennsylvanie). Abbie Hoffman, qui était âgé de cinquante-deux ans, gisait tout habillé sur son lit. La police n'a pas révélé les causes de sa mort ; une autopsie a été ordonnée.

Pour ses supporters, ses fans des « sixties », qui avaient suivi son parcours tourmenté de la révolte des campus contre la guerre du Vietnam, aux affrontements fratricides de la convention démocrate de Chicago de 1968, en passant par l'apologie de la drogue et du LSD, Abbie Hoffman, le père du mouvement « yippie » (Youth international protest) était déjà mort, politiquement du moins, ce 3 septembre 1980, où, rompu avec presque sept ans de clandestinité, il choisit d'apparaître aux côtés de la journaliste Barbara Walters sur la chaîne télévisée NBC. Ce jour-là, on vit un Abbie Hoffman intronisé : la célèbre crimière, portée jusqu'à la « afro », était enfin disciplinée et la chirurgie esthétique avait corrigé le profil trop volontaire. Surtout le discours n'était plus le même : celui qui depuis quelques années se faisait appeler « Barry Freed » décidait d'appeler « Barry Freed » de jeter l'éponge, las, disant, de « vivre dans la crainte de la police », il n'avait plus rien à voir avec le violent contesta-

taire des années 60 et voulait se « ranger ». Il venait d'ailleurs d'achever une autobiographie au titre ironique de « On en fera un bon film ». Le lendemain, Hoffman se livrait aux autorités fédérales qui le recherchaient depuis sa disparition en avril 1974, lorsque, appelé à comparaître devant la justice pour trafic de drogue, il avait préféré entrer dans la clandestinité.

L'idéologue des campus, nourri de la pensée de Marcuse et du psychologue Abraham Maslow, était alors à l'apogée de sa célébrité. Son livre *Revolution for the Hell of it* et *Stal this Book* dans lesquels il faisait pêle-mêle l'apologie de l'expérience « intellectuelle » du LSD et celle de la révolte contre tout gouvernement institué lui servirent d'introduction dans le milieu étudiant, notamment à l'université de Berkeley en Californie. La part active qu'il prit à la lutte pour les droits civiques en Géorgie et dans le Mississippi renforça sa crédibilité et lui valut même d'être arrêté une première fois en 1964. Mais c'est à New-York, parmi les hippies de l'East Village qu'il fonda réellement son mouvement avec une figure de la contestation des années 60, Jerry Rubin. S'ensuivirent une série de « happenings » solidement mis en scène qui firent les choux gras des médias, telle cette manifestation monstre à Washington contre l'engagement au Vietnam en octobre 1967, ou encore la grande « fumerie party » de Central Park à New-York, la même année, au cours

de laquelle il distribua trois mille cigarettes de marijuana à des gens sélectionnés dans l'annuaire du téléphone.

Déjà, provocateur plus que violent, le mouvement d'Abbie Hoffman connut des heures difficiles l'été 1968 à Chicago lors de la convention démocrate qui allait nommer Hubert Humphrey comme candidat du parti à l'élection présidentielle. Furieux, les pacifistes et les « Yippies » organisèrent une série de manifestations qui tournèrent vite à l'émeute lorsque la police matraqua sans pitié les manifestants. Ce qui a valu à Hoffman et à six de ses compagnons d'être les héros du procès mouvementé des « Sept de Chicago » (qui s'achèvera finalement par un non-lieu).

Revenu dans le rang depuis sa réapparition spectaculaire à la télévision, Hoffman s'était dévoué ces dernières années à la cause écologiste. Une cause découverte lors de son exil au Mexique et surtout dans une île du Saint-Laurent qu'il défendit au point que le gouverneur de New-York, Hugh Carey, intervint même en sa faveur en 1981, lorsque se tint enfin le procès pour trafic de drogue où il fut condamné à trois ans de prison (il sera plus tard libéré sur parole). Impliqué dans une campagne de protestation contre un déversement des eaux de la rivière Delaware, l'ancien militant était « très déprimé » ces dernières semaines, selon ses amis.

#### Chasse à l'homme après la découverte d'un charnier

Après la découverte, à proximité de la frontière mexicaine d'un charnier contenant les corps de douze personnes sacrifiées, selon des rites « sataniques », la police américaine a lancé, mercredi 12 avril, une chasse à l'homme pour retrouver un américain-cubain, Alfredo de Jesus Constantino, qui aurait dirigé ce culte.

La police mexicaine a déjà arrêté neuf personnes soupçonnées d'appartenir à ce groupe de trafiquants de drogue qui a assassiné, mutilé, enterré clandestinement une douzaine de personnes dans l'hacienda de Santa Helena. Selon les confessions de l'un d'entre eux, les trafiquants auraient pratiqué ces sacrifices (certaines victimes ont été torturées, d'autres tuées par balles ou à coups de machette) pour assurer le succès de leurs activités et se protéger de la police.

Parmi les victimes figure un étudiant de vingt et un ans de l'université du Texas, Mark Kilroy, qui avait disparu il y a plusieurs semaines, alors qu'il se trouvait en vacances dans la ville mexicaine de Matamoros. La police continuait mercredi à sonder le terrain de l'hacienda pour découvrir d'autres charniers éventuels, ces sacrifices ayant commencé, selon les enquêteurs, il y a neuf mois. — (AFP, AP, Reuters.)

## Revue d'études Palestiniennes

### AUSOMMAIRE DU N° 31

Entretien avec Faysal Hussein

KATHLEEN CHRISTISON

La politique de George Shultz au Proche-Orient

WALID KHALIDI

Reconstruire l'Etat et la société au Liban

EDWARD W. SAÏD

Identité, négation et violence

MAHMOUD DARWICH

C'est une chanson

MUHAMMAD BARRADA

Une rencontre avec Nagaïb Mahfouz

ANDRÉ MIQUEL

Usama Ibn Munqidh :

un prince syrien face aux Croisés

Le N° 57 F - Abonnement 1 an (quatre numéros), 190 F  
Étudiants (sur justification), 160 F  
Règlement au nom des Éditions de Minuit (CCP Paris 180.437)

Revue trimestrielle publiée par l'Institut des Études palestiniennes  
Diffusion : les Éditions de Minuit - 7 rue Bernard Palissy - 75006 Paris



## Diplomatie

La France souhaite « reprendre un rôle plus actif » en Indochine  
déclare M. Roland Dumas

Le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, a souligné, mercredi 12 avril, la volonté de son gouvernement de « voir la France reprendre une place et un rôle plus actifs » en Indochine « au moment où se produisent dans cette région des évolutions décisives ». Lors de la séance des questions orales à l'Assemblée nationale, M. Dumas a rappelé que la France s'employait depuis plusieurs mois « à hâter le retour de la paix par une solution rapide au Cambodge ». La France, a-t-il ajouté, « veut favoriser le dialogue et la réconciliation entre tous les Cambodgiens en attendant de pouvoir organiser la conférence internationale qu'elle s'est déclarée prête à accueillir à Paris ».

« Dès que la situation permettra une action de dimension significative et durable, la France jouera son rôle », a-t-il dit en soulignant que, « d'ores et déjà, la France manifeste sa volonté (...) de relancer une coopération qui répond à l'attente des gouvernements de ces pays ». Il a notamment mentionné l'accroissement substantiel de l'envoie de la coopération culturelle avec le Vietnam (31 millions de francs cette

année, contre 21 millions de francs l'an dernier) et avec le Laos, ainsi que l'accueil en France de quelque deux cents boursiers de ces deux pays.

A propos du Cambodge, avec lequel la France n'entretient plus de relations diplomatiques depuis 1975, le ministre a rappelé que, compte tenu des « difficultés propres à ce pays », la France ne pouvait y avoir de représentation officielle « avant la constitution d'un gouvernement reconnu par la communauté internationale ». Il a toutefois indiqué que le gouvernement était prêt « à apporter une contribution essentielle » à la restauration des célèbres temples d'Angkor. Il a ajouté que des « subventions importantes » avaient été allouées par le gouvernement français à des organisations non gouvernementales pour « maintenir et développer l'influence française dans le domaine de la santé, de l'agriculture et de l'enseignement » au Cambodge. Il a précisé qu'un premier groupe de médecins cambodgiens était arrivé en France pour effectuer un stage, tandis que plusieurs enseignants français ont été détachés à Phnom-Penh par l'Alliance française.

## Le Pacte de Varsovie propose une négociation sur les armes nucléaires à courte portée

Les pays du pacte de Varsovie ont proposé officiellement à l'OTAN l'ouverture de négociations séparées sur les armes nucléaires à courte portée (SNF) en Europe, dans une déclaration publiée mercredi 12 avril, à l'issue de la réunion régulière des ministres des affaires étrangères du pacte à Berlin-Est.

Ceux-ci suggèrent d'entamer dès maintenant des « consultations spéciales » pour préparer ces négociations en vue « d'une réduction et d'une élimination par étapes des armes nucléaires ». Ils ajoutent : « Le maintien, la modernisation ou l'augmentation (du nombre) des armes nucléaires tactiques déstabiliserait la situation stratégique en Europe ».

Des négociations sur les SNF (toutes les armes portant à moins de 500 km) ont été proposées à plusieurs reprises par le bloc de l'Est et encore tout récemment par le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Chevardnadze, lors de l'ouverture des négociations sur les armements conventionnels en mars à Vienne.

Le secrétaire général de l'OTAN, M. Manfred Woerner, a rejeté le même jour à Washington l'appel du pacte de Varsovie, affirmant que la principale priorité devait être donnée aux armements conventionnels. A l'issue d'un entretien avec le président George Bush, M. Woerner a souligné que le pacte de Varsovie avait quatre fois plus de SNF que l'OTAN.

L'OTAN dément officiellement 85 lanceurs de fusées sol-sol (Lance) de 110 kilomètres de portée, presque tous installés en RFA. Le pacte de Varsovie, de son côté, reconnaît avoir déployé 1 608 lanceurs de fusées de 38 à 120 kilomètres de portée selon les modèles.

Les propositions du pacte de Varsovie surviennent peu avant deux importantes réunions de l'OTAN au cours desquelles les Alliés vont tenter de définir une stratégie pour leur arsenal nucléaire : une réunion des ministres de la défense dans le cadre du groupe des plans nucléaires mercredi et jeudi prochains et le sommet de l'OTAN les 29 et 30 mai. Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne souhaitent que l'Alliance s'engage cette année à moderniser les LANCE mais une majorité des seize pays membres y est hostile. Les opposants estiment que la modernisation des Lance doit être reportée de deux ans. Ils sont aussi de plus en plus nombreux à préconiser l'ouverture de négociations à ce sujet, une attitude qui isole la Grande-Bretagne et les Etats-Unis. — (AFP.)



**CAPEL**  
se met en quatre pour les doublemètres

CAPEL prêt-à-porter hommes grands hommes forts

• 74, boulevard de Sébastopol Paris 9

• 26, boulevard Malesherbes Paris 8

• Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15

• 13, rue de la République, 69001 Lyon

• 27, rue du Dôme, 67000 Strasbourg

## Proche-Orient

## La controverse

La déception des chrétiens libanais

## « Va-t-en, toi et ton bateau »

BEYROUTH

de notre envoyée spéciale

Le comité de la Ligue arabe sur le Liban a commencé ses consultations à Koweït dans la soirée du mercredi 12 avril avec les membres de la délégation des Forces libanaises (chrétiens anti-syriens). Chéikh Sahab, président du comité et chef de la diplomatie koweïtienne, est assis, dans ces travaux, par le ministre jordanien des affaires étrangères, M. Marwan Kassas, et par le secrétaire général de la Ligue arabe, M. Chedli Kibbi.

Les bombardements à Beyrouth, c'est d'abord cela : les pétroliers qui courent, affolés, pour gagner un quelconque abri, les automobilistes, klaxon bloqué, qui accélèrent pour fuir au plus vite. En quelques minutes, le quartier visé se vide. Mercredi 12 avril, la panique a été d'autant plus grande que le calme relatif des jours précédents avait encouragé la population à sortir nombreuse. Cela explique le lourd bilan de cette journée de bombardements, la plus violente depuis la fragile trêve obtenue après le deuxième appel au cessez-le-feu lancé le 5 avril par la Ligue arabe : neuf morts et quarante et un blessés.

Quasiment toute la journée, la capitale libanaise et ses environs ont résonné du bruit de la canonnade commencent vite le matin, le long de la ligne de démarcation qui sépare les deux secteurs de Beyrouth, c'est-à-dire à un endroit où il est difficile de déterminer avec précision le « fauteur de trouble ».

Le canon a en tout cas tanné, très vite, les Libanais aux abris et accentué la peur de ceux encore nombreux qui n'ont plus sorti. Dans les trois étages souterrains du centre commercial d'Antelias, dans Beyrouth-Est, ils sont environ cinq cents. Depuis un mois, il vivent sous terre. Chaque famille a fait son coin : dans un magasin encore vide dont ils baissent les lourdes grilles en crochets pour protéger un peu leur intimité, qui dans les couloirs ou encore dans les voitures possédées dans le parking. « La région n'est pas tellement bombardée », affirme un responsable du centre, mais ces gens ont peur et n'osent pas mettre le nez dehors, même quand le canon se tait. « Il est vrai que quatre ou cinq obus le matin, autant l'après-midi, suffisent à paralyser presque complètement la vie, et l'attente est insupportable à tous ».

Assis sur un matelas où dorment ses deux enfants, une femme prépare le café à même le sol, tandis qu'autour d'elle des jeunes discutent à voix basse. Chacun à son histoire mais personne ne se livre beaucoup, dignité oblige. Pourtant, ce mercredi, c'est la rancœur contre la France, l'ouïe il y a trois jours, qui domine dans les conversations. « Puisse vous avoir peur, parties et laissez-nous, lance un jeune homme.

On ne vous avait rien demandé. » Un homme d'âge mûr, agent d'assurance, tente de contenir sa colère mais interroge : « En quoi les Israéliens, que vous avez armés contre les Iraniens, méritent-ils plus que nous votre sollicitude ? Nous, au moins, c'est en français que l'on vous parle et c'est l'histoire de votre pays que nos enfants apprennent. Pourquoi nous avez-vous donné de l'espoir sans le rendre compte ? »

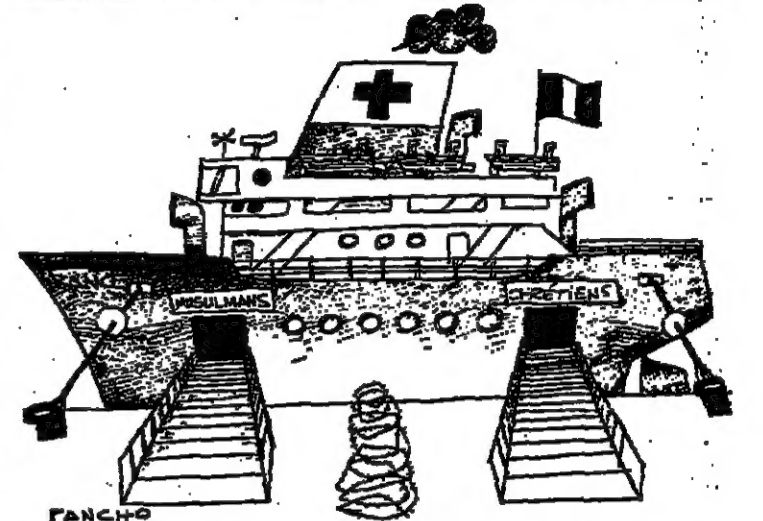
Dans le petit village de Kahalé, qui dans la semaine dernière réclamait les portraits du président Mitterrand, la colère est plus directe. « Va-t'en, toi et ton bateau », lance, accusateur, un habitant. Inutile d'essayer d'engager le dialogue.

## L'assurance du général Aoun

Ce refrain, même à l'entrée du palais présidentiel de Baabda, on n'y échappe pas. « Alors, les Français,

Quant à ceux qui parlent de la question libanaise de loin, ils peuvent parfois être prisonniers de l'erreur. » Mais le général Aoun ne veut faire porter à quiconque la responsabilité de la guerre actuelle et ses conséquences : « Notre décision de libération est nationale. Nous comptons d'abord sur nous-mêmes, ensuite sur l'aide des autres. La France est un pays ami et nous ne voulons pas la compromettre. »

Cependant, c'est la décision du premier ministre chrétien d'accepter que le pétrole envoyé par la France soit éventuellement déchargé au terminal de Jieh, dans une zone sous contrôle de l'armée syrienne, qui a permis, dans une certaine mesure, de débloquer le problème de l'arrivée de l'aide humanitaire. Et c'est sans conteste la déclaration de M. Mitterrand qui a levé les obstacles pour le gouvernement à majorité musulmane de M. Selim Hoss, qui avait mis la veille comme condition à l'acceptation de l'aide française « une clarification de la position de Paris ». Peu après le communiqué de l'Élysée, M. Hoss,



vous avez déjà peur ! », affirme, goguenard, le soldat de faction qui vérifie les voitures. Alors que le bruit des obus qui s'échappent dans les environs s'entend, un sergent de la garde présidentielle a été tué mercredi dans la cour d'honneur du palais. — le général Aoun, lui, ne veut pas se laisser aller. Dans son bunker, au sous-sol du palais, les traits tirés mais toujours aussi déterminé, il ne veut visiblement pas jeter de l'huile sur le feu. Tout en estimant que « la politique de la France n'a pas changé », il affirme toutefois : « Celui qui veut aider la victime ne demande pas la permission à son bourreau. Nous acceptons le geste de la France comme ayant une signification politique. S'il s'y en a plus, le geste n'est plus. Nous voulons la signification politique du geste. »

Le général Aoun rend aussi un hommage appuyé à M. Jean-François Deniau au moment où celui-ci est désavoué par le gouvernement français : « Deniau a parlé de la crise du Liban avec enthousiasme parce qu'il est venu, a vu et a témoigné. »

dans une déclaration à l'AFP, a annoncé : « Nous acceptons favorablement l'aide française et nous sommes en train d'examiner les mesures pratiques pour assurer son entrée au Liban et sa distribution, en coopération avec M. Kouchner. » Avant cette acceptation formelle, M. Hoss avait rendu hommage à la position « juste et objective » du président Mitterrand.

Rendu prudent par les événements, M. Kouchner, qui poursuit sa mission à Beyrouth, a affirmé, mercredi soir : « Les choses ont beaucoup avancé, mais il y a encore des difficultés. » Le secrétaire d'État à l'action humanitaire, qui devait s'entretenir de nouveau jeudi avec le général Aoun et M. Hoss, s'est refusé à préciser quand les bateaux français en route à Larnaca arriveront au Liban.

En attendant, le Liban est entré jeudi dans sa quinzième année de guerre au bruit des canons, les artilleurs des deux bords célébrant, dès le lever du soleil, ce tragique anniversaire.

FRANÇOISE CHIPAUX.

ISRAËL : leader des colons juifs en Cisjordanie  
Le rabbin Levinger est inculpé pour meurtre

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Le rabbin israélien Moshe Levinger a été inculpé pour meurtre le mercredi 12 avril. C'est la première fois que cette figure de proue du Gush Emounim (Bloc de la foi), le principal mouvement des colons israéliens en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, a maille à partir avec la justice. Car ce personnage mystique, fondateur de l'implantation juive à Hébron, est aussi un bretteux.

Il n'est pas rare de le voir, le pistolet-mitrailleur en bandoulière, pourchasser des lanceurs de pierres dans les rues d'Hébron. Jusqu'à présent, les déclarations du rabbin Levinger avec la justice s'étaient terminées par des non-lieux. Cette fois, cependant, les faits qui lui sont reprochés sont graves : il y a eu mort d'homme, et le rabbin est passible de vingt ans de prison.

L'acte d'accusation a été déposé mardi au tribunal de Jérusalem. Les événements relatés en détail dans ce document remontent au 30 septembre 1988. Le rabbin roulait en voi-

ture avec quatre membres de sa famille dans le centre d'Hébron lorsqu'il a essuyé une volée de pierres. Il s'est rendu à un barrage de l'armée où il a de nouveau été la cible de projectiles. C'est alors qu'il a sorti son revolver, tirant deux ou trois coups en l'air puis s'est précipité vers une rue commerçante à forte affluence et a ouvert le feu en direction d'un magasin de souliers.

Le propriétaire, Kaid Salah, atteint à la poitrine, a été tué, et un client qui se trouvait à ses côtés blessé. Le rabbin a ensuite renversé des étals de fruits et légumes et insulté les commerçants.

L'accusation parviendra-t-elle, au cours du procès, à prouver cette version des faits ? Elle entend faire comparaître trente-neuf témoins. Mais le rabbin affirme que cet acte d'accusation est un tissu de mensonges et que « le parpaquet, qui n'ignore pas [son] innocence, a été aux pressions des gauchistes ». Pour lui, c'est le ministre de la défense, Itzhak Rabin, incapable de rétablir l'ordre en Judée-Samarie (Cisjordanie), qui doit être traduit en justice et non les Juifs qui se défendent. — (Interim.)

● Incident aéronaval syro-soviétique : sept blessés. — Deux hélicoptères porteurs des « signes d'identification » syriens ont été tirés mardi matin 11 avril contre deux embarcations soviétiques au large du port syrien de Tartous, en mer Méditerranée, blessant sept marins, a révélé jeudi la *Krasnaya Zvezda* (Étoile rouge), journal des forces armées soviétiques.

L'incident s'est produit à 39 miles au large de Tartous, à 10 heures du matin. Les deux hélicoptères ont touché un remorqueur et un bateau de plongée. Cette dernière embarcation a subi les principaux dégâts. — (AFP.)



**CAPEL** habille en long comme en large

CAPEL prêt-à-porter hommes grands hommes forts

• 74, boulevard de Sébastopol Paris 9

• 26, boulevard Malesherbes Paris 8

• Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15

• 13, rue de la République, 69001 Lyon

• 27, rue du Dôme, 67000 Strasbourg

## Asie

## SRI-LANKA

## L'explosion d'une bombe fait 41 morts

Une bombe a explosé, le jeudi 13 avril, dans le port de Trincomalee (nord-est), faisant au moins quarante et un morts, pour la plupart des civils sri-lankais, ont annoncé des représentants de l'armée à Colombo. L'explosion s'est produite au moment où la population se préparait à célébrer les fêtes du Nouvel An sri-lankais et tamoul. D'autre part, dans le nord, dix soldats indiens ont été tués, toujours jeudi, lorsque leur camion a sauté sur une mine. Ces deux attentats sont intervenus au lendemain de la proclamation d'un cessez-le-feu multilatéral par Colombo et rejeté par les rebelles tamouls (le *Monde* du 12 avril). — (AFP.)

## CORÉE DU SUD

## Le pasteur Moon a été arrêté à son retour de Pyongyang

Le pasteur dissident Moon Il-hwan a été arrêté, jeudi 13 avril, à son arrivée à l'aéroport de Séoul tandis que d'importantes forces de police bloquaient les environs pour prévenir des manifestations. Un mandat d'arrêt avait été délivré contre le pasteur en raison de la visite non autorisée qu'il venait d'effectuer à Pyongyang, au cours de laquelle il s'est entretenu pendant sept heures avec le président Kim Il-sung. Il risque dix ans de prison. Le gouvernement sud-coréen considère ce voyage comme un acte de « trahison ».

L'arrestation de ce dissident célèbre (qui a déjà été incarcéré quatre fois et a passé au total sept ans en prison) ne pourra qu'ajouter au climat de tension qui règne en Corée du Sud, nous câble notre correspondant à Tokyo, Philippe Pons. « Si le sud arrêté, ce sera une honte nationale, mais j'ai le sentiment d'avoir accompli ma mission », avait déclaré le pasteur lors d'une escale à Tokyo avant de rentrer à Séoul.

Commentant sa visite de dix jours à Pyongyang, il a déclaré que son objectif principal avait été de s'entretenir avec les dirigeants du Nord du problème de la réunification de la péninsule, « une des plus grandes préoccupations des Coréens ».

## LE JOURNAL des ELECTIONS N°7

Avril - Mai 1989

GORBATCHEV  
PREND  
DES RISQUES

Par

Boris Eltsine,  
Iouri Afanassiev  
et Vitali Korotitch

Vente en kiosque

## VP-planner

Un grand tableau au juste prix !

Graphiques juridiques, horaires directs d'été, programmes électoraux, comparatifs avec le format WCL.

Le plan de 990 Fes HT (117,14 Fes TTC).

Avec, VP-planner, et l'ordinateur des cartes d'identité.

SOFTISSIMO

13 rue du Calvaire - 75002 Paris - Tél. : 42 23 77 10

## ARTHUR ANDERSEN &amp; ASSOCIÉS

## SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES

## "La place financière de Paris et le marché européen des capitaux : enjeux et conditions du succès"

Conférence - Débat

Sous la présidence de Régis Rousselet,

Président de la Société des Bourses Françaises, Président du Conseil des Bourses de Valeurs

avec la participation de

François Bacot, Directeur Général de Bacot - Allain, Société de Bourse, Membre du Conseil des Bourses de Valeurs; Henri Cuderman, Président de la Compagnie Parisienne de Réassurance; Claude Giraud, Directeur Financier du GAN; Jean-François Lepetit, Directeur Général de la Banque Indosuez; Salomon Mizrahi, Associé, Arthur Andersen;

et de

Jean-Claude Trichet, Directeur du Trésor

Jeudi 20 Avril 1989 : 14h30 - 18h30 (cocktail), Hôtel Intercontinental

Renseignements et inscriptions : Chantal Auburger - Tél. : 42 91 09 96 et 42 91 09 03 - Fax : 42 91 06 59

Participation aux frais : 1 200 F TTC

Jeudi 20 Avril 1989



## Proche-Orient

autour de l'aide humanitaire française au Liban

### M. Mitterrand : « Pour la France il n'y a pas lieu de choisir entre les victimes des affrontements »

M. Mitterrand s'est efforcé, mercredi 12 avril, de désamorcer la crise autour de l'aide humanitaire française au Liban en intervenant en conseil des ministres pour réaffirmer solennellement la « position constante » de Paris à l'égard du drame libanais, à savoir que la France est « l'ami des Libanais de toutes confessions, de toutes les communautés ».

Comme il l'avait déjà déclaré jeudi dernier en recevant des parlementaires de la majorité et de l'opposition, M. Mitterrand a voulu dissiper les « interprétations erronées » selon lesquelles la France aurait choisi de ne soutenir que le camp chrétien soumis actuellement au feu des Syriens et de leurs alliés au Liban, fait-on observer à l'Elysée.

Il a tenu, au cours de ce même conseil des ministres tenu à l'Elysée (nos dernières éditions du 13 avril), à « mettre les points sur les i » en réitérant que, « pour la France, il n'y a pas lieu de choisir entre les victimes des affrontements » et que « toutes valent d'être secourues ». Ainsi, l'aide humanitaire apportée par le navire-hôpital de la marine française ne traduit en aucune manière le choix d'une communauté libanaise plutôt qu'une autre. « C'est un signe d'unité et de solidarité pour le peuple libanais. » Rien d'autre, mais tout cela », a souligné le chef de l'Etat.

Il a ajouté : « Dans cet esprit, la France appuie les démarches de la Ligue arabe et forme des vœux pour le succès de sa mission. Elle approuvera, et le cas échéant contribuera à toute mesure qui permettra d'apaiser les souffrances et de restaurer le dialogue au sein d'une population trop longtemps livrée à la violence. Elle souhaite que les nations amies du Liban disent avec elle qu'il appartient aux Libanais de rejeter l'unité de leur pays sur la base des réformes qui leur paraîtront nécessaires ».

#### M. Léotard dénonce les « gestes médiatiques » du gouvernement

A l'Elysée, on réfutait mercredi les critiques de certains dirigeants de l'opposition selon lesquelles la France ne se montre pas suffisamment ferme à l'égard de la Syrie, en observant que personne dans le camp occidental n'est prêt à se lancer dans un affrontement armé avec Damas.

M. François Léotard, président du Parti républicain (PR), avait, au cours d'une conférence de presse, accusé le gouvernement français de se limiter à faire « des gestes spectaculaires et médiatiques » au Liban, au lieu de faire pression sur la Syrie « pour faire cesser les bombardements ».

« On ne répond pas à la situation tragique du Liban, après tant de mois d'impuissance et de destruction ou de complaisance, par des gestes spectaculaires. Mon regret, c'est qu'on soit aujourd'hui engagé dans des opérations médiatiques, au détriment d'opérations de fond que la France peut faire et qu'elle doit faire. La politique qui consiste à

dire qu'on n'a aucun adversaire est une politique lâche. Il a regretté que la France « n'ait pas condamné plus durement le régime syrien et demandé le départ de ses troupes du Liban », en souhaitant que Paris saisisse le Conseil de sécurité.

Le numéro un du PR a en outre donné le coup d'envoi d'une campagne en faveur du Liban, avec notamment une manifestation devant l'ambassade de Syrie à Paris le 19 avril. Il a précisé qu'il se rendrait prochainement à Beyrouth pour y rencontrer le général chrétien Michel Aoun, tout en se défendant de vouloir faire de la politique française au Liban « une affaire de politique intérieure ».

#### M. Dumas : « Nous pouvons comprendre le souci de sécurité de la Syrie »

La France, par la voix de son ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, a pris, mercredi, ses distances avec les commentaires de son émissaire revenu la semaine dernière de Beyrouth, M. Jean-François Deniau, dans un souci apparent d'apaiser les dirigeants musulmans libanais, qui ont multiplié les critiques envers Paris. « Les commentaires de M. Deniau sur la responsabilité de la Syrie dans la crise libanaise ne peuvent engager le gouvernement », a affirmé M. Dumas devant le Parlement.

Il a toutefois indiqué que la mission dont M. Deniau avait été chargé au Liban « était et reste un des éléments de l'action diplomatique entreprise par ailleurs auprès des grandes organisations internationales et dans les capitales les plus directement concernées ». Il a rendu hommage à M. Deniau « pour son courage » et ses efforts. Il a ajouté : « Par la suite, M. Deniau a commenté les aspects de fond du problème libanais, mais, à l'évidence, personne ne peut songer que, quelle que soit la personnalité éminente qui s'exprime, elle puisse engager le gouvernement de la République, qui, lui, ne s'exprime que par la voix de son premier ministre ou des ministres compétents pour ce faire ».

Répondant par ailleurs à une question de M. André Bellon (PS), M. Dumas a déclaré : « Nous comprenons les données essentielles du problème au Moyen-Orient. Nous pouvons comprendre le souci de sécurité de la Syrie. Nous sommes conscients de son rôle et de son poids dans la région, et nous savons que la Syrie doit nécessairement participer à un règlement de paix global au Proche-Orient. Mais nous pensons que ses intérêts, ses objectifs, seront mieux servis par la coexistence de la Syrie avec un Liban uni, souverain, indépendant, et donc libre de toute présence non libanaise. Nous nous appliquons à rechercher les conditions d'une telle situation. La Ligue arabe agit dans le même sens. Nous nous réjouissons de son action et nous souhaitons la réussite de ses efforts ».

### La toile de Pénélope

(Suite de la première page.)

Reste que, à 3 000 km d'ici, des gens qui partagent notre culture, nos valeurs, nos convictions, qui mettent leurs espoirs en nous, sont en péril de mort.

En dehors de la Ligue arabe, qui essaie une fois de plus de s'entremettre, il n'y a guère aujourd'hui que la France pour se préoccuper d'eux. L'extravagant, dans ces conditions, est que ses initiatives aient pu paraître se retourner contre elle. Que la Syrie ait pu menacer de détruire nos bateaux de secours, et le leader druze Walid Joumblatt évoquer à mots couverts l'éventualité d'une reprise des attentats dans l'Hezbollah sans que se mobilise la « conscience universelle » chère à François Mitterrand. Heureusement, celui-ci, aidé sur place par les efforts d'explication de Bernard Kouchner, et par les bons offices, notamment, de l'Algérie, a apparemment réussi à convaincre Damas et ses protégés de Beyrouth que Paris n'entendait pas réserver son assistance humanitaire aux seuls chrétiens.

Echaudés par le massacre au Liban, il y a six ans, de 239 de leurs « marines », les Américains sont en tout cas restés de marbre : c'est en vain que Roland Dumas a franchi l'Atlantique pour essayer de fléchir son nouveau collègue James Baker. Quant à la démarche commune de la CEE, sa discrétion a dû surtout convaincre Hafez el-Assad qu'il n'avait pas trop de souci à se faire de ce côté-là.

Il est vrai que rien n'est simple dans l'Orient compliqué. Trop de gens, en France, voient dans le président syrien un fanatique islamiste dont l'objectif serait de faire disparaître ce qui reste des chrétiens du Liban. Il a beau jeu de répondre que l'intervention de ses troupes en 1976 n'a pas peu contribué à éviter à ces mêmes chrétiens de se trouver submergés par ceux qu'on appelait alors les « islamistes progressistes » : en fait, l'OLP plus la gauche libanaise. Et que la Syrie du parti Baas est un Etat laïque, respectueux de toutes les religions.

#### Un « Realpolitiker »

Il y aurait beaucoup à dire sur ce dernier point, et notamment sur la manière dont sont traités les derniers juifs de Syrie. Mais le fait est que Assad est, avant tout, un « Realpolitiker », un disciple de Bismarck, ce qui explique sans doute le « faible » (feeling) qu'un Henry Kissinger avoue éprouver

pour lui. C'est un alacouf, c'est-à-dire qu'il appartient à une secte jugée si hérétique par les docteurs de la loi coranique, que le mufti de Jérusalem a invité ses coreligionnaires à abattre celui qu'il a qualifié un jour de « pire ennemi des musulmans » (2).

Le président de la Syrie a d'ailleurs dû faire face il y a quelques années, dans la ville de Hama, à une révolte des « Frères musulmans », ces intégristes qui sont responsables de l'assassinat de Sadat. Il l'a noyée dans le sang avec la même tranquillité d'âme qu'il lui fait, aujourd'hui, écraser sous les bombes le secteur chrétien de Beyrouth et qui lui faisait hier ne reculer devant aucun moyen pour se débarrasser de Yasser Arafat, de tous ses ennemis sans doute celui qu'il déteste le plus. Peut-être s-t-il lu Churchill, lequel a écrit, à propos de l'intervention des troupes britanniques contre les maquisards communistes qui s'étaient assurés, au moment de la Libération, le contrôle de la quasi-totalité de la Grèce : « Ces choses-là ne se font pas à moitié. » (3)...

On l'a dit cent fois. Le vrai drame du Proche-Orient, c'est que l'Histoire y a juxtaposé tant de peuples, de religions, de tribus, aux aspirations inconciliables, qu'il n'a jamais vécu en paix que sous une hégémonie. Celle des Turcs a pris fin en 1918 ; celle des Britanniques et des Français, qui avaient pris leur relève après la dernière guerre. Depuis lors, les candidats à dominer la région n'ont pas manqué : les Etats-Unis, Nasser, l'URSS, Israël, les maîtres successifs de Bagdad. La guerre avec l'Irak étant terminée, on commence d'ailleurs à entendre de nouveau parler de l'Irak, qui aurait apparemment fourni des armes aux milices chrétiennes.

Assad, en tout cas, est l'un de ces aspirants à l'hégémonie. Devenu prudent à l'égard d'Israël, il entend bien ne laisser personne, et surtout pas l'OLP, menacer son pouvoir. S'il lui est arrivé de prêter main-forte aux chrétiens du Liban, ce n'est évidemment pas par compassion. C'est parce que ceux-ci sont, comme on dit, ses alliés objectifs contre les Palestiniens. L'idéal pour lui serait une situation dans laquelle la Syrie se verrait reconnaître non seulement la suzeraineté sur le pays du Cédre, dont elle n'a jamais vraiment reconnu l'indépendance, mais la fonction de protection des minorités chrétiennes jadis assurée, face à Constantinople, par la France et par la Russie.

Il existe à Beyrouth des hommes politiques maronites

pour accepter, au moins implicitement et au nom du réalisme, cette philosophie : tel était le cas, par exemple, de l'ancien président Sarkis, et l'on ne peut pas dire qu'Amine Gemayel n'ait pas essayé, après l'échec de sa politique pro-américaine, de jouer cette carte. Mais comment ne pas comprendre, devant l'enchaînement des déceptions, que de nombreux chrétiens refusent ce qui s'apparente en fin de compte au statut des dhimmis, ces minorités dont le sort, dans les pays d'Islam, dépendait essentiellement du bon vouloir du Prince ?

Depuis l'échec, à l'automne dernier, des tentatives pour faire élire par le Parlement, le mandat d'Amine Gemayel étant arrivé à terme, un nouveau président de la République, une séparation de fait est intervenue entre les deux Liban chrétiens et musulmans, chacun se prétendant, sans excessive conviction, seul détenteur de la légitimité, tout en entretenant avec l'autre, à la libanaise, le minimum de contacts nécessaires pour que les services essentiels puissent continuer de fonctionner.

#### Une guerre de libération ?

Il est évident qu'une telle situation ne peut durer sans causer aux populations concernées les pires difficultés. Or elle durait, dans l'indifférence générale. C'est apparemment pour essayer d'en sortir que le général Aoun, chef du camp chrétien, a décidé de déclencher rien de moins qu'une « guerre de libération » contre l'occupant syrien. Celui-ci peut certes justifier sa présence à Beyrouth par l'appel du gouvernement légal de l'époque, celui de Rachid Karamé, assassiné quelques jours plus tard, mais il est clair que la majorité de la population maronite ne voit pas les choses de cette manière. Karamé n'avait-il pas d'ailleurs totalement négligé de consulter, avant de lancer cet appel, le président de la République, Amine Gemayel, seul compétent en la matière ?

Une guerre de libération du Liban, ou plutôt du Liban chrétien — c'est-à-dire moins de la moitié de la population — c'est, compte tenu du rapport de forces, le combat de David contre Goliath, et il ne manque pas de gens pour penser que le général Aoun est tombé sur la tête. Rien, dans son passé, ne vient à l'appui de cette thèse, et il se fait fort de rappeler que, le 18 juin, de Gaulle était bien seul. Il devait bien savoir, cependant, en déclenchant son action,

qu'Assad, ainsi défié, répliquerait à sa manière implacable. Et que l'étranger ne réagirait que mollement. Mais sans doute s-t-il voulu alerter l'opinion mondiale sur le drame d'une communauté qui a peut-être jadis abusé de ses privilèges, mais est aujourd'hui en train d'agoniser à petit feu.

Sans doute est-il vain d'espérer un véritable règlement au Liban aussi longtemps que ne sera pas trouvée une solution à ce problème palestinien, qui est de toute évidence la cause principale de la guerre actuelle. Du moins tous les efforts devraient-ils être faits si l'on veut conjurer le pire pour remettre rapidement sur pied, pour commencer, un minimum d'appareil d'Etat libanais. Cela suppose d'abord l'élection d'un président de la République capable de parler partout au nom de son pays, et pas seulement, comme le président du conseil musulman, Salim Hoss, ou comme le général Aoun, au nom d'une partie de ce pays.

La Ligue arabe s'entremet dans ce sens, et la France soutient à juste titre ses efforts. Mais d'autres pourraient jouer là-dedans un grand rôle : le président Bush, dont le silence obstiné ne laisse pas d'étonner. Gorbatchev, qui, après avoir fait avaler à Arafat la reconnaissance d'Israël, devrait pouvoir convaincre Assad, dont l'armée est équipée à 100 % de matériel soviétique, de faire bénéficier le Liban aussi de la détente en cours. Et enfin le pape, dont l'autorité sur la scène planétaire est considérable, et qui est le mieux placé à la fois pour défendre les chrétiens du Liban et pour les persuader, le moment venu, de se prêter aux compromis nécessaires. Le rôle d'avocat et de conseil qu'il exerce avec tant de doigté pour les Polonais, pourquoi ne s'en chargerait-il pas aussi pour les maronites ?

Un jour ou l'autre, comme tous les conflits, la guerre du Liban s'arrêtera. Rien ne justifierait, alors que les bombes continuent de tomber, que l'on attende davantage pour convaincre Pénélope de remettre sa toile sur le métier et de renoncer à la défaire la nuit venue.

ANDRÉ FONTAINE.

(2) Cité par Annie Laurent : « Syrie-Liban - Les faux frères jumeaux », *Politique étrangère*, automne 1983.  
(3) Winston Churchill, *La Seconde Guerre mondiale*, tome VI, vol. 1.

### Prières œcuméniques à Paris

Une manifestation sans précédent dans son genre a eu lieu, mercredi 12 avril, à la salle de la Mutualité à Paris, devant un millier de personnes. A l'invitation d'une quarantaine d'organisations humanitaires françaises — notamment la CIMADE (Service œcuménique d'entraide), le Comité catholique contre la faim et le Secours catholique, — des représentants de six grandes confessions religieuses ont prié en commun pour le rétablissement de la paix au Liban.

Il s'agissait du cheikh Missoum, vice-recteur de la Mosquée de Paris ; du grand rabbin Emmanuel Chouchena, directeur du Séminaire Israélite de France ; du pasteur Jacques Stewart, président de la Fédération protestante et du conseil des Eglises chrétiennes de France ; de Mgr Joseph Duval, archevêque de Rouen et vice-président de la Conférence des évêques ; de Mgr Jérémie, président du Comité interépiscopal orthodoxe, et de trois vénérables

bouddhistes de la région parisienne, Tri Dat, Tai Thien et Nguyen The Tunc.

Cette cérémonie de prières communes voulait sensibiliser la volonté de restauration d'une harmonie confessionnelle, dont le Liban a été pendant longtemps l'exemple, mais aujourd'hui réduite à néant après quatorze ans de guerre. Le représentant de l'islam à la Mutualité a ainsi déclaré : « La religion de Dieu est unique, sous ses apparences chrétienne, musulmane et juive. C'est

elle qui nous appelle à œuvrer ensemble pour que le peuple libanais retrouve son unité fondée sur la tolérance et la paix. » Représentant le grand rabbin de France, Emmanuel Chouchena a « imploré » les responsables politiques et militaires au Proche-Orient de « faire taire les armes » pour « que le bois du Cédre serve à reconstruire un temple de paix pour le monde entier ».

H. T.

Enfin un événement dans l'assurance automobile...

Tournez la page



## L'islam en fièvre (X)

## Un entretien avec M. Gilles Kepel



(Suite de la première page.)

— Il y a donc une baisse de niveau d'une pensée qui ne se renouvelle pas ?

— Il y a rempli. Jacques Berque caractérise la mosquée, et par là l'islam, comme une civilisation du remploi. De même que les mosquées primitives furent une réorganisation de l'espace sacré à partir de colonnes et de chapiteaux venant des temples et des églises ruinés, de même on utilise des éléments d'une tradition existante. En somme, le vocabulaire est constant, mais la syntaxe est nouvelle.

— De quelle date la dernière vague de renouvellement de la pensée islamiste ?

— De la période comprise entre les années 40 et les années 60. Autour de deux figures principales : au Pakistan, Abu'l Ala al-Mawdudi, mort en 1979 ; en Égypte, autour de Sayyid Qutb, dernier idéologue d'inspiration des Frères musulmans, qui a été pendu en 1966.

— Ces auteurs ont été les premiers à penser une situation post coloniale, à élaborer un cadre conceptuel qui permette de critiquer l'État indépendant et de bâtir sur ses ruines l'État islamique. Ils ont concentré leur attention sur l'époque de « l'âge d'or de l'islam », du Prophète et des premiers califes. Ils considèrent que les quinze siècles nous en séparant sont caractérisés par un éloignement comparable à l'égard de l'islam tel qu'ils le rêvent, eux.

## Deux orientations

— Quelles sont les principales tendances de l'islam contemporain ?

— Aujourd'hui, dans les mouvements de réaffirmation de l'islam, il ne faut pas se confondre. On trouve, en gros, deux orientations : d'un côté, ceux qui veulent rétablir la société par le haut en s'emparant de l'État ; de l'autre, ceux — majoritaires mais moins visibles — qui veulent réislamiser la société en passant par le bas, en réislamisant les individus. Ces groupes, qu'on pourrait appeler piétistes ou communautaristes, ont un recrutement beaucoup plus large que les groupes islamistes militants, du moins dans le monde sunnite.

— L'islamisme politique utilise-t-il à son profit l'islamisation communautaire ?

— C'est évidemment son ambition. Mais cela ne va pas sans un conflit permanent. Car entre les deux types de mouvement, il y a une situation de rivalité très vive.

— Entre les politiques et les culturels ?

— Oui. Et, à ce propos, il faut veiller à la terminologie. Fondamentalisme et intégrisme, par exemple, sont des termes simplement transposés par métaphore à partir de traditions culturelles tout à fait différentes. L'intégrisme est un phénomène qui existe dans l'univers catholique. Mgr Lefebvre est un intégriste. Le terme fondamentalisme appartient au vocabulaire protestant nord-américain. Il est apparu dans les années 10 autour de la controverse antirationaliste. Quand on applique ces catégories au monde islamique tout à fait, cela occulte davantage de choses que cela n'en révèle.

— L'islam est-il une religion différente des autres, en ce sens qu'il ne pourrait pas coexister avec une société civile ?

— En termes de dogme, il n'y a pas dans l'islam l'équivalent de la célèbre parole chrétienne : « Rendez à César ce qui est à César, et à Dieu ce qui est à Dieu ». L'islam est, à la fois, de ce monde et de l'autre. Il a vocation à régler la sphère des affaires d'ici bas et celles de l'au-delà. Cela, c'est la doctrine. Mais les quinze siècles d'histoire musulmane ont été quinze siècles d'accommodement permanent avec cette doctrine. Ainsi, depuis quinze siècles, dans le monde musulman, un certain nombre de gens passent leur temps à demander l'application de la charia, la loi islamique.

## Toute souveraineté appartient à Dieu

— La charia n'a-t-elle pas été appliquée jusqu'au dix-neuvième siècle dans la plupart des pays musulmans ?

— Des fragments en ont été appliqués. Mais même s'il n'y a pas d'espace légitime pour César, les princes se sont taillé dans le monde de l'islam des domaines qui étaient simplement le fruit de leur législation, de leurs propres capacités à élaborer du droit, sans se référer à la charia. Ainsi l'histoire des sociétés musulmanes fut une suite d'accommodements et de luttes entre différents courants qui se réclamèrent de différents types d'interprétation.

— Ce qui frappe aujourd'hui, c'est que ceux qui ont plutôt le vent en poupe, ce sont les islamistes. Pour eux, il n'y a pas de compromis possible : la démocratie, en tant que telle, n'a pas de sens. Elle se réfère à une souveraineté qui vient du peuple et qui n'est pas légitime, puisque toute souveraineté appartient à Dieu, nous au peuple. La question est de savoir dans quelle mesure cette tendance — à continuer à exercer un rôle prépondérant sur le marché des idées dans le monde musulman. Cela n'a pas toujours été le cas.

— N'est-ce pas parce que sur le marché des idées aujourd'hui, il n'y a pas de concurrence ?

— Il y a effectivement une très faible concurrence. Cela est dû au fait que les élites musulmanes sécularisées ont été largement discréditées par l'échec des expériences menées dans nombre d'États nouvel-

lement indépendants. Les militants islamistes appartiennent à la première génération de l'explosion démographique et de l'exode rural massif, celle qui a été précipitée dans les périphéries urbaines au Caire, à Alger, à Beyrouth, etc. C'est aussi la première génération qui n'a pas connu la colonisation, mais uniquement la gestion de la société par les élites issues de l'indépendance.

— Une série d'échecs ?

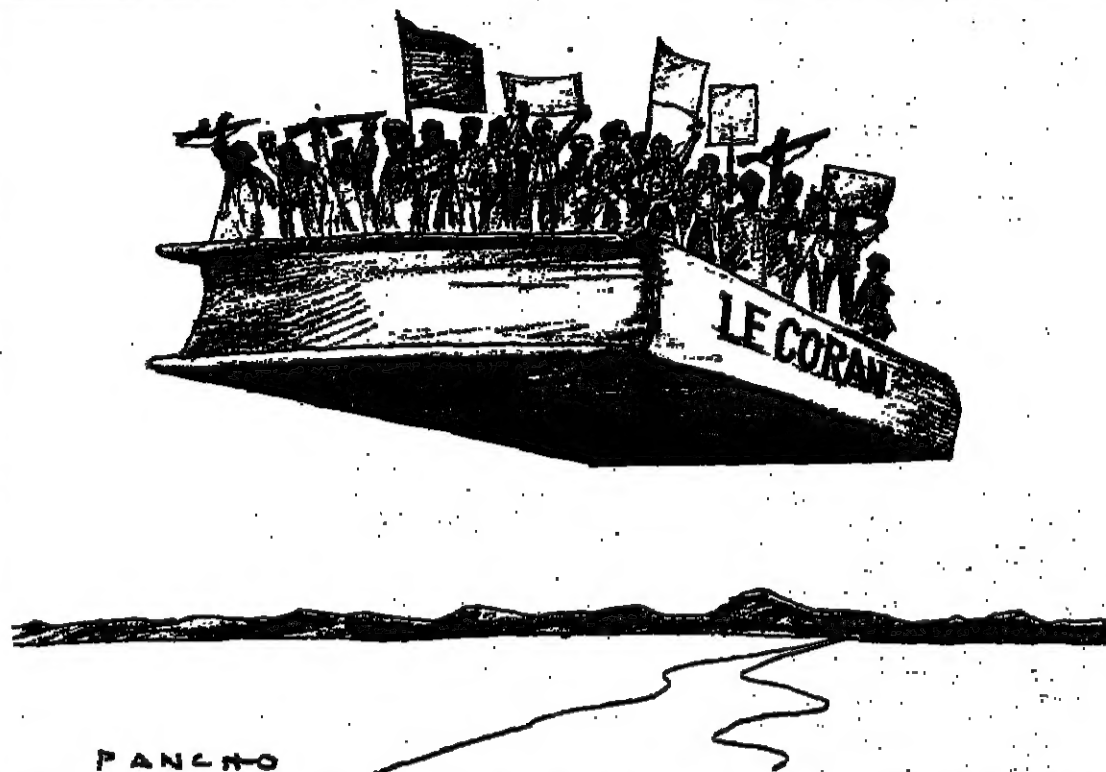
— Selon eux, oui, et on peut dire qu'on a jeté le bébé avec l'eau du bain. Les intellectuels musulmans non islamistes n'ont pas réussi à pro-

ner les solidarités se sont réorganisées comme cela. La *fatwa* contre Rushdie avait pour objectif de briser ce processus défavorable à l'Iran.

— Les manifestations anti-Rushdie ont commencé chez les émigrés indo-pakistanaïses en Angleterre. Ensuite, l'Iran a pris le relais. Il a fait sortir l'agitation du monde indo-pakistanaïse et a cherché à l'étendre à l'ensemble du monde islamique. Cela dit, au Maghreb et dans le monde arabe, l'affaire Rushdie n'a pas eu une importance extrême. On n'a vu aucune part de manifestation violente, comme au Pakistan ou en Inde.

de faire le jihad pour libérer Jérusalem, mais encore faut-il savoir qui doit diriger l'armée du jihad. Si c'est le prince impie (comprenez Sadat), le prestige lui revient et cela ne fait que renforcer son pouvoir. Israël est l'ennemi lointain, le prince impie est l'ennemi proche. Pour les islamistes, il faut renverser la priorité, il faut d'abord assaillir le jihad contre l'ennemi proche, c'est-à-dire contre le gouvernement en place. On s'occupera de l'ennemi lointain après.

— Or les ennemis proches, ce sont dans cette optique les États qui ont failli, après avoir manipulé toute la



PANCHO

faire une critique des États indépendants qui ait une véritable résonance parmi les populations. Les islamistes ont été, en outre, aidés par le fait que beaucoup d'États ont reculé à leur compte, pour assurer leur survie idéologique, les mots d'ordre du tiers-mondisme, de l'anti-impérialisme, de l'anti-sionisme, etc., et les ont galvanisés. Ainsi le conflit israélo-arabe est-il devenu l'un des facteurs qui permettent aux régimes des pays de la région de mobiliser la société, de lui faire servir les rangs.

— Le projet islamiste est-il irréaliste ?

— Actuellement, beaucoup dépendra de l'Iran, de sa capacité d'attrait ou de désempolement envers les musulmans du reste du monde qui l'observent. Et on le sait bien à Téhéran. C'est, entre autres, dans ce contexte qu'il faut comprendre la force — est apparue comme le défenseur de l'islam offensé ; ce faisant, il a partiellement occulté l'antagonisme chiite-sunnite ravivé par la guerre avec l'Irak.

— Celle-ci, en effet, n'a pas abouti à ce que souhaitait Khomeiny. Au lieu d'estomper le caractère chiite de l'Iran, d'en faire la capitale de l'islam en lutte contre l'impérialisme, elle a fait ressurgir la Perse chiite non arabe s'opposant à des Arabes sun-

nitaires. Les solidarités se sont réorganisées comme cela. La *fatwa* contre Rushdie avait pour objectif de briser ce processus défavorable à l'Iran.

— Les pays de la Conférence islamique réunis à Ryad ont tout de même reconnu que Rushdie était un apostat. L'apostasie en islam, c'est la mort.

— Dans le Coran, l'apostat n'est menacé que de peines dans l'autre monde. La peine de mort s'est imposée dans la pratique des sociétés musulmanes, et notamment à partir du moment où l'apostasie ou le blasphème causaient un scandale public, c'est-à-dire menaçaient l'unité de la communauté et donc favorisaient les ennemis de l'islam.

## La fascination de l'Occident

— D'une manière générale, l'islamisme traduit-il l'esprit du Coran et si oui, en quel ?

— Il y a le dogme et il y a la façon dont il a été mis en application. Si les textes sacrés étaient univoques, cela se saurait. On n'aurait pas assisté au fil des siècles à la création d'institutions dont la tâche est précisément de contrôler l'interprétation des textes. Certains, parmi ces exceptions, étaient stupides, les principes, d'autres les attaquaient, d'autres encore faisaient la politique.

— La laïcité est-elle concevable en pays d'islam, ou bien est-elle utopique ?

— Pour l'instant, on n'a pas observé de cas de laïcité endogène se réclamant de l'islam. Dans les pays d'origine musulmane où la laïcité a été instaurée — la Turquie en est l'exemple le plus frappant — elle s'est imposée contre le religieux. En Albanie, on est même allé jusqu'à l'éradiquer du religieux. La laïcité est d'autant moins d'actualité que les mouvements islamistes ont le vent en poupe et y sont très hostiles. Pour les Frères musulmans, la laïcité, c'est la honte, le scandale, l'horreur.

— En Turquie, la laïcisation a eu lieu par le haut, de façon autoritaire et en s'appuyant sur un modèle occidental. Mais la Turquie est aujourd'hui une société où la réislamisation des mœurs est beaucoup plus avancée qu'il y a vingt ans, pas tant dans les couches rurales que dans celles qui succèdent à la modernité.

— En Syrie, en Irak, ce fut la laïcisation à corps de crime. La laïcité y est souvent perçue comme un des éléments de la tyrannie. Elle est déconsidérée par l'usage qu'en fait le régime, au même titre que le « socialisme ».

— Ces valeurs, la laïcité, la modernité, sont-elles associées à l'Occident ?

— L'Occident exerce ainsi une fascination. La preuve : il y a une alternative à l'islamisme, l'« Évangélisme ». Il y a eu une quasi-émancipation au consulat américain au Caire, à la suite de la mise en place d'un système de loterie pour la délivrance des visas d'entrée aux États-Unis. Si les idéaux sont décriés aux yeux des islamistes, ce n'est pas tellement par rapport à l'Occident, mais à cause de l'usage caricatural qu'en ont fait les élites au pouvoir.

— L'auteur du manifeste des assassins de Sadat, encore un technicien, expliquait : c'est bien beau

rhétorique occidentale au service de systèmes qui avaient peu à voir en fait avec la démocratie ou les libertés. D'où le discrédit où ces notions sont tombées et le vide dans lequel les mouvements islamistes ont pu construire leur propagande.

— Ces mouvements ne rejettent pas la modernité mais tentent de se l'approprier en essayant de séparer les techniques de la modernité occidentale de son éthique et de sa finalité. Comme si l'on pouvait dissocier les deux, enlever les techniques mais pas les mœurs.

— Existe-t-il une génération d'intellectuels musulmans en train de se former chez nous ou ailleurs et qui apporterait autre chose ?

— Indéniablement, en Europe. C'est ainsi ce que croient et ce que redoutent les groupes pro-islam. La cible principale de l'affaire Rushdie, outre que l'Iran a essayé à cette occasion de reconquérir le leadership de l'islam, c'est justement les intellectuels sécularisés d'origine musulmane installés en Europe occidentale, à travers le cas-type de Rushdie. Ce dernier était particulièrement bien choisi, puisqu'il était un intellectuel indifférent dans un contexte musulman. Il attaque le sacré à un tel niveau que ceux qui pourraient être tentés de le défendre *in petto* et qui sont attachés culturellement à ce sacré n'osent guère le faire publiquement.

— L'État irakien et la mouvance islamiste perçoivent comme un danger le fait que se développent dans les sociétés européennes de jeunes élites intellectuelles issues de l'immigration qui sont sécularisées ou du moins qui ont intégré, en France par exemple, la laïcité à tel point que l'islam, pour eux, appartient à la sphère de la piété privée.

— Une laïcité islamique traiterait-elle aussi dans une société ?

— Ces intellectuels peuvent, en tout cas, fournir un exemple, préparer l'ère post-islamiste. Pour les mouvements islamistes, ils sont l'exemple à ne pas suivre. On jette sur eux l'opprobre de l'apostasie, potentielle ou actuelle, du blasphème. Ils sont aujourd'hui très menacés et il est important de ne pas les laisser seuls.

— L'islamisation ne fait-elle pas mauvais ménage avec la Déclaration universelle des droits de l'homme ?

— À partir du moment où l'apostasie, le blasphème deviennent un crime, il n'y a plus de liberté de conscience. Il ne faut pas se faire d'illusion, car la liberté de conscience suppose évidemment qu'on puisse changer de religion. Autant l'apostasie des musulmans fait l'objet de l'opprobre, autant la conversion vers l'islam est encouragée. Garaudy est aujourd'hui aussi connu que Khomeiny au fin fond du Mali.

— Quel rôle jouent ces convertis dans l'islam d'aujourd'hui ?

— En France, il y a plusieurs générations de convertis. Une première génération comprend généralement des intellectuels, surtout intéressés par la dimension mystique de l'islam. Une autre, plus jeune, compte bon nombre de post-soixante-huitards. Pour certains, le chemin de Katmandou s'est arrêté en terre d'islam. Plusieurs dirigeants

convertis des associations islamiques en France appartiennent à cette jeune génération. Ce sont souvent d'excellents organisateurs.

— Sont-ils pris au sérieux ou manipulés ?

— Le converti en islam fait l'objet d'une fierté pour les autres musulmans. En même temps, il fait parfois l'objet d'une certaine suspicion. On ne sait pas où sont ses allégeances véritables.

— Quelle est la position de l'Arabie saoudite dans tout ce dispositif islamiste ?

— Une position extrêmement importante. En 1962, fut créée la Ligue islamique mondiale, à l'instigation des Saoudiens, qui la contrôlent. Elle avait pour objet de s'opposer au marxisme, au socialisme et, à l'époque, au nazisme. En France, le bureau de la Ligue avait ses portes en 1977. L'imam qui a été tué récemment en Belgique était affilié à la Ligue, dont Bruxelles est le centre européen. L'Arabie saoudite consacre par son canal beaucoup d'argent à l'édification des mosquées au financement d'associations. Elle cherche à promouvoir l'islamisation dans le monde mais en évitant toute déstabilisation politique. Le danger pour les Saoudiens provient de la concurrence française, car les khomeïnistes, comme naguère les nazis, rêvent de renverser le régime de Ryad.

## Favoriser l'intégration

— Comment éviter que les musulmans d'Europe, notamment ceux de France, ne succombent à l'islamisme ?

— Favoriser l'intégration effective et éviter tout amalgame, faire de tout musulman un islamiste, c'est entrer à plein dans le jeu de Khomeiny. En montrant du doigt, on renforce des solidarités communautaires qui, sans cela, n'existeraient pas forcément. Ce n'est pas parce qu'un homme s'appelle Ahmed qu'on doit considérer que son allégeance exclusive, voire primordiale, est à l'islam.

— Je ne pense pas qu'il existe en France une communauté musulmane organisée, structurée comme telle. En revanche, il existe des populations d'origine musulmane. Les membres peuvent, s'ils le souhaitent, pratiquer leur religion dans le cadre de la laïcité républicaine. Rien ne les empêche non plus de cesser de croire ou de changer de croyance. La République ne connaît pas l'apostasie, mais la liberté de conscience.

— Ensuite, il faut favoriser l'intégration, et non l'immersion communautaire comme c'est le cas en Angleterre où se sont structurées des communautés islamiques avec des leaders qui parlent au nom des autres, exigent un statut dérogatoire du droit commun, par exemple pour ce qui touche au mariage. La gauche nord-européenne s'engage à la gauche avec des idées, considérant que le modèle jacobin c'est l'abandon de la dissolution. Or l'intégration effective suppose qu'il n'y ait pas de structures communautaires médiatrices entre l'individu et l'État ou la nation. Je crains que, derrière les communautés, ne se profilent la génération des ghettos, et, à terme, la dissolution des formes actuelles de notre société, de la liberté et de la démocratie.

Propos recueillis par  
JACQUES AMALRIC,  
JEAN-PIERRE LANGELLIER  
et J.-P. FÉRONCEL-HUGOZ.

FIN

## Trois idéologues de l'intransigeance

L'idéologie islamiste, qui met totalement la religion au service du politique, est un courant présent de très longue date au sein du monde musulman. Son germe a toujours été le retour à la société idéale établie par le Prophète et les quatre premiers califes bien dirigés — dont trois toutefois périrent assassinés.

Certains théoriciens islamistes ont traversé les siècles, tel le Syrien Ahmed Ibn Taimiya (1263-1328), dont le *Traité de droit public* fut aussi, dit-on, la lecture favorite des assassins de Sadat. « La guerre sainte est la meilleure forme du service volontaire que l'homme consacre à Dieu » reste la formule la plus fameuse d'Ibn Taimiya.

À la fin du dix-neuvième siècle, ce fondamentalisme donna naissance à une école qui gagna, avec le Persan arabisant Djamaledine El Aghani (1838-1897) et son disciple égyptien Mohamed Abdou (1849-1905), lesquels, tout en revenant aux sources, firent révolutionner l'islam. Pour ne citer qu'un exemple d'autant plus frappant qu'il concernerait aussi Selman Rushdie, cette école estima que si l'apostat méritait bien le mort au début de l'islam, lorsque les musulmans étaient encore peu nombreux, la peine capitale n'était plus de mise dès lors que ceux-ci étaient devenus innombrables.

Les idéologues islamistes de notre siècle ont généralement préféré s'inspirer d'Ibn Taimiya que du tandem Aghani-Abdou.

Les modernes « taimiyistes » ou assimilés sont nombreux. Trois d'entre eux ont atteint une célébrité universelle. Le plus jeune de ces trio est l'instigateur égyptien Hassan El Banna (1906-1949), fondateur, probablement en 1928, de l'Association des frères musulmans, dont le nom est devenu synonyme d'islamisme.

Sans doute liquidé par la police royale égyptienne, Banna eut ses adeptes cruellement persécutés par Nasser, ce qui, outre leur persécution dans la vallée du Nil, facilita leur dispersion à travers l'Aire islamique.

## De Fatima Jimah à Benazir Bhutto

Le plus beau « coup » des Frères musulmans resta l'initiation d'un obscur moine persan, Mohamed Naouf-Safavi, assassiné probablement par la police du chah après avoir fondé les Fedayins islam, dont Rouhollah Khomeiny (né le 9 novembre 1902) (1) était l'un des animateurs lorsque, en juin 1963, les islamistes iraniens s'en prirent pour la première fois aux Pahlavi à cause de la réforme agraire.

Banna était sunnite. Khomeiny est chiite. L'un des traits de l'idéologie islamiste est de dépasser les clivages communautaires. Les chiites ont lu et entendu Banna. Ne manquant pas les sunnites d'aujourd'hui qui, sans pour autant passer au chiisme, voient dans le khomeïnisme (2) la doctrine à appliquer pour « établir le règne de l'islam ».

Moins connu en Occident que les deux précédents, l'indo-pakistanaïse sunnite de langue ourdoue Abou-Ala Mawdoudi (1903-1979) n'en dispose pas moins, comme penseur, d'une très large audience parmi les musulmans contemporains. Mis à contribution par le régime militaire du général Zia ul-Haq (1977-1988), Mawdoudi demeure cependant moins révéré par les Pakistanais que par bien d'autres communautés musulmanes situées parfois loin d'Asie. Sur la liste des œuvres islamistes circulant le plus en France dans l'Hexagone, le *Benelux* ou la Suisse, on trouve un texte de base de Mawdoudi, au titre assez primaire, *Comprendre l'islam*, imprimé en Malaisie pour le compte de la Fédération internationale islamique des organisations étudiantes (FIOE), siégeant à Koweït.

Une bonne synthèse des thèses de Banna et Mawdoudi se trouve dans *Signes de piété*, du Frère musulman égyptien Sayed Oubay, ce proche de Banna fut pendu en 1966 sur ordre de Nasser.

J.-P. F.-H.

(1) Selon les recherches du journaliste iranien Amir Taheri, consignées dans son *Khomeiny*, Balland, 1985.  
(2) Des trois recueils en français de textes du chef de la révolution iranienne, le plus éclairant est sans doute *Paroles politiques de l'ayatollah Khomeiny* (depuis 1941), coll. « Bibliothèque iranienne », Institut français d'Iranologie de Téhéran et Ed. ADPF, Paris, 1980.

## Une sélection de livres

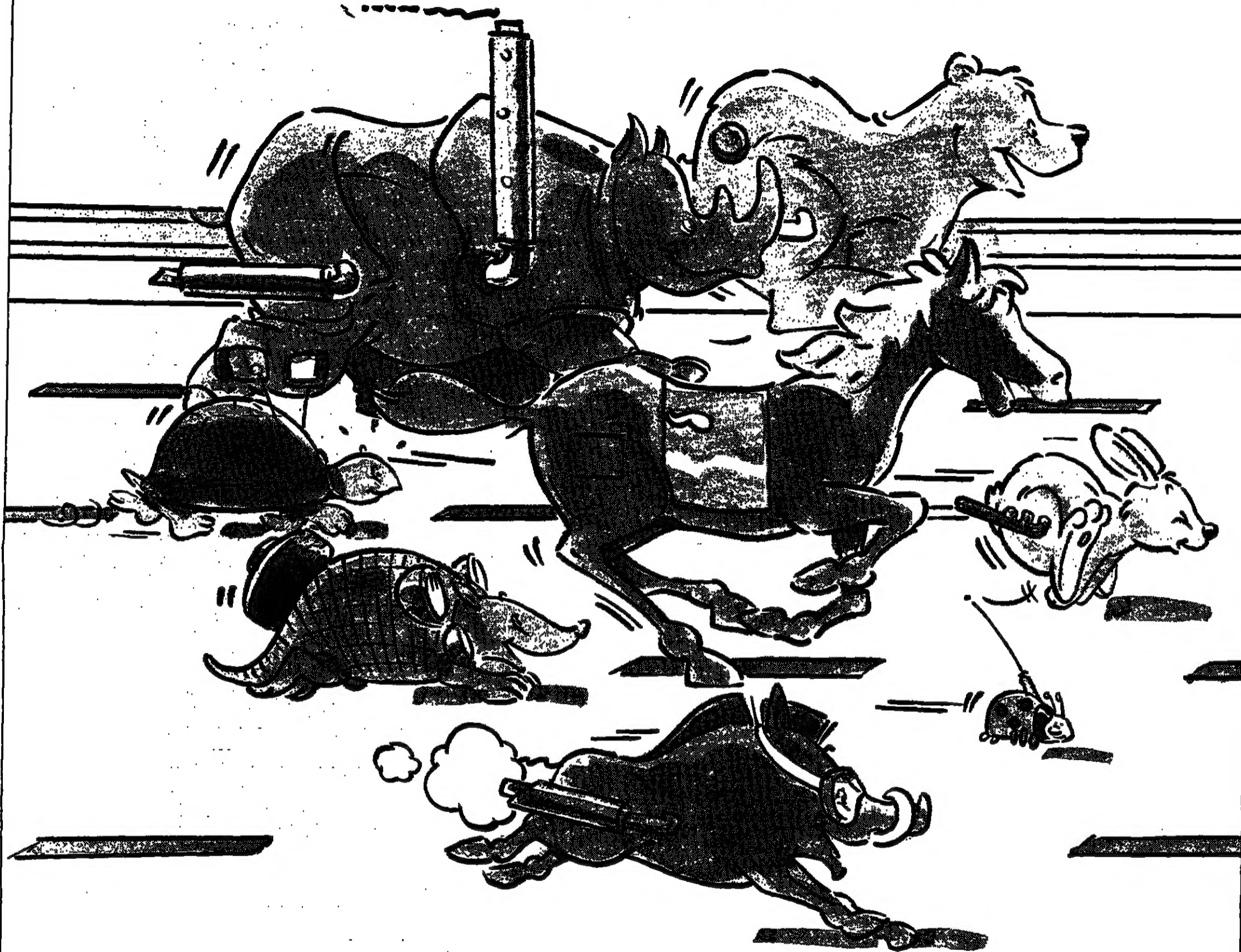
Ouvrages généraux  
André Méric, *L'islam et sa civilisation*, Armand Colin, 1977 ; Maxime Rodinson, *Mohamed*, Le Seuil, 1961 ; *Islam et capitalisme*, Le Seuil, 1966 ; Bernard Lewis, *Le Langage politique de l'islam*, Gallimard, 1988.

Mouvements islamistes  
Olivier Carré et Paul Dumont, *Radicisme islamique*, L'Harmattan, 1988 ; Olivier Carré et Gérard Michard (pseudonyme de Michel Saurat), *Les Frères musulmans*, collection « Archives », Gallimard-Julliard, 1983 ; François Burgat, *L'islam au Maghreb*, Karthala, 1988 ; Michel Saurat, *L'état de barbarie*, Le Seuil, 1989 (à paraître) ; Bruno Étienne, *L'islamisme radical*, Hachette, 1987.

JP Mawdoudi



# Le GAN invente les tarifs bleus.



**ASSURANCE-AUTO: AU GAN VOUS AVEZ TOUS LES PRIX.**

**12 SUPERCINQ À GAGNER**

grâce au grand jeu Tarif Bleu chez tous les Agents Généraux GAN  
à partir du 10 avril 1989 (consultez le 36.14 GAN).

L'énergie  
de tous  
les projets





## Politique

Après la manifestation de Bastia

## Le gouvernement appelle les fonctionnaires de Corse à reprendre le travail

Bastia a connu, mercredi 12 avril, l'une des plus importantes manifestations de ces dix dernières années en Corse, avec quelque douze mille fonctionnaires dans la rue. Des incidents ont opposé les manifestants aux forces de l'ordre en fin d'après-midi. Puis, dans la soirée et jusqu'au milieu de la nuit, de violents accrochages ont été provoqués par des « éléments incontrôlés ».

Lors de la séance de questions au gouvernement à l'Assemblée nationale, interrogé par M. Pasquini, député RPR de Haute-Corse, sur l'« anarchie » régnant dans l'île, M. Rocard a

affirmé que l'« indifférence » du continent à l'égard de la Corse doit cesser, mais qu'« il est temps que cesse le fait que des qu'on a des problèmes sociaux descend dans la rue, l'Etat paye pour arrêter cela ». Et le premier ministre affirme toujours souhaiter une « issue négociée ».

M. Michel Durafour, ministre d'Etat, ministre de la fonction publique, a affirmé jeudi matin 13 avril, sur Antenne 2, qu'il faut que « les fonctionnaires corses acceptent de reprendre le travail ». L'Hôtel Matignon n'a pas été

surpris de l'ampleur de la manifestation, qui était attendue (le Monde du 13 avril). Il ne dramatise pas les incidents de la nuit et fait remarquer que, depuis le début du conflit, Bastia, ville industrielle qui compte de nombreux jeunes chômeurs, connaît des problèmes d'ordre public. Tout en admettant qu'un retour à la normale prendra, de toute façon, du temps, l'Hôtel Matignon espère, jeudi matin, des signes de reprise pour les prochains jours. Selon l'analyse du cabinet du premier ministre, si l'un des syndicats se décide à rompre l'unité de façade, les autres finiront par suivre.

La fédération CGT des PTT de Corse-du-Sud a souligné, mercredi, dans une lettre ouverte adressée au président de la République, les « circonstances exceptionnelles » qui justifient, à ses yeux, le classement de la Corse en zone zéro et l'attribution d'une prime d'insécurité car, « vivre en Corse restera toujours un handicap ».

Une délégation de parlementaires communistes, venue mercredi à l'Hôtel Matignon, exige « la reprise des négociations », affirme qu'elle s'est « ouverte à un sur d'intransigeance » de la part du premier ministre.

## Après l'émeute, retour à l'autisme

BASTIA  
de notre envoyée spéciale

Le continent n'entend que la violence. Elle monte. Les affrontements de la nuit 13 avril, sont parvenus à des niveaux de violence inédits, de heurts à coups de pierres, de coups de gaz lacrymogène, de coups de bâton, de coups de couteau. Depuis la défection de la manifestation des fonctionnaires et jusqu'à 3 heures du matin, une centaine de jeunes masqués de foulards et de lunettes de plongée ont harcelé quelque six cents policiers et gendarmes mobiles dans le centre de Bastia. Une trentaine de policiers ont été blessés dont deux grièvement, renversés par une voiture qui a foncé sur un barrage des forces de l'ordre.

Bastia a connu sa nuit d'émeute. Des coups de feu ont été entendus, des voitures pillées, une agence bancaire incendiée. Des centaines de grenades lacrymogènes et offensives ont été tirées contre les « éléments incontrôlés » dans la nuit et contre les manifestants de l'après-midi, que les forces de l'ordre ont pourchassés plus loin que jamais, au-delà de la place Saint-Nicolas qui se prolonge le port.

Le premier policier blessé l'a été en fin d'après-midi lorsque les fonctionnaires (un de leurs négociateurs en tête) se sont massés contre les barrières empêchant l'accès au rond-point de la préfecture, où une partie de l'intersyndicale était toujours enfermée. Un pétard à grenaille lui a explosé dans la poitrine et sa chemise a été déchirée. L'engrenage était amorcé.

La réponse des fonctionnaires à la décision unilatérale de M. Michel Rocard de leur accorder une prime de transport de 200 francs a été plus massive que jamais : douze mille personnes dans la rue, l'une des plus importantes manifestations de ces dix dernières années en Corse. Venue de Bastia, d'Ajaccio, de Porto-Vecchio, de Sartène, de Corte, ce qui n'est pas rien dans une île où le Nord et le Sud se toisent, il s'agissait de la première manifestation régionale à la huitième semaine du conflit : la Corse et le continent ne vivent pas au même rythme.

La Corse est retournée à son autisme et on ne voit pas ce qui pourrait arrêter la grève des fonctionnaires. Les plus lucides s'inquiètent des lendemains, disent qu'il faut réfléchir, mais ils sont chaque jour plus minoritaires. La base déborde les syndicats. C'est un « mouvement de roules », comme dit l'un des dirigeants de l'intersyndicale. C'est un mouvement perpétuel.

## Une « méthode à la Pincochet »

Il est trop tard pour le doute et la mesure. Après dix ans d'anesthésie, le syndicalisme se réapproprie la rue. Certains s'affrangent lui-même un délégué, vient « le mouvement de leur vie ». Parce qu'ils ont été expulsés de la préfecture au début des incidents à l'aide de quelques coups de matraque, les syndicalistes qui l'occupaient depuis le début des négociations parlent de « méthode à la Pincochet ». Le premier ministre n'a pas encore ouvert la bouche qu'il méprise les Corsais. On le « contraindra » à ouvrir les négociations. « Il s'agit de nous donner raison parce que nous avons raison ».

100 000 LIVRES  
EN STOCK  
LIBRAIRIE  
LE TOUR DU MONDE

9, rue de la Pompe, 75116 PARIS  
45-20-87-12

Sur les trottoirs, quelques observateurs s'inquiètent de voir les manifestants encore si nombreux. « Ils vont tout faire en l'air ». Mais les fonctionnaires soucient, heureux, rassurés sur leur mobilisation. Qu'importe si leur démonstration de force est surtout celle de la CGT omniprésente. Autour du kiosque à musique de la place Saint-Nicolas, ils reprennent Chiffon rouge, l'hymne de la CGT, et leurs banderoles ondulent avec écume. A la tribune, les héros leur assurent un grand destin. « Rien ne se fera plus sans vous. Vous êtes destinés à redessiner le paysage social de la Corse ».

Peu importe que les syndicats Force Ouvrière de Haute-Corse et de Corse-du-Sud soient à ce point d'accord qu'ils s'expriment séparément au micro, qu'ils défilent aussi la CFDT et la CGC ; que certains fonctionnaires manifestent pour la première fois « avec des gens de droite » et contre un gouvernement de gauche. Les grévistes sont unis par milliers dans la même certitude : les négociations entre les préfets et l'intersyndicale avancent à grandes enjambées. Elles allaient aboutir. Le gouvernement porte toute la responsabilité de la rupture.

Evocuer l'intransigeance des syndicats, qui ont repoussé pendant plusieurs jours des revendications déjà rejetées par le gouvernement, alors que le premier protocole proposé mentionnait le critère de différence de coût de la vie entre la Corse et le continent, n'introduit pas le moindre doute : « Vous raisonnez comme à l'extérieur. Il faut venir compte des critères locaux ». Immuable et inébranlable, la Corse raisonne de l'intérieur. Les fonctionnaires supplient le gouvernement de négocier, mais sur leurs positions.

## « S'ils nous avaient donné 300 francs... »

Le gouvernement s'est impatienté. A la mesure corse du temps, à l'échelle du retard historique d'une île où l'on considère encore comme une « provocation » le fait d'être informé par les médias des propositions gouvernementales, on peut se demander s'il n'y a pas lieu de preuve de précipitation. Il semble bien, en effet, que les discussions aient

avancé, même si elles n'avaient progressé que de quelques centimètres en cinq jours. Mais les négociations gouvernementales eux-mêmes ne savaient plus très bien à quoi s'en tenir sur ce point, ni comment prendre la mesure de l'empirisme de la CGT sur ses partenaires.

« Et après ? Qu'allons-nous faire de plus ? Organiser une nouvelle manifestation à Ajaccio ? » Quelques délégués s'inquiètent de l'avenir du mouvement. Lorsqu'on demande à la base ce qui pourrait les satisfaire, les réponses sont hétéroclites. « S'ils nous avaient donné 300 francs pour chaque membre d'un couple de fonctionnaires, on aurait signé », affirme un secrétaire de la direction du travail. La CGT est retournée à sa prime d'insécurité, la CFDT à son indemnité compensatrice de vie chère avant un traitement des problèmes de fond. Tout ce qui pourrait être donné ne semble pas pouvoir suffire face à l'insatisfaction qui s'exprime.

Il y a autre chose. « Ce n'est plus une question de prime. C'est un mouvement anti-nationaliste », lance un gréviste d'Ajaccio. Spontanément, de nombreux manifestants évoquent les nationalistes, ces « vauriens qui attendent le feu du conflit », ces « chevaux-légers du gouvernement ». La rumeur court que le président de la République, dont le voyage était prévu pour le mois de mai, viendrait annoncer un statut autonome à la tribune, la CGC parle de « l'anti-France ». Force Ouvrière des « associations de l'ombre » qui voudraient « occuper le terrain syndical ». La CGT, qui se sent attaquée par le syndicat nationaliste STC, a souhaité appuyer sur cet aspect du conflit. Seule la CFDT, qui a été à l'origine de la traduction des mots d'ordre en Corse, ne brandit pas cette menace.

Dans la foule des manifestants, des syndicalistes ont reconnu derrière les foulards et les lance-pierres des jeunes qui, il y a dix jours, assuraient à visage découvert le service d'ordre de la manifestation conjointe des commerçants et des nationalistes. Le conflit semble se politiser. La Corse, faute d'avoir été entendue au premier appel au secours, semble s'embraser chaque jour davantage vers un suicide collectif.

CORINE LESNÈS.

## La bonne foi dans l'incompréhension

« Je ne lâcherai pas, je ne lâcherai pas... » La politique que M. Rocard entend poursuivre en Corse tient dans les limites de cette formule abrupte et claire, que le premier ministre emploie en privé.

« Je ne lâcherai pas », M. Rocard est formel. Quoi qu'il arrive — le gouvernement ne fera pas de concessions — ce qui est en jeu, c'est la Corse. Cette question financière en direction des fonctionnaires grévistes. En dehors des tables rondes pour aborder les problèmes de fond, seul le paiement des jours de grève est encore sujet à négociation.

« Je ne lâcherai pas », Avant même la nuit de violence qui a connu Bastia — la première d'une telle gravité — le chef du gouvernement était bien conscient que l'ordre public était gravement mis en cause en Corse où le « non-Etat » apparaît comme une réalité. Mais s'il ne veut pas être taxé de faiblesse, M. Rocard, qui se réfère volontiers à Pierre Mendès-France, n'a sûrement pas envie d'endosser les habits d'un nouveau Jules Moch. L'usage de la force doit donc rester mesuré. On ne poussera pas les grévistes à réintégrer leurs bureaux administratifs à coups de matraque. Autant dire que « l'usage » est plus que jamais à l'ordre du jour et que, même à l'Hôtel Matignon, on ne s'attend guère à une fin rapide du conflit, même si on espère bientôt les premiers signes d'une reprise.

Risquée depuis le départ, la tactique de M. Rocard le devient de plus en plus, dans une situation qui devient inextricable. Au point que M. José Rossi, député UDF de Corse-du-Sud, lâche, mercredi 12 avril, dans les couloirs de l'Assemblée nationale : « L'anarchie est telle que,

même si le conflit de la fonction publique était réglé demain, cela ne changerait rien ».

M. Rocard affirme souvent qu'il se défie de la symbolique. Pourtant, il est bien pris au piège des symboles : si la CGT fait du conflit corse un symbole de la lutte contre la politique du gouvernement — ce qui explique son succès jusqu'au-bourbisme — le premier ministre, lui aussi, a désormais transformé le bras de fer engagé sur l'île en un symbole de sa fermeté face à des revendications qui pourraient mettre en péril les finances publiques. Son intervention au Palais-Bourbon, mercredi après-midi, l'a confirmé. Or choisir ce symbole a été une erreur : le conflit corse est trop complexe, trop multiforme, trop contradictoire, trop « pollué » par de multiples facteurs extérieurs aux revendications d'origine pour qu'il puisse être ramené à cette seule dimension de symbole.

## Deux nouveaux fronts

Depuis le début, le gouvernement veut traiter le conflit corse comme n'importe quel autre conflit social, ce qui n'est pas. Le premier ministre se plaint du manque d'expérience des négociateurs. Et il est vrai qu'il était illusoire de penser que le gouvernement, par le biais de la Corse, remettrait par exemple le doigt dans l'engrenage de l'indexation des salaires sur les prix. Mais la bonne foi dans l'incompréhension mutuelle représente une constante de cette affaire. « On leur a vraiment fait la danse du ventre », résume, exaspéré, un membre du cabinet du premier

## M. Rocard : « Je continue de souhaiter une issue négociée »

A l'occasion de la séance des questions au gouvernement, mercredi 12 avril à l'Assemblée nationale, M. Pierre Pasquini (RPR, Haute-Corse) a posé au premier ministre une question qui ne visait « pas à lui susciter des difficultés nouvelles », et ne recelait « aucun piège », mais, bien au contraire, selon lui, avait pour but de « clarifier le débat à l'égard des Corsais qu'une propagande infidèle et complotiste présente à l'opinion comme une population différente des autres ».

Après avoir affirmé que « l'île connaît une anarchie sans précédent » qui se caractérise par des destructions et occupations diverses (ports, aéroports, banques, etc.), M. Pasquini a déclaré : « L'avenir reste incertain, si l'on continue de prétendre que les Corsais coltent chez eux, mais en cause la gestion d'une insularité qui n'a jamais été totalement prise en compte. Dénonçant « une minorité extrêmement agressive », d'autant plus agressive que l'Etat lui laisse toute liberté — qui emporte le bénéfice du désengagement de l'Etat », le maître de l'île-Rouge a demandé à M. Michel Rocard « sous quel dessein le gouvernement mène la Corse ? ».

Dans sa réponse, le premier ministre a exprimé son « sentiment profond sur ce problème difficile ».

« Depuis de nombreuses années, a dit M. Rocard, se pose à la collectivité nationale ce que l'on a appelé « le problème corse » ou « le malaise corse ». Des poussées « nationalistes », trop souvent violentes, ont mis cette réalité en évidence, jusqu'à l'absurde et même l'insupportable. C'est que le mal est profond et qu'il vient de loin. Souvenez-vous : la France a schématisé les droits de souveraineté sur la Corse à la République de Gênes, mais il a fallu une guerre pour les faire reconnaître. Tout laisse des traces ! Et la France a perdu dans cette guerre plus d'hommes que pendant la guerre d'Algérie ! ».

Sous la Troisième République, alors que le conflit corse, non résolu, se transformait en problème local et affirmait les libertés communales, la Corse se trouvait sous gouvernement militaire. Très vite, nous y avons introduit notre code civil, qui est contraire aux traditions successoriales de l'île. Nous avons ainsi été à bien des égards leur caractère de propriété communale collective et permis des spéculations dont on se souvient encore sur place... ».

Souvenons-nous encore : en 1962, 90 % des terres mises en vente ont été

réservées aux Français d'Algérie. Il aurait fallu répartir autrement, entre le continent et la Corse, la charge du rapatriement. Nous avons porté à un coup dont l'île ne s'est pas encore remise. Je tiens à souligner la gravité des problèmes financiers qui furent à l'origine du drame d'Algeria.

« Je me suis souvent rendu en Corse, a poursuivi le premier ministre, j'y ai rencontré des gens, des personnes, mais aussi ceux qui souffrent. Et je veux que chacun sache, là-bas, que le gouvernement connaît la souffrance de cette terre. Pendant la guerre de 1914-1918, les crimes de mobilisation n'ont pas été les mêmes sur tout le territoire et, en Corse, on a mobilisé jusqu'aux pères de six enfants ! La Corse a alors perdu deux fois plus d'hommes que tout autre département de la France continentale... ».

Il convenait d'abord de restaurer la paix civile. C'est à quoi s'est employé, depuis onze mois, le gouvernement. M. José en particulier. Les chiffres le montrent : six cents attentats en 1987, aucun depuis la réélection de François Mitterrand. Personne ne peut dire, dans ces conditions, que le gouvernement est inattentif à la Corse.

## « Un cas sans équivalent »

« Il fallait aussi voir avec les Corsais dans quelle direction l'Etat-Corse, l'Assemblée régionale doit élaborer un schéma de développement régional : il est prévu depuis 1982, mais nous l'attendons toujours. Alors il faut bien que l'Etat agisse, puisque, sur place, les conditions de l'action collective ne sont pas réunies. Je suis donc déterminé à agir partout où l'Etat garde ses compétences, après les lois de décentralisation... ».

Après l'enquête approfondie menée par l'inspecteur général Toulmon, le traitement global du problème va être confié à M. Prada, qui doit coordonner les différentes tables rondes. Car c'est bien des réponses globales qu'il faut trouver : tout le reste relève de la thérapie des caustiques sur une jambe de bois !

Encore faut-il pouvoir discuter dans le calme et la sérénité. C'est pourquoi les agents de l'Etat et des services publics doivent reprendre le travail (...). Et depuis le début de la grève, le gouvernement s'emploie à nous le dialogue avec les organisations syndicales. Mais il faut être deux

pour dialoguer et pour chercher un compromis ! Or, de discussions avortées avec le directeur général de la fonction publique en refus de discuter avec M. Durafour, en passant par la maraude de cinq jours mené avec les préfets, convenez qu'il fut particulièrement difficile de trouver des interlocuteurs responsables !

« Nous avons donc mis fin à cette comédie et interrompu les conversations », a souligné M. Rocard. L'offre du gouvernement, je ne l'ai pas retirée, mais elle sera appliquée unilatéralement. Je me suis rendu à l'évidence : nous étions dans l'impasse. Je continue de souhaiter une issue négociée sur chaque problème, mais je ne suis pas infailliblement obéissant, en tout cas sur la procédure. C'est pourquoi j'ai décidé l'attribution d'une prime de transport. Je sais que le cherté de la vie en Corse est un problème réel, même s'il est relatif et s'il est lié au mode de formation des prix et au mauvais usage des fonds de la communauté territoriale. C'est l'objet des tables rondes d'ici l'été. Une radiographie de la circulation de l'argent sera faite, elle sera donc rendue. La seule condition, c'est qu'on puisse travailler et circuler librement en Corse, sans être pris en otage... ».

« Le cas particulier de la Corse n'a pas d'équivalent sur le continent. Il y aura donc une réponse propre : une autre distribution de la communauté territoriale. Point. La solidarité est grande, chacun de nous le sait. Les transferts de fonds publics avoisinent 4 milliards par an. Sur ce total, certains versements sont spécifiques à la Corse : les fonds destinés à assumer la communauté territoriale, soit 753 millions, qui manquent en partie lors objectifs, et les exemptions fiscales, qui s'élèvent à un demi-milliard. L'objectif est que les produits arrivent à la Corse, sans être pris trop chers. Mais on constate que l'essence ou le pain sont vendus plus cher que sur le continent. Nous savons où va l'argent, et tout le monde sait que cela fera mal. L'équité réclame par les syndicats, elle est là. Il faut que chacun abandonne l'idée que lorsqu'une catégorie sociale descend dans la rue l'Etat paie. Nous ne devons pas être à la merci de certains comportements. J'ai la conviction que nos concitoyens de Corse me comprennent. Ils savent bien que la longue indifférence de la France continentale doit cesser, mais que la même intransigence qu'ils ont faite doit être obligée dans la gestion des fonds, cela afin d'arriver au même niveau de justice sociale, souhaité que je tiens à formuler aujourd'hui... ».

## M. Piazza-Alexandri (RPR) : y a-t-il encore un Etat ?

M. François Piazza-Alexandri, conseiller régional de Corse (RPR), président de l'Office des transports de la région de Corse, nous écrit :

« La Corse est une région de France où les dossiers administratifs, même les plus confidentiels, ont été pillés, divulgués, étalés sur la place publique : certains ont fait l'objet d'une exploitation fallacieuse, des noms ont été jetés en pâture à l'opinion publique... ».

« La Corse est une région de France où l'on a pu voir un homme masqué, revêtu, pour la circonstance et par décision, de la robe et de la toque du magistrat, conseiller tranquillement les dossiers de la chambre régionale des comptes... ».

« La Corse est une région de France où la presse a publié la photographie du procureur général près la cour d'appel de Bastia écrivant au garde des sceaux une lettre sous le dictée de syndicalistes occupant « pacifiquement » son bureau... ».

« Tout cela se déroule chaque jour en Corse, région de France, sans que, à aucun moment, les pouvoirs publics aient manifesté la moindre intention de réagir, la moindre volonté de faire respecter l'Etat, ses institutions et tout simplement la liberté des citoyens... ».

« Une telle manifestation tangible de l'anarchie ne résume à deux préfectures assiégées et protégées par un cordon de CRS... ».

« Y a-t-il encore un Etat en Corse ? La Corse est-elle encore une région de France ? ».

JEAN-LOUIS ANDREANI.



## Politique

Le conseil national de l'UDF arrête sa position sur la préparation des listes européennes

### M. Giscard d'Estaing assuré d'une majorité chez les siens

Compte tenu de la composition du conseil national de l'UDF (1), réuni jeudi après-midi 13 avril pour statuer sur la préparation des élections européennes, la motion proposée par M. Valéry Giscard d'Estaing comme tête de liste devait être majoritaire. Les «rénovateurs» de l'UDF ont toutefois présenté leur propre motion, demandant la convocation d'une «convention nationale de l'opposition» chargée de trancher «démocratiquement, loyalement, à la proportionnelle» la question de la composition de la liste européenne.

Cette convention, si elle avait vu le jour, aurait été composée, des maires et adjoints des grandes villes, des élus départementaux et régionaux, des parlementaires européens et nationaux : «Seuls les élus — selon les promoteurs — paraissent, en effet, disposer aujourd'hui de l'autorité nécessaire pour permettre à l'opposition de s'exprimer démocratiquement et de repartir de l'avant».

Le texte de cette motion, à laquelle devraient se rallier les centristes (ce qui devrait lui assurer environ 15 % des suffrages des soixante-cinq membres du conseil), a été préparé avec l'aval des «rénovateurs» du RPR, a précisé M. Charles Millon, jeudi 12 avril, lors d'une conférence de presse. Étaient présents autour de lui,

MM. Dominique Baudis (apparenté UDC), François Bayrou (UDC), François d'Aubert (UDF-PR), Bernard Bosson (UDC). Très déterminé, M. Millon a mis en garde «ceux qui tentent avec légèreté, mépris et ironie notre initiative. A ceux qui tenteraient d'étouffer ce mouvement pluraliste au lieu de le comprendre, je dis casse-cou ! Ce n'est ni une récréation ni un épiphénomène. Je crains que, si l'on ne nous comprend pas, il n'y ait un vote de protestation, de diversion ou une très grande abstention le 18 juin».

Dans les couloirs, les «rénovateurs» de l'UDF se refusaient à dire si oui ou non ils étaient prêts à aller jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à figurer sur une liste de «rénovateurs» avec Simone Veil et les centristes. M. Dominique Baudis précisait, pour sa part, que deux choses étaient en jeu : qu'il y ait trois listes de l'opposition en présence, et que les «rénovateurs» se présentent les uns contre les autres en figurant, par exemple, sur une liste Veil et sur une autre menée par M. Giscard d'Estaing. «L'opinion publique bouge en notre faveur», expliquait M. Bayrou. «Le téléphone ne cesse de sonner : «Allez-y, allez-y !», ne cesse-t-on de nous répéter», ajoutait M. Baudis.

La tenue d'une convention ? «Oui, mais plus tard» : telle est la réponse apportée par les giscardiens à la proposition de M. Millon. «Il faut d'abord gagner le 18 juin», a

dit M. Alain Lamassoure, porte-parole de l'UDF. «A soixante-six jours d'une échéance décisive pour la France et l'Europe, il est temps d'arrêter ce mauvais jeu de l'opposition. Il est temps de commencer de parler de l'Europe et de commencer la campagne», a protesté M. Alain Madelin.

M. Simone Veil estime pour sa part que «même s'il y avait deux listes, ce ne serait pas la désunion dès lors qu'il s'agit d'un scrutin à la représentation proportionnelle et que l'on peut offrir ainsi un choix plus large aux électeurs». Dans l'attente, l'ancienne présidente du Parlement européen poursuit en expliquant pourquoi elle refuse d'être présentée sur la liste de M. Giscard d'Estaing : «Ce n'est pas un problème de place mais de positionnement politique (...). Depuis longtemps j'ai insisté pour que l'UDF se positionne plus au centre ou qu'on y tolère des positions plus réformistes».

#### L'avis de M. Rocard

Les propos de M. Veil suscitent des réactions au sein de l'opposition, y compris chez certains «rénovateurs» qui estiment, en privé, qu'ils ne facilitent pas toujours leur tâche. Certains centristes se font plus catégoriques. «Les propos de M. Veil sont inacceptables. Beaucoup de centristes n'accepteront pas de la suivre sur une liste autonome, prévient M. Georges Chavannes

(UDC). Les centristes vont se couper en deux sur cette affaire. Pour ma part, je me métrai en congé de parti pendant la durée de la campagne... » La liste autonome derrière Simone Veil, c'est un risque de dérive à gauche», ajoute M. René Conanau (UDC).

Mercredi matin, dans les couloirs de l'Assemblée nationale, M. Pierre Méhaignerie affichait un visage serein. Il n'en contestait pas moins implicitement la décision à venir du conseil national de l'UDF : «C'est un organisme coopté», rappelait-il pour en souligner le caractère peu représentatif.

La majorité ne se désintéresse pas de l'aventure des «rénovateurs», tout particulièrement le premier ministre, M. Rocard, longtemps «rénovateur» au sein du PS. C'est donc en connaissance de cause qu'il suit les efforts des «jeunes turcs» du RPR et de l'UDF. M. Michel Rocard estime qu'il n'y a que deux tactiques possibles : ou bien sortir pour contester de l'extérieur, ou bien rester pour se différencier de l'intérieur pour prouver son existence, mais en respectant les règles internes pour ne jamais dépasser les bornes. La «bonne» méthode Rocard, c'est la deuxième... avis aux amateurs.

P.S.

(1) S'y retrouvent des représentants des deux Assemblées et de chacune des composantes de l'UDF : CDS, PR, Radicaux, adhérents divers, PSD, clubs Perspectives et Réalités.

### Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, mercredi 12 avril au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des délibérations, le communiqué suivant a été diffusé :

#### ● ACCORDS INTERNATIONAUX

Le ministre d'État, ministre des affaires étrangères a présenté au conseil des ministres un projet de loi autorisant l'approbation d'un protocole relatif aux privilèges, exemption et immunités de l'Organisation européenne pour l'exploitation de satellites météorologiques (EUMETSAT). Il a également présenté un projet de loi autorisant l'approbation d'une convention d'extradition entre le gouvernement de la République et le gouvernement du Canada.

#### ● ENTREPRISES PUBLIQUES ET TRANSPORTS

Le ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer a présenté au conseil des ministres une communication sur les relations entre l'État et les grandes entreprises publiques du secteur des transports.

Ces entreprises jouent, à divers titres, un rôle essentiel dans la vie du pays. Elles présentent, par rapport à l'ensemble du secteur public industriel et financier, certaines particularités qui rendent nécessaire une définition coordonnée et contractuelle de leurs relations avec l'État.

L'État doit veiller à une bonne articulation des activités, largement complémentaires, de ces entreprises. Les prestations offertes à leurs usagers doivent être améliorées. L'autonomie de leur gestion et la responsabilité de leurs dirigeants doivent être confirmées.

D'ici à la fin de l'année 1989 seront établis des contrats de plan

avec la SNCF, la RATP, Air France et Air Inter.

Dans chacune de ces entreprises publiques, la direction associée le personnel à la préparation d'un plan d'entreprise qui prendra en compte les principaux objectifs du contrat passé avec l'État.

#### ● LE PROJET DE « BIBLIOTHÈQUE DE FRANCE »

Le ministre de la culture, de la communication, des grands travaux et du Bicentenaire et le secrétaire d'État chargé des grands travaux ont présenté au conseil des ministres une communication relative aux grandes orientations retenues pour la future Bibliothèque de France.

D'importants efforts ont été consentis depuis 1981 en faveur du livre et de la lecture publique. Les besoins croissants du public et des chercheurs, le développement des techniques électroniques de conservation et de communication des documents ont conduit le président de la République à demander au gouvernement de réaliser une très grande bibliothèque d'un type nouveau : la Bibliothèque de France (le Monde du 13 avril).

#### ● LA POLITIQUE DE SANTÉ

Le ministre de la solidarité, de la santé et de la protection sociale a présenté au conseil des ministres une communication sur les grandes orientations de la politique de santé pour les trois années à venir.

Les progrès techniques et thérapeutiques que connaît la médecine, la nécessité d'assurer, par une réelle régulation des dépenses, la pérennité de notre système de protection sociale ainsi que les problèmes actuellement posés aux hôpitaux, imposent d'avoir une vue d'ensemble du système de santé

### M. Millon : « Il faut abandonner les cartels et organiser un grand parti en courants »

Dans l'entretien qu'il nous a accordé, M. Charles Millon, l'un des chefs de file des «rénovateurs» de l'UDF, dénonce la « sclérose » des partis de l'opposition. Pour le président du conseil régional Rhône-Alpes si l'opposition ne se renouvelle pas, le Parti socialiste récupérera une partie de ceux — électeurs et responsables — qui aspirent à une modernisation de la vie politique à droite.

« N'avez-vous pas le sentiment, depuis quinze jours, de vous épouvaner en vain en appelant les partis politiques de l'opposition à la rénovation ?

— Le principal enseignement, depuis quinze jours, c'est que notre « contestation » des pesanteurs des systèmes partisanes a trouvé un écho plus que favorable, même parfois enthousiaste, auprès des responsables politiques locaux et dans la population. Les partis politiques ont échappé, jusqu'à présent, à cette contestation interne qu'on trouve toutes les autres structures de la société : l'entreprise, le syndicalisme, l'Église. A chaque fois, c'est le principe d'autorité, tel qu'il s'exprimait, qui a été remis en cause. Je constate que nous sommes restés à l'écart de ce mouvement et que, aujourd'hui, il y a une formidable aspiration à un véritable débat démocratique et à un pluralisme respecté et garanti.

— Si l'on vous entend bien, cela veut dire que la droite qui s'est faite, depuis une dizaine d'années, la chasse de la libéralisation contre la sclérose, a tout simplement oublié de mettre en pratique en son sein ce qu'elle prônait...

— Oui, les partis politiques se sont refermés sur eux-mêmes. Ils se sont par ailleurs montrés assez réceptifs aux messages des citoyens. A plusieurs reprises, nous avons préféré chercher ailleurs qu'en nous-mêmes les raisons de nos défaites successives. Nous n'avons fait à aucun moment notre révolution culturelle. A chaque fois nous avons invoqué un manque d'union bureaucratique, nous avons cherché pour expliquer nos revers électoraux et ce thème de l'union a été agité comme s'il s'agissait de la panacée. Le problème était ailleurs : dans nos structures sclérosées et dans nos difficultés à nous renouveler, en hommes et en idées.

#### Des relais avec les élus locaux

Les «rénovateurs», qui sont pour la plupart des élus locaux, sont particulièrement sensibles à cet aspect des choses parce que nous vivons un plan local de diffusion des responsabilités et nous souhaiterions qu'il en soit de même à Paris. C'est vrai qu'il y a aujourd'hui une affirmation des giscardiens face au pouvoir jacobin. Il n'est pas normal, par exemple, que les investitures soient à ce point centralisées.

— Quels sont vos appels ?

— Nous comptons beaucoup sur l'opinion publique. C'est elle qui fera prendre conscience aux structures partisanes de la nécessité de se réformer en profondeur.

— Le Parti socialiste a mis dix ans pour parvenir au pouvoir après son congrès d'Épinay. Vous envisagez sérieusement de payer éventuellement ce prix-là pour un aggiornamento ?

— Si nous ne le faisons pas, nous passerons vingt ans dans l'opposition. Les hommes politiques qui n'accepteront pas de répondre aux aspirations des Français seront peu à peu marginalisés. Le « groupe des douze rénovateurs » est bien décidé pour sa part, à travailler à ce renouveau de l'opposition. Si nous ne faisons pas ce travail de fond, si l'opposition prouve son incapacité à moderniser, à répondre aux attentes concrètes des Français, les électeurs et les responsables de l'opposition seront peu à peu attirés par le PS qui a su moderniser son image et même libéraliser son discours. Le PS se transformera petit à petit en parti radical-socialiste comme celui qui connaît son heure de gloire sous la III<sup>e</sup> République. C'est également pour cela que nous nous refusons à voir les centristes quitter l'opposition : sans eux nous sommes dans l'opposition pour très longtemps.

— Dans l'idéal, quelle serait la configuration d'une opposition moderne et dynamique ?

— En aucun cas je ne souhaite la pérennité d'un système confédéral : que ce soit l'UDF en son état actuel, ou son extension au RPR. Car c'est la meilleure façon pour les états-majors de faire leurs arrangements sans qu'il y ait débat démocratique. C'est ainsi que les courants qui sont majoritaires dans l'électorat de l'opposition — on l'a vu aux dernières élections municipales — se retrouvent minoritaires au sein des partis. Il faut abandonner les cartels électoraux du type URC, et constituer une grande formation en courants représentant des sensibilités politiques différentes. Tous les grands partis modernes sont organisés comme cela.

— La tendance semble plutôt à l'affirmation de son identité : on a pu le voir au RPR lors des journées parlementaires de Nice...

— C'est la réaction de défense d'organismes menacés.

— Concrètement que comptez-vous faire après les élections européennes ?

— Nous poursuivrons notre action pour que l'opposition puisse susciter une force alternative crédible. Nous mettrons en place une structure qui rassemblera les rénovateurs de chaque parti pour pouvoir travailler ensemble et, ce qui est essentiel à nos yeux, nous créerons des relais avec les élus locaux.

Propos recueillis par PIERRE SERVANT.

### Mouvement préfectoral

Le conseil des ministres a arrêté, mercredi 12 avril, le mouvement préfectoral suivant :

#### FRANCHE-COMTÉ :

M. Georges Peyronne, préfet hors cadre, directeur adjoint du cabinet du ministre de l'intérieur, est nommé préfet de la région de Franche-Comté, en remplacement de M. Claude Silberzahn, nommé le 22 mars directeur général de la sécurité extérieure.

[Né le 21 septembre 1935 à Beaumont-de-Lomagne (Tarn-et-Garonne), M. Peyronne, ancien élève de l'ENA (promotion Thomas More), a occupé plusieurs postes de préfet, notamment dans le Rhône, où il fut délégué pour la police, d'août 1984 à novembre 1985, puis l'Eure, dont il fut le commissaire de la République, de novembre 1985 à juillet 1987, avant de devenir préfet de la Manche et, enfin, en mai 1988, directeur adjoint du cabinet de M. Pierre Joxe. Au commencement de sa carrière il fut secrétaire général du Gers, puis de l'Ain, chef de mission régionale en Champagne-Ardenne et sous-préfet de Dunkerque.]

#### MIDI-PYRÉNÉES :

M. Jean-Marie Coussiron, préfet de la région Poitou-Charentes, préfet de la Vienne, est nommé préfet de la région Midi-Pyrénées, en remplacement de M. Christian Dabiane, nommé préfet de la Haute-Garonne, en remplacement de M. Christian Dabiane, ancien élève de l'ENA (promotion Thomas More), a occupé plusieurs postes de préfet, notamment dans le Rhône, où il fut délégué pour la police, d'août 1984 à novembre 1985, puis l'Eure, dont il fut le commissaire de la République, de novembre 1985 à juillet 1987, avant de devenir préfet de la Manche et, enfin, en mai 1988, directeur adjoint du cabinet de M. Pierre Joxe. Au commencement de sa carrière il fut secrétaire général du Gers, puis de l'Ain, chef de mission régionale en Champagne-Ardenne et sous-préfet de Dunkerque.]

à 1963, avant d'être nommé conseiller d'ambassade au Gabon en 1964. Affecté au ministère de l'intérieur en 1967, il est nommé sous-préfet de Lyon en 1968 avant de devenir secrétaire général adjoint du Rhône en 1970. Sous-préfet de Fougères (Ille-et-Vilaine) en 1971, il est nommé chef de la mission régionale du Limousin en 1974. Préfet chargé de l'administration de Mayenne en 1976, il devient le représentant du gouvernement dans cette collectivité territoriale en 1977. Successivement préfet du Gers (1978), de l'Allier (1980) et de la Meurthe-et-Moselle (1982), il est placé hors cadre, en août 1984, et est nommé directeur du cabinet de M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation. Il fut ensuite préfet de la région Languedoc-Roussillon, préfet de l'Hérault, de mars 1985 à octobre 1986 avant d'être nommé, ce mois-là, préfet de la région Poitou-Charentes.

#### MARTINIQUE :

M. Jean-Claude Roure, directeur du cabinet du ministre délégué auprès du ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire chargé du tourisme, est nommé préfet de la région Martinique, en remplacement de M. Jean Jouandet, nommé préfet hors cadre.

[Né le 11 mai 1938 à Alger, licencié ès lettres, M. Roure a eu une carrière d'enseignant avant de participer à plusieurs cabinets ministériels. Ancien président de l'Union nationale des étudiants de France-UNEF (1962-1963), ancien administrateur, trésorier puis président de l'Union des centres sportifs de plein air (UCSPA, 1965-1968), il a dirigé plusieurs sociétés publiques d'équipement avant de devenir, en novembre 1981, délégué à la qualité de la vie au ministère de l'environnement puis directeur de cabinet de ce ministère auprès de M. Michel Crépeau. Secrétaire du haut comité de l'environnement (1982), chargé de mission auprès de M. Hugues Bouchard, secrétaire d'État à l'environnement et à la qualité de la vie (1984), il est préfet depuis juin 1986 et avait été nommé commissaire de la République du département de la Marne avant de prendre la gestion de la Sopitour (Société de gestion immobilière du patrimoine du tourisme), puis d'être nommé en juillet 1988, directeur du cabinet de M. Olivier Stelm.]

#### SEINE-ET-MARNE :

M. Michel Besse, préfet hors cadre, est nommé préfet de Seine-et-Marne, en remplacement de M. Christian Blanc, nommé en février, membre du conseil d'administration de la RATP qu'il préside désormais.

[Né le 7 juillet 1941 à Rotzler (Jura), ancien élève de l'ENA, M. Besse a exercé les fonctions de directeur du cabinet dans les préfectures de la Drôme (1968) et des Yvelines (1972) avant d'être nommé secrétaire général de l'Yonne (1974), puis de l'Eure (1977), sous-préfet de Senlis (1980), enfin secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône, en juin 1983 avant de devenir successivement préfet du Lot (1985) et préfet de la Haute-Corse (1987). Il était préfet hors cadre depuis juillet 1988.]

M. Georges Bastelica, préfet délégué pour la police auprès du préfet du Rhône, est nommé préfet hors cadre.

M. Francis Jacquemont, préfet délégué pour la police auprès du préfet de la Gironde, est nommé préfet hors cadre.

M. Thierry Kaepfelin, préfet hors cadre est placé en position de service détaché.

### Le salon des conciliabules

La traditionnelle séance des questions orales au gouvernement a pris des allures, mercredi après-midi 12 avril, à l'Assemblée nationale, de salon des conciliabules. L'hémicycle s'est transformé, pendant deux heures, en saint lieu, avec évêques, archiprêtres et sous-diacres laïcs.

Deux petits jeunes, « les cadets », dit-on, ont donné le coup d'envoi au début de l'office. L'éternel bronzé, Dominique Baudis (UDC, Haute-Garonne) et l'éternel frisé, François Bayrou (UDC, Pyrénées-Atlantiques) se sont assis en bout de travée. Ils se parlaient comme on communique au collège pour ne pas se faire repérer par le prof : sans bouger les lèvres, le regard dans le vague. L'un des deux a sorti de sa poche un texte qui pouvait bien être ce que l'on appelle « le moton Millon ».

Quelques minutes après, et quelques rangs plus bas, la veille gardée a donné la réplique. Michel d'Ornano (UDF-PR, Calvados), Philippe Mestre (UDF, Vendée), François Léotard (UDF-

PR, Var) et sa doublure : si ce n'est lui, c'est donc Vasseux (livres, Pas-de-Calais) — se sont livrés à une confession collective. Pour ne pas être en reste, un trio s'est lancé dans un débat-éclair non loin de là : Jacques Chirac, Alain Juppé, Bernard Pons (RPR, Paris).

Si, en bas, on se confortait et se réconfortait, en haut, deux bretteurs s'opposaient amicalement avec force gestes. L'hétérodoxe, François d'Aubert (UDF, Mayenne), toujours un peu timide, et l'orthodoxe, Alain Lamassoure (UDF, Pyrénées-Atlantiques) semblaient pratiquer un dialogue constructif mais vain. Soudain, le gigantesque Michel Noir (RPR, Rhône) a laissé venir à lui les « petits enfants », tel Jean-Paul Charié (RPR, Loiret).

Si le ballet de la conspiration était le fait de la rotule, l'aristocratie n'a pas voulu perdre la tête. Si l'on peut dire, Michel d'Ornano, le « fils Ponia », Ladislas, et Hervé de Charette, trio UDF-RPR, préparaient, à voix basse, la contre-révolution. A 16 heures, l'excellent Edouard

Balladur a fait une entrée solennelle. Il est venu s'asseoir, comme d'habitude, à côté de Michel Barnier (RPR, Savoie) et, comme d'habitude, ils n'avaient rien à se dire. L'ex-ministre d'État a dit un mot à l'ex-premier ministre et les deux hommes ont préféré aller se confesser à l'abri des regards. Avant de quitter momentanément l'hémicycle, le maître de Paris a glissé dans sa poche un papier qui pouvait bien être le « moton Millon ».

A 16 h 5, Philippe Séguin (RPR, Vosges) a pris, lui aussi, la poudre d'escampette, flanqué de François d'Aubert. Deux minutes plus tard, Jacques Chirac est revenu suivi comme son ombre par un Edouard Balladur impérial, le main dans le gilet. Vers 16 h 20, une sorte d'« état-major de frondeurs RPR » s'est réuni autour de RPR : Edouard Pinte (Yvelines), Olivier Dessaut et Jean-François Mancol (Oise). A 16 h 32, le nouveau maire de Lyon s'est propulsé à l'extérieur et, faute de « clients », les conciliabules ont pris fin.

OLIVIER BIFFAUD.

### VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66  
MINUTE 36.15 CODE A37 puis OSP

Cabinet de maître Jean-Claude BRENIER, avocat au barreau d'Évry, vente sur folle enchère au palais de justice d'Évry, le mardi 25 avril 1989 à 14 heures  
bâtisse à usage d'habitation sur terrain de 416 m<sup>2</sup>  
**PROPRIÉTÉ à SAVIGNY-SUR-ORGE (91)**  
34, rue Ménéciel 119, rue René-Lévesque  
MISE A PRIX : 250 000 F  
Visite : jeudi 20 avril 1989 de 10 heures à 11 heures  
Pour tous renseignements s'adresser à la S.C.P. Cohen, Harskowitz, Hyest, avocats à Longjumeau (Essonne), 1, place Charles-Salomon, tél. : 64-62-22-23, S.C.P. Elhal, Cédem, Elhal, avocats à Evry (Essonne), 3, rue du Village, tél. : 60-77-56-10 - Au greffe du tribunal de grande instance d'Évry où le cahier des charges est déposé. Auprès de tous avocats du barreau d'Évry.

Vte s/vis. pal. just. Evry (91) mardi 25 avril 1989 à 14 h en 1 seul lot  
**MAISON D'HABITATION à MORANGIS (91420)**  
15, av. des Carrières  
Cote 2 a 86 m et 34 m  
**M. à P. : 100 000 F**  
S'adr. SCP Elhal-Grimal-Elhal avocats à Evry (91000)  
3, r. du Village. Tél. : 60-77-56-10 - Vis. s/pl. 24 avril de 11 h à 12 h.

Vente sur saisie immobilière au palais de justice de Nanterre, le jeudi 27 avril 1989 à 14 heures  
**APPARTEMENT à SAINT-CLOUD (92)**  
12 bis, rue Dailly et rue Denton sans n°  
escalier A, 2<sup>e</sup> étage, porte 15, comprenant : hall, salle de séjour, chambre, cuisine, salle de bains, w.-c., balcon.  
EMPLACEMENT DE VOITURE au 2<sup>e</sup> sous-sol  
MISE A PRIX : 500 000 F  
S'adresser à M<sup>re</sup> Laurence Roche, avocat à Saint-Cloud (92)  
19 rue Baudouin - Tél. : 46-02-51-54  
Sur place pour visiter le mardi 18 avril 1989 de 14 h à 16 h.



## JUSTICE

Procès à Lyon des meurtriers d'un surveillant de prison

## Les fausses candeurs d'un détenu modèle

LYON

de notre bureau régional

Un service d'ordre d'une importance exceptionnelle avait été mis en place, mercredi 12 avril, autour de la cour d'assises du Rhône pour l'ouverture du procès de Saint-Rémy et de Boumediene Merdji, accusés du meurtre de Charles Pahon, surveillant à la prison Montluc de Lyon, commis au cours d'une tentative d'évasion le 16 avril 1985.

Très sensibilisés par cette affaire, les personnels pénitentiaires ne s'étaient pourtant pas mobilisés autant qu'on pouvait l'imaginer. Les organisations syndicales de surveillants qui souhaitent prendre part aux débats ont vu, d'entrée, leur constitution de partie civile déclarée irrecevable par la cour.

Si cette première journée d'audience n'a été émaillée d'aucun incident « extérieur », elle n'en a pas moins été riche en rebondissement et en éclats. Presque quatre ans jour pour jour après les faits, Remli a en effet présenté une version de ceux-ci très circonstanciée mais contredisant presque totalement ses précédentes déclarations. En voulant ainsi faire porter la responsabilité de l'acte sur Charles Pahon, il a attiré les foudres du ministère public bien décidé, semble-t-il, à réfuter point par point un système de défense aussi torueux que tardif.

## Le balai et le magnétoscope

Plusieurs éléments du dossier restent inchangés. Le 23 août 1985, après quatre mois de coma profond, Charles Pahon est mort des suites des terribles blessures à la tête qui lui avaient été infligées à l'aide d'une pièce métallique — pesant plus d'un kilo — arrachée à la serrure de la cellule numéro 10 occupée par Merdji. Arrêté vers 23 h 15 le 16 avril, par les policiers qui avaient alerté le surveillant chef, les deux détenus, dont les vêtements étaient maculés de sang et alors reconnus avoir tenté de s'évader en assommant puis en ligotant trois de leurs gardiens. Au cours de l'interrogatoire Remli a admis être l'instigateur de l'opération et s'être acharné sur Charles Pahon qui restait conscient et appelait au secours après avoir reçu deux coups portés par Merdji. Il a même précisé avoir agi « comme un fou », parce que la vue du sang lui avait fait penser à son frère Noël, exécuté par le clan Vaccarizi, et dont le corps avait été retrouvé calciné.

Malgré la complexité assez rocambolesque des circonstances de l'évasion manquée, l'affaire semblait cor-

respondre à un schéma simple : un calculateur qui avait gagné la confiance des surveillants et un exécutant aux qualités essentiellement musculaires s'étaient associés pour tenter l'évasion. Si leurs cellules se faisaient face, tout différencie les deux hommes. Merdji, âgé de vingt-cinq ans, qui dispose de facultés intellectuelles limitées, purgeait une courte peine de vingt mois pour vol qualifié. Cadez de neuf enfants, sans bagage et sans avenir, après avoir été porté déserteur en Algérie, il avait fait de la cambriole son métier.

## « Révélations »

Remli dont l'enfance fut également « chaotique », possède, à trente-deux ans, un sérieux palmé dans les fichiers de la police. Des condamnations, aujourd'hui prescrites, témoignent de sa violence et en 1985 il venait d'être condamné à quatre ans de détention pour proxénétisme aggravé. Ce serrurier de formation — ironie du destin — ne présente, selon les experts, « aucuns signes psychologiques » et jouit d'un bon niveau intellectuel.

A la maison d'arrêt Montluc, moins saturée et au régime moins rude qu'à Saint-Paul et Saint-Joseph, Merdji, grand gaillard renfermé au regard sombre et à l'occupation laborieuse, était cantonné au manègement du balai. Remli, avec son visage poupin et son allure avenante, avait un usager d'une docilité frisant l'obséquiosité pour être affecté aux cuisines et à la programmation du magnétoscope. Ces deux responsabilités lui procuraient dans l'enceinte de la prison une relative liberté de déplacement qui explique ses activités lors des heures qui précèdent le drame.

A l'écouter raconter, sans omettre un détail, ses allées et venues entre sa cellule, celle de Merdji, le réfectoire — où il s'était proposé d'aller « chercher une bière fraîche » pour Charles Pahon — et le bureau du surveillant, plus d'un juré dut prendre le tour. Bien après l'heure légale du coucher, ce « détenu modèle », serviable et efficace, pouvait se permettre d'aller arracher des fils électriques dans les cuisines, camoufler les gravats que Merdji, le maladroit, avait répandus en descendant la gâche de la serrure avec une cuiller, remplir un sac de matériel — cordelette, sparadrap, couteaux — dérobé pour l'évasion et même accompagner Charles Pahon dans sa ronde, histoire de « capter son attention ».

Remli en vient alors à ses « révélations » — gardées secrètes depuis six mois par ses avocats — et affirme s'être accusé jusqu'ici par candeur d'âme. A l'en croire aujourd'hui, il

n'aurait associé Merdji à son projet d'évasion que par solidarité, lui aurait exposé un plan compliqué faisant appel à la violence à seule fin de lui « occuper l'esprit et le faire patienter » et aurait réalisé, trop tard, que Merdji utilisait la gâche métallique et non la chaussette remplie de sel qu'ils avaient confectionnée pour assommer le gardien. Enfin et surtout, il aurait bousculé « ce con de Merdji qui n'arrêtait plus de frapper » et tenté de porter secours à la victime. La preuve ? Lorsque l'alerte a été donnée n'a-t-il pas utilisé l'interphone pour faire appeler le SAMU ?

Lois de conviction, cet argumentaire exposé d'une voix claire mais déconcertante, fera bondir M. Jean Vion, avocat général. « Vous êtes très fort au niveau de la psychologie, vous connaissez bien le Code pénal et vous avez su utiliser certains détails du dossier pour faire vrai, mais je ne vous crois pas ! », explique le magistrat qui, comme la partie civile, refuse d'admettre que Remli n'ait pas profité des auditions et de la reconstitution pour se disculper. Affirmant que l'examen du dossier de proxénétisme et des agissements de Remli sur ses « protégés » balayerait la thèse de l'erreur judiciaire que l'accusé a évoquée au passage, M. Vion s'indigne surtout de son manque de pudeur. « J'espère que, pour une fois, vous êtes prêt à assumer vos actes, mais non, vous n'hésitez pas à accuser un complice que son niveau intellectuel empêche de se défendre... »

Avant l'audition des experts, des policiers et du surveillant chef le ton du procès était donné.

ROBERT BELLERET.

## EN BREF

● L'UFAF réclame des « sanctions exemplaires » pour les auteurs de la « dégradation volontaire de biens immobiliers appartenant à l'Etat ». L'Union fédérale autonome pénitentiaire (UFAF) réclame « des sanctions exemplaires » à l'encontre des auteurs d'actes de « dégradation volontaire de biens immobiliers appartenant à l'Etat ». L'Union fédérale autonome pénitentiaire (UFAF) réclame « des sanctions exemplaires » à l'encontre des auteurs d'actes de « dégradation volontaire de biens immobiliers appartenant à l'Etat ».

● Le fondatour de l'Institut thérapie est interpellé. M. Guy-Claude Burger, fondateur de l'Institut thérapie, a été interpellé dans la soirée du 11 avril après sa participation à l'émission de TF1 « Ciel, mon mardi », a annoncé le mercredi 12 avril son avocat, M. Jean-Pierre Voyer. M. Burger avait, le vendredi

L'inculpation d'un interne pour non-assistance à personne en danger

## La justice devra trancher entre la thèse des policiers et celle de l'hôpital d'Eaubonne

Erreur médicale ou bavure policière ? Les deux thèses s'affrontent dans le Val-d'Oise où M. Bernardette Py, médecin interne à l'hôpital d'Eaubonne, est convoquée par M. Vincent Féron, juge d'instruction de Pontoise, au tribunal de grande instance pour y être inculpée, mardi 18 avril, de non-assistance à personne en danger.

Les faits remontent au 5 octobre 1988. Ce soir-là, M. Py, cinquante ans, interne de garde à l'hôpital d'Eaubonne, voit arriver, vers 19 h 30, au service des urgences, des agents de police du commissariat de Franceville transportant un homme de quarante-huit ans, de nationalité algérienne, M. Messaoud Chennat, sans emploi, demeurant à Franceville, qu'ils ont appréhendé sur la voie publique en état d'ébriété. L'interne l'examine, découvre une « crise d'hémorragie aiguë » et le décrit comme « titubant, agité mais non violent ». Ne jugeant pas utile de l'hospitaliser, M. Py le rend aux policiers, qui repartent en le soutenant pour l'aider à marcher.

Mais, à 21 h 10, le revêtu, conduit, cette fois, par des pompier, par la demande du commissariat de Franceville, le souffre de ce qu'en jargon médical on appelle un « fracas des os de la jambe » : le tibia et le péroné de sa jambe gauche sont, en effet, brisés en plusieurs points. Les médecins décident alors de le garder en vue d'une opération.

Le lendemain, la police de Franceville se rend à l'hôpital d'Eaubonne, où elle procède à l'interrogatoire de plusieurs personnes, dont les témoins et le blessé lui-même, qui

signifiaient que sa jambe lui faisait mal avant sa première visite à l'hôpital. Peu après, M. Marc Moirard, procureur de la République à Pontoise, ouvre une enquête pour non-assistance à personne en danger et confie au docteur Dumont le rapport d'expertise qui révélerait que M. Bernardette Py n'a procédé qu'à un examen incomplet du malade.

C'est ainsi que, le 5 avril dernier, le médecin a reçu de M. Vincent Féron une lettre le convoquant pour le mardi 18 avril et lui annonçant son inculpation.

De côté de l'hôpital, la version des faits est tout autre : le personnel qui était présent ce soir-là soutient que M. Chennat était, lors de sa première visite au service des urgences, tout à fait capable de se tenir sur ses jambes, ce qui aurait été impossible avec une fracture. M. Sylviane Mercier, président du Syndicat des avocats de France, et qui a pris en main le dossier de l'interne, précise d'ailleurs : « M. Py affirme qu'elle l'a bien ausculté debout et qu'elle s'est assurée de la mobilité de ses jambes ». Et d'ajouter : « Le blessé a dit à l'hôpital que les policiers l'avaient jeté dans la penderie à saleté comme un chèvre ». La thèse des services de l'hôpital d'Eaubonne tient tout entière dans cette phrase : M. Chennat aurait eu, selon eux, la jambe cotée et cassée après avoir été installé, par les policiers un peu durement, dans le fourgon cellulaire.

Pour l'instant, entre ces deux thèses contradictoires, la justice penche pour la bavure médicale.

7 avril, été inculpé d'exercice illégal de la médecine, de publicité irrégulière pour méthode thérapeutique et d'escroquerie.

La direction générale de la santé avait saisi la justice pour demander la fermeture de son centre. M. Burger faisait l'objet d'une interdiction de participer à toute réunion où il pouvait être question de l'Institut thérapie.

● Un démenti du CDCA après l'attentat de Nîmes. — M. Christian Poucet, secrétaire national du Comité de défense des commerçants et artisans (CDCA), a démenti, lundi 10 avril, à Montpellier, toute responsabilité de son association dans l'attentat à l'explosif commis dans la nuit du dimanche 9 au lundi 10 avril contre le portail d'entrée de la maison d'arrêt de Nîmes où sont incarcérés deux militants du CDCA (Le Monde du 11 avril).

Ce démenti fait suite à la revendication téléphonique de cette action, auprès du bureau de l'AFP à Montpellier, par un correspondant anonyme se réclamant du CDCA.

M. Poucet a cependant regretté que deux militants du CDCA de Béziers soient emprisonnés depuis trois semaines à Nîmes.

● Le magistrat-instructeur de l'affaire Pechiney aux Etats-Unis. — M. Edith Boizette, juge d'instruction à Paris chargée du dossier Pechiney, s'est rendue aux Etats-Unis pour y rencontrer les responsables de la SEC (Securities Exchange Commission). Accompagné du chef de la section financière du parquet de Paris et du chef de la brigade financière de la police judiciaire parisienne, le magistrat devrait pouvoir examiner les enregistrements d'ordres de vente des actions Triangles passés auprès des agents de change new-yorkais.

## SPORTS

## CYCLISME : la Flèche wallonne La revanche de Crielquillon

Le Belge Claude Crielquillon a remporté mercredi 12 avril la Flèche wallonne, l'une des plus belles classiques du cyclisme. Une victoire qui rend des aînés de revanche pour un coureur qui n'avait plus fait parler de lui depuis la sombre affaire de Roubaix. Sans pour en être fier, il ne se sent guère apaisé.

Victime d'une chute le 28 août 1988 à 100 mètres de l'arrivée du championnat du monde, alors qu'il se trouvait en position de favori, le coureur belge avait accusé Steve Bauer de l'avoir coincé volontairement contre les balustrades. Mis hors course le soir même, le Canadien ne cessa de proclamer sa bonne foi. Son directeur sportif Paul Koechli a d'ailleurs produit un document vidéo semblant attester sa responsabilité.

Cependant, si Paul Koechli prétend que Crielquillon a payé sa pro-

pre erreur en s'engageant imprudemment dans un étroit couloir où il n'avait pas le passage, le routier wallon continue d'accuser Bauer auquel il a intenté un procès en affirmant que le film en question est truqué.

En attendant la décision des tribunaux, Crielquillon a pris sa revanche sur le mauvais sort en utilisant ses armes d'habileté. Il a remporté la Flèche wallonne, après avoir lâché à proximité du but Steven Rooks, le meilleur grimpeur du Tour de France. Tandis que Marc Madiot, déjà remarquable dans Paris-Roubaix, se classait cinquième et premier Français devant Roman Pensec. Le Belge étoffe ainsi un palmarès qui comprend un championnat du monde, un Grand Prix du Midi libre et un Tour des Flandres.

J. A.

## Football

## Statu quo en tête du championnat de France

La trente-troisième journée du championnat de France de première division de football, disputée mardi 11 et mercredi 12 avril, n'a pas apporté de changement en tête du classement. Marseille reste premier devant le Paris-SG.

● Marseille et Monaco 2-2 ; ● Strasbourg et Saint-Etienne 0-0 ; ● Saint-Etienne et Auxerre 1-1 ; ● Sochaux et Toulon 2-1 ; ● Lens et Nantes 0-0 ; ● Laval b. Caen 2-0 ; ● Nice b. Toulouse 2-0 ;

Lille b. Montpellier 3-2 ; ● Bordeaux b. Metz 4-1 ; ● Metz Racing b. Caen 3-1.

Classement. — 1. Marseille, 63 pts ; 2. Paris-SG, 62 ; 3. Sochaux, 59 ; 4. Auxerre, 58 ; 5. Monaco, 55 ; 6. Nantes, 52 ; 7. Nice, 50 ; 8. Lille, 48 ; 9. Bordeaux et Caen, 47 ; 11. Montpellier, 45 ; 12. Toulon et Toulon, 44 ; 14. Metz, 41 ; 15. Saint-Etienne, 40 ; 16. Metz Racing, 34 ; 17. Laval, 33 ; 18. Strasbourg, 31 ; 19. Caen, 29 ; 20. Lens, 15.

## SCIENCES

## Un astronaute à la tête de la NASA

En annonçant, mercredi 12 avril, le nom du prochain administrateur de la NASA, le président américain George Bush a créé la surprise — et réjouit le cœur de tous ceux qui ont « l'étoffe des héros ». Si sa nomination est confirmée par le Sénat, c'est, en effet, à l'ancien astronaute Richard Truly que reviendra l'administration de l'agence spatiale américaine, en remplacement de M. James Fletcher, soixante-neuf ans, démissionnaire depuis le 21 mars dernier. Actuellement administrateur associé pour les vols spatiaux, l'amiral Truly, cinquante-deux ans, a plusieurs missions spatiales à son actif, deviendrait ainsi le premier astronaute à diriger la NASA.

A la suite de l'explosion de la navette Challenger, survenue en janvier 1986, la commission constituée par le président Reagan pour enquêter sur les causes de l'accident avait mis l'accent sur la nécessité de remettre profondément les structures de direction du programme des navettes, en y associant notamment beaucoup plus étroitement les astronautes. Travaillant pour la NASA depuis vingt ans, membre d'équipage de deux missions spatiales à bord des navettes Columbia et Challenger, R. Truly est chargé de superviser le programme de modernisation des tâches d'appoint (boosters) des navettes depuis la catastrophe de janvier 1986.

## M. Roger Vignelles, directeur général adjoint du CNES

M. Roger Vignelles, ancien directeur des lanceurs du Centre national d'études spatiales (CNES), vient d'être nommé directeur général adjoint, chargé des systèmes de transport spatial. La création de ce poste, auquel sont rattachées la direction Hennes et vols habités et la direction des lanceurs, traduit l'importance que le CNES souhaite accorder, dans la prochaine décennie, à la gestion des programmes du lanceur lourd Ariane 5 et du futur avion spatial Hermès.

[Né le 12 mai 1936 à Montargis (Loiret), ancien élève de l'école centrale de Paris, M. Roger Vignelles a notamment travaillé à l'Aéro-Liquid (1962-1966), à Nord-Aviation (1966-1970) et à l'Aérospatiale. Entré au CNES en 1973 à la direction des lanceurs, il y fut successivement responsable des premiers et derniers étages du lanceur Ariane, chef de projet Ariane de 1976 à 1981 et sous-directeur technique des lanceurs de 1980 à 1982, date à laquelle il fut nommé à la direction des lanceurs.]

● Le prochain tir d'Ariane retardé. — Le prochain tir de la fusée Ariane sera retardé de plusieurs semaines, a annoncé mercredi 12 avril la société Arianeespace. Ce sera la première utilisation de la nouvelle version renforcée d'Ariane-4, dite Ariane-4L, sur laquelle les ingénieurs du centre spatial de Kourou, en Guyane française, ont à régler quelques problèmes de vibrations détectées lors des essais au sol. Ce trente et unième lancement doit mettre en orbite deux satellites de télécommunications, Superbird (Japon) et Kopericus (RFA).

## L'HOMME ET LA TERRE EN PÉRIL

par MARIE FARGUES écologiste en 1971 à découvrir en 1989 278 pages - 81 FF.

Le Monde

Le Monde

Le Monde



**M**La fille a un an. Quand je pense à l'Afrique, je me demande parfois quel serait son destin si elle était née, et allait grandir, sur ce continent: plus difficile qu'en Europe, sans doute, plus précaire qu'en France, mais certainement pas désespéré.

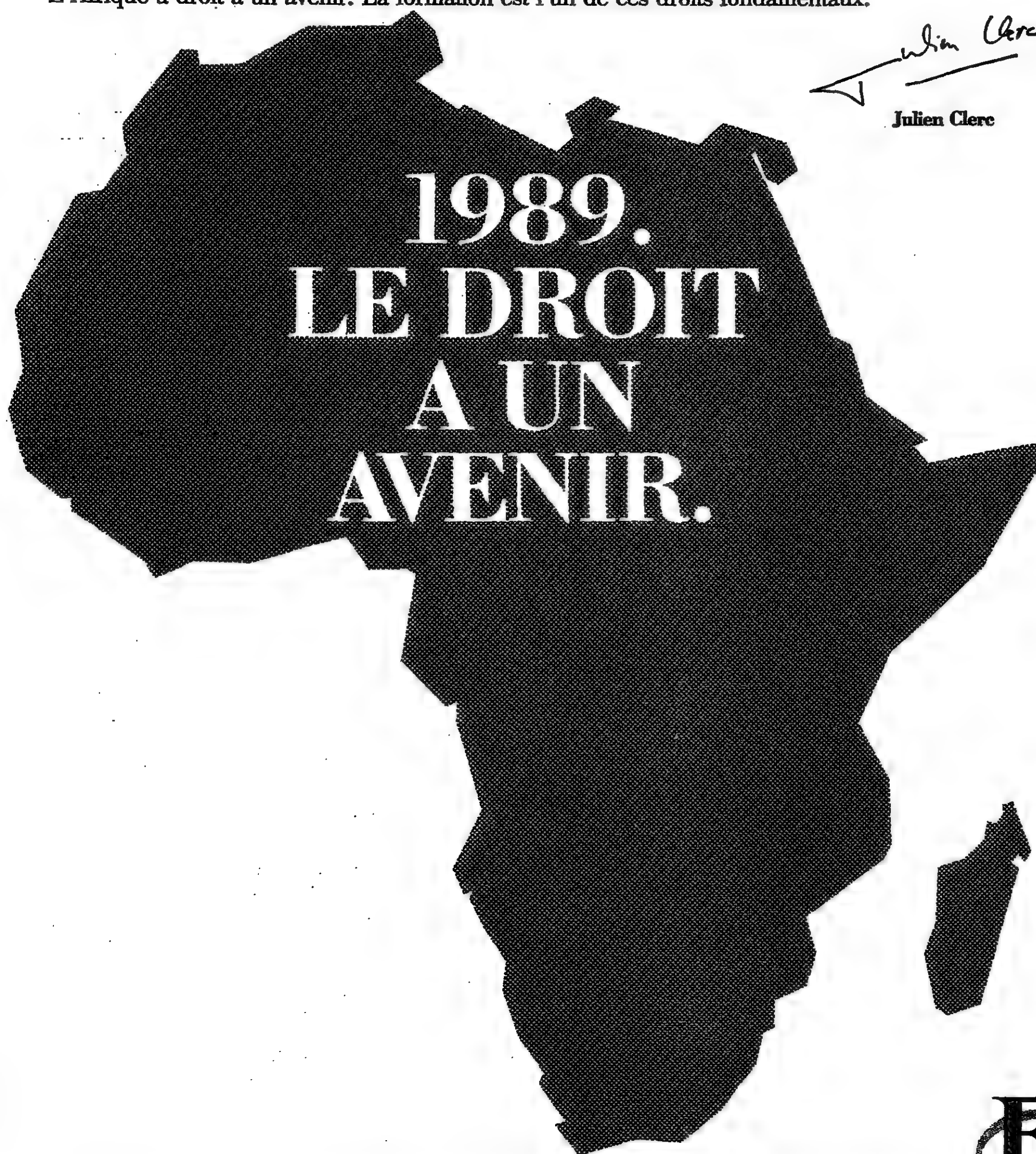
A quatre heures d'avion de Paris, des enfants réclament ce dont les enfants d'Europe seront sûrs plus tard de ne pas manquer: des écoles. L'inégalité entre les enfants du Nord et ceux du Sud commence par l'éducation. Mais ce n'est pas une fatalité. Une coopération internationale intensifiée, une assistance pédagogique mieux adaptée... il suffirait peut-être d'un coup de pouce pour que les gosses là-bas aient les mêmes chances que ceux d'ici.

Les Africains ont besoin de nous...et plus encore d'eux-mêmes. Néanmoins, avec notre aide, ils trouveront les moyens de former leurs propres enseignants, de dispenser leur savoir et de faire rayonner la culture du continent.

L'Afrique a déjà beaucoup donné à l'Europe et au monde. Sa musique influence toutes les musiques. Elle ne peut rester à la traîne. Apprendre, pour elle, est affaire d'urgence.

L'Afrique a droit à un avenir. La formation est l'un de ces droits fondamentaux.

*Julien Clerc*  
Julien Clerc



OPUS HINTZY

MINISTÈRE DE LA COOPÉRATION ET DU DÉVELOPPEMENT.





## Société

## MÉDECINE

## Un entretien avec le directeur de l'Institut Pasteur

« Il est impossible de revenir sur la décision de publier les « Annales » en anglais »

« Comment analysez-vous l'indignation qu'a suscitée votre décision de modifier le titre des Annales de l'Institut Pasteur ? »

— Ces réactions traduisent une incompréhension. Les Annales de l'Institut Pasteur ont été créées en même temps que l'Institut, en 1887, pour publier les résultats des travaux qui y étaient réalisés. La question de la langue ne se posait pas. Louis Pasteur et ses collaborateurs étaient pour une très large part les fondateurs des disciplines dont traitent les Annales.

— Pendant de nombreuses années, les Annales ont contribué au prestige de l'Institut Pasteur et de notre pays. Puis elles commencent à accueillir des auteurs n'appartenant pas à l'Institut. Ce mouvement ne fit que s'accroître durant la première partie du vingtième siècle.

— De quand date le déclin de ces revues ?

— Les Annales sont restées des publications respectables et respectées jusqu'à la fin des années 60. Malheureusement, les choses se sont ensuite gâtées. De nombreuses autres revues s'étaient créées, notamment dans les pays anglo-saxons, et l'anglais prenait une part croissante dans la communication scientifique.

— Cela conduisit à une désaffection pour les revues publiant dans d'autres langues que l'anglais. Dès 1973, cette situation conduisit les responsables des Annales à accepter que les auteurs puissent utiliser l'anglais. D'autres mesures furent prises durant les années 1980 : changement des titres, de la politique éditoriale. Rien n'y fit. Le nombre des abonnements diminuait de façon constante et, en 1988, nous avons constaté une diminution dramatique du « facteur d'impact » de ces revues, tel qu'il est déterminé par l'Institut for Scientific Information. Des mesures radicales s'imposaient.

La décision de la direction de l'Institut Pasteur de Paris, prise afin d'enrayer le déclin de ses Annales, d'en publier désormais les articles en anglais et même de donner à ces publications des titres anglais (le Monde du 29 mars) continue de susciter de très vives réactions dans les milieux de la francophonie. Après l'indignation manifestée par M. François Mitterrand de la condamnation de l'Académie française, le professeur Maxime Schwartz, directeur de l'Institut Pasteur, a reçu M. Hubert Curien, ministre de la recherche, ainsi que, le mercredi 12 avril, M. Alain Decaux, ministre délégué à la francophonie.

Le professeur Schwartz nous explique les raisons de cette décision. Il déclare qu'elle ne sera pas modifiée et annonce la création d'une nouvelle revue de l'Institut Pasteur en français.

— Quelles mesures ?

— Nous avons mis en place de nouveaux comités de lecture qui font appel de façon beaucoup plus large à la communauté scientifique internationale. Concernant la langue, les revues pastoriennes continueront d'accepter les textes en français, contrairement à ce qu'on a dit. Les critères de qualité pour l'acceptation des articles seront les mêmes, que les articles soient en français ou en anglais.

## Une nouvelle revue en français

— Mais il y a surtout le problème du titre, qui sera désormais en anglais.

— Nous avions déjà un titre bilingue, ce qui était quelque peu inhabituel. La mention initiale de l'Institut Pasteur avait deux inconvénients. On pouvait croire qu'on n'y trouvait que des publications de travaux menés au sein de l'Institut, alors qu'il s'agit d'une revue internationale avec des articles du monde entier. D'autre part, le fait que ce titre soit en français donnait l'impression qu'il y avait un nombre important de publications françaises, ce qui est inexact. En 1988, nous avons reçu deux cent quarante-neuf manuscrits, dont 50 % venaient de pays francophones. Pourtant, seuls 6 % d'entre eux étaient rédigés en français. Nous avons pensé qu'il

était essentiel d'avoir un nouveau titre en anglais, qui reflète la réalité d'un journal international. Il nous fallait aussi une certaine référence à la tradition. Or le sous-titre *Established in 1887 as Annales de l'Institut Pasteur*. Et sur la couverture, nous montrons la tête de Louis Pasteur.

— Nous avons un autre projet. Il s'agit de créer une revue qui portera le titre *Annales de l'Institut Pasteur : notes, débats et résolutions*. Elle comprendra des notes brèves en français, des traductions françaises de forums scientifiques sur des sujets thématiques, ainsi que des résumés d'articles en français. Ce sera un nouveau journal d'expression francophone, et un concentré des trois autres revues. C'est un projet coûteux, de l'ordre de 350 000 F. Mais, compte tenu de l'impulsion lancée par toute cette affaire, nous allons le lancer, avec ou sans aide financière.

— Les Annales ont combien d'abonnés ?

— C'est un niveau quelque peu ridicule, mille abonnements à peu près pour chacune des trois revues. Je précise que nous n'avons que trente à quarante-cinq abonnements au Canada, dont huit seulement au Québec.

— Pourquoi ne pas imposer aux chercheurs pastoriens de publier dans les revues de l'Institut ?

— Cela ne s'est jamais fait. La moitié de nos chercheurs sont de

l'INSERM et du CNRS. Pour ces deux institutions, les articles dans les Annales ne sont pas considérés de même manière que ceux publiés dans des revues anglo-saxonnes. Dans le rapport d'activité de notre Institut, sur les cinq cents principales publications de l'an dernier, on n'en compte que vingt-quatre dans les revues pastoriennes.

— Prenons l'exemple de la tête et des travaux du professeur Montagnier et de son équipe, qui ont reçu une aura mondiale à l'Institut Pasteur. En quoi leur publication aurait-elle été différente si elle avait été faite dans les Annales de l'Institut Pasteur et non dans la revue *American Sciences* ?

— C'est un très bon exemple. Souvenez-vous du mal que nous avons eu pour faire reconnaître dans le monde les travaux de Montagnier à côté de ceux de Gallo. Et pourtant les publications françaises étaient déjà en anglais. Si un Français publie en France quelque chose d'intéressant, et que quelqu'un d'autre publie en anglais la même chose trois ou quatre mois plus tard, c'est la publication en anglais et elle seule qui sera ensuite citée et reconnue.

— Pourriez-vous revenir sur vos décisions ?

— C'est impensable. Si j'avais pressenti que cette affaire déclencherait une telle émotion et que l'image même de la maison serait en cause, j'en aurais réfléchi au conseil d'administration. Mais je ne pouvais l'imaginer.

— Pourquoi ne pas publier simultanément en anglais et en français ?

— Pour des raisons financières et techniques. Les délais de publication seraient notablement allongés. Et cela n'aurait qu'un intérêt symbolique.

Propos recueillis par JEAN-YVES NAU.

## DÉFENSE

Un poste rétabli par M. Chevènement  
M<sup>me</sup> Yannick Moreau est nommée secrétaire général pour l'administration des armées

Le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, a décidé de rétablir le poste, supprimé en 1986, de secrétaire général pour l'administration des armées, que le conseil des ministres du mercredi 12 avril a confié à M<sup>me</sup> Yannick Moreau, maître des requêtes au Conseil d'Etat.

Créée en 1961, la fonction de secrétaire général pour l'administration des armées permettait au ministre de la défense de s'appuyer sur un haut fonctionnaire pour les affaires administratives, juridiques et sociales comme, déjà, il s'appuyait sur quatre chefs d'état-major et un directeur de gendarmerie, sur le plan opérationnel, et sur un délégué général pour l'armement, à propos des questions industrielles et technologiques d'armement.

Dès juin 1986, le ministre de la défense, M. André Giraud, du gouvernement de M. Jacques Chirac, a supprimé le poste dans le cadre d'une réorganisation interne au ministère de la défense qui visait, en réalité, à faire partir du secrétariat général pour l'administration des armées M. François Bernard, ancien directeur du cabinet du ministre socialiste de la défense, M. Charles Hermès.

M. Chevènement a constaté, pour le regretter, qu'il ne disposait pas de la collaboration d'un haut fonctionnaire capable de coordonner l'action du ministère de la défense en matière administrative, financière et sociale. C'est la raison pour laquelle il a rétabli le poste de secrétaire général pour l'administration des armées.

● Nominations militaires en conseil des ministres. — Ont été nommés, en conseil des ministres du mercredi 12 avril, commandant de la 23<sup>e</sup> division militaire territoriale, le général de brigade Christian de Gernay ; directeur du commissariat du 3<sup>e</sup> corps d'armée et de la 2<sup>e</sup> région militaire, le commissaire général de brigade Jacques Ray. A été promu commissaire général de division, le commissaire général de brigade Bernard Minot, nommé haut fonctionnaire de défense au ministère de l'agriculture et de la forêt.

armées, en charge du dialogue social, de la gestion des ressources humaines et de la modernisation des techniques de gestion au sein d'une institution militaire qui réunit 553 800 personnes en uniforme et 132 000 civils, en 1989.

(Né le 30 décembre 1945 à Nantes (Loire-Atlantique) et ancien élève de l'ENSAE, M<sup>me</sup> Yannick Moreau est entrée au Conseil d'Etat en 1971. Elle a notamment été chargée de mission auprès du Commissariat général du plan d'équipement et de production. Promue maître des requêtes au Conseil d'Etat en 1978, elle a été nommée conseiller technique au secrétariat général de la présidence de la République en 1981 et, entre juillet 1984 et mars 1986, elle a dirigé le cabinet de M. Chevènement, ministre de l'éducation nationale. Depuis janvier 1988, elle était commissaire du gouvernement près la section des contentieux et ses sous-sections au Conseil d'Etat, membre de la section sociale et de la commission permanente et commissaire du gouvernement près la Cour supérieure d'arbitrage.)

## EN BREF

● Un chef indien à l'Elysée. — Le chanteur britannique Sting et le chef indien Raoni, de la tribu amérindienne des Kayapó (Brésil), ont été reçus, le mardi 11 avril à l'Elysée, où ils ont rencontré M. François Mitterrand. Ils ont exposé au président de la République leur projet de créer un parc naturel dans la région du Xingu, afin de sauver la forêt et ses habitants. M. Mitterrand a promis de faire « tout ce qu'il pourrait » pour les aider.

● RECTIFICATIF : sur la foi d'informations provenant des milieux intégristes catholiques reproduites par l'Agence centrale de presse, nous avons annoncé la réintégration du monastère traditionaliste du Barroux (Vaucluse) dans l'ordre des bénédictins de l'époque du 12 avril. Cette information a été démentie, mercredi 12 avril, par Dom Gérard Calvet, prieur du Barroux, et par M<sup>re</sup> Bouchier, archevêque d'Avignon.

CHEZ CITROËN DU 7 AU 17 AVRIL 1989

## LES JOURS TONIC



Série spéciale  
**AX Tonic**  
3 ans à 666F  
par mois.

Série spéciale AX Tonic à 49960 F: 666 F par mois pendant 36 mois après versement initial de 15 000 F (dépot de garantie de 5000 F plus un 1<sup>er</sup> loyer de 10 000 F) suivis de 23 loyers à 1075 F. Option d'achat finale moins le dépot de garantie: 5000 F. Coût total en cas d'acquisition: 68701 F. Location avec option d'achat (hors assurances) sur 60 mois sous réserve d'acceptation du dossier par Crédipar.

**Tonic**  
la nouvelle BX  
3 ans à 888F  
par mois.

BX 4 TE à 69800 F: 888 F par mois pendant 36 mois après versement initial de 20940 F (dépot de garantie de 6980 F plus un 1<sup>er</sup> loyer de 13960 F) suivis de 23 loyers à 1600 F. Option d'achat finale moins le dépot de garantie: 6980 F. Coût total en cas d'acquisition: 96688 F. Location avec option d'achat (hors assurances) sur 60 mois sous réserve d'acceptation du dossier par Crédipar.

**AX et BX:**  
reprise dans  
3 ans à un prix  
garanti.

Au bout des 3 ans et pour tout achat à ce moment d'une Citroën neuve, Citroën s'engage à vous reprendre le véhicule financé dans le cadre de ces L.O.A. à un prix garanti des maintenant qui permettra de vous dégoter ainsi de toutes les sommes restant dues, si les conditions suivantes sont remplies:  
1 - Vous décidez d'interrompre votre contrat et levez l'option d'achat auprès de Crédipar au bout des 36 mois.  
2 - Votre véhicule correspond au kilométrage et à l'état standard définis par l'Argus.  
Le prix TTC de reprise garanti couvre alors le montant de l'option d'achat diminué du dépot de garantie.

**Argus + 5000F**  
ou 5000F  
minimum.

-15% SUR ACCESSOIRES.

Reprises aux conditions Argus\* + 5000 F ou 5000 FTTC minimum quel que soit l'état de votre véhicule si la carte grise est à votre nom.  
Offres réservées aux particuliers pour tout achat d'une Citroën neuve dans la limite des stocks disponibles.  
\*Valeur de reprise au cours moyen du jour modifiée en fonction du kilométrage, diminuée des frais éventuels de remise en état et de 15% de frais professionnels.

Remise exceptionnelle de 15% sur le tarif en vigueur de tous les équipements Citroën Accessoires.

**100000 CADEAUX TONIC AUX 100000 PREMIERS ESSAIS!**

Limité à un seul cadeau par essai et par famille.

Relations Clientèle 05.05.24.24 (Appel gratuit) ou minitel 3615 Citroën.

**CITROËN**  
CITROËN plus TOTAL





# Le Monde DES LIVRES

... Le Monde • Vendredi 14 avril 1989 13

Soixante-trois ans, seize livres et toujours la même folie imaginative, la même maîtrise du style, la même passion de la langue.

## John Hawkes et la beauté du cauchemar

Il aime la France, les cafés parisiens où l'on refait le monde — et la littérature — autour d'un verre de vin. Il parle plus volontiers des livres des autres que des siens. Il ne tarit pas d'éloges sur Robert Coover, John Barth et quelques autres, dont Angela Carter « qui n'a pas en France la place qui devrait être la sienne, celle d'une nouvelle Iris Murdoch ».

John Hawkes, chaleureux, courtois, curieux des autres, enthousiaste, accepte tout de même, entre deux fastueuses digressions, de dire quelques mots de lui et de son dernier roman *Le Photographe et ses modèles*, qui sort en France en même temps que l'un de ses premiers, *La Patte du scarabée* (1951). Tous deux ont pour point commun de départ une mort accidentelle — on suppose telle. Tous deux sont bien dans la manière de ce maître de l'imaginaire qui aime mêler violence, rêve et parodie, qui se décrit comme « un romancier comique, car violence et satire ne s'excluent pas obligatoirement : il suffit de lire Swift, Céline, le roman policier espagnol... ». Moi, dit tranquillement Hawkes, j'aime la beauté qui sort de l'horreur, qui sort du cauchemar.

Le *Photographe et ses modèles*, le plus récent des livres de Hawkes — mais qui n'est pas sans rapport avec l'un de ses plus fameux, *Le Glau* (1) — est né de

la rencontre du romancier avec un film, *Meurtre dans un jardin anglais*, de Peter Greenaway. « Il est très rare que je sois inspiré par le cinéma, explique-t-il, car je pense que les images décrites, celles que l'on doit se composer à partir des mots, sont plus fortes que les images vues sur un écran. Mais j'ai adoré Meurtre dans un jardin anglais. Je ne parvenais pas à comprendre l'histoire, pourtant, sur l'écran, il y avait à l'œuvre une imagination que je pouvais reconnaître : je pensais que c'était la mienne. C'était étrange et drôle à la fois. J'ai voulu réécrire cette histoire, et, ironiquement, la rendre plus claire. »

L'intrigue du *Photographe* est en effet assez claire. Une femme, Alexandra Van Fleet, et sa fille, Virgine, ne sont pas étrangères au décès de leur mari et père, Harold Van Fleet, mort prétendument par la faute de son cheval favori, Marcabru. Michael, le photographe, qui se sent comme le frère de Virgine, puisque — jeune protégé d'Harold — il a partagé la vie de la famille pendant toute son adolescence, comprend peu à peu ce qui s'est passé. Il perçoit aussi le mystère de la personnalité d'Harold, et de son étrange vie entre Alexandra et Base, sa maîtresse.

Mais l'intérêt et la beauté du roman sont ailleurs, comme toujours chez Hawkes : dans de magnifiques portraits — celui du

grand-père Van Fleet, par exemple, — dans le déploiement de l'imaginaire, dont l'intrigue n'est que le prétexte et le support tenu, dans la phrase, dans cette manière de promener son lecteur sur la subtile ligne de crête où poésie et prose se rejoignent en une langue admirable (la traduction est un exercice périlleux dans lequel Michel Douy excelle).

### Dans le trouble et la violence

Grâce à son photographe, Hawkes peut s'abandonner en toute quiétude à son plaisir des images. En outre, la partie centrale du roman retrace la curieuse histoire du peintre anglais George Stubbs, dont la toile *Whistlejacket*, représentant un cheval cabré, appartient aux Van Fleet depuis plusieurs générations. Fasciné par les chevaux — comme les Van Fleet, comme beaucoup de héros de Hawkes, comme John Hawkes lui-même — Stubbs les peignait avec passion. Il les disséquait aussi, tout comme il dissèque longuement le corps d'une femme, morte alors qu'elle était enceinte de huit mois, pour dessiner les planches d'un manuel d'obstétrique qui — connaît un grand succès.

« Il lui fallait l'anatomie complète du cheval. Comment sans cela peindre fidèlement la créature que Stubbs aimait le plus ? »

Ces travaux sanglants et répugnants deviennent, par la magie de Hawkes, de magnifiques tableaux, qui se superposent aux toiles de Stubbs. Enfin, le peintre du dix-huitième siècle, Stubbs, et le photographe contemporain du romancier, Michael, s'opposent et se rejoignent dans leurs obsessions, dans le trouble et la violence liés à la perfection de leur art, à ce sommet que, sans relâche, ils cherchent à atteindre.

A la volonté de totalité de Stubbs répond la concentration de Michael sur un détail qu'il met en valeur, les lèvres par exemple : « Malgré la blancheur du gant, la délicate couleur mate du chapeau de paille, l'expression presque féroce des yeux noirs, l'élégance implacable de cette jeune femme, c'est la bouche qui une fois de plus reste le centre. Large. Rehaussée d'éclats de lumière et, d'un côté de la lèvre supérieure, d'ombres qui pourraient être un léger duvet. Et c'est dans la suggestion de cette moue sensuelle qu'est l'art. »

« La France ne dénie malheureusement pas tous les jours un Faulkner à démontrer aux Américains. Encore que Hawkes... », écrit Marc Chénétier dans son passionnant essai sur la littérature contemporaine américaine (2). Encore faudrait-il ne pas se contenter de lui avoir donné le prix du meilleur livre étranger en 1974 et le Médicis étranger en 1986 (3), mais enfin le considérer comme le très grand écrivain qu'il est et le lire.

JOSYANE SAVIGNEAU

★ **LE PHOTOGRAPHE ET SES MODÈLES**, de John Hawkes, traduit de l'anglais (États-Unis) par Michel Douy, Seuil, 250 p., 92 F.  
★ **LA PATTE DU SCARABÉE**, de John Hawkes, traduit par Marie-France de Paloméra, Seuil, 186 p., 85 F.

(1) Écrit en 1961, *Le Glau* est le quatrième livre de Hawkes, qui avait débuté en 1949 avec *Le Canibale*. Maurice Nadeau, qui essayait d'imposer Hawkes en France depuis des années, fit traduire *Le Glau* en 1963 (Julliard « Lettres nouvelles »).

(2) *Avant-d'aller du ruyouss*, Seuil, 456 p., 150 F. (le Monde du 24 mai).

(3) Respectivement pour les *Oranges de sang* (« Les lettres nouvelles-Deuot ») et *Aventures dans le commerce des peaux en Alaska* (Seuil, repris en poche, « Points-Roman »).

## La Révolution est un roman

Deux mille pages de Robert Margerit — publiées pour la première fois en 1963 — non pour « penser » la Révolution, mais pour tendre l'oreille à ses tumultes.

AUSSITOT que la Révolution eut tranché ses dernières têtes, les historiens se précipitèrent sur leurs encriers et se mirent à écrire, sans reprendre haleine, durant deux cents ans. Ils réfléchirent comme des fous, fouillèrent des tonnes de papiers, rédigèrent des millions de pages, et la Révolution s'évapora : en 1789, elle encombrait les paysages du monde, elle s'exaltait ou assassinait dans les rues de Paris. En 1889, elle n'est plus qu'une bibliothèque, une collection d'usuels et une échauffourée entre les concepts posthumes de Furet ou de Vovelle. Que dirait Nietzsche de notre Bicentenaire, lui qui proclamait dans *Par-delà le bien et le mal* : « Le texte de la Révolution a disparu sous son commentaire » ?

Or cette année 1989 nous offre une chance de lire à nouveau le texte grâce à un roman monumental, deux mille pages, qui s'est donné pour tâche, bête soit-il, non pas de « penser » la Révolution, mais de tendre l'oreille à ses tumultes. Cette suite fastueuse, écrite par Robert Margerit (mort en juin 1889) et publiée voilà vingt-cinq ans, avait naufragé. Elle est renflouée aujourd'hui et elle éblouit : Margerit a fabriqué un antidote inespéré au discours historique. Il exhume une révolution à peine éclose, fraîche comme un œuf au sortir du cul de la poule, avec ses fracas et ses frénésies, son irrationnel, ses indécibles secrets. Voici devenus transparents les deux siècles qui nous séparent de la Bastille : la Révolution est notre contemporaine. Elle brille comme un lever de jour.

L'entreprise de Margerit est rare. Si les historiens et les philosophes se sont jetés sur la Révolution comme la misère sur le pauvre monde, les romanciers l'ont ignorée : quand on aura cité Balzac, Hugo, Dumas, Dickens, quelques autres, on aura fait le tour. Pas de *Guerre et Paix*, pas de *Chartreuse de Parme* pour la grande tragédie. A cette anomalie, on suggère une explication : la Révolution fut un objet romanesque si puissant qu'elle écrasa tout romancier assez fou pour se mesurer à elle. Robert Margerit est l'un de ces fous, mais, comme il connaît sa folie, il n'a pas prétendu rivaliser avec le démiurge qui rédigea le manuscrit original de la Révolution, c'est-à-dire l'événement lui-même. Et c'est parce que Margo-

rit s'avoue à l'avance vaincu par le « roman » que fut la Révolution que Margerit gagne. Son défi est celui-ci : le roman qu'il écrit est littéralement écrabouillé par le sujet qu'il traite. Spectacle fascinant : le dompteur sait qu'il sera mangé par ses lions.

Les premières pages de Margerit ressemblent au romanesque le plus traditionnel : elles nous conduisent à Limoges dans la fin du bel été 1788, en compagnie de personnages inventés par le romancier Robert Margerit : Lise, une jeune fille charmante, Bernard, un commis de mercerie costaud et simple, et Claude Mounier-Dupré, un jeune avocat curieux des secousses qui commencent à ébranler les dessous de la société de Limoges.

Nous sommes chez Rousseau ou chez Goethe, avec quelques galipettes du côté de Laclos, mais un Laclos sans tortures ni angoisses, puisque la jeune femme, Lise, aime innocemment les deux jeunes gens ensemble. Le dix-huitième siècle éclaire de ses derniers rayons le tendre imbraglio.

### Les tranquillités violent en éclats

Et puis la Révolution éclate, et les tranquillités violent en éclats. Les radieuses images du premier chapitre s'enténébrent, et le romanesque trio est avalé par la Révolution. Au fil des pages, nous assistons à la métamorphose du roman. Les destins individuels fondent comme des lingots de plomb dans la fournaise. La sphère du privé se ratatine, et si les personnages de Margerit conservent desirs et passions, leur destin est pourtant asservi aux seules sommations de l'Histoire. Chaque vie se coule dans les grilles dessinées par l'obscur vouloir du drame collectif.

Dès le milieu du premier volume, il n'y a plus qu'un seul acteur : la Révolution elle-même, un acteur monstrueux, composé de ces milliers d'hommes et de femmes arrachés à leurs destinées pour devenir les marionnettes ravies ou suppliciées de l'Histoire. Alors, dira-t-on, en quoi l'œuvre de Margerit mérite-t-elle le nom de roman ? Ne se borne-t-elle pas à raconter les épisodes de la Révolution ?

GILLES LAPOUGE  
(Lire la suite page 17.)

## LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH, de l'Académie française

### Carnets III, d'Albert Camus

## La vérité !

« La vérité ! » Au bout du compte, Camus n'a pas d'autre cri. La gloire, la compassion, la morale, il en revient. Restent quelques moments d'acquiescement silencieux devant un ciel grec ou provençal, devant un plateau de théâtre, et, face à la bassesse blessante du petit monde parisien, le culte régné du vrai : il n'y a pas à sortir de là. Les rigoureux vont trouver que notre scout national manque décidément d'originalité, de vertigineux. Qu'importe : ce n'est pas à eux que Camus s'adresse, mais aux hommes de bonne volonté que taraude encore le malheur innocent. Un regret de détail, pour ces attardés : que l'éditeur n'ait pu descendre au-dessous de 170 francs pour un livre de trois cents pages, ce qui excède sensiblement les barèmes habituels...

Donc, voici le troisième et dernier recueil des *Carnets* de Camus. Les premiers ont paru en 1962, deux ans après sa mort. Ils s'étendaient de mai 1935 à février 1942. Le deuxième volume allait de 1942 à 1951. Il restait neuf années de *Carnets* inédits. La période est chargée d'actualité publique et privée : le drame algérien connaît son paroxysme, le Nobel va compliquer encore les rapports orageux de l'écrivain avec son temps, rapports qu'ont affectés et infectés les réactions des amis « existentialistes » à l'homme révolté...

ON chercherait en vain dans ces *Carnets*, pas plus que dans les précédents, des aveux approfondis de véritable journal intime. Camus n'est pas l'homme des abandons. Par tempérament et par choix. « Je ne dis rien de ce que je

pense », écrit-il en juillet 1958. Cette discrétion ne vise pas seulement les tiers, qui ne seraient pas dignes d'en savoir plus. Il a beau vivre de phrases, comme tout écrivain, il ne goûte pleinement la vie que si elle n'est pas « enfermée dans des mots ». La bonheur veut du silence ; à tout le moins des records de laconisme.

De note brève en citation, sa conception de la vie s'épure. Elle tient en dix mots préférés : « monde, douleur, terre, mère, les hommes, désert, honneur, misère, été, mer ». Individuellement, il n'y a de salut — entendons : de dignité, d'élégance — que dans une sorte de sainteté aristocratique. Un des malentendus du siècle vient de ce qu'il recherche à la fois le bien-être et une aristocratie, alors qu'il n'y a d'aristocratie que du sacrifice. On savait Camus écorché par les opinions de ses contemporains ; on ne se doutait pas que ce fût à ce point. « Je ne peux supporter la société des hommes », écrit-il en 1951 ; ou « ils flattent », ou « ils jugent ».

L'horreur des juges, qui lui fait tant apprécier la mère ou l'amante inconditionnelle, atteint son comble si les juges s'abritent derrière un absolu. Camus supporte très mal les attaques de Mauriac, où perceait moins le zèle apologétique que l'agacement d'être supplanté dans le jeune public. « Dostoïevski de la Gironde », écrit-il, ajoutant qu'il ne se croit pas autorisé, quant à lui, à exposer le « supplice de son sauveur, deux fois par semaine, à la première page d'un journal de banquiers ». Et de conclure : « Mauriac se sert de la croix comme d'une arme de jet. »

(Lire la suite page 15.)

Gustave Flaubert  
Ivan Tourguéniev

Correspondance




Flammarion

**Quand Flaubert et Tourguéniev s'aimaient d'amour tendre...**

Vingt ans de musique, de ferveurs partagées, de désarrois et d'ultimes défaites. Un tendre gueuloir épistolaire. Un régal pour les fidèles...

Jean-Paul Enthoven  
Le Nouvel Observateur

Flammarion



## Des tropiques à Chinatown



ROMANS

PORTRAIT

# Les variations Huston

Une femme de trente-cinq ans, américaine et française, douce et rigoureuse, musicienne, essayiste, romancière.

Avec son regard calme, sa voix douce, et les traits souples dont elle s'habille, Nancy Huston a l'air de sortir des *Très Riches Heures du duc de Berry*, ou de la cour d'Aquitaine. Pourtant, c'est une femme d'Amérique, née à Calgary, au Canada, en 1953, nantie d'un père physicien à Boston, de diplômes de l'université de New York, une petite fille de pasteurs qui se souvient du temps où il y avait toujours quelqu'un qui priait pour elle.

Son premier roman s'appelait *Variations Goldberg*. A l'université de New York, elle étudiait la musique. Aujourd'hui, elle continue à jouer du clavier, et fait partie, durant les trois mois d'été, d'un ensemble amateur de musique ancienne. Les étangs baroques.

## L'amour des petites filles

La musique est encore très présente dans son nouveau roman, *Trois fois septembre* : la Flûte enchantée de Mozart, ou l'Étude en mi mineur de Chopin, Otis Redding, ou Bob Dylan. C'est, dit-elle, que « la musique est une porte qui n'est ni ouverte, ni fermée. Dans son mouvement qui signifie sans rien dire, il se crée une suspension dans le temps, un entre-deux. Mais on ne peut éternellement se protéger des failles du monde dans la musique ».

Quand elle a traversé l'océan pour venir vivre à Paris en 1973, Nancy Huston a travaillé à l'École des hautes études en sciences sociales, sur les Juifs, « parce que c'est intraduisible », dit-elle, ou alors, mais cela, elle l'a compris plus tard, « parce que j'avais besoin du français pour exprimer l'émotion ». Comme cette femme douce est logique et radicale, elle s'est mise à traquer l'euphémisme social sous toutes ses formes. D'une manière subjective et rationnelle dans des essais, d'une manière impersonnelle et émotive dans des romans : *Trois fois septembre* est son huitième livre (1).

Il y avait donc en *Jouer au papa et à l'amant*, un questionnement de l'amour des petites filles, une réflexion sur les représentations du père où se retrouvent les qualités de rigueur de Nancy Huston : elle part de ce qu'elle sait, de son expérience de fille élevée par un père non conforme aux stéréotypes, dont elle a toujours su, parce qu'il ne le cachait pas, qu'il était fragile, qu'il avait besoin d'être rassuré, qu'il se sacrifiait pour élever ses six enfants.

Elle lit, ensuite, tout ce qui lui semble utile à sa réflexion, et puis elle livre cette réflexion, sans garde-fous, sans précautions spéciales, telle quelle. Une méthode éloignée des habitudes universitaires françaises, sans appareil et sans langue de bois, sans frime, parfois un peu désordonnée aussi.

Nancy Huston dit : « Une de mes joies, c'est de penser. » Une affaire de responsabilité aussi, qu'évoque souvent l'héroïne de *Trois fois septembre*, quand elle se souvient du Vietnam. La guerre revient sans cesse, comme les noyades, poches pleines de cailloux, comme le verre brisé qui s'écrit et blesse, les coups de phares qui balayaient les paysages avec violence.

## Un arbre déraciné à feuilles rouges

En 1984, a paru *A l'Amour comme à la guerre*, une correspondance avec Sam Kinsner : de livre en livre se précise la réflexion : dépister, derrière le mensonge des mots, la violence déguisée, détournée, concentrée, la violence déguisée en bon droit, en morale, ou en amour, se battre non seulement pour que les femmes accèdent à la pensée, ou à l'esprit, mais aussi pour que les hommes admettent qu'ils ont des corps. « Si les gens du Pentagone amenaient le matin leurs bébés à la crèche, dans leur sac-kangourou, ils ne verraient pas le monde de la même façon, dit Nancy Huston. Mais j'ai de



Nancy Huston.

moins en moins envie d'écrire des essais. Sans doute est-ce que j'ai une plus grande confiance dans l'écriture elle-même, dans la langue ».

*Trois fois septembre*, c'est une histoire de lettres retrouvées. Nancy Huston voulait décrire les effets destructeurs d'une absence, celle de Jonathan. Faire le récit de la désintégration imprévisible de Selenia. « Je n'écris pas des romans pour dire ce que je pense, mais pour dire ce que je ne pense pas ». Elle ne pensait pas être un arbre déraciné à feuilles rouges, ni être habitée par des mythes, comme celui de Ceyx et Alcyon, qui jettent leur ombre sur l'histoire douloureuse de Selenia et Jonathan.

« J'apprends à habiter mon passé », dit Nancy l'exilée qui a toujours besoin d'un moins deux ports, livres à deux voix, double langue : la raison et les émotions. Ses romans balisent une remontée : des *Variations Goldberg*, narration au présent d'une fiction du présent, un livre très posé, à l'histoire d'Omaya, une femme terrorisée, dans le chaos des alarques, une victime qui devient une accusée, un roman très beau, une explosion d'images justes sur

la mise en morceaux, jusqu'à ce *Trois fois septembre*, où apparaissent les années 70, que beaucoup ont voulu oublier.

Elle suit son chemin. De temps en temps c'est coûteux, ces navigations hors des eaux territoriales repérées ; elle se dit que peut-être elle va écrire bientôt en anglais : « Son emploi est devenu suffisamment exotique, et mon enfance suffisamment mythique. Je commence à rêver aux plates étendues du Canada, je ne pensais pas, autrefois, que mon pays avait de l'importance pour moi ». Du Canada englouti, naissent des histoires. Avec l'histoire de Selenia, Nancy Huston a tué un fantôme ; derrière ce fantôme, des images prennent forme et couleurs.

GENEVIÈVE BRISAC.

\* TROIS FOIS SEPTEMBRE, de Nancy Huston, Seuil, 218 p., 89 F.

(1) Au Seuil : les *Variations Goldberg*, *A l'Amour comme à la guerre*, *Histoire d'Omaya* ; chez Ramsay : *Jouer au papa et à l'amant* ; chez Fayot : *Diri et Interditi*, *Éléments de jurisprudence* ; chez Desclée : *Musique de la pornographie* ; chez Bernard Bantant : *Lettres parisiennes*, *Autopsie de l'exil*.

# Le voyage en Beauce

Jean-Claude Ponçon tire sa révérence à sa jeunesse.

JACQUES CHARDONNE disait : « Ce qui nous touche de près est la seule matière d'art ». Et de conseiller aux écrivains de se borner à évoquer ce qu'ils ont « bien vu et vraiment éprouvé ». Jean-Claude Ponçon a reçu le message. Son livre *La Beauce* tient de l'ethnographie. Les gens y parlent avec une exactitude qui enchante.

Ce que Ponçon transporte dans ses bagages depuis l'enfance est soudain mis à jour. Est-ce façon de tirer sa révérence à sa jeunesse ou au contraire de la préserver en la faisant revivre ? Bref, l'auteur prouve que son « voyage » en Beauce est une belle aventure à la recherche de soi.

## La tragédie rôde

Donc, dans ce village où, en ces lendemains de guerre, Voves et Chartres, si proches, semblaient le bout du monde, nul « ne songeait à analyser les comportements ou à les décortiquer, on prenait les événements et les gens comme ils arrivaient. Chaque habitant était en même temps acteur et spectateur ». Et quels acteurs dans leur quotidien au ras du sol !

Il y a Germain, le grand-père tuberculeux, qui « s'épuise à chercher son souffle ». Il y a Rose, la grand-mère, lassante à force de prévenance, les copains d'école, les filles des premiers émois, les vieilles bavardes qui ne dorment jamais car enfin le plaisir de colporter des bruits exige le sacrifice du sommeil... Il y a surtout la haine qui depuis quarante ans occupe deux frères : André, le maire ; Arthur, le hors-la-loi : braconnier est sa raison d'être. L'un ne pense qu'à amasser ; l'autre, buveur et jouisseur, qu'à dilapider.

André le Beauceron assassinera-t-il Arthur ? Le village le croit. La tragédie rôde. L'irréductible est là. Alors intervient leur mère, « ratatinée par la peine d'une vie aux bêtes, aux outils, aux gosses, dont les mains s'occupent toujours à une couture, une dentelle, un tricot ».

Nous n'ajouterons rien. Surprise oblige ! Il reste aux lecteurs à attendre le mot fin en se délectant aux souvenirs de Ponçon. En voilà un qui connaît la nature, les animaux, les êtres, les croyances, la solitude, la chasse, la pêche, les métiers de la terre et la nostalgie. Et il sait le dire.

LOUIS NUCERA.

\* LA BRACONNE, de Jean-Claude Ponçon, Ed. Lattès, 95 F.

# LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

## La vérité !

(Suite de la page 13.)

Ailleurs, Camus dit devoir son « idée de la vulgarité » à quelques grands bourgeois fiers de leur culture et de leurs privilèges, comme Mauriac, dès l'instant où « ils donnent le spectacle de leur vanité blessée ». Dédain de classe, en vérité ; de pauvre, dont la vision de sa mère inculte et muette, ravive, chaque fois que des nantis se pavanent et l'accusent, une viscérale révolte.

A noblesse d'âme serait-elle affaire de scrupules ? Que non ! On ne se grandit pas en se raidissant, comme l'imaginent certains intellectuels des années 50. Si le naturel « s'acquiert », la grandeur est un « cadeau du ciel », comme une belle journée, et une question de « foi », à condition d'admettre avec Emerson que « l'obéissance d'un homme à son génie représente la foi par excellence ». Homme « sans cité » et bientôt sans terre natale — « ma terre perdue, je ne vaudrais rien » ! — Camus renonce à se chercher une patrie, pas même une famille, encore qu'il se reconnaisse jusqu'au bout dans la « gauche », sans esprit de scission ni de chantage.

Ce ne sont pourtant pas les litiges qui manquent de ce côté ! En août 1952, les *Temps modernes* attaquent rudement *L'Homme révolté*, par la plume de Francis Jeanson. Sartre attendra la mort de Camus pour honorer tardivement ses dettes d'amitié. Ne pas céder publiquement aux sentiments passe, alors, pour un brevet d'antibourgeoisisme. Camus garde son calme, non sans souffrir de ces mœurs. « Ils admettent le péché et refusent la grâce », écrit-il de ses anciens compagnons de fiestas ; « ils ont soif du martyre ».

Quand Simone de Beauvoir obtiendra le Goncourt avec les *Mandarin* (1954), il protestera sans vigueur excessive contre le fait que des actes « douteux » de la vie de Sartre lui soient attribués, et que les « existentialistes » ne s'accusent entre eux que pour « accabler les autres ».

Par cette rigueur exposée à être admirée pour soi-même, ce à quoi Camus répugne. A propos d'une lettre de Julien Green, il note : « Chaque fois qu'on me dit qu'on admire l'homme en moi, j'ai l'impression d'avoir menti toute ma vie. » L'aristocratie de l'intelligence, du travail, et de l'exigence à l'égard de soi-même, exigence sans laquelle « toute société meurt », cette aristocratie doit se cultiver à l'écart, sachant qu'elle n'a d'autre source que le « peuple ». La bourgeoisie a échoué lamentablement dans ses efforts de cent cinquante ans pour donner « une forme au monde ».

ET Dieu, dans ce stoïcisme où les chrétiens se reconnaissent volontiers ? Camus s'étonne que l'on parle de son athéisme. Il ne croit pas à Dieu, mais il ne se sent pas athée. Il est de ceux que Pascal « bouleverse » sans le « convertir ».

Il y a cependant un sentiment religieux, chez lui, une manière de panthéisme, dans sa contemplation jubilante de certains sites. Des voyages en Algérie, en Italie et en Grèce réveillent les extases de Noces. Aux monuments, dont la beauté a exigé un travail asservi, Camus préfère les paysages, parce qu'ils ne se paient d'aucune injustice, et lui laissent « le cœur libre ». En Grèce, la seule apparition de l'île de Makronissos, où sont déportés des centaines d'opposants, gâche sa joie de parcourir les Cyclades couvertes de fleurs. A tout prendre, l'admirateur des ruines de Tipasa met l'Italie plus haut que la Grèce des temples et des philosophes. Il rêverait de mourir dans un fossé près de Sienne, entouré de la seule bonté d'Italiens inconnus comme il les aime, même si sa vérité la plus profonde, par-delà ce que la France a fait de lui, c'est son sang espagnol !

Comment sa vocation artistique est-elle née de ce mélange ? Par un « refus de disparaître du monde, de ses joies, de ses souffrances ». Par envie de brûler, aussi. De là, une constante déception. Il est comme Custine, pour qui « la contradiction entre une âme ardente et l'uniformité de l'existence rend la vie insupportable ». Tout au long de ses déplacements de 1956-1957, et malgré ses projets littéraires — le *Premier Homme*, *Mimésis*, une pièce sur Julie de Lespinasse, — Camus se montre déprimé, incertain de sa vocation...

LE Nobel, loin de le rassurer, l'enfoncé dans l'accablement et la mélancolie. C'est à vingt ans, « pauvre et nu » qu'il a connu la « vraie gloire ». Sans compter qu'aux jugements venimeux se mêlent alors les ignominies, telle celle du « collobo » Rebatet, dont Camus a naguère demandé la grâce, et qui ose, le salue, soupçonner le lauréat d'aimer « commander les pelotons d'exécution ». Au passage, on notera un mot inédit de de Gaulle, qui manquait à sa solide réputation de cynisme. A Camus, qui redoute la fureur des Français d'Algérie (on est en mai 1957), le général réplique : « J'ai soixante-sept ans, et je n'ai jamais vu un Français tuer d'autres Français. Sauf moi... »

Les notes des derniers mois sont celles d'un homme meurtri, abattu, alors qu'il n'a pas encore cinquante ans. Les citations sont choisies à raison de leur désillusion. Musil : « La vie ordinaire est la moyenne de tous nos crimes possibles. » Seule valeur sauvée du naufrage : la vérité. Au retour du dernier séjour en Grèce, en juillet 1958, cela prend la forme d'une profession de foi : « La vérité est la seule puissance allégre, irrépressible, une énergie jeune et immortelle en nous. L'homme de vérité ne vieillit pas. Encore un effort, et il ne mourra pas. »

L'ACHAT de la maison de Lourmarin et les répétitions des *Possédés* lui apportent ses dernières joies, parce qu'ils le rapprochent de « sa » vérité. La parodie théâtrale vaut mieux que le mensonge où Camus s'accuse d'avoir vécu, parce qu'elle s'approche de la vérité en la jouant.

Il ne s'agit pas là de préceptes éthiques : la morale, le Camus des dernières semaines se dit convaincu qu'elle mène à l'« abstraction », à l'« injustice », qu'elle « coupe en deux », « sépare », « déchaine ». Son ultime programme : « Accepter d'être jugé et de ne plus juger, dire oui, faire l'unité et, en attendant, souffrir d'agonie... »

Car même la vérité, Camus sait d'expérience, citant Custine, que la parole la négocie et la sacrifie aux « vanités » de toutes sortes. Que dirait-il aujourd'hui !

\* CARNETS III, mars 1951-décembre 1959, d'Albert Camus. Gallimard, 306 p., 170 F.

# UNE TRANSAT TERRE-LUNE EN 1992 ?

Découvrez le livre qui a lancé le débat :

## Voiliers de l'espace

par Louis Friedman (anc. de la NASA)

Chez votre libraire • 100 F

Editions l'Étincelle - Des livres qui comptent

Diffusion : SCE-France, 70, av. Emile-Zola, 75015. Tél. 45-75-71-27

## Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques

### Les musulmans dans la société française

sous la direction de Rémy Leveau et Gilles Kepel

Collection « Références » 208 p. 56 F

### Les immigrés et la politique.

Cent cinquante ans d'évolution

Catherine Wihot de Wenden

Prix Joël Sanguin

400 p. 190 F

### Le Front national à découvert

sous la direction de Nonna Mayer et Pascal Perrineau

368 p. 200 F

### Mots/Les langages du politique

Racisme et antiracisme - Frontières et recouvrements

sous la direction de Simone Bonnaïous et Pierre-André Taguieff

mars 1989 128 p. 70 F

77, rue Saint-Guilhaume

Paris 7<sup>e</sup>. Tél. 45-48-50-21



## ● HISTOIRE

## Thermidor ou l'oubli impossible

Bronislaw Bacsko propose une interprétation originale de la culture politique révolutionnaire.

LES quinze mois qui séparent la chute de Robespierre, le 9 thermidor an II, de la séparation de la Convention, le 4 brumaire an IV, ont été traités en ce siècle comme les parents pauvres de l'historiographie révolutionnaire. Par exemple, Georges Lefebvre ne leur consacre qu'une petite trentaine de pages dans sa *Révolution française*, les caractérisant d'une formule : « La bourgeoisie restaura la domination que la Révolution de 1789 lui avait conférée et qu'elle conserva désormais. » Temps du démantèlement de l'économie dirigée et de la répression du mouvement sans-culotte, temps de réaction et de revanche, la période thermidorienne semble n'être rien d'autre que la reprise du cours bourgeois de la Révolution, un temps interrompu par le gouvernement révolutionnaire.

Le beau livre de Bronislaw Bacsko montre que les choses sont moins simples et, de ce fait, plus passionnantes. Les questions posées par l'élimination de Robespierre sont, en effet, fondamentalement politiques : comment punir ceux qui se sont rendus coupables d'un arbitraire effroyable sans compromettre dans le châtiment le personnel révolutionnaire en son entier, à commencer par les conventionnels eux-mêmes ? Comment dénoncer les « vandales » et les « cannibales » responsables des crimes les plus abominables sans mettre en cause le principe de la souveraineté populaire ? Comment réprimer la Terreur sans accuser la Révolution elle-même ?

La voie est fort étroite pour les Thermidiens qui doivent opérer des tris difficiles entre les hommes définitivement corrompus et ceux qui sont indissolublement à la survie du gouvernement révolutionnaire ; entre les nécessaires libertés (à commencer par celle de la presse) et les licences excessives qui sapent l'unité consubstantielle à la souveraineté du peuple. A travers ses hésitations et ses repentirs, la politique thermidorienne dit à la fois l'attente d'un ordre réconciliant, effaçant à jamais les dévoiements terroristes, et l'impossible oubli (selon l'heureuse formule de Denis Richet) de ce passé trop lourd qui hante les haines et les peurs.

## « Rendre la France barbare »

Les ruptures proclamées n'ont pas aboli les habitudes mentales anciennes et la confrontation des pensées claires n'a pas fait taire les passions exacerbées. Le paradoxe, et peut-être le tragique, de la Révolution tient à ce qu'elle crée un « espace politique moderne » dans un « environnement culturel et mental largement traditionnel ».

Les signes en sont nombreux, depuis le succès de la folle rumeur propagée par le Comité de sûreté générale les 9 et 10 thermidor contre Robespierre, accusé d'avoir voulu libérer le fils de Louis XVI, épouser sa fille et rétablir la royauté, jusqu'à la fabrication d'une imagerie antiterroriste prenant appui sur les révélations de violences bien réelles pour solliciter les fantasmes les plus profondément ancrés (l'obsession du complot, la crainte de l'ennemi caché, l'angoisse devant des violences inhumaines).

De ce point de vue, le legs de la période n'est pas mince puisque c'est dans les dénonciations thermidiennes de la Terreur que puisera durablement l'imaginaire antirévolutionnaire. Le procès fait à Carrier et au comité révolutionnaire de Nantes comme les discours nombreux stigmatisant le « vandalisme » qui, selon Lindet, visait à « rendre la France barbare pour l'asservir plus sûrement » mettent en place pour longtemps une double thématique : celle des cruautés inouïes, sans exemple, commises par des

terroristes qui, littéralement, sont des « buveurs de sang » et celle du pouvoir confisqué par la canaille illettrée, ennemie des gens honnêtes.

Ces deux motifs, maniés à satiété pour légitimer le 9 thermidor (qui a mis fin aux excès épouvantables) et cantonner la responsabilité de la Terreur (imputée à des hommes immoraux et de basse condition), auront la vie dure. Et en lisant aujourd'hui telle description du personnel sectionnaire (« Une armée de l'intérieur de fonctionnaires (...) grossiers de souhait, aux degrés d'en bas de l'alphabetisation, de primaires obtus, actifs, sans âme et sans autre état ») (1), on se dit que Tallien a été entendu.

## Une fable de notre présent

Le livre de Bacsko propose une compréhension aiguë de la Révolution, malade de n'avoir su penser l'espace politique comme nécessairement pluriel et contradictoire. Pour lui, « la Révolution invente une démocratie qui, par un apparent paradoxe, joint l'individualisme à un véritable culte de l'unanimité ». De là l'impossibilité où sont ses acteurs de « s'accorder pour être en désaccord, pour reconnaître que

le caractère conflictuel de la société est à l'origine de son fonctionnement et non pas un vice à éradiquer ». De là le recours à l'exclusion et à la destruction de l'adversaire comme seules formes pensables de la résolution des conflits.

En lisant cette analyse brillante, le lecteur ne peut s'empêcher de penser que ce livre est aussi un manifeste de fable. Une fable qui parle d'un monde confronté aujourd'hui aux mêmes questions que les thermidiens. Est-il possible à un Etat qui a gouverné par l'arbitraire et la violence de condamner ce passé sans détruire ses propres fondements ? Et est-il possible d'organiser l'expression des intérêts divergents à l'intérieur d'un système qui ne leur donne pas de traduction politique ? L'expérience de la Convention, incapable de sortir des schémas terroristes alors qu'elle entendait rompre avec la Terreur, n'engage guère à l'optimisme. Mais le pire, après tout, n'est pas toujours sûr.

ROGER CHARTIER.

\* COMMENT SORTIR DE LA TERREUR THERMIDIENNE ET LA RÉVOLUTION, de Bronislaw Bacsko, Gallimard, 356 p., 110 F.

(1) Pierre Chaunu, *Le Grand Déclassement. A propos d'une comédie révolutionnaire*. Editions Robert Laffont, 1989 (p. 255).

## Rivarol ou l'éloquence contre-révolutionnaire

L'étonnant parcours d'un certain Antoine Rivaroli, de la grammaire à la politique.

L'ÉCART de Rivarol n'était ni comte, ni né de Rivarol, mais Antoine Rivaroli : il avait pris ce titre et francisé son patronyme peu de temps après son arrivée à Versailles, en 1777. En effet la cour, qui murmurait contre le précédent nom d'emprunt — « chevalier de Parciens » — sous lequel cet ancien séminariste de vingt-quatre ans s'était présenté, se moquait volontiers de ses origines modestes (son père, d'origine milanaise, fut anbergiste).

Cet annoblissement usurpé, que l'on pourrait interpréter comme une provocation délibérée, fut le premier pas du provincial et plébien Rivarol pour rejoindre ce côté de la société et de l'histoire où il allait se tenir, au cœur de la tourmente révolutionnaire, avec assurance, constance et éloquence.

## Un « roi de la conversation »

Ce fut d'abord par son intelligence et sa verve, qui firent de lui une vedette des salons de la haute société de l'Ancien Régime déclinant, qu'il se fit connaître : « Je n'ai jamais couru après l'esprit, il est toujours venu me chercher », disait-il encore sur son lit de mort. Puis l'Académie de Berlin couronna, en 1784, un essai philologique de Rivarol : le *Discours sur l'universalité de la langue française* — « La seule qui ait une probité attachée à son génie » — était empreint de ce style idéal que les académiciens jugèrent tout « de chaleur, de rapidité et de mollesse ».

Quatre ans plus tard, le *Petit Almanach de nos grands hommes* fit grand bruit. Rivarol y faisait le portrait au vitriol, mais pincésans-rire, des plus illustres méconnus, parmi ceux qu'il ne reconnaissait pas comme ses pairs en littérature — des auteurs dramatiques comme Beaumarchais de Robespierre, Brutel de Champeval, Brevet de Beaujour, par exemple : « Mais tout ainsi que les étoiles semées avec tant de profusion dans la Voie lactée se nuisent mutuellement et ne forment qu'une masse de lumière qui ne laisse distinguer aucun astre en particulier, de même sommes-nous forcés d'avouer que tous ces auteurs, dont chacun à part serait un vrai soleil, sont

absolument invisibles sur l'horizon de notre capitale. »

L'année 1789 révéla, sous l'écouleur du brillant grammairien du critique caustique, du « roi de la conversation » (selon l'expression de son confrère Chénodolé), un homme de qualité tout entier attaché à un combat historique désespéré, un écrivain courageux mettant son esprit et son talent au service de l'agonisante cause royaliste : « Nous sommes le premier de tous les Français qui écrivions contre la Révolution avant la prise de la Bastille ».

Collaborateur du *Journal politique national*, créé le 12 juillet, il y fit le récit des premières journées de 1789 ; l'homme politique Edmund Burke le compara alors à Tacite. Il participa aussi, mais moins activement, à la feuille violemment antirévolutionnaire, *Actes des Apôtres*.

En 1790, son *Petit Dictionnaire des Grands Hommes de la Révolution*, conçu sur le même modèle que son pamphlet contre les illustres écrivains méconnus, achève d'en faire un ennemi de la Révolution dont la tête fut recherchée et les saillies craintes : « Mirabeau (le comte de) : ce grand homme a senti de bonne heure que la moindre vertu pouvait l'arrêter sur le chemin de la gloire et, jusqu'à ce jour, il ne s'en est permis aucune... »

## Un combat contre l'inévitable

Les persécutions arrivèrent et Rivarol, après avoir continué à rédiger sous le nom de Salomon de Cambrai des philippiques pleines d'une verve indignée et des épigrammes que la presse conservatrice et la noblesse en exil propageaient, dut fuir la France en juin 1792. On le vit polémique et ferrailler dans les salons de Bruxelles, de Londres puis de Hambourg.

Mais il fut bien contraint, pour vivre, de revenir à des travaux de grammairien ; ainsi il conçut un nouveau *Dictionnaire de la langue française* qui ne vit pas le jour — mais il en publia le *Discours préliminaire* (1797) — alors qu'il avait déjà mené à bien, selon un de ses contemporains, « une nouvelle théorie grammaticale, d'immobilité observations sur les synonymes, sur la signification des mots, leur classement

méthodique, leur définition analytique et conséquente ». En 1800, Rivarol se rendit à Berlin où il fut chaleureusement accueilli, mais il y mourut l'année suivante alors qu'il s'apprêtait à revenir en France.

Rivarol écrivait : « Sur vingt personnes qui parlent de nous, dix-neuf en disent du mal et le vingtième, qui en dit du bien, le dit mal. » Considérons que Jean Dutoit, qui prépara en 1963 cette édition de « textes choisis » de Rivarol (1), ne fait pas partie des dix-neuf médisants par intention mais l'auteur de l'École des Jocrisses insiste — pour démontrer, s'il en est besoin, l'utilité de la lecture de Rivarol en des « époques instables et troublées, comme celle que nous vivons » —, sur la « haine dont est encore poursuivie cette victime d'un complot républicain qui dure depuis cent soixante ans », la « victime » n'ayant eu que le tort et la incertitude de « démythifier la Révolution ».

Sans être pour autant la « vingtième personne » dont parle Rivarol — celle qui dit du bien, mais « mal » — Thierry Maulnier analysait plus finement avant-guerre cet étonnant parcours, qui va de la grammaire à la politique, du « saint Georges de l'épigramme » : « A contre-courant de son époque tout entière, il n'a pu mener qu'un combat assez vain contre l'inévitable. Il reste à ce réactionnaire d'avoir résisté à tous les fanatismes de son temps, contradictoires et pourtant liés pour le mal : fanatisme de la tradition formelle et fanatisme de la libération des individus ; fanatisme du sentiment et fanatisme de la raison ; fanatisme de la simplicité primitive et fanatisme du progrès humain » (2).

CLAIRE PAULHAN.

\* LES PLUS BELLES PAGES DE RIVAROL, présentées par Jean Dutoit, Mercure de France, 340 p., 125 F.

(1) Cette édition de 1963, aujourd'hui réimprimée, propose entre autres des réflexions et maximes, la dissertation de Rivarol sur l'universalité de la langue française, le *Complément du chou* et du nouvel essai des *Jardins de l'abbé Delille*, le *Petit Almanach de nos grands hommes*, le *Petit Dictionnaire des Grands Hommes de la Révolution*, ses articles du *Journal politique national*, des *Actes des Apôtres*, le *Discours préliminaire* à son *Dictionnaire de la langue française*, des « rivaoliades » et une bibliographie (arrêtée à 1963).

(2) Rivarol, par Thierry Maulnier, dans *Tableaux de la littérature française*, tome II, éditions Gallimard, 1939.

## Petite bibliothèque du Bicentenaire (suite)

● *Pratiques religieuses, mentalités et spiritualités dans l'Europe révolutionnaire (1770-1820)*, actes du Colloque de Chantilly, 27-29 novembre 1986, réunis par Paul Leroy et Raymond Darteville, sous la direction de Bernard Plongeron (Tournhout, Brepols, 778 p., 400 F). Rassemblent soixante-dix communications et rapports de synthèse, ce fort volume renouvelle profondément la question des rapports entre religion et Révolution. Et d'abord par ses parts originales : le choix d'une chronologie élargie (le demi-siècle qui encadre la décennie révolutionnaire), la place faite aux communautés protestantes et juives, l'essai de comparaison entre la situation française et celles rencontrées dans les pays occupés ou annexés.

Parmi les conclusions majeures permises par une brassée de monographies originales, retenons la vitalité, bien au-delà des seules régions contre-révolutionnaires, des pratiques discrètes ou secrètes (saints, messes blanches), les baptêmes religieux, la catéchèse missionnaire, et aussi l'attachement fort et durable aux rites, aux saints, aux lieux, qui fait contraste avec la moindre résistance des prescriptions de l'institution telles la communion pascalle ou les interdits de Carême. Le dossier réuni par Bernard Plongeron prend donc juste mesure du socle de pratiques et de croyances sur lequel vient s'inscrire, et souvent se briser, l'effervescence déchristianisatrice.

● *La Pique et le croix. Histoire religieuse de la Révolution française*, de Bernard Cousin, Monique Cubells et René Moutins (Centurion, 318 p., 140 F). En forme de synthèse et pour un public plus large, c'est la même question du « vécu religieux dans ses aspects quotidiens » que pose ce livre bien informé, dû à trois historiens appartenant à la brillante école aixoise d'histoire des mentalités. On y trouvera, références et documents à

l'appui, une fort bonne mise au point sur tous les grands dossiers de l'histoire religieuse de la Révolution : la Constitution civile et le serment, la ou les déchristianisations, la pratique religieuse clandestine, la réorganisation concordataire.

● *L'Antiquité dans la Révolution française*, de Claude Mossé (Albin Michel, 170 p., 98 F). Par l'un des meilleurs historiens de la Grèce antique, un petit livre alerte, sans excessive prétention érudite (on regrette parfois l'absence de notes), qui reprend sous un jour neuf la question, classique depuis Marx, de la référence antique dans la Révolution française. Pourquoi cette « antiochanie » qui enveloppe la rhétorique et les fêtes, les projets pédagogiques et les modèles constitutionnels ? Claude Mossé insiste sur la valeur matricielle de l'expérience grecque et romaine (plus ou moins déformée) pour l'invention d'un espace politique démocratique, fondé sur les concepts de liberté et d'égalité.

● *La Reine scélérate. Marie-Antoinette dans les pamphlets*, de Chantal Thomas (Seuil, 250 p., 92 F). Deux parties en ce livre : la publication de sept libelles contre la reine des *Amours de Charlotte* et *Toinette* (1779) au *Testament de Marie-Antoinette*, œuvre Capet (1794), et un essai (qui n'est pas vraiment une étude historique). Une lecture libre, parfois risquée, des fantasmes de sexe et de sang qui hantent l'écriture pamphlétaire.

● *La Contre-Révolution ou l'Histoire désespérée. Histoire des idées politiques*, de Gérard Gengembre (Imago, 350 p., 145 F). Le sous-titre est capital : l'objet de Gérard Gengembre n'est pas la réalité des combats contre-révolutionnaires, mais la « configuration intellectuelle », à la fois mode de pensée et manière de voir le monde, portée par un certain nombre d'auteurs, au premier rang desquels Maistre et Bonald. Pour la caractériser, une formule centrale : « L'attitude contre-révolutionnaire, vue de haut, n'est peut-être que le refus de la politique au nom du politique. »

De la pensée contre-révolutionnaire, qualifiée comme un « logos du tout », Gérard Gengembre analyse avec une belle minutie philosophique les ressorts essentiels (la fondation religieuse du politique, le refus de l'individu, le refus de l'autonomie du social), et aussi les apories (en particulier dans son rapport à l'histoire).

● *La Cour sous la Révolution, l'exil et la Restauration 1789-1830*, de Philip Mansel, traduit de l'anglais par Marie-Thérèse d'Harcourt (Tallandier, 288 p., 128 F). Ce travail soigneusement documenté, qui part d'un constat intéressant (« La Révolution et ses mots d'ordre, liberté, égalité et fraternité ont paradoxalement contribué à la formation d'une cour plus importante, plus brillante et plus élitiste que jamais, entre 1804 et 1830 »), ne tient guère ses promesses. La description y étouffe l'analyse, et rien ne s'y retrouve des questions essentielles posées par le livre (nulle part citée) de Norbert Elias.

● Et aussi, trois livres qui donnent à lire des textes originaux, inédits ou republiés : *Around de la montagne Noire au temps de la Révolution 1774-1799*, de Rémy Cazals, Carcassonne (Clef 89, 200 p., 60 F). Lyon et Nantes contre la Terreur, textes réunis et présentés par Mirabelle Brunet (France-Empire, 195 p., 98 F). *Gens de métier et sans-culottes. Les artisans dans la Révolution*, de Jean-Michel Gourdun. Préface de Philippe Vigier (Crépeshe, 142 p., 150 F).

R. C.

● Parmi les autres parutions, signalons : *La Mort de Marat*, de Jacques Guilhaumou, et *Thermidor, la chute de Robespierre*, de Françoise Brunet (Ed.

Complexe), la *Dernière Nuit d'André Chénier*, de Raymond Jean (Albin Michel), la *Vérité M<sup>re</sup> Roland*, de Marianne Cornavin (Pygmalion/Gérard Watelet), la *Médecine révolutionnaire*, de Jean-Charles Sournia (Payot), 16 planches au II, les colonies de la Révolution, de Jean-Pierre Blondy et François Zuccarelli (Denoël), Huchie, un sans-culotte aristocrate, de Bernard Bégout (Eurocor), les *Mémoires de la Bastille*, de Henri Kubrick (J.C. Lattès), la *Forme au temps de la Révolution*, de Catherine Merand-Fouquet (Stock/Laurence Pernoud), les *Savants sous la Révolution*, de Guy Barthélémy (Ed. Côté), *La Révolution et l'espace forestier*, par le Groupe d'histoire des forêts françaises en Haut-Poitou et Pays charonnais, de Jean-Marie Augustin, la *Révolution française dans la Limousin et la Marche*, de Paul d'Holander et Pierre Pigeot, la *Révolution française en Normandie*, de Gabriel Désert (Bibliothèque historique Privat), la *Révolution en Haute-Normandie* (Ed. Rivages/Musées de Marseille), la *Révolution française*, dictionnaire biographique, de Claude Manceron (Renaudot et Cie).

● Parmi les rééditions : les *Chânes de l'esclavage*, de Marat, l'*Esprit de la Révolution*, de Saint-Just, et les *Discours de Robespierre* (10/18), le *Siècle de la raison*, de Thomas Paine (Presses universitaires de Nancy), 1789 et 1989, d'Émile Olivier (Aubier), la *Révolution française*, d'Albert Soboul (Quadrige/PUF), la *Révolution par ceux qui l'ont vue et Soue le bonnet rouge*, de G. Lanotte (Les Cahiers rouges, Grasset), l'*Homme Robespierre*, de Max Gallo (Perrin), Marie-Antoinette, de Stefan Zweig (Grasset), *Voies idéologiques de la Révolution française*, d'Elisabeth G. Siedziewski (Messidor/Éditions sociales), le *Voyageur à Paris* (reprint Bernard Coppens).

150



## La démocratie introuvable

Selon Marcel Gauchet, la Révolution française n'a pas su fonder un régime politique capable de mettre en pratique les droits de l'homme

DANS le Dictionnaire critique de la Révolution française, publié sous la direction de François Furet et Mona Ozouf (1), Marcel Gauchet souligne, à l'article « Droits de l'homme », que la déclaration de 1789 propose « une façon de penser la liberté qui empêche de la réaliser ». Etrange paradoxe que celui d'une Assemblée qui établit les principes de la démocratie et qui, dans le même mouvement, en rend l'application impossible, comme si elle ne pouvait échapper à une singulière fatalité selon laquelle « la volonté d'assurer absolument l'indépendance naturelle des individus conduit à la placer entièrement dans la dépendance du pouvoir social ». C'est ce paradoxe que tente d'élucider Marcel Gauchet dans la *Révolution des droits de l'homme*, un paradoxe qui, bien sûr, ne doit rien à la fatalité et beaucoup aux « circonstances », mais dont l'un des effets les plus spectaculaires fut la dérive « terroriste » de 1793.

Pour expliquer cette contradiction qui va « peser sur le cours entier de la Révolution », et même en gouverner « la secrète unité », l'auteur a choisi de suivre pas à pas le travail des constituants au cours des débats préparatoires puis pendant ces six jours d'août 1789 qui vont créer en France une « société des individus ». Il rappelle avec précision la fonction politique assignée à la déclaration qui devait conférer à l'Assemblée une légitimité incontestable face à celle du roi, demeurée intacte. Il relève la richesse des échanges, la subtilité des argumentations, mais aussi l'impressionnisme et la précipitation qui prévalent à l'élaboration des dix-sept articles. Il montre enfin comment les différents intervenants se sont constamment heurtés à une difficulté qu'ils n'ont pas su résoudre et qui peut

se formuler ainsi : « Que deviennent au juste les droits naturels des individus quand ils se métamorphosent en droits de l'homme en société ? »

Car telle est la question fondamentale, posée en particulier par Sieyès quand il intitule son dernier projet « Déclaration des droits de l'homme en société ». La difficulté sera en effet d'articuler d'une manière satisfaisante le droit naturel et le droit civil, « les droits de chacun contre tous » et « les droits de tous contre chacun », selon une distinction suggérée par un parlementaire, bref les droits de l'homme, qui relèvent de sa seule nature, et ceux du citoyen, qui doivent tenir compte des exigences de la vie en société.

On le constate par exemple dans la discussion sur l'article 4 qui, en confiant à la loi le double soin d'assurer la liberté et d'en fixer les bornes, met en place un « cercle vicieux », dont il résulte, comme l'écrit Marcel Gauchet, que « la garantie des droits est menacée par leur absorption pure et simple dans la sphère de la loi ».

### « La résistance à l'oppression »

De même, en précisant à l'article 7 que quiconque n'obéit pas à la loi « se rend coupable par la résistance », après avoir légitimé, à l'article 2, « la résistance à l'oppression », la déclaration renforce explicitement les « droits de la société » contre les droits de l'homme. On pourrait multiplier les exemples : ils confirmeraient tous que les droits individuels vont être systématiquement sacrifiés à la « puissance collective » qui est censée les protéger, voire les faire exister.

Pour Marcel Gauchet, ce choix révèle « la logique profonde

d'une pensée » qui, à la différence de celle des constitutions américaines, souvent invoquées par leurs successeurs français, ne croit possible le développement de la liberté privée que « par sa conversion en autorité publique ». Cette logique, on la trouve à l'œuvre, selon Marcel Gauchet, non seulement dans la Déclaration de 1789, mais aussi dans celles de 1793 et de 1795, considérées pourtant l'une comme plus « avancée », l'autre comme plus « rétrograde ». C'est que révolutionnaires et conservateurs s'entendent, au prix d'une équivoque, sur la soumission de l'individu à la collectivité : les premiers, en bons lecteurs du Contrat social, pensent qu'elle favorise l'épanouissement de la liberté, les seconds se réjouissent qu'elle en limite les excès.

### « Le poids des origines »

Pour l'auteur, la démarche particulière des constituants français à une cause principale et une conséquence majeure. La cause principale, c'est « le poids des origines », c'est-à-dire la nécessité de contrebalancer l'autorité royale en mobilisant, au bénéfice des représentants du peuple, la souveraineté de la nation, qui s'incarnerait jusqu'alors dans la personne du roi. « L'Assemblée ne représente plus le vœu de la nation auprès du roi, elle est la nation agissant par ses députés, comme le roi l'est lui-même » et comme il cessera bientôt d'être. Mais, de ce modèle monarchique, les constituants conservent l'essentiel, qui est « l'intime union du gouvernement et de la société ».

L'impossibilité de dissocier l'Etat et la société civile, et du même coup l'incapacité d'assurer le contrôle de l'un et le respect des droits de l'autre : « l'unité du corps politique » fait en quelque

sorte disparaître « la multiplicité primitive des individus ».

La conséquence majeure est l'impuissance du texte de 1789 à ouvrir la voie à une vraie démocratie représentative. Si le régime représentatif a pour condition « l'existence indépendante du corps social en regard du pouvoir chargé de l'exprimer », la confusion de ces deux instances n'autorise qu'un « jeu de bascule » entre « confiscation gouvernementale » (c'est le cas de Thermidor) et « mobilisation universaliste » (c'est le cas des jacobins). Pour se prémunir contre cette double « usurpation », il faut apprendre à « penser la représentation », c'est-à-dire à refuser l'identification entre le peuple et ses mandataires.

Telle est la leçon que tire Marcel Gauchet de l'expérience révolutionnaire, au terme d'une impeccable démonstration, dont la rigueur et la minutie, en dépit de certaines lourdeurs d'écriture, entraînent la conviction, faisant de la *Révolution des droits de l'homme* un livre important. Ce n'est que près de deux siècles plus tard, affirme l'auteur, avec la V<sup>e</sup> République, que l'abîme entre les principes posés en 1789 et les formes politiques qu'on a tenté de leur donner a commencé d'être comblé. En ce sens, « la Révolution française est terminée », selon la formule de François Furet, auquel Marcel Gauchet ne manque pas de rendre hommage : comme lui, il prouve que la France de 1989 ne se comprend bien qu'à la lumière de la révolution politique de 1789.

THOMAS FERENCZI

★ LA REVOLUTION DES DROITS DE L'HOMME, de Marcel Gauchet, Gallimard, « Bibliothèque des histoires », 342 p., 130 F.

(1) Flammarion, 1988.

## La Révolution est un roman

(Suite de la page 13.)

A l'exception des trois personnages du début, toutes les figures importantes du roman sont celles de nos livres scolaires : Robespierre et Saint-Just, Hébert et Jourdan, Barnave et Louis XVI, Marie-Antoinette et Madame de Lamballe, Danton et Couthon, Marat, Charlotte Corday, cent autres, que nous connaissons par cœur et qui accomplissent, dans les pages de Margerit, les gestes que nous avons récités jusqu'à saturation au tableau noir de nos enfances.

C'est ici qu'opère le miracle de la littérature : ces événements familiers, on jurerait que Margerit les invente. Comme il les décrit à travers les yeux de ses trois héros, les scènes successives ne sont pas ordonnées par la passion organisatrice d'un historien. Elles naissent du hasard et de la nécessité qui conduisent les pas de Lise, de Claude ou de Bernard, ici ou là, dans un désordre faute duquel tout portrait de la Révolution serait un portrait paralysé.

### Dans le sang de la Terreur

Nous découvrons les événements avant que ceux-ci ne soient des événements : il y a une bousculade à Paris et Margerit la raconte comme si cette bousculade pouvait aboutir soit à la prise de la Bastille, soit à rien du tout, soit à autre chose. Joli thème qu'un historien ne peut pas même frôler : qu'est-ce qu'un événement avant qu'il ne soit figé et durci en événement ?

Autre exemple : le jeune député Mounier-Dupré arrive à Versailles pour les Etats généraux. Dans la ville traînent d'autres députés un peu hébétés. Les Limousins rencontrent des Bretons ; les Provençaux connaissent des Bourguignons. Un soir, à la table d'hôte, quelques députés discutent avec un type bizarre, poudré à blanc, petit et tout mince, dans son habit noir. « Il se nomme mais on entend mal son



Robert Margerit dédicace le *Dies mi*, prix Renaudot 1951.

nom, Maximilien de Robespierre ou Lobezière, des Etats d'Artois ».

Voilà ce qu'un livre d'histoire est impropre à dire. De même que nous assistons à la naissance du nom de Robespierre, nous assistons au dévoilement de la Révolution à mesure que le temps lui retire ses bandelettes, ce qui produit des effets de vertige. Nous apercevons les mille chemins du drame, mais Margerit nous rappelle sans cesse cette impensable évidence : des deux côtés du chemin s'étendent des terres obscures dans lesquelles d'autres événements endormis auraient pu se déployer.

Trois gros volumes couvrent les cinq années révolutionnaires, jusqu'au 9 thermidor. Le premier, *L'Amour et le Temps*, est celui des promesses et des illusions lyriques, du bonheur, de la fraternité. Le deuxième, *Les Autels de la peur*, est traversé des premières stridences. Le troisième, dont le titre est superbe (*Un vent d'acier*), nous plonge dans le sang de la Terreur. Bizarrement, Robert Margerit a ajouté un quatrième volume, *Les Hommes perdus*, comme s'il avait manqué du courage de clore son œuvre. Le

recit change de rythme : très lent, minutieux dans les premiers tomes, il se précipite à présent et embrasse une très longue période, plus de cinquante ans, jusqu'au Second Empire.

Ce quatrième volume est admirable, il fait songer au dernier Proust. Margerit y adresse un adieu crépusculaire à ces années où les espérances furent si vastes, et si détestables les désenchantements. Les survivants de la tragédie vieillissent doucement. Au début, les souvenirs des récentes convulsions continuent de poudroyer, ils sont dorés encore mais les années s'en vont, la lumière s'abaisse dans les mémoires et les images de la grande Révolution luisent de plus en plus faiblement, se colorent des fards de la mort, s'estompent à la fin dans le tremblement du temps.

GILLES LAPOUGE.

★ LA REVOLUTION, de Robert Margerit. Réédition aux Editions Pléiade d'un ouvrage paru chez Gallimard en 1963 (4 volumes) : I. *L'Amour et le Temps*, 448 pages, 139 F ; II. *Les Autels de la peur*, 696 pages, 159 F. (Préface de Georges-Emmanuel Clancier.) Les deux derniers volumes sont à paraître : *Un vent d'acier* et *Les Hommes perdus*.

### Le désordre parisien

P OUR parler de la Révolution, Claude Vermorel tire parti de son expérience de cinéaste, de dramaturge et d'auteur de romans historiques. Renaud de Mortemar, un Français d'Amérique, veut, en 1792, reconquérir la Louisiane, alors sous l'emprise espagnole. Indifférent aux grandes causes qui agitent Paris, ayant pour seul but d'obtenir du roi un bateau et des canons, c'est malgré lui qu'il se trouve « parachuté » dans le tumulte révolutionnaire.

Paris se donne à voir ainsi à travers l'étranger qui découvre par bribes la voirie de la rue, les conversations des salons, les discours des orateurs dont les noms sont encore neufs, les bagarres, les canonnades, le désordre vif et bouillonnant du quotidien. Dans ce « brouillard » d'événements, changer de camp n'est pas une trahison mais une prise de conscience : elle conduit le héros de la défense des Tuileries à celle de la République.

C'est une autre idée de l'histoire qui apparaît dans ce roman, celle qui oblige à oublier ce que le réel nous fait savoir pour redonner valeur et légitimité au hasard des imprévus, aux contingences, aux petits riens qui font tout. Les faits de l'histoire, et non pas l'histoire des faits.

MARION VAN RENTERGHEIM.  
★ UN BATEAU POUR LA LOUISIANE, de Claude Vermorel. Tome I : *Vire le sud de caïen*, 442 p., 120 F. Tome II : *Notre Mississippi* (à paraître), Robert Laffont.

### LES "INTROUVABLES" SE TROUVENT

Chez les meilleurs libraires et aux Editions d'Aujourd'hui 83120 PLAN DE LA TOUR (Var)  
Catalogue gratuit de 300 titres de références épuisés et réédités.

## JACQUES ATTALI, ROMANCIER

Jacques Attali aurait pu se laisser aller au seul plaisir de raconter. Il s'en est gardé, soignant le style, travaillant le rythme, l'harmonie, le phrasé, les dialogues. Il a réussi tout cela avec, pour river leur clou, en passant, à ses critiques, une histoire difficilement racontable, sous peine de la banaliser, de priver le lecteur de la joie des découvertes et des égarements sur de fausses pistes soigneusement balisées par l'auteur.

Josyane Savigneau, *Le Monde*



J'ai trouvé dans ce roman... le secret, le rêve, les peurs, les ambitions de Jacques Attali, tout Attali.

Jean-Pierre Elkabbach, *Europe 1*

Attali, en quête passionnée de sens et de déchiffrement, s'essayant depuis des années à la signalisation des enjeux de l'époque, de la musique au temps, des cannibalismes aux réseaux d'influence, a éprouvé l'envie irraisonnée d'écrire une chanson de geste : bien lui en a pris.

André Bercoff, *Globe*

C'est plus qu'un chef-d'œuvre, c'est quelque chose d'inoubliable... C'est un bouquin tellement exceptionnel que je me suis promis de le clamer à tout Paris.

San Antonio

**FAYARD**



## ● LA PHILOSOPHIE, par Roger-Pol Droit

## Du bon usage des mythes

**S**UR l'Olympe, il fait beau constamment. Ni pluie ni neige : ciel serein, tous les jours. Des jours existants en effet, bien qu'il n'y ait pas de saisons. Immortels, les dieux grecs ne sont pas hors du temps ni de la Terre. Le soir, ils vont au lit et dorment comme tout le monde. Ils sont, certes, différents des hommes, mais par bien des traits ils leur ressemblent. On peut montrer où ils sont nés : Apollon à Délos, Aphrodite en mer Egée. Ils mangent et boivent, se fatiguent et s'ennuient. Ils se jalousent, se tirent dans les pennes, et concoctent mille embrouilles où se combinent mensonge, déloyauté et intelligence de la ruse. Somme toute, on pourrait croire que la mort seule leur manque pour être des hommes.

Ce n'est pas si simple. Dans la sempiternelle répétition des aurores, les faits et gestes des habitants de l'Olympe sont truffés d'énigmes. En explorant leur vie quotidienne, Giulia Sissa et Marcel Détienné montrent combien ces dieux passionnés sont des êtres passionnés. En s'accrochant aux innombrables vérités dont l'Iliade est émaillée, Giulia Sissa a réussi une « première » : vaincre l'Olympe par une voie inédite. Grimant de détail en détail, elle évite pourtant de chuter dans l'anecdote. Esquissant le gouffre Offenbach, elle débouche enfin, mine de rien, sur de sacrées questions philosophiques. Parce que, tout de même, hommes et dieux, ce n'est pas une mince affaire.

Et ceux des Grecs sont décidément bien embarrassants. Il est sûr qu'ils ne meurent jamais, mais ils se blessent, souffrent et doivent se soigner. Bienheureux par essence, ils se mettent en colère ou s'apitoient, espèrent ou craignent, toujours se trouvent.

De Xénophane à Porphyre, en passant notamment par Platon, Aristote, ou Epicure, la réflexion philosophique s'est confrontée à ces étrangetés des dieux officiels. Toute fable mise à part, l'interrogation cruciale porte sur l'activité divine. Si les dieux sont parfaits, diront en substance Epicure et ses disciples, qu'ont-ils besoin d'agir ? Ils jouissent continuellement de leur béatitude, sans avoir nécessité de quoi que ce soit — surtout pas d'un monde, et encore moins de sacrifices de la part des hommes, dont ils n'ont nul souci. Zeus et les siens, tels que les peint Homère, seraient donc d'étranges absurdités, engendrées par une superstition insidieuse. Erreurs nocives, car elles nourrissent des craintes sans objets et de vains espoirs, qui sont autant de troubles inutiles.

Mais si les dieux ne faisaient vraiment rien, répliquent par exemple Cicéron, comment pourrions-nous nous les représenter ? Comment se justifierait leur existence, et la nôtre ? Et surtout : s'ils ne nous accordent jamais attention, récompense, ni châtiment, sur quoi fonder la justice et la moralité ? On le voit : sous le décor d'opéra bouffe garmant dans l'Olympe des questions très épineuses — telles l'insertion du divin dans le temps, ou sa figurabilité, ou encore les difficultés entraînées par toute mise en récit de l'activité divine.

Ce n'est pas un hasard si on peut retrouver les

traces de ces problèmes grecs, comme le montre Giulia Sissa, dans les querelles théologiques de l'Antiquité tardive au sujet de la Genèse, entre Origène et Celse, par exemple, ou dans les débats de la Renaissance entre catholiques et protestants au sujet des images de Dieu, ou même, encore plus près de nous, dans les dernières disputes du dix-neuvième siècle entre tenants de la génération spontanée et partisans de la biologie pasteurienne. N'en disons pas plus. Laissons le lecteur découvrir aussi la seconde partie de ce livre, où Marcel Détienné montre comment, dans la Grèce ancienne, ce sont finalement les hommes qui gèrent, dans leurs cités, les affaires des dieux, plutôt que l'inverse. Ajoutons seulement qu'avec ce titre la fameuse collection « La vie quotidienne », inaugurée en 1939 par Jérôme Carcopino, célèbre somptueusement son premier demi-siècle.

C'est à une autre fête du savoir et de l'écriture que nous convie Jean-Pierre Vernant, professeur honoraire au Collège de France, dont les travaux ont profondément renouvelé, ces vingt dernières années, l'approche de la pensée grecque et l'analyse de sa formation. Regroupant une dizaine d'études aussi savantes que limpides, le volume s'ouvre, lui aussi, sur la question du corps des dieux, et sur ses paradoxes.

**M**AIS il inverse la perspective : le corps des Olympiens n'est pas, comme on le dit, conçu à l'image du corps humain. Certes, il fait partie du monde. Mais ces dieux ne sont pas tombés sur la Terre. Au contraire. C'est par contraste avec le monde humain par leur état resplendissant, leur vitalité permanente et leur énergie insatiable que la constitution des hommes se révèle précaire, fragile, défective.

C'est donc en se mirant dans cette figure de l'autre qu'un mortel prend conscience de soi. Par l'autre et face à lui, sous son regard, un Grec forge son identité. Cet autre peut avoir les traits d'un dieu, porter le masque de la mort, s'offrir dans le visage de l'être aimé, ou encore être constitué par l'espace politique de la Cité. Ces diverses formes demeurent autant de vis-à-vis ou de miroirs révélateurs, dans lesquels on tente de discerner le reflet de soi.

L'enquête de Jean-Pierre Vernant, trop riche pour qu'on en esquisse toutes les faces, aboutit à un résultat philosophique d'importance. Les Grecs archaïques et classiques ont de leur moi une expérience « autrement organisée que la nôtre ». Ce moi n'est pas d'abord une intériorité close, repliée sur

soi, impenétrable à autrui, un univers intérieur connaissable immédiatement et du dedans par le seul fait qu'il se pense lui-même. Ce n'est pas une conscience, au sens moderne, et cartésien, de cette notion. En devant toujours se réfléchir en l'autre pour se connaître, les Grecs antiques n'ont pas d'intériorité. Ce ne sont pas des « personnes », dans l'acception philosophique du terme. Bien que Jean-Pierre Vernant ne tire pas une telle conclusion, on peut se demander si l'historien n'a pas ainsi sapé allégrement l'édifice construit par Hegel sur l'« intériorité » grecque...

**L**A fête se poursuit par un feu d'artifice. Avec l'écriture d'Orphée, Marcel Détienné signe un livre où explosent tant de savoirs, de ruses et d'éclats de style qu'on en a, parfois, comme un vertige. C'est un livre-labyrinthe. Il commence d'ailleurs par une étude sur ce thème. Plutôt qu'un lieu, le labyrinthe est modèle spatial mouvant, comme la vis sans fin, ou comme la danse dite de la grue, en précisant au passage que ce volat, loin d'évoquer aux Grecs une gourdille godiche, est pour eux l'emblème de la prudence inventive. C'est aussi un livre bondissant, comme le dieu bacchique, auquel l'auteur de *Dionysos mis à mort* consacre ici de nouvelles pages. D'un chapitre à l'autre, on croise d'étranges scènes : l'épouse de Zeus mange une laitue pour engendrer seule, les Danaïdes tuent leurs époux la nuit des noces, des quinquiers découpent la viande en morceaux de taille et de poids égaux...

De ce festival, plusieurs leçons se dégagent. Sous l'institution du mariage, les mythes grecs savent encore la guerre primordiale entre hommes et femmes, et la violence, jugulée vaillamment, mais qui couve toujours. Ils disent aussi combien, en son fondement même, la Cité est misogyne : l'égalité des citoyens est celle des hommes entre eux réunis en un banquet autarcique, directement dérivé du partage égalitaire des viandes entre guerriers. Étonnante perspective, où la Cité démocratique apparaît comme un gigantesque *mess* de militaires... Sans doute ne faudrait-il pas trop vite confondre la Déclaration des droits de l'homme avec les coutumes des héros combattant aux portes de Troie. N'empêche... Si, comme l'écrit Marcel Détienné, « c'est là, et nulle part ailleurs, que s'invente le projet d'un monde humain où ceux qui participent à la vie publique le font à titre d'égaux », voilà, selon une formule consacrée, qui donne à penser...

Quelques-uns, il est vrai, refusent le festin de viande, le sacrifice animal, et du même coup le lien social. Intellectuels mystiques, ces renoncants confient désormais à l'écriture leur voie de salut, et leurs bibliothèques à la voix d'Orphée, dont le chant se fait livre. Mais c'est toute la généalogie des dieux que les orphiques doivent alors remanier, récrire. On a là un bel exemple des modifications introduites par l'invention de l'écriture dans le domaine de la pensée, et dans les opérations de l'intellect.

Comme les mortels ne festoient pas sans limite, on retardera pour finir que « mythe » peut se dire en deux sens. D'un côté, c'est la fable absurde et désolée, le récit « mythique », comme dit malicieusement Détienné, qu'une pensée rationnelle devra nécessairement larguer ou détruire. L'autre face est moins simple. Déjà perçue par Platon, elle renvoie aux grands récits fondateurs qui sont le ciment et la voix de la Cité. Le mythe, en ce sens, serait comme un récit nécessaire, par lequel la communauté se donne, pour assurer sa cohésion, un fragile savoir sur les temps anciens.

Ces mythes-là, inutile de dire que nous n'en sommes pas dépourvus, nous autres philosophes, occidentaux, rationalistes, démocrates et techniciens. Pas la peine de chercher bien loin : nos mythes, ce sont principalement nos manières de nous raconter la Grèce.

ROGER-POL DROIT.

★ **LA VIE QUOTIDIENNE DES DIEUX GRECS**, de Giulia Sissa et Marcel Détienné, Hachette, coll. « La vie quotidienne », 304 p., 118 F.

★ **L'INDIVIDU, LA MORT, L'AMOUR**. Soixante et l'autre en Grèce ancienne, de Jean-Pierre Vernant, Gallimard, coll. « Bibliothèque des histoires », 234 p., 92 F.

★ **L'ÉCRITURE D'ORPHÉE**, de Marcel Détienné, Gallimard, coll. « L'Infini », 236 p., 90 F.

— Une nouvelle édition des *Jardins d'Adonis. La mythologie des aromates en Grèce*, de Marcel Détienné, paru en 1972, est également publiée, avec une postface de l'auteur (Gallimard, « Bibliothèque des histoires », 304 p., 125 F.).

## Naguib Mahfouz

PRIX NOBEL DE LITTÉRATURE



## Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

### LITTÉRATURES D'AFRIQUE

**N**OUVEAUX auteurs reconnus partout dans le monde, usant de l'arabe, du français, de l'anglais et du portugais : tous se signalent par un renouvellement sémantique, un non-conformisme politique, une pugnacité sociale. Mais leurs conditions de création, d'édition et de diffusion restent difficiles.

NUMÉRO D'AVRIL - 12 PAGES - 8 F

En vente chez votre marchand de journaux

## Les alentours du sacré

L'idolâtre, le possédé, le sorcier, ne sont pas seulement des figures du passé.

par Georges Balandier

**L**E sacré revient fort, comme un retour de flammes que l'on disait éteintes. Il nourrit chez certains un feu intérieur pour l'œuvre des nouvelles religiosités, des nouvelles mystiques. Il se fait flamme ravageuse — du droit, de la tolérance, de la liberté — sous le souffle des intégrismes revigorés et totalitaires. Il est le feu destructeur d'un ordre qui se croyait civilisé lors des conflits qui retrouvent l'aspect des guerres de religion. Les événements eux-mêmes revêtent souvent l'habit du sacré. Il est là, alors que la modernité et ses rationalités avaient d'abord conduit à son oubli ou entretenu une large indifférence.

Un sacré servi par d'autres moyens, mais que l'ambivalence gouverne toujours. Pour cette raison, il reste générateur d'effets contraires, capable de servir l'homme ou de l'asservir. Le sacré n'est pas l'équivalent de la religion, et celle-ci ne se définit pas seulement par le décret des Églises ou la formulation des sciences religieuses. Les catégories sont floues, les frontières perméables. Carmen Bernard et Serge Gruzinski, en alliant les anthropologies historique et religieuse, se font avec grand savoir et talent les archéologues d'une connaissance de ces univers confus où le théocentrisme a longtemps exercé ses ravages. C'est un détour par le passé et l'ailleurs, temps de la conquête du Nouveau Monde, de la découverte de civilisations étonnantes qui ne sont pas d'abord réduites à l'état de sauvages. Bien que cette conquête prenne tout ses trois visages, militaire, économique et spirituel, associés à trois formes de la violence.

Progressivement, l'idolâtrie intéressera moins que l'idolâtre, alors situé dans la population des déviants, des exclus, des néfastes. Il inquitte, il effraie ; son « extirpateur » réduit par des moyens rudes le mal dont il est l'agent et le propagateur. La différence est devenue une séparation sanctionnée par la religion, le culte des faux dieux ruine une unité pensée dans la forme du monothéisme chrétien.

La possession, la transe, se traduisent aussi en termes de coupure et d'altérité. Le possédé, la possédée, sont d'abord exclus de la communauté avant d'être rituellement réintégrés ; ils y paraissent étranges et étrangers avant d'être rapatriés. Ce que

fie par une hiérarchie des cultures. La référence principale est le dominicain Las Casas, auteur vers 1550 d'une histoire apologétique où il montre que les Indiens d'Amérique ont atteint un degré de civilisation comparable à celui des sociétés de notre Antiquité. Ce qui le conduit à fonder une anthropologie religieuse dont les outils intellectuels sont le thomisme, l'aristotélisme, et la confrontation avec les paganismes antiques.

### L'interrogatoire rituel

Le problème central devient celui de l'idolâtrie, la question de la différence se réduit à « expliquer la frontière qui sépare la vraie de la fausse religion ». En affirmant l'universalité du « religieux », Las Casas utilise le concept d'idolâtrie d'une façon qui « permet de penser à la fois l'universel et la diversité des cultures ». Il introduit une différenciation de la connaissance en naturelle, divine et démoniaque. L'idolâtrie n'est pas une manifestation minoritaire, mais celle qui révèle le rapport religieux en l'absence de la foi, et sous l'action de démons qui brouillent les trois ordres de la connaissance.

Progressivement, l'idolâtrie intéressera moins que l'idolâtre, alors situé dans la population des déviants, des exclus, des néfastes. Il inquitte, il effraie ; son « extirpateur » réduit par des moyens rudes le mal dont il est l'agent et le propagateur. La différence est devenue une séparation sanctionnée par la religion, le culte des faux dieux ruine une unité pensée dans la forme du monothéisme chrétien.

La possession, la transe, se traduisent aussi en termes de coupure et d'altérité. Le possédé, la possédée, sont d'abord exclus de la communauté avant d'être rituellement réintégrés ; ils y paraissent étranges et étrangers avant d'être rapatriés. Ce que

démontre Clara Gallini en étudiant une variété du tarentisme méditerranéen, celle qui est apparue en Sardaigne. Ici, un petit animal, araignée ou fourmi, est par sa piqûre réelle ou supposée le déclencheur d'un danger, d'une crise, individuels et collectifs. C'est l'argia, la « barolée », dont l'agression engendre un état toxique et un désordre psychique. Elle tient sa victime, elle l'habite, elle parle par elle ; elle la réduit à une sorte de folie.

Durant trois journées, toute la vie s'organise autour de cette intrusion en un drame collectif dont l'argia (« patronne » de tous) est le centre. Le but est l'exorcisme, auquel contribuent une danse et des thèmes musicaux spécifiques. Pour qu'il réussisse, il faut contraindre l'esprit possesseur à révéler son identité : c'est la fonction de l'interrogatoire rituel. Découverte, l'argia est vaincue. Elle est l'une des « mauvaises âmes » qui « projettent leur propre tourment sur la personne qu'elles frappent ». Elle fait de l'accident un événement qui réveille d'autres drames et engage la collectivité tout entière.

### « Les penseurs de secrets »

A cette occasion, la communauté lutte avec les moyens du symbolique et du rite contre les désordres qu'elle porte cachés en son sein. C'est un jeu où l'ordre ravivé surgit du désordre montré par le recours aux procédés de l'inversion, de l'obscurité, de la provocation et de l'agression. Un jeu qui débouche sur la fête, sur l'accord rétabli et sur la réintégration de la victime qui retrouve sa norme et sa place dans les rapports sociaux.

Avec les sorts et la sorcellerie, il s'agit encore de désordre, vu sous les aspects de l'explicable, du mal et du malheur. Dominique Camus se fait, à partir de minutieuses études de cas, le décryp-

teur des « pouvoirs sorciers ». Il révèle les effets actuels de l'œuvre « noire » dans un paisible bourg breton où abondent les « guérisseurs et penseurs de secrets ». Un combat incertain et risqué contre les forces qui portent atteinte aux biens, aux bêtes et aux personnes touchées en ce qui est leur vie même. Une ultime recours, après que tout ait été essayé, afin de parer à l'irruption des agressions insolites et des maux en chaîne.

Un drame se joue, où le secret, la peur et le soupçon font figure d'acteurs, mettent en branle le diable, les âmes des morts et quelques êtres surnaturels. Il faut attribuer des causes à ce qui ne paraît pas « normalement » explicable. Une fois l'identification effectuée, la guerre secrète devient possible où agresseurs et agressés s'enferment dans une même logique, s'abandonnent à une même croyance. Alors, tout porte coup, les regards, les contacts, les mots, les artifices maléfiques et les rites. Dans cette lutte, où « l'un des termes craque toujours », la victime recherche le retour à l'équilibre perdu, à l'ordre commun, la possibilité de retrouver ses relations sociales et de se lier aux autres sans suspicion.

L'idolâtre, le possédé, le sorcier ne sont pas uniquement des figures du passé ou d'ailleurs. Dans les temps de transition et de bouleversement des codes, elles retrouvent vie par l'entreprise des manipulateurs de l'incertitude et de l'anxiété. L'exclusion, le fanatisme, la violence totalitaire leur donnent des habits neufs.

★ **DE L'IDOLÂTRIE**, de Carmen Bernard et Serge Gruzinski, Seuil, 254 p., 150 F.

★ **LA DANSE DE L'ARGIA**, de Clara Gallini, Verdier, 266 p., 150 F.

★ **POUVOIRS SORCIERS**, de Dominique Camus, Imago, 280 p., 142 F.

— Signalez également le livre d'Edouard Brasey, **SORCIERS** (Ramsey, 238 p., 99 F.).

1500







## Le Carnet du Monde



**DROUOT-RICHELIEU**  
9, rue Drouot, 75009 PARIS  
Téléphone : 48-00-20-20  
Téléc : Drouot 842260  
Informations téléphoniques permanentes :  
47-70-17-17

### Compagnie des commissaires-priseurs de Paris

Régisseur O.S.P., 64, rue La Boétie, Paris. Tél. : 45-83-12-68  
Les expositions auront lieu la veille des ventes, de 11 heures à 18 heures, sauf indication particulière, \* expo le matin de la vente.

#### SAMEDI 15 AVRIL

\* S. 12. - Affiches de spectacles. - M<sup>me</sup> LENORMAND, DAYEN.

#### DIMANCHE 16 AVRIL

### L'ÉCOLE DE PARIS.

Peintures par : AGAM, CHAGALL, MAURICOT, KIKOINE, KISLING, KREMEGNE, MANE-KATZ, RYBACK, TOBIASSE...  
Sculptures par : AGAM, MANE-KATZ, ORLOFF...  
Exposition : 11/18 h, dimanche 16/04 de 11 à 12 h. - M<sup>me</sup> Guy LOUDMER, 18, rue de Provence, 75009. - Tél. : 45-23-15-25.

#### LUNDI 17 AVRIL

S. 1. - Dessins et tableaux des 17, 18, 19<sup>e</sup> siècles, porcelaines et obj. d'art, sièges et meubles des 18, 19<sup>e</sup> siècles dont certains estampés, lustres, tapis, tapisseries. - M<sup>me</sup> BOSCHER, STUDER, FROMENTIN.

S. 3. - Monnaies, Royales françaises, contemporaines et étrangères d'Europe. Exposé : M. A. Vichon, M<sup>me</sup> F. Berthelot-Vichon. Exposition chez l'expert : Jean Vichon numismatique, 77, rue de Richelieu, Paris 75002. - Tél. : (1) 42-97-50-00 de 9 à 18 h. Bons meubles, objets mobiliers. - M<sup>me</sup> ADER, PICARD, TAJAN.

S. 4. - Estampes, tableaux, bijoux, meubles anciens. - M<sup>me</sup> PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN.

S. 10. - Tab., bib., mob. - M<sup>me</sup> BOISGERARD.

S. 14. - Bib., meubles. - M<sup>me</sup> BONDU.

S. 16. - Ensemble de boiseries en chêne de qualité exceptionnelle provenant d'un appartement à Neuilly. - M<sup>me</sup> ADER, PICARD, TAJAN, M. DILLÉ.

#### MARDI 18 AVRIL

S. 8. - Autographes, livres anciens. - M<sup>me</sup> COUTURIER, de NICOLAY.

S. 12. - BEAUX BIJOUX : Cartier, Chaumet... - M<sup>me</sup> BOSCHER, STUDER, FROMENTIN.

#### MERCREDI 19 AVRIL

S. 2. - Décorations, tableaux et bibliographie militaires, uniformes, armes blanches. - M<sup>me</sup> DELAYENNE, LAFARGE.

S. 3. - Bijoux anciens et modernes, objets de vitrine, orfèvrerie ancienne et moderne. Exposé : MM. Déchaud et Stéven. Expo. publique, mardi 18-04-11/18 h. Expo. sur rendez-vous, à l'étude, 12, rue Favart, 75002 PARIS. Veuillez contacter Sophie-Aurélien Bouillé au : 42-61-80-07. Poste 429. - M<sup>me</sup> ADER, PICARD, TAJAN.

S. 4. - Importants vases de mobilier et objets NAPOLEON III et 19<sup>e</sup>. - M<sup>me</sup> LENORMAND, DAYEN.

S. 5. et 6. - Tableaux anciens, meubles ARCOLE. - M<sup>me</sup> GROS, DELETTREZ.

S. 9. - Liquidation judiciaire (cave de restaurant et app. à divers). Vin, alcools et spiritueux. - M<sup>me</sup> AUDAP, GODEAU, SOLANET.

S. 10. - Objets d'art et d'ameublement. - M<sup>me</sup> PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN.

S. 11. - Tableaux, objets, meubles. - M<sup>me</sup> MILLON, JUTHEAU.

#### JEUDI 20 AVRIL

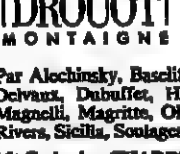
S. 1. et 7. - Dessins, tableaux anciens, meubles et objets d'art 18<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup> siècles. - M<sup>me</sup> DAUSSY, RICOLES. MM. Kysus, Angier, Berthelot, Rainard, Berthelot expert.

S. 4. - Bijoux anciens, obj. de vitrine, orfèvrerie ancienne. - M<sup>me</sup> DELORME. Cabinet de l'Union-Vault expert.

S. 2. - Bib., meubles. - M<sup>me</sup> BONDU.

S. 15. - Bons meubles, objets mobiliers. - M<sup>me</sup> ADER, PICARD, TAJAN.

S. 16. - Tableaux, bib. mob. - M<sup>me</sup> OGER, DUMONT (ARCOLE).



**DROUOT-MONTAIGNE**  
15, avenue Montaigne, 75008 PARIS  
DIMANCHE 16 AVRIL à 15 heures  
TABLEAUX DE MAÎTRES DU 20<sup>e</sup> siècle

Par Alchimy, Boudin, Bura, Castelli, Chia, Cacci, Sotis Delaunay (1915), Delvaux, Dubuffet, Hantat, Hartung, Immenhof, Kiefer, Koon, McCollum, Magnelli, Magritte, Olitski, Pons, Paladino, Pissarro (période Bleue), Poliakoff, Rivers, Sella, Soutages, Warhol.

M<sup>me</sup> Catherine CHARBONNEAUX, 134, Fg Saint-Honoré, PARIS 75008. - Tél. : 43-59-66-56. - Télécopie : 42-56-52-57. (Expositions : 14-04 de 19 à 22 heures. - Samedi 15 avril de 11 à 22 heures. Salles Bourdelle et Veillard). Catalogue IL contre 120 F (port-compris).

SALLE BOURDELLE - JEUDI 20, VENDREDI 21 AVRIL à 14 h 30

### SUCC. DANIEL SICKLES

Trésor de la littérature française du 19<sup>e</sup> siècle, livres et manuscrits. - M<sup>me</sup> LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR. M<sup>me</sup> Vidal-Mégret, M. Bodin. - (Expo. : 17 avril de 15/21 h le 18 et 19 avril de 11 h à 18 h).

### HOTEL-GEORGE-V (salon Vendôme)

31, avenue George-V, 75008 PARIS

#### SAMEDI 15 AVRIL à 15 h

EXCEPTIONNEL ENSEMBLE DE MOBILIER ET OBJETS D'ART

Principalement du 18<sup>e</sup> siècle, dont : GROUPE en BRONZE PATINE "L'enlèvement d'Hélène par Paris" signé et daté "J.F. Susini, Florence 1627".

MEUBLE d'ENTRE-DEUX, estampé BYRR, provenant du CHATEAU de THOIRY. - M<sup>me</sup> ADER, PICARD, TAJAN, M. DILLÉ, expert. (Expo. publique, hôtel George V (salon Vendôme), le 14-04 de 10 h à 15 h).

ETUDES ANNONÇANT LES VENTES DE LA SEMAINE

ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.

ARCOLE (GIE de CP), 40-22-02-50.

AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.

BOISGERARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.

D. BONDU, 17, rue Drouot (75009), 47-70-36-16.

BOSCHER, STUDER, FROMENTIN, 3, rue d'Amboise (75002), 42-60-87-87.

COUTURIER, de NICOLAY, 10, rue de l'Université (75007), 49-27-02-14.

DAUSSY, de RICOLES, 46, rue de la Victoire (75009), 48-74-38-93.

DELAUNAY, LAFARGE, 12, rue Grange-Batelière (75009), 47-70-45-96.

DELORME, 14, rue de Ménilmontant (75009), 45-52-31-19.

LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement REIMS-LAURIN), 2, rue Drouot (75009), 42-46-61-16.

LENORMAND, DAYEN, 12, rue Hippolyte-Lébas (75009), 42-81-50-91.

MILLON, JUTHEAU, 14, rue Drouot (75009), 47-70-00-45.

OGIER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 42-46-96-95.

PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, 16, rue Grange-Batelière (75009), 47-70-88-38.

### Naissances

- M. Marc LEMEZ et M<sup>me</sup>, née Marie-Hélène Fabra, laissent à

la joie d'annoncer la naissance de sa

Pauline,

le 5 avril 1989.

21, rue Biot, 75017 Paris.

### Décès

- M. et M<sup>me</sup> Bernard Anglade, M<sup>me</sup> Christiane Anglade, M. et M<sup>me</sup> François Anglade, M. Fred Waldberg et M<sup>me</sup> née Agnès Anglade.

Thierry, Michel, Sophie, Viscozine, Orion, Tatiana, Cécile, Garance, Jérôme, Claire-Pauline, Jean Cammout.

Les familles Binoux, Guenot, Isambert,

ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Germaine Blanche ANGLADE,

née Cammout,

leur mère, grand-mère, sœur et parente,

endormie dans la paix du Seigneur, le

7 avril 1989, dans sa quatre-vingt-

unième année.

"Celui qui croit en moi, même s'il meurt, vivra."

Saint Jean XI, 25.

La cérémonie religieuse, suivie de l'inhumation, a eu lieu dans la plus stricte intimité familiale.

179, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris.

11, rue d'Aguesseau, 87000 Limoges.

Le service religieux aura lieu le 11 avril, dans la stricte intimité familiale.

16 bis, rue de Diner, 92340 Bourg-la-Reine.

82, rue d'Amsterdam, 75009 Paris.

27, rue Armand-Millet, 92340 Bourg-la-Reine.

Nos abonnés, bénéficiaires d'une réduction sur les insertions du "Carnet du Monde", sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Le service religieux aura lieu le 11 avril, dans la stricte intimité familiale.

16 bis, rue de Diner, 92340 Bourg-la-Reine.

82, rue d'Amsterdam, 75009 Paris.

27, rue Armand-Millet, 92340 Bourg-la-Reine.

Nos abonnés, bénéficiaires d'une réduction sur les insertions du "Carnet du Monde", sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Le service religieux aura lieu le 11 avril, dans la stricte intimité familiale.

16 bis, rue de Diner, 92340 Bourg-la-Reine.

82, rue d'Amsterdam, 75009 Paris.

27, rue Armand-Millet, 92340 Bourg-la-Reine.

Nos abonnés, bénéficiaires d'une réduction sur les insertions du "Carnet du Monde", sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Le service religieux aura lieu le 11 avril, dans la stricte intimité familiale.

16 bis, rue de Diner, 92340 Bourg-la-Reine.

82, rue d'Amsterdam, 75009 Paris.

27, rue Armand-Millet, 92340 Bourg-la-Reine.

Nos abonnés, bénéficiaires d'une réduction sur les insertions du "Carnet du Monde", sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Le service religieux aura lieu le 11 avril, dans la stricte intimité familiale.

16 bis, rue de Diner, 92340 Bourg-la-Reine.

82, rue d'Amsterdam, 75009 Paris.

27, rue Armand-Millet, 92340 Bourg-la-Reine.

Nos abonnés, bénéficiaires d'une réduction sur les insertions du "Carnet du Monde", sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Le service religieux aura lieu le 11 avril, dans la stricte intimité familiale.

16 bis, rue de Diner, 92340 Bourg-la-Reine.

82, rue d'Amsterdam, 75009 Paris.

27, rue Armand-Millet, 92340 Bourg-la-Reine.

Nos abonnés, bénéficiaires d'une réduction sur les insertions du "Carnet du Monde", sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Le service religieux aura lieu le 11 avril, dans la stricte intimité familiale.

16 bis, rue de Diner, 92340 Bourg-la-Reine.

82, rue d'Amsterdam, 75009 Paris.

27, rue Armand-Millet, 92340 Bourg-la-Reine.

Nos abonnés, bénéficiaires d'une réduction sur les insertions du "Carnet du Monde", sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Le service religieux aura lieu le 11 avril, dans la stricte intimité familiale.

16 bis, rue de Diner, 92340 Bourg-la-Reine.

82, rue d'Amsterdam, 75009 Paris.

27, rue Armand-Millet, 92340 Bourg-la-Reine.

Nos abonnés, bénéficiaires d'une réduction sur les insertions du "Carnet du Monde", sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Le service religieux aura lieu le 11 avril, dans la stricte intimité familiale.

16 bis, rue de Diner, 92340 Bourg-la-Reine.

82, rue d'Amsterdam, 75009 Paris.

27, rue Armand-Millet, 92340 Bourg-la-Reine.

Nos abonnés, bénéficiaires d'une réduction sur les insertions du "Carnet du Monde", sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Le service religieux aura lieu le 11 avril, dans la stricte intimité familiale.

16 bis, rue de Diner, 92340 Bourg-la-Reine.

82, rue d'Amsterdam, 75009 Paris.

27, rue Armand-Millet, 92340 Bourg-la-Reine.

Nos abonnés, bénéficiaires d'une réduction sur les insertions du "Carnet du Monde", sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Le service religieux aura lieu le 11 avril, dans la stricte intimité familiale.

16 bis, rue de Diner, 92340 Bourg-la-Reine.

82, rue d'Amsterdam, 75009 Paris.

27, rue Armand-Millet, 92340 Bourg-la-Reine.

Nos abonnés, bénéficiaires d'une réduction sur les insertions du "Carnet du Monde", sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Le service religieux aura lieu le 11 avril, dans la stricte intimité familiale.

16 bis, rue de Diner, 92340 Bourg-la-Reine.

82, rue d'Amsterdam, 75009 Paris.

27, rue Armand-Millet, 92340 Bourg-la-Reine.

- M<sup>me</sup> Angelo Bozzoni, M. et M<sup>me</sup> Fernand Bozzoni et leurs enfants, Parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de

M. Angelo BOZZONI,

président-directeur général de la Société d'armement et de transport Socotra,

survenu le 12 avril 1989, à l'âge de soixante-quatre ans.

Les obsèques seront célébrées le vendredi 14 avril, en l'église Saint-Martin à Eysines (Gironde), où l'on se réunira à 14 h 30.

214, avenue de Saint-Médard, La Forêt, 33320 Eysines.

- Marie-Thérèse Locarne, née Soulé,

Geneviève Locarne-Wajner, Jacques et Eliane Locarne, Sophie, Laurence et Juliette Locarne,

ont la douleur de faire part du décès de

Henri LECARME,

professeur honoraire au lycée Louis-le-Grand,

survenu le 7 avril 1989, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

Les obsèques ont eu lieu à Bourg-la-Reine, le 11 avril, dans la stricte intimité familiale.

16 bis, rue de Diner, 92340 Bourg-la-Reine.

82, rue d'Amsterdam, 75009 Paris.

27, rue Armand-Millet, 92340 Bourg-la-Reine.

Nos abonnés, bénéficiaires d'une réduction sur les insertions du "Carnet du Monde", sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Le service religieux aura lieu le 11 avril, dans la stricte intimité familiale.

16 bis, rue de Diner, 92340 Bourg-la-Reine.

82, rue d'Amsterdam, 75009 Paris.

27, rue Armand-Millet, 92340 Bourg-la-Reine.

Nos abonnés, bénéficiaires d'une réduction sur les insertions du "Carnet du Monde", sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Le service religieux aura lieu le 11 avril, dans la stricte intimité familiale.

16 bis, rue de Diner, 92340 Bourg-la-Reine.

82, rue d'Amsterdam, 75009 Paris.

27, rue Armand-Millet, 92340 Bourg-la-Reine.

Nos abonnés, bénéficiaires d'une réduction sur les insertions du "Carnet du Monde", sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Le service religieux aura lieu le 11 avril, dans la stricte intimité familiale.

16 bis, rue de Diner, 92340 Bourg-la-Reine.

82, rue d'Amsterdam, 75009 Paris.

27, rue Armand-Millet, 92340 Bourg-la-Reine.

Nos abonnés, bénéficiaires d'une réduction sur les insertions du "Carnet du Monde", sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Le service religieux aura lieu le 11 avril, dans la stricte intimité familiale.

16 bis, rue de Diner, 92340 Bourg-la-Reine.

82, rue d'Amsterdam, 75009 Paris.

27, rue Armand-Millet, 92340 Bourg-la-Reine.

Nos abonnés, bénéficiaires d'une réduction sur les insertions du "Carnet du Monde", sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Le service religieux aura lieu le 11 avril, dans la stricte intimité familiale.

16 bis, rue de Diner, 92340 Bourg-la-Reine.

82, rue d'Amsterdam, 75009 Paris.

27, rue Armand-Millet, 92340 Bourg-la-Reine.

Nos abonnés, bénéficiaires d'une réduction sur les insertions du "Carnet du Monde", sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Le service religieux aura lieu le 11 avril, dans la stricte intimité familiale.

16 bis, rue de Diner, 92340 Bourg-la-Reine.

82, rue d'Amsterdam, 75009 Paris.



## DESIGN

### Des hôtels très particuliers

On connaissait déjà les hôtels de charme, refuges des célébrités du rock ou de la littérature : le Chelsea Hotel à New-York, la Pension Academia à Venise, le Raphaël à Paris. Une nouvelle génération apparaît, celle des hôtels de designers signés Philippe Starck, Andrée Putman, Marie-Christine Dorner. Ils pourraient bien devenir les lieux à la mode des années 90.

Hôtels ? Il serait convenu de les appeler résidences si le mot n'avait pas été récupéré par les promoteurs d'immobiliers destinés au troisième âge. Habitants occasionnelles des voyageurs en vogue, amateurs de villes, ils se veulent aussi accueillants que des maisons particulières. « Il doit ressembler à un gant, disparaître pour mieux vous protéger », affirme Andrée Putman, responsable de l'aménagement de l'Hôtel Morgan à New-York (l'un des plus chers du monde, à 100 dollars la nuit). Ici, la discrétion est poussée jusqu'à l'ascétisme : pas de bar ni de restaurant. Pas d'épave : « Il ne s'agit pas de luxe. C'est plus compliqué. Beaucoup d'attention et un peu d'humour », note Andrée Putman. Le Wasser Tour de Cologne, qu'elle a conçu dans un ancien château d'eau du dix-huitième siècle, devait ouvrir ses portes dès septembre. « Chaque chambre a la forme d'un triangle... », remarque-t-elle. Autre projet : l'Hôtel Kawaguchi-Lake, à quarante-cinq minutes de Tokyo, pensé pour les week-ends des hommes d'affaires surmenés. Les élus seront rares. Ce havre de paix ne comptera pas plus de huit chambres. Là aussi, un décor intime, relevé par de légers trompe-l'œil, des mariages osés (satin et toile de jute) et, pour rester dans la sobriété, un parquet de chêne.

Ce rêve de bien-être, on le retrouve aussi chez Jean Nouvel, lauréat du concours lancé par la

Compagnie fermière de Vichy, gestionnaire des sources de la ville. Surplombant l'Adier, l'hôtel thermal prévu pour 1991, entièrement réalisé en verre, inclura dans ses 30 000 mètres carrés un centre de balnéothérapie de 5 000 mètres carrés. A l'envie d'espace s'ajoute un souci du détail : tout, à l'intérieur, sera traité « or » (coulure, peinture, feuille d'or). Mais l'opulence discrète se manifeste surtout dans les finitions et la qualité des matériaux. Mépris du choc et du clinquant, vénération du chic et du rare. Trente essais de peinture ont été nécessaires à Philippe Starck pour trouver le ton juste des chambres du Royalton de New-York, un beige ni trop saumon, ni trop pêche.

Ainsi, le style « haute couture » nargue aujourd'hui le prêt-à-porter anonyme des grandes unités internationales construites dans les années 70 : mini-bar néo-rustique air conditionné, musique de supermarché, clé magnétique, suites « Executive ». Toute une conception du voyage, qu'il soit d'affaires ou d'agrément, se trouve modifiée grâce à des codes subtils, narcissiques, voire décadents.

#### Cultiver la différence

L'hôtel de designer se présente plus comme une idée de mode de vie que comme un système de décoration ou d'architecture. Il ne se résume pas seulement à des plans. Tout est dans l'art et la manière, le service, le « supplément d'âme », la presque rien d'une courbe, d'un bois, d'un éclairage. Une affaire de séduction, de charme : mettre à l'aise le visiteur, le rassurer autrement que par le moelleux, le pastel, les grosses ficelles du style « féminin ». Ajuster le lieu à toutes les exigences post-modernes du néo-branche fortuné : arriver, travailler, se reposer, sortir, petit déjeuner après 10 heures.

Nouveaux sobriquets, nouveaux codes. La culture devient un signe extérieur de richesse. Quand les banquiers aux dents longues ne parlent plus que de galeries, les hôteliers jouent aux mécènes, gardiens d'un espace où l'on ne se rendrait plus pour dormir, mais pour « communiquer ». A Bruxelles, Jacques



Le « lobby bar » du Royalton à New-York

Hollander, propriétaire du New Hotel Siru, l'un des fleurons de l'hôtellerie bruxelloise, en a confié la rénovation à des architectes (l'Atelier 20), qui ont travaillé en liaison avec des peintres, des sculpteurs, des dessinateurs, des graphistes, des publicitaires, des dessinateurs de BD, des écrivains ou confins, comme Ever Meulen ou Schuiten. « Je voulais un hôtel moderne et esthétique (il y a assez de copies art nouveau), décoré par des artistes et des artisans belges, de la nappes au rideau de douche. Mais ce sont là aussi des facteurs commerciaux, reconnaît-il. L'instinct d'attirer les clients de l'hôtellerie sur leur propre terrain. Il faut, au contraire, consacrer toute son énergie à cultiver la différence. » Ainsi, au New Hotel Siru, chaque étage a son thème : « Le voyage et ses bagages », « Découverte de la nuit », « Pour un soir... » Dans chaque chambre, on trouve une biographie de l'artiste qui l'a

signée. Quant aux porte-clés, on les a naturellement imaginés en forme de pot de peinture.

A Paris, les nouveaux venus de l'hôtellerie s'appellent Alain Copet et Vincent Darnaud, qui ont longtemps pratiqué les Holiday Inn, Intercontinental, Nikko, etc. Moyennant un investissement de 20 millions de francs, ils viennent de débaptiser l'Hôtel d'Icy, rue Jacob. Il s'appelle désormais la Villa, sans doute pour faire la paire avec l'Hôtel, rue des Beaux-Arts, où descendent tant de célébrités. La Villa possède trente-cinq chambres réparties sur cinq niveaux. Seule la façade a été préservée. L'aménagement intérieur a été confié à Marie-Christine Dorner, vingt-neuf ans, sortie de l'école Camondo en 1985. C'est son mobilier, d'abord édité au Japon, puis en Italie par Cassina, qui a inspiré les deux associés.

Avec audace, Marie-Christine Dorner s'est appliquée à faire dispa-

raître les lieux communs de la chambre d'hôtel, pour privilégier le moment où l'on s'affale sur le lit : le plafond tendu de taffetas est éclairé par des nuages de stuc. Tout s'organise selon une série de contrastes successifs de couleurs comme de matières (ottoman, aluminium). Les petites surprises à découvrir progressivement fourmillent. Dommage que la plus grande chambre ne mesure que 25 mètres carrés. Les autres ne dépassent guère les 15 mètres carrés. Un peu chiche quand on prétend, comme les deux nouveaux Plic et Ploc de Saint-Germain-des-Près, s'adresser « à une clientèle haut de gamme tournée vers la culture », et que l'on taxe quand même à des tarifs quatre étoiles (entre 700 F et 2 000 F la nuit).

#### Les caprices d'une génération

Plus ambitieux, le presque centenaire Royalton, place des Mées et W.C. Fields, rénové par le superstar interior designer Philippe Starck, a ouvert à New-York ses deux cent cinq chambres, micro-suites, lofts et même penthouses (1 000 dollars la nuit), au début de l'année. La mode de l'authentique, la nostalgie de la vieille Europe est idéalisée à l'extrême : draps griffés « Brooks Brothers », quarante chambres équipées d'une cheminée où il est possible de faire du (vrai) feu.

Le confort est aussi intellectuel. On a glissé, éclairées par des bougeoirs chromés, des cartes postales (pardon, des fragments d'art) représentant de grands chefs-d'œuvre de la peinture. Impossible de s'en lasser : elles sont changées trois fois par jour ! Le budget fleurs s'élève à 24 000 dollars par mois : des arums solitaires choisis par des amoureux de Giorgio O'Kieffe ou de Robert Mapplethorpe et hydratés dans des vases formant tableau sur les murs.

L'origine du projet, on le retrouve du duo des nits new-yorkaises, Steve Rubell et Ian Schrager, qui créèrent la Studio 54 (1977), la Palladium (1985), ressuscitèrent le Morgan's. Leur concept est clair : « Dans les années 70, on se rencontrait dans les clubs. Dans les années 80, on se rencontrait dans les restaurants. Les années 90 seront celles des hôtels. »

Sans nostalgie, Philippe Starck a choisi de réhabiliter l'esprit des salons en multipliant les pièges (les toilettes exigent d'être vues, détaillées et commentées avant d'être utilisées), en mimant le « lobby » de sofas blancs, de tables d'échecs aux pieds Louis XV mais chromés. Là, à 2 heures du matin, on peut venir picorer une salade de crabe à l'orange, bercé par *Dear Prudence*. Certains serveurs portent des tabliers de jardinier, et les *coffee table books* de Rizzoli (« la sculpture moderne », « Francisco Clemente »), font partie du décor, au même titre que les gâteaux maison posés sur le comptoir de laque noir. C'est un *sushi-bar* sans sushi. A l'entrée, pas de plaque ni de groom, mais deux beaux garçons en chemise noire. La majorité du personnel est formé de novices mal à l'aise quand on les croise dans les couloirs. Mais, comme on l'explique, ils n'ont pas été corrompus par les mœurs de l'hôtellerie traditionnelle. Chassez donc ce pourboire que l'on ne saurait voir.

La route est ouverte. Philippe Starck va rénover le Century Paramount (600 chambres), ainsi que le Barbizon sur Madison Avenue. Il reste que toute la fragilité du design contemporain se trouve à la mise en évidence : attentif au moindre frémissement d'une caste, le nez collé sur l'époque, il oublie de regarder plus loin. Il semble privilégier l'instant, les caprices d'une génération de noctambules fatigués, courtisans de l'éphémère. Et se condamne lui-même à n'être qu'une expression fugace ni tout à fait artistique ni tout à fait architecturale. Elle est davantage médiatique, se prête habilement au jeu de la complicité, de l'illusion du « comme chez soi », du bien-être sur papier glacé. Malgré la qualité du spectacle, la mise en scène de tous les désirs très fin de siècle, il manque peut-être à ces réalisations une épaisseur. Tout ce qui fait qu'une œuvre, si modeste soit-elle, reste moderne au-delà des modes.

#### LAURENCE BENAÏM

\* Adresses : la Villa, 29, rue Jacob, 75006 Paris. Tél. : 43-26-32-33. Le Royalton, 44 West 44th Street, New-York 10036. Tél. : (212) 869 44 00. New Hotel Siru, place Roger, Bruxelles. Tél. : (32) 221 77580.

## MUSIQUES

### Le chœur d'Oxford à Versailles

#### L'école des maîtres

Pour ressusciter les chanteurs de son répertoire sacré, Versailles a choisi le plus vénérable modèle anglais, dont un superbe concert a montré le bien-fondé.

Le Centre de musique baroque de Versailles (cf. *Le Monde* du 4 octobre) poursuit sa marche patiente et méthodique : concerts chaque semaine, très suivis, ateliers d'études et de recherche, dirigés par Jean Duron (depuis janvier), studio « Versailles-Opéra » avec René Jacobs l'as prochain.

Mais surtout, à la fin de ce mois, commencent les auditions de recrutement de la Maîtrise nationale de Versailles (vingt-quatre garçons, du CE 1 au CM 2, et seize adultes (1), chargés de faire revivre l'immense répertoire ancien par des programmes réguliers au sein de la région, ainsi que de former des chanteurs et des chefs de chœur, comme c'était le cas avant 1789, quand les maîtrises étaient les vrais conservatoires, « l'école des maîtres », d'où sortaient des musiciens tels que Du Caurroy, Lalande, Campra ou Rameau.

Pour nous donner un avant-goût de ces merveilles, Versailles recevait mardi soir le Chœur de New College, le plus ancien d'Oxford, qui fonctionne sans interruption depuis 1379 et continue à assurer les vigiles chaque jour de l'année scolaire, tout en se produisant dans bien d'autres lieux. Et son chef, Edward Higginbottom, docteur de Cambridge, élève de Marie-Claire Alain, auteur d'une thèse sur la musique liturgique française du dix-septième siècle, a été précisément choisi comme conseiller artistique de la Maîtrise de Versailles.

Les choristes de cello-ci ne recevront sans doute pas les soutanes rouges et les fraises blanches, uniforme traditionnel de leurs camarades anglais, mais on leur souhaite d'arriver au même niveau exceptionnel, en particulier les enfants (de huit à douze ans environ) aux voix bien timbrées, fruitées, ni blanches ni frustes, plus « incarnées » que dans beaucoup de chœurs anglais. Nombre d'entre eux interviennent

comme solistes avec une virtuosité et un aplomb étonnants. Et l'ensemble est d'une rondeur, d'une justesse admirables, comme dans cette *Messe ad placitum*, de Claude LeJeune, si lumineuse et directe, qui est chantée à capella sans nul besoin de recourir au diapason.

Tout cela suppose un travail acharné, un entraînement journalier et, pour le chef, autant de talent et de pédagogie que de dévouement paternel.

Edward Higginbottom a tenu la gague de nous montrer la diversité d'un répertoire réputé austère, la musique sacrée anglaise et française aux seizième et dix-septième siècles : un psaume de pénitence de Matthew Locke, planant en longues ondes mélancoliques ; des motets latins de Purcell, l'un qui jaillit avec confiance à travers des soli exultants et un alléluia en broderies déjà baroques, l'autre un appel au Dieu vengeur, d'un ton qui fait penser aux *Histoires sacrées* de Carissimi ! Et puis deux pages de Comperin (*Pre-canto ad Deum* en trio et *Lauda Sion* en duo), délicates, élégantes et détonnantes à la fois, si bien accordées aux ondes et aux marbres de la chapelle de Versailles, avant de revenir aux polyphonies amères de Du Caurroy.

L'Angleterre aura le dernier mot, avec trois motets d'Orlando Gibbons : une antienne de pénitence à six voix dont l'écriture et le sentiment ne cessent de se renforcer, de s'approfondir ; une petite cantate fraîche et enthousiaste qui, en quelques minutes, décrit toute l'histoire du Christ et du Salut ; enfin un *Psaume 46*, où l'on entend, imités par les voix, les battements des mains, les acclamations et le piétinement enthousiastes de la cohorte des humains montant vers le ciel, le jour de l'Ascension (2).

JACQUES LONGCHAMPT.

(1) Inscriptions pour les hommes avant le 21 avril et pour les garçons avant le 16 mai, 16, rue de la Paix, 78000 Versailles. Tél. : 30-21-29-09.

(2) Ces pièces se retrouvent, avec six autres, dans un très beau disque Gibbons du chœur de New College (CRD 3451, diffusion Schott). Signalez aussi deux disques de Byrd (CRD 3439) et de J. de Pré (Meridian, ECD 84093, diffusion Harmonia Mundi).

## NOTES

### Fin de la grève à Beaubourg

Après deux semaines de fermeture, le Centre Beaubourg a réouvert ses portes jeudi. La présidente du centre, M<sup>me</sup> Hélène Ahruweiler, et l'intersyndicale sont parvenues à un compromis sur l'obtention de postes supplémentaires et l'étude du statut du personnel.

### Grève du comédien José Valverde

Le comédien et directeur du Théâtre Essai à Paris observe une grève de la faim depuis le 4 avril. Dans une lettre adressée au maire de Paris Jacques Chirac, il indique que « l'action désespérée » qu'il entendrait, « trouve son origine dans la grossière absurdité des rapports établis avec les services culturels de la Ville de Paris ».

José Valverde affirme en effet qu'il n'a pas reçu, en 1989, la subvention qu'il sollicite chaque année. La direction des affaires culturelles précise, de son côté, que la demande ne lui est jamais parvenue, mais qu'elle est prête à l'étudier dès sa réception.

### La danse devant le Sénat

Les sénateurs ont adopté, jeudi 13 avril, en première lecture le projet de loi sur l'enseignement de la danse. Seuls les communistes se sont abstenus.

Ce projet de loi présente la particularité d'avoir été déposé par M. François Léotard et repris par son successeur au ministère de la culture, M. Jack Lang. Il vise à réglementer l'enseignement de la danse et institue un diplôme d'Etat pour les professeurs du secteur privé. Un moyen, selon le gouvernement, de mieux reconnaître ce métier.

Cette disposition est à l'origine du conflit qui a secoué l'Opéra de Paris en mars dernier. Les danseurs du ballet s'étaient mis en grève pour protester contre le projet, perturbant trois représentations de la Belle au bois dormant.

Les sénateurs ont allégué le dispositif de contrôle prévu à l'égard des professeurs en exercice depuis plus de trois ans et ils ont recommandé d'appliquer avec souplesse les dispositions du projet envers les enseignants en poste depuis moins de trois ans.

## La Nouvelle Epargne du Crédit Agricole.

Rentabilité, souplesse, liberté... en matière financière, il est toujours possible de se surpasser.

Le Crédit Agricole vous le prouve encore aujourd'hui avec le Compte à Options Varius.

**Varius : un taux garanti de 7,25% ou plus.**

Une épargne qui garantit un taux de 7,25% c'est déjà exceptionnel par rapport aux livrets d'épargne courants.

Mais une épargne qui, en plus, augmente sa rentabilité avec le temps, c'est une performance ! Le taux de rendement actuariel annuel brut de Varius est de 7,25% sur 4 ans, 7,50% sur 5 ans, 7,75% sur 6 ans et atteint même 8% sur 7 ans !

**Varius : un droit de retrait de votre argent.**

C'est parce que vous pouvez toujours avoir besoin d'une partie de votre argent que le Crédit Agricole a créé en exclusivité le Droit de Retrait Optionnel ; dès la fin de la première année, vous pouvez retirer 50% de votre épargne, en une ou plusieurs fois. Et surtout sans annuler votre

contrat, vos intérêts sont ainsi préservés.

**Varius : une épargne non plafonnée.**

Le Compte à Options Varius, c'est l'épargne sans contrainte, la liberté.

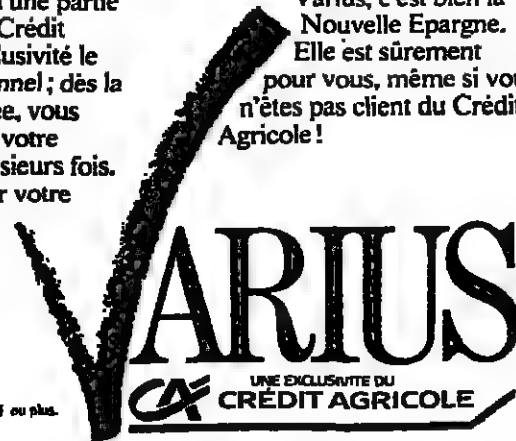
Souscrire avec 2000 F minimum ou épargner 10 000 F, 50 000 F voire plus, vous êtes libre de votre choix.

**Varius : des intérêts mensuels\* si vous le souhaitez.**

Au moment de l'ouverture de votre Compte, vous choisissez le rythme de versement de vos intérêts.

Innovation sans précédent, le Crédit Agricole vous propose, outre les options au trimestre, à l'année ou à échéance, une formule d'intérêts mensuels\*.

Varius, c'est bien la Nouvelle Epargne. Elle est sûrement pour vous, même si vous n'êtes pas client du Crédit Agricole !



\* Pour les Comptes à Options de 40 000 F ou plus. Taux en vigueur au 20/01/89.



## Culture

## ARCHITECTURE

Une réflexion sur l'urbanisme de la capitale

## Le Paris de 75021

Les quinze architectes qui constituent le groupe 75021 fêtent le premier anniversaire de leur « Appel pour une métropole nommée Paris ».

Une réflexion qui commence à se concrétiser.

Les pouvoirs publics le reconnaissent : depuis le schéma directeur de 1965, revu en 1976, il n'y a plus de projets d'aménagement de la région parisienne. Pas de projets ni de plans, pas de concepts nouveaux, à peine des aménagements partiels et quelques procédures d'urgence. Pourtant les politiques ont conscience du désastre. Maurice Faure, alors ministre de l'équipement, déclarait, en septembre dernier, que la région parisienne était l'une des trois priorités du gouvernement, avec l'emploi et l'éducation. Quelques mois plus tard, c'est au tour du préfet de l'Île-de-France, Olivier Philip, d'annoncer la mise en chantier d'un plan pour la région dont il a la charge. A la veille des élections municipales, Michel Rocard monte au créneau lui-même pour réclamer « un peu d'ordre dans la pagaille » de la région parisienne. Il affirme même être à la recherche d'un Delouvrier pour les années 90.

La bataille de Paris est donc ouverte, mais risque de tourner à la guerre de tranchées, si les municipalités, archaïques sur leurs nouveaux pouvoirs, — acquis depuis la loi de décentralisation, continuent de se regarder en chiens de faïence.

## Non

à l'urbanisme éparpillé.

La première tâche des nouveaux aménageurs, estime Claude Parent, l'un des animateurs du groupe 75021, est de braver Paris sur le flux européen. Or ce flux colle, désormais, à l'est : de Londres à Milan en passant par Amsterdam et Francfort. Les nouvelles portes de la ville sont ses aéroports. Le développement de la capitale doit donc se faire dans cette direction. D'où l'idée de 75021 de tracer une « tangente est », nouvel axe de ce futur développement, entre Roissy et Orly. « Il faut rompre avec l'évolution radicalement traditionnelle », estime Claude Parent. Il est temps de passer de la Cité croquisée à l'hier à la métropole, la ville véritable, de demain. Il ne s'agit donc plus de faire pénétrer les voitures dans le centre par le biais de radiales mais de créer un maillage pour mieux diffuser ce flot sur tout

le tissu urbain. Deux pôles de développement au Nord et au Sud doivent accompagner la tangente qui n'est pas une ville à créer ex nihilo, mais une zone dont l'urbanisation progressive doit s'accompagner d'un plan. Par la même occasion, la ville devra reconquérir les berges de la Seine actuellement occupées par des zones industrielles obsolètes.

« Les politiques sont désarmés devant le problème posé par la grande Paris », constate Claude Parent, un autre membre du groupe. Pourtant, il faut faire quelque chose. On ne peut éternellement cautionner l'urbanisme éparpillé qui permet l'installation sauvage de lotissements au milieu des champs de betteraves. Se rendre compte, par exemple, que Disneyland ce ne sera pas seulement un parc d'attractions peuplé de petits Mickey, mais une véritable ville nouvelle qui n'ose pas dire son nom et dont l'accouchement sera quasi clandestin si l'on n'y prend garde.

La réflexion de 75021 s'appuie désormais sur des projets concrets. L'APUR, l'atelier parisien d'urbanisme, leur a demandé d'étudier la couverture du boulevard périphérique au niveau de la porte de Vincennes. Emile Biasini, secrétaire d'Etat aux grands travaux, chargé par le premier ministre de superviser les aménagements des communes voisines de la Défense, a demandé au groupe de lui présenter un projet. Les plans sont prêts. Ils sont d'ailleurs proches de ceux de Banneville 89 et de Riboulet, également considérés.

Il prévoit une reconquête des rives du fleuve, le lotissement, autour d'un vaste parc, de la plaine de Montesson, aujourd'hui informelle et l'abandon de l'autoroute A 14 dans son tracé actuel. « On a réussi à montrer qu'il était possible de redonner une configuration nouvelle à ces banlieues », constate Gérard Turinier, un autre membre du groupe. Mais encore faut-il qu'il y ait une réelle volonté. Dans le domaine de l'urbanisme, la laissez-faire est la pire des catastrophes : parce qu'on n'a rien prévu entre Roissy et la porte de la Chapelle, l'entrée dans Paris, sa vitrine, se résume sur 10 kilomètres, à une succession de caisses à savon.

« On n'a rien prévu... »

Une réelle volonté ? Le discours des décideurs — tout au moins ceux qui se montrent — et de ceux qui se sont donné pour tâche de penser à l'avenir de la capitale, est, de fait, peuplé de « on », comme le discours du citoyen Lambda : « On n'a rien prévu... ». Chacun se renvoie la balle de l'irresponsabilité, tout en cherchant à rassembler des responsabilités, c'est-à-dire des pouvoirs qui se sont catastrophiquement démultipliés. En ce sens, la démarche de 75021, qui revendique à titre collectif l'indépendance par rapport aux multiples autorités qui peuplent l'incertain futur de Paris, serait d'autant plus exemplaire si les individualités qui composent le groupe mettaient toutes autant d'ardeur à se fonder dans une pensée unique et désintéressée. Dans la réalité, presque tous ces architectes restent aussi visibles et prêts à s'engager à titre personnel que, dans leur coin à eux, Cantal-Dupart, Castro ou Vignier.

On aurait tort, cependant, de leur jeter la pierre, car leur démarche est tout simplement caractéristique de leur profession. Ils sont obligés d'en passer par un système politico-administratif financier particulièrement réducteur. Combien d'architectes ou d'urbanistes, y compris parmi ceux qui cherchent à réfléchir librement sur la ville, sont liés plus ou moins visiblement à des maîtres d'ouvrage ou à des entrepreneurs eux-mêmes en prise directe avec des

intérêts politiques locaux ou nationaux ? Mais à côté de ces architectes auxquels ils ont été si souvent opposés, combien d'ingénieurs des ponts, flottant sur le grand fleuve silencieux des bétons et des bitumes, se trouvent engagés dans les réseaux humains qui prétendent modeler l'avenir des villes ? Or ceux-ci, que l'on ne rencontre guère, sont aussi les plus redoutables lorsqu'il s'agit de penser l'avenir d'une métropole. Chacun a son morceau d'autoroute — certains déjà « concédés », — son échangeur, ses ponts, ses talus à placer, et on ne va pas remettre en cause des affaires aussi urgentes pour une ville qu'on ne verra peut-être pas. De toute façon, « on » n'a pas de projet cohérent.

## Le blocage des terrains

« Il faut vingt ans pour envisager un véritable projet d'urbanisme », rappelle-t-il, avec une certaine mélancolie, Nicolas Politis, récemment disparu, qui dirigeait l'atelier parisien d'urbanisme, conscient de tourner dans le périmètre clos de Paris et lui-même prisonnier de la toile d'araignée des pouvoirs de la ville. Mais il faut beaucoup moins de vingt ans pour rendre insupportable une situation. Ainsi la SNCF, GDF, EDF, mais aussi l'armée et bien des groupes financiers directement rattachés à l'Etat participent désormais, non seulement au blocage de terrains qui appartiennent pourtant à la nation, mais lancent sur ces terrains des opérations qui demain rendront impossibles de véritables projets pour la métropole parisienne.

Il ne suffit pas de quelques grands travaux, type tour de Babé, pour faire une capitale. Les responsables actuels du pays, de la région, des villes, engagent chaque jour davantage leur responsabilité, par un attentisme, qui laissera des marques non seulement sur la ville mais aussi dans l'histoire. Chacun appelle de ses vœux, l'homme providentiel, un Haussmann ou un Delouvrier ; quelques-uns présentent en avoir la taille, ce que les autres contestent tout aussitôt. Mais qui décide et qui dirige ?

On a cru un moment que la mission interministérielle, dirigée par Yves Dange, pourrait fédérer les efforts. On semble lui demander désormais de se cantonner à la part sociale de ses objectifs, tandis qu'Emile Biasini, secrétaire d'Etat aux grands travaux, loin des regards de son ministre Jack Lang, mais près du Fanbourg Saint-Honoré se met à réfléchir sur l'avenir de l'ouest. Longtemps conseiller du président de la République, Roland Castro tempête en regardant vers la ligne bleue des forts. Son complice de naguère, Cantal-Dupart, s'est spécialisé dans l'étude des voies d'eau, ce qui ne l'empêche pas d'irriguer largement le champ de l'urbanisme parisien. Michel Delebarre, ministre de l'équipement, qui remplace Maurice Faure, ne paraît pas soucieux de lancer une opération à vingt ans d'échéance.

Côté Ville de Paris, Jacques Chirac ne veut pas être le dernier à réfléchir sur l'avenir du Grand Paris. Nicolas Politis n'a pas été remplacé, Yves Ligen, ancien directeur de l'APUR, actuellement directeur de l'établissement public du Grand Louvre, s'est vu confier par le maire une mission sur les Champs-Élysées. Mais il semble au moins acquis que la politique urbaine de la Ville est entre les mains de M. Cabade.

Quand le baron Haussmann paraît si éloigné, on est franchement heureux de tomber sur l'imaginaire collectif de 75021. Ce n'est pas suffisant pour faire une ville, mais c'est au moins un vrai pari sur l'avenir.

FREDERIC EDELMANN  
et EMMANUEL DE ROUX.

Maison de la Poésie subventionnée par la Ville de Paris  
101, rue Rambuteau. M° Halles. 42362735

**PRÉSENCE DE RENÉ CHAR**  
LECTURES-CONFÉRENCES  
jeudi 20 avril 20 h 30  
HYPNOS avec Florence DELAY  
textes par Catherine SELLERS  
jeudi 27 avril 20 h 30  
René CHAR ou la Poésie ardente  
avec Yves BATTISTINI textes par Stéphane FREISS

**EXPOSITION**  
jusqu'au 2 juin de 12 h 00 à 18 h 00 entrée libre

## Communication

Le CSA et l'attribution des canaux de TDF 1

## Casse-tête pour un satellite

Chaînes privées ou publiques, payantes ou en clair, généralistes ou thématiques, en français, en allemand, voire en italien, chaînes nouvelles ou duplication de chaînes existantes : pour remplir les cinq canaux du satellite de télévision directe TDF 1, les neuf membres du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) devront arbitrer d'ici peu entre les douze candidats auditionnés, et résoudre une équation dont les paramètres sont aussi multiples qu'ambigus, tout en tenant compte de la dimension diplomatique d'un dossier né d'une volonté franco-allemande il y a dix ans.

Les neuf conseillers, convaincus par la cohérence des projets de TF 1 et de ses alliés italien et allemand, seraient-ils prêts à leur accorder cinq canaux du satellite ? Laisser ainsi l'espace libre aux ambitions commerciales du trio Bouygues-Berlusconi-Kirch, tout juste disposé à accorder un strapontin à la SEPT, est la moins probable des hypothèses. Et, pour avoir tout demandé, le trio pourrait bien ne rien avoir. Ne serait-ce que parce que la « solution globale » conduirait à éliminer tout le secteur public, candidat en son nom propre pour l'automne 2 et avec des partenaires diversifiés pour des chaînes thématiques consacrées au sport et à la jeunesse (le Monde du 8 avril).

Tout aussi ambitieux mais peut-être moins arrogant, en tout cas moins vorace en nombre de canaux, M. André Rousselet, associé au groupe Bertelsmann, pourrait, au nom des mêmes arguments de cohérence mis en avant par TF 1, mieux tirer son épingle du jeu. Ses propositions industrielles, longuement murées, apparaissent en effet comme un état du décollage commercial du satellite, sans même parler des programmes mis en avant par Canal Plus et Canal Plus Allemagne. Et

l'engagement pris par M. Rousselet d'associer d'autres opérateurs à la logistique et à la promotion des nouvelles chaînes payantes permettrait aux deux chaînes thématiques liées au service public de s'appuyer sur des moyens que leur économie ne leur permet guère de s'offrir seules. Un tel quartet marquerait la préférence du CSA pour un « bouquet » de chaînes payantes et thématiques. Quant à la chaîne musicale Eurovision en clair, elle pourrait trouver place en complément du Canal Enfants, qu'il conviendrait de plus tard de la difficile attribution des rares fréquences hertziennes que toutes deux réclament.

connaître leur «if désir d'utiliser TDF 1 pour diffuser seize programmes de radio en norme DSR (un brevet Thomson). Le ministre allemand des postes et télécommunications, M. Schwarz-Schilling, a même pris la peine d'écrire, en français, au CSA pour réitérer cette demande. Son propre satellite TVSat 1, tombé au champ d'honneur de la coopération industrielle franco-allemande, étant inutilisable, la République fédérale plaide la solidarité pour ce projet de radio. Elle y voit des avantages politiques (soixante programmes, c'est plus que le nombre de Länder, maîtres de la politique audiovisuelle outre-Rhin), commerciaux (stéréo et radios thématiques) et industriels.

A défaut d'obtenir ce canal radio, pour cause d'afflux de candidatures, les Allemands souhaitent à tout le moins des progrès rapides dans la « germanisation » de la SEPT, ou d'autres gestes en leur direction. Or l'audition publique, vendredi 7 avril, des responsables — tous français — de la SEPT a démontré que la gestion d'une chaîne franco-allemande était laborieuse. N'ayant pas encore consenti d'investissements irréversibles pour la norme D2 Mac-Paquet, et méritant l'accès à ses réseaux câblés qui sont une condition sine qua non du succès d'une chaîne germanophone, la République fédérale ne manque pas de moyens de prouver sa mauvaise humeur, au cas où elle jugerait insuffisants les égards pris à son endroit.

Alors que la France s'apprête à prendre la présidence de la Communauté, et que la position européenne en matière de télévision haute définition repose sur l'axe franco-allemand, le point de vue de Bonn ne peut être tenu pour quantité négligeable.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA.

## Pour contrer l'offensive du groupe Hersant

## Grupo 16 saisit le gouvernement espagnol

La prise de participation du groupe Hersant dans le capital de l'éditeur espagnol Grupo 16 se heurte à la ferme résistance des dirigeants d'Impulsa, le holding qui contrôle le groupe de presse. M. Juan Tomas de Salas, président et principal actionnaire d'Impulsa, décline toujours la majorité des actions et en contrôle les deux tiers avec ses alliés. Il estime que M. Hersant ne parviendra pas à augmenter sa participation et sera forcé de vendre les 31,4 % du capital acquis par surprise le week-end dernier.

Mais les dirigeants d'Impulsa veulent aussi porter l'affaire sur le terrain juridique en demandant au gouvernement espagnol d'annuler la transaction. Ils font état en effet d'une réglementation soumettant à l'aval du gouvernement toute prise de participation étrangère dans une société espagnole possédant une radio. Or Grupo 16 détient une licence d'émission pour une radio en modulation de fréquence, Radio 16. Le gouvernement espagnol accepte la saisine de Grupo 16 et le ministre de l'Economie va examiner la transaction.

M. Benoist Sillard, conseiller délégué du groupe Hersant en Espagne, a répondu que « l'opération était totalement légale ». Selon lui, le projet de M. Hersant « est purement d'association professionnelle, et nous le soutenons en totale coordination avec le président de Grupo 16. D'ailleurs, nous n'avons aucun doute d'arriver à un accord avec lui parce que nous lui proposons un grand projet européen ».

## Le débat sur l'Europe de l'audiovisuel

M<sup>me</sup> Tasca et M. Lang se justifient devant le Parlement

La France devait, lors du conseil des ministres européen, à Luxembourg, jeudi 13 avril, entretenir le compagnon sur la « télévision sans frontières » qu'elle avait accepté à Bruxelles un mois plus tôt. Mais, pour tenter de désamorcer les vives critiques des professionnels, Paris devait, en revanche, demander que soit annexé au projet de directive un « état des lieux » de l'audiovisuel européen. Etat des lieux qui permettrait une application stricte de la « clause de non-recours » obligant les chaînes ne diffusant pas en 1988 un pourcentage majoritaire d'œuvres européennes à ne pas descendre au-dessous de leur seuil actuel. La Commission pourrait également apporter des précisions sur les aides à la production et veiller à ce que les entreprises audiovisuelles ne contourneraient la réglementation en délocalisant certaines de leurs activités dans les « petits pays » ayant, comme le Portugal, obtenu des dérogations particulières.

Le gouvernement français doit faire face à des professionnels qui ne désistent pas et dont la mobilisation commence à s'étendre à certains pays voisins. Une manifestation était ainsi prévue, jeudi 13 avril, à Luxembourg, à l'appel de plusieurs sociétés d'auteurs européennes et d'organisations professionnelles, en présence d'artistes comme Jean-Paul Belmondo, Catherine Deneuve, Edward Scob, Wim Wenders et Gérard Depardieu.

Deux jours auparavant, des producteurs allemands réunis à Paris à l'initiative du Centre national de la cinématographie (CNC) avaient joint leurs voix à celles de leurs collègues

français pour condamner le projet de directive. Un appel, enfin, a également été lancé par les créateurs espagnols au gouvernement de Madrid — qui assume pour six mois la présidence de la Communauté — pour qu'il ne soit pas, « dans le domaine audiovisuel, le fossoyeur de la culture européenne ».

Cette polémique est, bien évidemment, loin d'être pour l'opposition. Mercredi, le gouvernement français a été soumis à un feu roulant de questions orales sur ce sujet. A l'Assemblée nationale, M<sup>me</sup> Michèle Barzach (RPR, Paris), M. Philippe de Villiers (UDF, Vendée) et M. Georges Hago (PC, Nord) ont, tour à tour, dénoncé « le coup très dur porté à la création française et européenne » et le recul de la France. Les sénateurs ont avancé des accusations similaires. A la tribune de l'Assemblée, M<sup>me</sup> Catherine Tasca, ministre déléguée à la communication, a reconnu que le gouvernement n'était « pas satisfait du projet de directive » et réajustait « les critères et les objectifs des créateurs ». Mais, a-t-elle réaffirmé, si la France avait maintenu sa décision initiale de stricts quotas de diffusion, « elle exposerait l'Europe à adopter un texte qui nous aurait obligés à renoncer à notre système » propre de quotas européens et nationaux. Au Sénat, M. Jack Lang, ministre de la culture et de la communication, a noté, sur le même sujet, que les chaînes françaises privées françaises ne respectaient pas leurs obligations. Il faut, a-t-il estimé, « balayer devant sa porte avant de donner des leçons aux autres (...). On ne saurait se montrer libéral à Paris et dirigiste à Bruxelles ou à Strasbourg ».

P.-A. G.

HERVÉ BOURGES  
PASCAL JOSEPHÉ

## Un amour de télévision

Elle n'est plus ce qu'elle était  
Elle ne sera pas ce que vous croyez  
FLOU

« Les remarques des critiques sur la culture au petit écran, qui font référence sur la renaissance de la télévision, la qualité télévisuelle, sur la télévision des enfants, sur la violence télévisuelle, la contribution au développement de la télévision, une analyse très intéressante par des spécialistes »

« Une poignée de téléscripteurs et d'originaux »  
Médiaparc, Clichy-la-Fayette

EN AVRIL A 20 H 30

theatre des mots, des si...  
DEMOCRATIE

le 17  
LES GUETTEURS DE SONS ET CONVERSATIONS  
APERGHIS  
CIE BEAUX QUARTIERS

les 19, 20, 21  
LES DOLEANCES  
D. JAYR D. VAREZE  
J.-P. ROSSFELDER

le 22  
COLETTE MAGNY

le 24  
et le 23 à 16 h  
LA FOIE DEMOCRATE  
CATHERINE DASTE  
B. RAFFALLI

les 26, 27  
LA CAVERNE  
DEBUSSY M. PUIG

TEL. : 46.72.37.43

COMPAGNIE  
CATHERINE  
DASTE











## SOMMAIRE

■ Avec l'aval du gouvernement français, Framatome et Siemens ont finalement signé, jeudi 13 avril, un accord commercial dans le nucléaire. Il s'agit du premier volet d'une plus vaste coopération engagée entre la France et la RFA dans une industrie qui souffre actuellement d'un fort ralentissement des commandes (lire pages 26 et 27).

■ La commande la plus importante de l'aviation civile (100 milliards de francs), passée par le loueur GPA, illustre la frénésie d'achats d'avions au niveau mondial (lire ci-contre).

■ Devant le congrès de la FNSEA, réuni à Besançon, le ministre de l'Agriculture, Henry Nallet, annonce que son action visera principalement l'abaissement des charges des agriculteurs (lire page 29).

## La société irlandaise Guinness Peat Aviation commande deux cents appareils

La société irlandaise de location Guinness Peat Aviation (GPA) annonce officiellement, la semaine prochaine, la plus importante commande de l'histoire de l'aviation civile. Elle achètera plus de deux cents avions à réaction de toutes tailles pour un montant qui excéderait 15 milliards de dollars (100 milliards de francs). Pour sa part, l'européen Airbus recevrait un ordre d'achat pour cinquante-quatre A-320, A-330 et A-340, soit près de 4 milliards de dollars (25 milliards de francs). Les américains Boeing et McDonnell Douglas se partageront la plus grosse partie de ce « contrat du siècle », qui confirme l'explosion de l'aéronautique mondiale et la pénurie généralisée, les neuf mille avions en activité ne suffisant plus.

On s'arrache les avions commerciaux comme cela ne s'est jamais produit dans le passé. Il ne s'écoule pas de semaines sans qu'une énorme commande soit adressée à l'un des constructeurs de la planète. GPA détient aujourd'hui Delta Airlines, qui n'avait acheté à Boeing et McDonnell Douglas « que » pour 10,5 milliards de dollars (70 milliards de francs). American Airlines y va pour cent cinquante Fokker-100. Braniff pour cent Airbus, ILFC pour cent Boeing, Asiana, Gulf Air, Cathay Pacific, Malaysian, TAT, Air Europe, achètent en masse tous les types d'appareils, du plus petit des « commutateurs » comme le Dash-8, le British Aerospace 146, le Fokker-50 ou l'avion de transport régional (ATR) franco-italien, jusqu'au mastodonte de Boeing, le 747-400.

Plusieurs facteurs se sont conjugués pour déclencher un retournement de conjoncture et un véritable phénomène

de boule-de-neige. Au premier rang, figure la croissance accélérée du trafic, qui a dépassé les 10% en 1987 et qui s'est maintenue, l'an dernier, entre 7% et 9%. Le tassement du trafic américain, dont les taux de progression reviennent à 3% ou 4%, semble largement compensé par les poussées européennes et surtout les 15-20% enregistrés en Asie. Cette poussée de la demande a conduit les constructeurs des compagnies à revoir à la hausse leurs prévisions et à annoncer pour avant l'an 2000, le doublement du nombre des passagers aériens lequel a atteint le milliard en 1988.

Les comptes de ces mêmes compagnies n'ont pas été moins avisés. Ils ont constaté que le prix du carburant avait recommencé à grimper sous l'effet des politiques stabilisatrices de l'OPEP et de la bonne tenue de l'activité économique. Ils se sont dit qu'il

allait être temps de se débarrasser des vieux Boeing-727, Bac-111 et autres Caravelle, dévoreurs de kérosène, et de se tourner vers les derniers-nés, tellement économiques, que sont le Boeing-737, l'Airbus A-320 ou le MD-80 qui consomment de 20% à 30% de moins.

Ils ont constaté qu'il coûtait très cher, trop cher, de réparer les vieux avions. Ils ont bien essayé aux États-Unis de gratter un peu sur les frais d'entretien, mais ces économies ont provoqué des avaries en plein vol du plus mauvais effet. Les compagnies américaines utilisant les avions les plus âgés de la planète (quinze ans et trois mois d'âge moyen pour TWA, contre quatre ans et cinq mois pour Singapore Airlines), il n'est pas étonnant qu'elles aient acheté par centaines des appareils aux constructeurs.

Cette frénésie n'aurait pas été possible si les transporteurs n'avaient pas été remis à flot par des bénéfices exceptionnels. Là encore, les Américains se signalent par des résultats impressionnants (1,6 milliard de francs pour TWA et 2 milliards pour Delta), qui leur ont permis d'amasser des « trésors de guerre ». Selon l'hebdomadaire spécialisé *Aviation Week and Space Technology*, TWA dispose de 1,26 milliard de dollars (8 milliards de francs) de liquidités, et American de 1,22 milliards (7,8 milliards de francs). C'est dire que les banquiers ne se font pas tirer l'oreille, bien au contraire, pour prêter les fonds nécessaires.

### Des bénéfices exceptionnels

La montée en puissance des loueurs d'avion a également pesé lourd. Qu'ils s'appellent GPA ou ILFC, ces entrepreneurs ont tiré sur la faiblesse financière des compagnies aériennes mondiales, que tous les observateurs s'accordent à juger incapables de mobiliser les 200 milliards de dollars (1 280 milliard de francs) indispensables pour l'investissement d'ici à l'an 2000. Ils ont donc persuadé le monde de la finance de leur confier son argent pour acheter par centaines des avions de tous types qu'ils louent avec ou sans équipage, avec ou sans entretien, mais au prix fort, aux « petits », tels Monarch ou Corsair-Air, qui n'ont pas les moyens d'acheter, comme aux « grands », tels TWA ou SAS, qui doivent faire face à des pointes imprévues ou à des « soudures » difficiles. En se portant massivement acquéreurs d'avions, les loueurs contribuent à limiter le nombre d'avions neufs disponibles chez les constructeurs... ce qui a poussé vers le haut les prix et donc les tarifs et les actifs de ces sociétés.

La première conséquence de cette forte demande a été l'engorgement des chaînes de montage chez les constructeurs. Ni Fokker ni Boeing ne respectent plus les dates de livraison promises. McDonnell Douglas parle d'un retard d'un à trois mois selon les types d'avions. Chez Airbus, le client qui se présente aujourd'hui ne peut pas espérer recevoir d'A-310 avant le deuxième semestre 1992 et d'A-320 avant le deuxième semestre 1993.

Les constructeurs s'efforcent de monter leur cadence de production. Boeing, qui livre vingt-cinq appareils par

mois, passera à trente-quatre à la mi-1990. Airbus passera, dans le même laps de temps, de huit avions à quatorze. Chez les motoristes, on se dit prêt à suivre la cadence. Ainsi chez CFM, qui associe l'américain General Electric et le français SNECMA, on estime pouvoir sans difficultés produire cent réacteurs par mois contre soixante-cinq actuellement.

Pourtant les industriels rechignent à trop produire. Les Américains, qui débouchent et embauchent avec une extrême facilité, se trouvent confrontés à un manque de main-d'œuvre hautement qualifiée. Boeing a été contraint de demander à son confrère Lockheed de lui prêter plusieurs centaines de spécialistes pour faire face à la demande et éviter le renouvellement des erreurs de câblage constatées sur les détecteurs d'incendie de quatre-vingt Boeing.

Les aviateurs et les motoristes sont trop heureux de se trouver en position de force après les années « noires ». Avec six cent neuf commandes fermes enregistrées par Boeing depuis un an, et deux cent cinquante-quatre par Airbus, par exemple, ils sont en mesure de mieux planifier leurs investissements de faire monter les enchères et donc leurs prix. Le quadricopteur A-140 d'Airbus, qui était proposé il y a moins de deux ans 81 millions de dollars aux compagnies, en vaut presque 100, et le prix de son concurrent, le triréacteur MD 11 de McDonnell Douglas, a suivi la même courbe. 23 % de hausse en vingt mois !

La question que se posent tous les conjoncturistes aériens est évidente : jusqu'à quand ces beaux jours dureront-ils ? D'un côté, l'Amérique est loin d'avoir renouvelé ses flottes, les Européens et les Asiatiques commencent seulement à utiliser couramment l'avion ; de l'autre, les hausses de prix et surtout les embouteillages qui provoqueront, dans les aéroports et en l'air, ces centaines d'appareils supplémentaires, risquent de dissuader la demande. Les optimistes estiment que le marché est assuré jusqu'à la fin du siècle. Les réalistes souligneront qu'aucune demande, même dans un secteur jeune comme le transport aérien, n'est inépuisable.

En attendant que les événements tranchent, on se réjouira de la vitalité de l'aéronautique, qui a permis à Boeing d'embaucher, en 1988, dix mille personnes, et aux Européens de consolider une industrie aéronautique fragile qui pourrait générer ses premiers bénéfices dans les années 90.

ALAIN FAUJAS.

## GPA : la politique du supermarché

C'est en 1975 que M. Tony Ryan fonde Guinness Peat Aviation (GPA) à Shannon (République d'Irlande). GPA annonce un capital de 50 000 dollars et loue un avion à qui le veut. Ancien directeur de la compagnie nationale Aer Lingus, M. Tony Ryan estime que seule la location permettra aux compagnies de faire face à l'explosion de la demande qu'il pressent.

GPA commence par faire son trou dans les pays en voie de développement, mais la déréglementation lui ouvre les portes des États-Unis. Il s'associe avec McDonnell Douglas, Airbus et Fokker dans des sociétés communes de location. Il se spécialise dans l'avion à réaction de

moins de 150 places et profite des avantages d'une fiscalité irlandaise généreuse.

Le succès élargit le cercle de ses actionnaires. M. Ryan, la société Guinness Peat et Aer Lingus sont rejoints par Air Canada, Mitsubishi Corporation, Prudential Insurance, Long Terme Credit Bank du Japon notamment. En commandant 200 avions de 100 à 500 places, GPA devient vraiment ce que souhaitait son fondateur : « un magasin où le client peut prendre l'avion dont il a besoin ».

GPA qui a commandé plus de 450 avions, possède 172 appareils et a réalisé 1 080 millions de francs de bénéfices en 1987-1988.

## Naissance d'un nouveau géant de la pharmacie

### Beecham et Smithkline fusionnent

Après s'être donné quinze jours supplémentaires de réflexion à l'issue de plusieurs mois de négociations (le Monde du 4 avril), deux groupes pharmaceutiques, l'américain Smithkline Beecham et le britannique Beecham, ont finalement signé d'accord pour fusionner et donner naissance à la dixième plus grande entreprise fabriquant des médicaments dans le monde (nos dernières éditions du 12 avril), avec un chiffre d'affaires dans la spécialité de 5,5 milliards de dollars environ (35,2 milliards de francs), juste derrière le géant américain Merck (38 milliards de francs) mais devant

Fallemand Hoechst (30,5 milliards de francs, avec sa filiale française Roussel-Uclaf). Beecham et Smithkline deviendront les filiales d'une nouvelle société holding, Smithkline Beecham, basée en Grande-Bretagne et dont le capital sera constitué par les apports *grosso modo* égaux de chacune.

Les actionnaires de Beecham recevront, eux, 0,8784 actions « A » de ce holding plus 1,75 livre d'obligation pour chaque titre Beecham apporté. Ceux de Smithkline se verront proposer un bloc négociable et cotable composé

de cinq actions « B » (même droit de vote que les « A ») de la nouvelle société contre une action Smithkline actuelle, plus une action préférentielle Smithkline ayant droit aux dividendes.

M. Henry Wendt, PDG de Smithkline, sera nommé président de Smithkline, comme les boursiers de la City appellent déjà le nouveau groupe, et M. Bob Bauman, président de Beecham, de nationalité américaine, directeur général. Les dix-huit membres du conseil d'administration proviendront pour moitié de chacun des deux groupes.

## Un grand défi

Le mariage de l'envie et du paraître ou l'association de deux titans titulaires ? Les analystes anglosaxons sont encore très partagés sur la signification réelle à donner à ce rapprochement, le plus important de tous les temps dans l'industrie pharmaceutique et qui, toutes activités confondues, est-ce-dire avec, en plus, l'instrumentation médicale de Smithkline, les cosmétiques et les boissons diététiques de Beecham, met en selle un groupe américano-britannique pesant 6,3 milliards de dollars (40,3 milliards de francs).

A l'évidence, les deux partenaires ont d'abord cherché à réunir leurs forces pour échapper à des OPA sauvages. Depuis plusieurs mois déjà, des rumeurs circulaient régulièrement à Wall Street désignant Smithkline comme une proie possible et facile.

Pour Beecham, de telles rumeurs étaient devenues véritablement chroniques. Et quand les deux groupes ont annoncé leur intention de s'associer, sous noms de « raiders » circulant outre-Manche, qui auraient pu être

intéressés par un rachat : celui d'ICI, le géant britannique de la chimie humaine, qui met les bouchées doubles pour hisser sa pharmacie (actuellement 20<sup>e</sup>) dans les dix premières places mondiales ; ceux également du suisse Ciba-Geigy (3<sup>e</sup> mondial) et du néerlandais Unilever. Mais l'autre but de ce rapprochement est de créer un véritable « pool » financier capable de fournir les capitaux indispensables pour relever le grand défi pharmaceutique du XXI<sup>e</sup> siècle. La mise au point d'un nouveau médicament coûte une fortune. De la découverte à la mise sur le marché (entre sept et douze ans), le prix à payer dépasse 100 millions de dollars (650 millions de francs). Il faut compter le double avec la mondialisation du produit. Séparément, les deux alliés d'aujourd'hui n'avaient pas vraiment les moyens de financer des opérations aussi coûteuses. D'autant que l'innovation ne se décrète pas. Smithkline avait autrefois connu son heure de gloire en lançant le Tagamet, premier médicament apparu sur le marché dans les années 60 pour soigner les ulcères de

l'estomac sans recourir à la chimie. Actuellement, ce médicament, qui compte à lui tout seul pour 30 % du chiffre d'affaires (1,1 milliard de dollars), est sur le déclin à cause de la concurrence que lui fait le Zantac (1,5 milliard de dollars), produit par le laboratoire britannique Glaxo et qui a permis à ce dernier d'accéder à la quatrième place mondiale (cinquième maintenant).

### Besoin d'argent

Les autres médicaments de Smithkline, dont les bénéfices ont baissé de 60 % l'an dernier, sont vieillissants. Si de son côté Beecham possède aussi grand nombre de vieux produits, en revanche la firme britannique est quand même engagée dans le développement de nouveaux produits prometteurs, les thrombolytiques (traitement de l'infarctus), les anti-hypertenseurs et les anti-infectueux, ainsi que dans les biotechnologies. Mais elle a besoin d'argent pour mener tous ses projets à

bien. Une bonne implantation aux États-Unis enfin lui fait défaut. Ces trois dernières années, elle a fortement désinvesti pour se recentrer sur son métier de base. En annonçant le rapprochement avec Smithkline, la direction de Beecham a, en même temps, révélé qu'elle allait vendre les produits de beauté (marque Yardley), Margaret Astor, Lancôme) encore dans le groupe afin d'être en mesure d'apporter 600 à 700 millions de livres (6,42 à 7,5 milliards de francs) à la nouvelle entité industrielle.

Globalement, Smithkline se propose de dépenser plus de 300 millions de livres (3,2 milliards de francs) par an dans la recherche et le développement pour des médicaments destinés à soigner les affections cardiaques, l'asthme, la maladie d'Alzheimer et le sida. C'est un minimum pour un nouveau groupe qui a l'ambition de maintenir et de renforcer sa deuxième place mondiale avec pour l'instant une part de marché à peine égale à 2 %. Merck, le numéro un, est à 4 %.

ANDRÉ DESSOT.

## Bénéficiaire en 1988

### Dassault-Breguet lance deux nouvelles versions du Mirage-2000

Le bénéfice net de la société Dassault-Breguet s'est élevé, l'an dernier, à 147 millions de francs (pour un chiffre d'affaires de 17 661 millions de francs), après règlement de l'impôt sur les bénéfices (275 millions de francs) et versement de primes de participation (164 millions de francs) et d'accord d'intéressement (83 millions de francs) aux treize mille trois cent dix-huit salariés de l'entreprise. Ces précisions ont été données, jeudi 13 avril, au conseil d'administration de la société par son président, M. Serge Dassault. En 1988, les primes de commandes ont atteint près de 16 milliards de francs, dont 6 200 millions de francs à l'exportation militaire (Jordanie, Brésil et Venezuela).

M. Dassault a, d'autre part, annoncé que sa société avait décidé de financer le lancement de deux nouvelles versions du Mirage 2000 destinées à l'étranger. Il s'agit d'un Mirage 2000-S (un avion à trajectoire au sol dérivé du Mirage 2000 N) et d'un Mirage 2000-3 (un avion d'interception équipé du nouveau

radar RDY de Thomson et du nouveau missile air-air MICA de Matra). Ces deux versions peuvent être livrées en 1993 et intéressent les Irakiens.

Le conseil d'administration n'a pas directement évoqué le sort de l'usine Dassault de Colomiers (Haute-Garonne) menacée de démantèlement. Sur ce sujet particulier, le comité central d'entreprise est convoqué pour le 20 avril. Sur les 1 400 salariés de Colomiers, 800 seraient repris dans d'autres usines de Dassault et 600 pourraient être repris par l'Aérospatiale (environ la moitié) et par des sous-traitants dans la région de Toulouse. Dassault, qui est en sous-activité de cinquante mille heures mensuelles, a demandé à l'Aérospatiale que la société nationale lui rapatrie ses sous-traitances sur le Mirage F-1 et le Mirage 2000. Le groupe privé considère qu'il n'est pas, en effet, outillé pour exécuter les sous-traitances sur l'Airbus que l'Aérospatiale préférerait lui concéder (le Monde du 13 avril).

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



renforce sa position européenne dans le secteur chauffage

Après l'acquisition en 1988 des sociétés DEF Radiateurs (Belgique) et BURNHAM (Hollande), le secteur chauffage de NORD EST poursuit activement son expansion en Europe. NORD EST, C.I.C.H. et les actionnaires du Groupe BROTTJE ont conclu un accord par lequel : la société C.I.C.H., filiale à 97 % de NORD EST reprendra 50 % du capital du groupe allemand. Les revenus des autorisations des organismes compétents. Le groupe BROTTJE a réalisé en 1988 un chiffre d'affaires consolidé de : DM 384 millions dont : DM 261 millions dans le secteur chauffage. Cette activité comprend la production de chaudières acier au sol, de brûleurs et de radiateurs, ainsi que la commercialisation de produits de chauffage par rayonnement de nombreuses agences en Allemagne. Le secteur chauffage de NORD EST, qui comprend en outre la société FINIMETAL a réalisé en 1988 un chiffre d'affaires consolidé de : F 1,46 milliard F 71,8 millions. Avec un résultat net de : F 1,46 milliard F 71,8 millions. Apportant une position C.I.C.H. en France dans les chaudières fonte et les brûleurs et de la part de marche bien sûr, le Groupe BROTTJE et l'Allemagne ont, non 10 % en chaudières acier, les deux sociétés exercent des synergies très importantes dans les domaines techniques et commerciaux.

## Les vingt plus grands fabricants mondiaux de médicaments

	C.A. en milliards de francs
1. - Merck (E-U) ...	38
2. - Smithkline-Beecham ...	35
3. - Hoechst-Roussel-Uclaf (RFA-Fr.) ...	30,5
4. - Ciba-Geigy (Sui.) ...	19
5. - Glaxo (G-B) ...	17,9
6. - American Home Products (E-U) ...	17,8
7. - Johnson and Johnson (E-U) ...	17
8. - Takeda (Jap.) ...	16,3
9. - Bayer (RFA) ...	16,2
10. - Sandoz (Sui.) ...	16
11. - Pfizer (E-U) ...	15,5
12. - Lilly (E-U) ...	15,3
13. - Bristol-Myers (E-U) ...	14,2
14. - Roche (Sui.) ...	13,5
15. - Schering-Plough (E-U) ...	12,2
16. - Upjohn (E-U) ...	12,1
17. - Squibb (E-U) ...	11,7
18. - Sanofi (Jap.) ...	11,6
19. - Boehringer-Ingelheim (RFA) ...	11,2
20. - ICI (G-B) ...	11,2

(Source : ICI)

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### SOCIÉTÉS D'INVESTISSEMENT A CAPITAL VARIABLE SICAV

#### SAINT-HONORÉ CAPITAL ABSORBE RENTOBLOG & SAINT-HONORÉ VALOR

Sous réserve de l'accord des autorités de tutelle, les conseils d'administration de Saint-Honoré Capital et Saint-Honoré Valor, réunis le 16 mars 1989, Rentoblog, réuni le 29 mars 1989, ont approuvé à l'unanimité le projet d'un contrat de fusion-absorption par lequel Saint-Honoré Capital absorbera Rentoblog et Saint-Honoré Valor normalement le 28 juillet 1989.

Dans le cadre de cette fusion-absorption, les actions Saint-Honoré Valor et Rentoblog seront échangées sans frais contre des actions Saint-Honoré Capital sur la base de la parité qui sera définie le 28 juillet 1989 ; les rumpus pourront être soit remboursés, soit complétés par un versement effectué en espèces permettant l'attribution d'une action Saint-Honoré Capital supplémentaire sans frais.

Il est souligné, par ailleurs, que les rachats et les souscriptions d'actions Saint-Honoré Valor et Rentoblog seront interrompus à compter du 21 juillet 1989 à 12 heures (article 22 du décret n° 79-323 du 24 avril 1979).

Cette fusion-absorption et ses modalités devront, eu préalable, être approuvées par une assemblée générale extraordinaire de chacune des trois Sicav concernées. Ces assemblées vont être convoquées aux sièges sociaux le 10 juillet 1989.

Au cas où le quorum ne pourrait être réuni ce jour-là, ces assemblées seront convoquées à nouveau le 24 juillet 1989.

Il est précisé qu'à la date du 28 juillet 1989 les Sicav Saint-Honoré Valor et Rentoblog se trouveront dissoutes par anticipation.

### Siège social des Sicav :

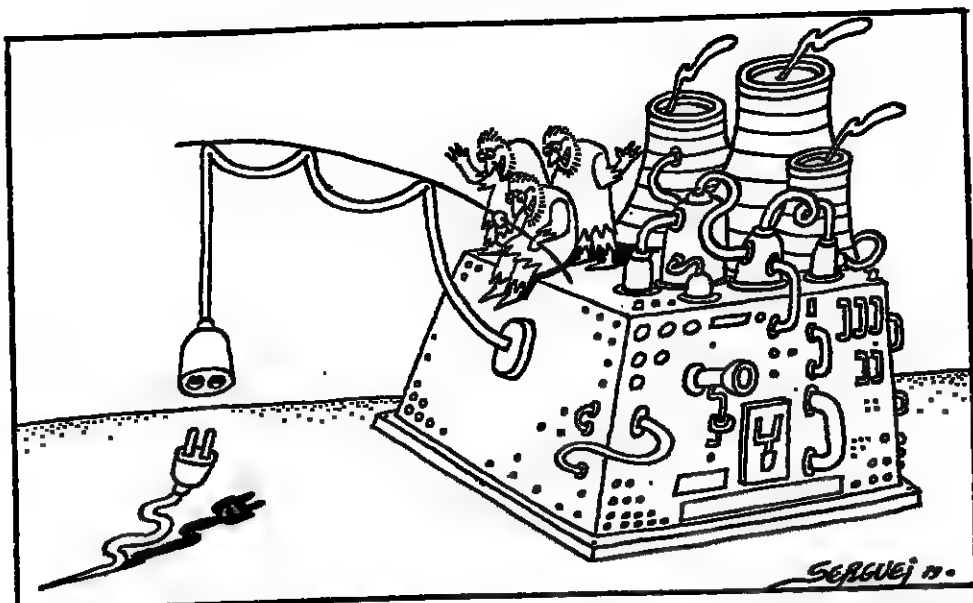
Rentoblog, 20, rue de la Baume, 75008 Paris  
Saint-Honoré Capital, 47, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75006 Paris  
Saint-Honoré Valor, 47, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75006 Paris



## Économie

L'accord conclu entre Framatome et Siemens

### L'amorce d'un vaste rapprochement franco-allemand



Après un « examen » par les pouvoirs publics français et quelques corrections, l'accord entre les constructeurs de centrales nucléaires françaises, Framatome, et allemand, KWB (du groupe Siemens), a été signé jeudi 13 avril. Cette « coopération à long terme », se traduira par la création d'une filiale commune (à 50/50) appelée Nuclear Power International (NPI), basée à Paris et dirigée par un Allemand. Cette société, de 40 à 50 personnes, sera chargée de l'exportation des réacteurs nucléaires à eau pressurisée des deux sociétés mères en dehors de la France et de l'Allemagne fédérale ainsi que de la coordination du développement d'une technologie commune « pour les marchés internationaux ».

Cet accord s'explique par le fort ralentissement des commandes de centrales dans le monde entier. « Pour la traversée du désert, il fallait allier nos forces », selon M. Jean-Claude Levy, PDG de Framatome. Une alliance qui s'inscrit aussi dans le mouvement actuel de concentration des industries électriques européennes (accord GEC-Alsthom ou Asea-Brown-Beverl).

De portée aujourd'hui limitée à l'exportation, l'alliance franco-allemande pourrait s'étendre aux marchés français et allemand si EDF et ses homologues outre-Rhin parviennent à définir des normes techniques communes. Il reste à s'assurer qu'une telle opération ne déboucherait pas sur un « monopole » d'industriels régnant aux dépens des compagnies d'électricité, mais la logique qui s'amorce est bien celle d'une coopération générale de la France et de la RFA en matière

nucléaire. Un vaste accord industriel qui s'explique certes par la crise de ce secteur mais qu'on aurait, politiquement, plus ouvertement vanté à quelques jours du sommet franco-allemand s'il n'y avait la poussée des écologistes... Les Verts obligent à se féliciter dans la discrétion.

Aux côtés de l'accord Framatome-Siemens, deux autres dossiers marquent cette « coopération de la France avec la RFA conclue pour de longues années », dont on se réjouissait, jeudi, au ministère de l'Industrie. Le premier, dans le retraitement du combustible irradié dont la COGEMA française s'est fait une spécialité mondiale. Le groupe allemand Veba envisage d'arrêter la construction d'une usine de retraitement à Wackersdorf en Bavière, sous la pression des écologistes (le Monde du 13 avril). Il a confirmé être intéressé par une prise de participation de 49 % dans l'atelier UP3 en construction dans l'usine française de La Hague. L'Allemagne disposerait d'une capacité de 400 tonnes par an (la moitié des 800 tonnes d'UP3) correspondant à ses besoins.

Dernier volet des négociations franco-allemandes, les ventes d'électricité d'EDF en RFA et, plus largement, la construction d'un vrai « marché unique de l'énergie ». EDF a un surplus d'électricité tandis que la RFA doit avoir recours à un charbon lourdement subventionné pour défendre l'emploi de ses mineurs. Un problème là, social.

ERIC LE BOUCHER.

(Suite de la première page.)

L'un après l'autre, depuis dix ans, sous la pression de l'opinion ou des difficultés financières et techniques, tous les grands pays occidentaux ont gelé à leurs programmes d'équipement, ou y ont tout simplement renoncé.

Les pays de l'Est eux-mêmes n'ont pas résisté à l'« effet Tchernobyl », et, comme la plupart des pays en développement, ont révisé fortement à la baisse leurs ambitions. Seuls le Japon, parti plus tard et beaucoup plus prudemment, de même que quelques pays asiatiques (Corée, Inde, Chine) poursuivent sans faiblir leur équipement. Résultat : en l'an 2000, la puissance totale des quelque 590 réacteurs installés dans le monde ne devrait pas dépasser au mieux 493 gigawatts, selon les estimations actuelles du CEA, alors qu'en 1974 on prévoyait qu'elle atteindrait de 2 000 à 2 500 GW, quatre ou cinq fois plus !

La France, tout en sachant depuis plus de cinq ans qu'elle risquait le suréquipement, s'est bien gardée, contrairement à ses voisins, d'arrêter ses programmes, préférant un ralentissement progressif, plus facile à négocier. Mais il a bien fallu se rendre à l'évidence : avec 78 % de l'électricité consommée venant du nucléaire, le plein est fait, et, compte tenu de la demande, le parc compte d'ores et déjà sept à dix réacteurs en trop par rapport à l'optimum économique.

#### Gel du programme

De ralentissements en reports successifs, le programme a donc dû être discrètement gelé depuis deux ans. La dernière commande de réacteur remonte à janvier 1987 : la prochaine ne sera passée, au mieux, qu'à la fin de 1990. D'ici à l'an 2000, EDF se prévoit d'engager que deux ou trois nouvelles tranches, — soit une tous les quatre ou cinq ans, — contre cinq par an en moyenne au début de la décennie.

Compte tenu des délais de construction — sept à huit ans, —

l'effet de ce gel ne se fera réellement sentir qu'à partir de 1993-1994, EDF a encore à l'heure actuelle huit réacteurs en cours de construction, correspondant aux commandes passées dès 1980. Mais à partir de 1993 elle n'en aura plus qu'un seul. Un coup d'arrêt d'autant plus spectaculaire qu'il ne faut plus, depuis Tchernobyl, compter sur l'exportation pour prendre le relais.

La filière nucléaire française, conçue au début des années 70 dans une perspective de pérennité mondiale d'énergie, pour construire, alimenter et gérer cinq à six nouveaux réacteurs chaque année, se trouve donc totalement prise à contre-pied. Certes personne n'envisage un arrêt définitif du développement nucléaire. A terme, les besoins croissants d'électricité et les ressources limitées en énergies fossiles (pétrole, gaz, charbon) devraient provoquer une reprise de l'énergie atomique, du moins dans les pays développés, pensent les responsables.

« Si on considérait que le marché ne bougera pas dans l'avenir, on pourrait fermer une bonne partie de nos activités », grogne M. Jean-Claude Levy, président de Framatome. L'ennui est que personne ne connaît la durée exacte de la « traversée du désert ». La reprise à terme du nucléaire pourrait être stimulée par les inquiétudes, liées à l'« effet de serre », qui limitent l'usage des combustibles fossiles. Mais elle reste aussi à la merci d'un nouveau Tchernobyl qui, où qu'il se produise, sonnerait le glas de tous les programmes, y compris en France.

Les « nucléocrates », espèce d'ailleurs en voie de disparition, battent aujourd'hui leur coulpe. « Si nous avions connu parfaitement l'avenir, nous aurions sûrement été moins vite », admet M. Rémy Carle, directeur général adjoint d'EDF et ancien responsable de l'équipement. Reste qu'il va bien falloir restructurer toute la filière, aujourd'hui encombrée de surcapacités tous azimuts.

Bien que prévisible et longtemps retardée, l'adaptation n'en est pas

moins douloureuse et fort délicate. « Aucun acteur français n'est en péril de mort », affirme, rassurant, le président d'EDF. Nous avons les réalisations les moins chères et les plus sûres du monde.

Sans doute, mais c'est précisément parce que la France a, de l'avis général, le meilleur outil nucléaire du monde que le tournant est difficile à prendre. Comment s'adapter à un passage à vide d'une dizaine d'années au moins sans perdre ces atouts et en se préparant à la reprise ? Un défi de taille : le sur-saut s'il se produit, devrait venir des Etats-Unis. La puissance machine américaine, une fois réveillée, risque de faire table rase du passé, et, développant les techniques du « nucléaire de demain », de périmé d'un coup l'outil français.

#### Une filière unique au monde

Or, depuis 1973, la France peut se vanter d'avoir bâti une filière unique au monde, qui, quel que soit le mailon choisi, se classe aux tout premiers rangs mondiaux. Le CEA, l'un des plus gros centres de recherche nucléaire, militaire et de sûreté, est, par sa filiale COGEMA, le numéro un mondial du combustible, qu'il gère depuis la mine jusqu'au retraitement et au stockage des déchets. Framatome, à son tour, est le constructeur de centrales, à emporter depuis 1975 presque la moitié (43 %) des commandes mondiales à l'exportation et compte, dans la période récente, plus de références que le géant américain Westinghouse. Enfin EDF, première compagnie d'électricité du globe, peut se targuer d'avoir, en matière d'énergie nucléaire, des coûts 30 %, 50 % voire 70 % inférieurs, selon les cas, à ceux de ses concurrents.

Mais cette réussite, conquise à l'arraché en période de forte croissance, grâce à un appui financier et politique sans faille de l'Etat, peut-elle survivre à une longue période de stagnation, sinon de repli ? On entre dans une phase de consolidation un peu douloureuse par rapport à la situation antérieure, expli-

## FRANCE TELECOM MON PARTENAIRE



**SICOB 89**  
DU 17 AU 22 AVRIL  
VILLEPINTE-HALL 4

Téléphonie professionnelle, Numéris, Réseaux d'entreprises, Minitel, Bureautique communicante, Communication avec les Mobiles, Transmission de l'image : aujourd'hui chaque forme de communication aide mon entreprise à gagner en France et à l'étranger. Pour bien communiquer, j'ai besoin des technologies fiables et performantes d'un partenaire à mon écoute ; j'ai choisi FRANCE TELECOM.

**FRANCE  
TELECOM**



J'y suis !



# Économie

## dans l'industrie des chaudières pour le nucléaire

que M. Jean-Daniel Levi, directeur de l'énergie au ministère de l'Industrie. N'importe quelle industrie traverse cette période. Il faut prendre des mesures pour rester sur le marché au moment où il redémarrera. Nous héritons d'un outil remarquable, il doit ressortir consolidé.

Plus facile à dire qu'à faire. La France a vu partout beaucoup trop grand, et les surcapacités touchent l'ensemble de la filière. EDF est handicapée par un suréquipement d'une valeur de 70 à 100 milliards de francs — chaque réacteur coûte environ 10 milliards — par un endettement non moins gigantesque de 230 milliards, soit 1,7 fois son chiffre d'affaire, et par des sureffectifs dépassant dix mille personnes. Framatome affirmait encore récemment qu'il ne pouvait survivre avec moins de quatre commandes par an... La COGEMA, bien que protégée à court terme par les contrats passés il y a dix ans, qui lui assurent des bénéfices garantis jusqu'à la fin du siècle, est elle aussi fortement gênée par les surcapacités mondiales existant dans l'uranium naturel et l'enrichissement. Elle voit, en outre, sa troisième activité principale, le retraitement, menacée à terme par l'arrêt du programme de surgénérateurs.

Quant au CEA, créé à la Libération par le général de Gaulle pour doter la France de l'énergie nucléaire — et accessoirement maîtriser l'arme atomique — il est confronté à un problème de survie pure et simple. Depuis 1982, selon l'Agence internationale de l'énergie, les dépenses de recherche nucléaire ont chuté de 35 % dans vingt pays industrialisés. La Grande-Bretagne elle-même, pourtant pionnière dans le domaine atomique, a depuis deux ans fortement réduit les activités et le budget de l'UKAEA, équivalent britannique du CEA, et songe même à le privatiser.

En France, on s'est contenté jusqu'ici de s'interroger. Une fois sa mission accomplie, est-il raisonnable de conserver en l'état un organisme de recherche employant vingt mille personnes (dont les deux tiers travaillent dans le domaine civil) et dépensant chaque année 20 milliards de francs, dont 10 milliards dans le civil ?

« Le modèle CEA de droit divin arrive à bout de souffle », reconnaît M. Jean-Pierre Capron, l'administrateur général. Mais là comme ailleurs les réponses ne sont pas évidentes. Les solutions classiques de repli — allègement d'effectifs,

reconversions, etc. — touchent vite leurs limites. Trop brutales, elles risquent de tuer l'outil et de compromettre la survie à terme de la filière en cas de reprise. Depuis trois ans, EDF, Framatome, la Cogema et le CEA ont néanmoins supprimé ou reconverti plusieurs milliers d'emplois. Le mouvement devrait se poursuivre mais prudemment.

La recherche d'activités ou de débouchés nouveaux ne va pas non plus sans difficultés. EDF, contrainte de vendre un maximum pour rentabiliser son parc et ses effectifs, s'est lancée dans l'exportation de courant en Europe, dans le conseil international, et tente de s'implanter sur de nouveaux créneaux, comme les réseaux câblés, la domotique, au grand dam de ses concurrents.

Framatome, lui, compte sur la maintenance et les services nucléaires pour conserver un plan de charge minimum. Après avoir convaincu EDF — elle aussi intéressée par cette activité de repli — de lui laisser une part substantielle du « gâteau », le constructeur négocie une association avec l'américain Babcock pour s'implanter sur le marché américain. Mais la maintenance — même poussée au maximum — ne peut guère représenter plus d'un cinquième ou d'un quart du chiffre d'affaires. Framatome, pour conserver une source d'auto-financement (cash-flow), s'est donc lancé dans la diversification pure et simple hors du nucléaire en multipliant les acquisitions — dans la connectique, l'informatique, la mécanique, etc. — l'ensemble devant représenter d'ici cinq ans une moitié de son chiffre d'affaires. Une évolution assez mal vue par ses

actionnaires — la CGE, le CEA, Danmaz et EDF, — lesquels s'effraient des risques pris.

La COGEMA, elle aussi, multiplie les efforts à l'exportation et tente de promouvoir l'usage d'un combustible mixte — uranium-plutonium — afin de trouver un débouché au plutonium excédentaire. Partagé entre une attitude défensive visant à préserver les acquis et l'impérative nécessité de s'adapter en vue du passage à vide, l'ensemble du secteur cherche encore sa voie, hésitant devant des restructurations plus radicales, nécessaires mais dangereuses. Outre les difficultés inhérentes à l'exportation, tout le monde craint de bousculer l'équilibre fragile entre les différentes parties prenantes du programme français — EDF, le CEA, Framatome, — qui a constitué jusqu'ici, avec la centralisation et l'appui de l'Etat, l'un des principaux atouts de la réussite.

### Une chance de survie

Ainsi la réforme envisagée du CEA risque-t-elle d'affecter tout le secteur. Actuellement le Commissariat cumule des fonctions militaires, technologiques, industrielles, de contrôle de sûreté, de recherche fondamentale et de conseil du gouvernement. C'est lui qui perçoit l'essentiel des subventions publiques (6,5 milliards de francs pour le seul secteur civil) et qui définit ses programmes, en coordination avec les utilisateurs finaux. Un système jugé archaïque mais dont il est difficile de sortir.

La suppression pure et simple pas plus que le découpage en morceaux

du commissariat ne paraissent satisfaisants sous peine de compromettre l'avenir. Mais, si tout le monde désire rapprocher les programmes des besoins réels — et nouveaux — des utilisateurs, EDF, Framatome, et la COGEMA, tous redoutent que l'Etat n'en profite pour se désengager complètement du nucléaire civil, laissant à leur charge le financement complet des recherches nécessaires.

De même le rapprochement franco-allemand amorcé par Framatome avec Siemens suscite-t-il des réactions ambivalentes. La plupart reconnaissent que la voie de l'internationalisation et de l'Europe constitue à moyen et long terme la principale chance de survie de l'ensemble de la filière. « Une des conditions du redémarrage est la mise au point d'un modèle de réacteur acceptable par l'Allemagne et par la France, qui deviendra la norme européenne », explique M. Capron. Mais, si l'accord initial négocié par Framatome avec son homologue allemand pour mettre en commun leurs forces à l'exportation ne pose pas en soi de problèmes de fond dramatiques, il n'en va pas de même des prolongements inévitables de ce rapprochement. D'où les difficultés récentes du constructeur français avec ses tutelles, soucieuses de vérifier que les bases de la coopération ainsi jetées ne laissent aucun intérêt français, et le retard imposé à la conclusion de l'accord.

Car la conception à terme d'un modèle européen de centrale a des répercussions graves pour tout le secteur. Pour EDF, qui redoute d'être confrontée à un nouveau fournisseur peu maniable et de se voir imposer un type de réacteur différent. Pour le CEA, contraint de coo-

pérer avec les autorités allemandes et européennes de sûreté, et éventuellement de partager la propriété industrielle. Et même pour la COGEMA, qui coopère avec Framatome dans la fabrication des assemblages combustibles et profite jusqu'ici des exportations de centrales pour conclure des contrats de fourniture de combustibles ou de retraitement à l'étranger. Sans parler bien entendu des problèmes de contrôle ainsi posés aux pouvoirs publics, jusqu'ici tout-puissants sur le secteur — seul Framatome relève pour partie du secteur privé.

A terme, le rapprochement, tout délicat qu'il soit à négocier, paraît cependant inévitable. D'autant qu'il est difficile, politiquement, de freiner l'évolution européenne au niveau de l'industrie ou de la recherche tout en cherchant à devenir, grâce aux exportations de courant, le « chapeau d'eau électrique du Vieux Continent ». « Nous allons nous internationaliser. Tous. Cela va poser des problèmes, mais aussi nous donner des chances. Chacun y trouvera de nouvelles opportunités », assure le président d'EDF, rêvant d'une Europe électrique idéale où la France fournirait l'essentiel des besoins de base, tandis que les Pays-Bas, grâce au gaz, assureraient les besoins de pointe pendant quelques semaines de grand froid.

VÉRONIQUE MAURUS.

(1) Le 25 avril 1986, une catastrophe s'est produite à la centrale nucléaire de Tchernobyl, en Ukraine, causant la mort de trente et une personnes et condamnant à l'exode définitif cent trente-cinq mille personnes.

## Coûteux retraitement

Les réacteurs surgénérateurs dits « à neutrons rapides » devaient constituer initialement l'« épée » du programme français. Prévoyant une raféfaction dès la fin du siècle des sources en uranium naturel, les responsables français ont engagé des moyens très importants du budget du CEA pour mettre au point ces centrales de seconde génération qui brûlent non de l'uranium enrichi, comme les réacteurs classiques à eau pressurisée PWR, mais du plutonium, lequel est obtenu par le retraitement des combustibles usagés. Les surgénérateurs devaient, pensait-on, « boucler » le cycle du combustible et fournir au pays une ressource d'énergie quasi illimitée. En 1977, la commission Pécot prévoyait d'en installer de 13 à 19 d'ici à l'an 2000.

Malheureusement les prévisions, à la non plus, ne se sont pas réalisées. Les surgénérateurs de grosse puissance, comme Superphénix, se sont révélés plus coûteux à mettre au point et surtout plus chers à construire que prévu : le kilowatt-heure produit à Creys-Malville, où est installé Superphénix, coûte, selon EDF, 2,3 fois plus cher que celui d'une centrale ordinaire. De plus, le ralentissement des programmes mondiaux a entraîné une surcapacité et un effondrement des cours de l'uranium naturel, dont le prix « spot » est tombé au début de cette année à son plus bas niveau historique, ce qui a aux surgénérateurs leur intérêt stratégique et économique, sinon à très long terme.

EDF a donc décidé de repousser la construction en série de ces réacteurs au siècle prochain. Cet abandon compromet non seulement les programmes du CEA mais aussi l'équilibre de l'ensemble du cycle du combustible. Le plutonium excédent du retraitement n'ayant plus de débouché et s'accumulant de surcroît délicat et coûteux à stocker, le retraitement lui-même perd

une grande partie de son intérêt, du moins économique.

Il est aujourd'hui beaucoup plus rentable, affirme Dominique Finon, chercheur à l'Institut économique et juridique de l'énergie (IJE) de Grenoble, de stocker en l'état le combustible usagé tiré des centrales — comme le font, entre autres, les Américains — que de le retraiter. L'écart de coût entre ces deux solutions de fin de cycle serait, assure-t-il, de 1 à 10, le retraitement alourdissant le prix du courant produit de 1,5 centime par kilowatt, soit de 6 % environ. « C'est un peu cher, admet Rémy Carle, mais le coût du retraitement devrait à terme baisser ».

Les défenseurs du retraitement assurent en outre que c'est pour l'heure la seule solution connue pour résoudre la fin du cycle. Le stockage en piscine pratiqué par les Américains ne peut être que provisoire. Et personne n'a encore réussi à définir ce qui devrait être un stockage définitif et quel serait son coût.

Reste que la remise en cause éventuelle du retraitement poserait un problème énorme à la COGEMA, dont il constitue une des activités principales, et dont il absorbe l'essentiel des investissements. Ce d'autant que l'activité minière bat de l'aile et que sa troisième grande branche, l'enrichissement, doit affronter dans les années à venir une concurrence féroce des Américains. Ceci à l'heure où les services nucléaires — clients de l'usine Georges-Besse d'Eurodif pouront reprendre leur liberté, après 1990, — privant l'entreprise de débouchés garantis. Car là aussi on a vu grand. L'usine ne tourne depuis des années qu'à 70 % de ses capacités, et du fait de la défection iranienne, ne pourra être désentartée à l'échéance prévue...

V. M.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### BANQUES POPULAIRES :

## PROFIT, PRODUCTIVITÉ, DÉVELOPPEMENT

Devant cinq cents dirigeants des Banques populaires réunis à Lille, Tours et Toulouse, M. MARTINEAU, président du Crédit populaire de France, a félicité les collaborateurs du groupe des résultats réalisés en 1988 :

— 1 milliard 377 millions de francs de bénéfice net après impôt, soit une progression annuelle de 39 % ; 182 milliards de francs de dépôts (+ 15,9 %) ; 150 milliards de francs de crédits (+ 19,2 %) ; 13,1 milliards de francs de fonds propres (+ 20 %) ; 339 milliards de francs de bilan globalisé (+ 18 %).

Pour le président MARTINEAU ces résultats sont la conséquence d'une stratégie orientée autour de trois axes :

### PROFIT

Le profit est garant de la pérennité du groupe des Banques populaires, a-t-il rappelé. De 1984 à 1988, la marge bancaire du groupe est passée de 10,4 à 14,5 milliards de francs, soit une progression de 40 %.

Le bénéfice net après impôt est passé, sur la même période, de 539 millions à 1 milliard 377 millions de francs, soit une multiplication par 2,55 alors que l'inflation s'est ralentie et que les taux d'intérêt ont baissé.

La rentabilité des fonds propres dépasse 10 %.

Ces résultats placent le groupe des Banques populaires dans les premiers groupes bancaires français.

### PRODUCTIVITÉ

La rigueur de gestion a permis aux Banques populaires d'améliorer leur productivité technique et commerciale.

La croissance des frais généraux est restée, depuis trois ans, inférieure à celle de la marge bancaire grâce à une gestion attentive des effectifs et à la maîtrise des frais informatiques.

Les techniques de vente, la qualité des services apportés aux 3 300 000 clients du groupe par ses 1 855 guichets s'appuient sur une formation permanente des agents du réseau.

### DÉVELOPPEMENT

Le Projet du groupe des Banques populaires, lancé par le président MARTINEAU au congrès de Bordeaux en 1984, fixe des objectifs de développement pour 1990. Ces objectifs sont atteints.

Le groupe a simultanément progressé sur le marché des dépôts et des crédits. De 1984 à 1988, la part de marché des Banques populaires est passée de 6,4 à 7 %

des dépôts bancaires, et de 4 à 5,1 % des crédits bancaires.

Sur le marché des produits financiers, les ambitions de 1984 sont réalisées. Les dépôts titres de la clientèle des Banques populaires atteignent 115 milliards de francs et l'épargne collective qu'elles gèrent se chiffre à plus de 50 milliards de francs.

Dans le domaine de l'assurance-vie, le groupe des Banques populaires gère un encours de 10 milliards de francs. La société FRUCTIVIE, dont le groupe a repris la maîtrise, est devenue le support de sa stratégie en matière d'assurance-vie. L'ensemble des primes qu'elle a collectées en 1988, a dépassé 2 milliards de francs. Cette action vient d'être complétée par la création de FRUCTI-PREVOYANCE qui interviendra dans le domaine de l'assurance des personnes.

L'Europe est au cœur des préoccupations stratégiques du groupe. Le président MARTINEAU a rappelé que les Banques populaires se préparent à affronter la concurrence européenne. Elles ont renforcé leurs structures : cinq nouvelles Banques populaires régionales au rayon d'action élargi ont été créées par fusion de banques existantes. La Caisse Centrale des Banques populaires a absorbé la Banque populaire fédérale de développement, et ses fonds propres seront portés à 3 milliards de francs d'ici à 1992.

L'activité internationale du groupe s'est développée à travers l'action de ses bureaux de représentation (Londres, Francfort, Milan, Madrid, Barcelone, New-York). Elle s'élargit encore avec la création d'établissements à Monseco et à Luxembourg, en Belgique et en Suisse.

Le président MARTINEAU, président de la Confédération internationale du Crédit populaire, entend poursuivre une politique de coopération avec les quatorze groupes bancaires adhérents de la Confédération, qui totalisent 40 000 guichets et 700 milliards de dollars de dépôts.



BANQUE POPULAIRE

UNE ENERGIE NOUVELLE EN FRANCE

## GOVERNO DE SÃO PAULO

### APPEL D'OFFRES 8798/89 INSTRUMENTS DE MESURE

L'APPEL D'OFFRES 8798/89, de cadre international, se trouve ouvert et complet sur des ressources du prêt n° 194/IC-88 consenti par la Banque interaméricaine de développement — BID, pour l'approvisionnement d'instruments de mesure pour l'exploitation et l'entretien du système de télécommunications de CESP.

Cet APPEL D'OFFRES est limité aux fournisseurs de produits originaires des pays membres de la BID.

Les normes qui établissent les conditions spécifiques de cet APPEL D'OFFRES devront être retirées, par personne autorisée, moyennant le paiement de NCZ \$ 50,00 (cinquante nouveaux cruzados), à la División de Tecnología e Licitação de Materiais, Rua Bela Cintra, 881, 4.º andar, São Paulo, Brésil, de 8 h à 11 heures et de 13 h 30 à 16 heures.

L'ouverture des documents et des propositions aura lieu à 14 heures, le 15 juin 1989, à l'adresse sus-mentionnée.

Direction administrative

SECRETARIA DE ENERGIA E SANEAMENTO

CESP Companhia Saneamento de São Paulo



## Le Monde L'IMMOBILIER

REPRODUCTION INTERDITE

### appartements ventes

#### 3<sup>e</sup> arrdt

**ARTS-ET-METIERS (Prie)**  
Beau duplex, iv. 100 m<sup>2</sup>,  
poutres, cheminée, t. ch.  
caractère. 45-46-13-18.

#### 5<sup>e</sup> arrdt

Petite maison calme et ver-  
dure. Iv. + 2 ch. 100 m<sup>2</sup>,  
2.500.000 + 200.  
Tél. : 46-46-26-26.

#### 6<sup>e</sup> arrdt

**PRÉS JARD. LUXEMBOURG**  
bel apt d'angle, 5 p., par. ét.,  
salle, pers., 100 m<sup>2</sup>, 100.  
SERGE KAYSER :  
(1) 43-23-00-00.

#### 7<sup>e</sup> arrdt

**CHAMPS-DE-MARS**  
Petite v. d'angle, 100 m<sup>2</sup>,  
2 ch. 100 m<sup>2</sup>, 100.  
Tél. : 46-46-13-18.

#### 15<sup>e</sup> arrdt

**VAUGIRARD**  
Luxe d'angle, 100 m<sup>2</sup>,  
2 ch. 100 m<sup>2</sup>, 100.  
Tél. : 46-46-13-18.

#### 17<sup>e</sup> arrdt

**290 m<sup>2</sup> EN ROTONDE**  
Standing, exceptionnel,  
garage 2 ch. 100 m<sup>2</sup>,  
100. 1.500.000 F.  
Tél. : 47-20-22-33.

### L'AGENDA

#### Libres

**PERROT/THOMAS & C<sup>o</sup>**  
Marchandises - Librairie  
câblée de leur catalogue  
200 titres du 1<sup>er</sup> au 20<sup>e</sup>.

Voyages, Sciences, Histoire,  
Agriculture, Economie, etc.

Vente exceptionnelle avec  
**25% de remise**

Catalogue sur demande par  
tél. : 83-24-38-62.  
Tél. : 83-24-38-62.  
Tél. : 83-24-38-62.

#### Vacances

#### Tourisme

#### Loisirs

**DRISCOLL HOUSE-HOTEL**  
200 chambres duplex  
500 per pers. deux-pièces  
Remparts : 172 New Kent Road  
LONDON E1 7JL  
Tél. : 01-703-41-76.

#### SETE

Bord de mer, 3 p., 100 m<sup>2</sup>,  
terrasse 40 m<sup>2</sup>, 100.  
Tél. : 83-24-38-62.

#### ILE D'OLÉRON

**CHAMBRAS A LOUER**  
Avec ou sans cuisine  
Séjour, cuisine, 100 m<sup>2</sup>,  
Tél. : (16) 46-78-60-40.

#### OFFRES D'EMPLOIS

**LABORATOIRE CAPILLAIRE**  
recherche  
représentants exclusifs  
Paris - Belgique - Province  
introduits par. de conf.  
Rue + commerces + franc.  
Adm. int. mensuel + CV  
+ photo à :  
Laboratoire BIO CAPIL  
34, av. des Ch.-Élysées  
75008 PARIS

Le collège de Julliy (avec  
contrat d'association) veut  
professeur expérimenté, libre de  
suite.  
Env. C.V. au tél. 86-35-23-85.  
7, rue Barry, 77230 JULLY.

#### OVA'O

Nouvelle Agence de création  
image de merc., packaging,  
cherche commerciale junior  
confirmée dans les métiers  
de la communication.  
Contact : Sylvie Briand.  
Tél. : 43-25-44-48.

#### DEMANDES D'EMPLOIS

Chercheur de inv. financière  
économique, recherche  
emploi qualifié, prêt de  
remun. Tél. : 43-25-44-48.

#### automobiles

#### ventes

#### de 5 à 7 C.V.

**AVENUE**  
Passat Volkswagen CLE  
7 ch., 5 portes, av. 82.  
100.000 km, gris mét., 100.  
Tél. : 86-35-23-85.  
509 : (18) 38-34-60-75.

### appartements achats

#### locations non meublées

**Paris**  
**MONTMARTRE**  
MÉTROPOLITAIN  
importante société loue  
SALES COMMISSION dans  
immeuble calme, t. ch. 100 m<sup>2</sup>,  
2 ch. 100 m<sup>2</sup>, 100.  
Tél. : 46-46-13-18.

#### Paris

**MONTMARTRE**  
MÉTROPOLITAIN  
importante société loue  
SALES COMMISSION dans  
immeuble calme, t. ch. 100 m<sup>2</sup>,  
2 ch. 100 m<sup>2</sup>, 100.  
Tél. : 46-46-13-18.

#### Paris

**MONTMARTRE**  
MÉTROPOLITAIN  
importante société loue  
SALES COMMISSION dans  
immeuble calme, t. ch. 100 m<sup>2</sup>,  
2 ch. 100 m<sup>2</sup>, 100.  
Tél. : 46-46-13-18.

#### Paris

**MONTMARTRE**  
MÉTROPOLITAIN  
importante société loue  
SALES COMMISSION dans  
immeuble calme, t. ch. 100 m<sup>2</sup>,  
2 ch. 100 m<sup>2</sup>, 100.  
Tél. : 46-46-13-18.

#### Paris

**MONTMARTRE**  
MÉTROPOLITAIN  
importante société loue  
SALES COMMISSION dans  
immeuble calme, t. ch. 100 m<sup>2</sup>,  
2 ch. 100 m<sup>2</sup>, 100.  
Tél. : 46-46-13-18.

#### Paris

**MONTMARTRE**  
MÉTROPOLITAIN  
importante société loue  
SALES COMMISSION dans  
immeuble calme, t. ch. 100 m<sup>2</sup>,  
2 ch. 100 m<sup>2</sup>, 100.  
Tél. : 46-46-13-18.

#### Paris

**MONTMARTRE**  
MÉTROPOLITAIN  
importante société loue  
SALES COMMISSION dans  
immeuble calme, t. ch. 100 m<sup>2</sup>,  
2 ch. 100 m<sup>2</sup>, 100.  
Tél. : 46-46-13-18.

#### Paris

**MONTMARTRE**  
MÉTROPOLITAIN  
importante société loue  
SALES COMMISSION dans  
immeuble calme, t. ch. 100 m<sup>2</sup>,  
2 ch. 100 m<sup>2</sup>, 100.  
Tél. : 46-46-13-18.

#### Paris

**MONTMARTRE**  
MÉTROPOLITAIN  
importante société loue  
SALES COMMISSION dans  
immeuble calme, t. ch. 100 m<sup>2</sup>,  
2 ch. 100 m<sup>2</sup>, 100.  
Tél. : 46-46-13-18.

#### Paris

**MONTMARTRE**  
MÉTROPOLITAIN  
importante société loue  
SALES COMMISSION dans  
immeuble calme, t. ch. 100 m<sup>2</sup>,  
2 ch. 100 m<sup>2</sup>, 100.  
Tél. : 46-46-13-18.

#### Paris

**MONTMARTRE**  
MÉTROPOLITAIN  
importante société loue  
SALES COMMISSION dans  
immeuble calme, t. ch. 100 m<sup>2</sup>,  
2 ch. 100 m<sup>2</sup>, 100.  
Tél. : 46-46-13-18.

#### Paris

**MONTMARTRE**  
MÉTROPOLITAIN  
importante société loue  
SALES COMMISSION dans  
immeuble calme, t. ch. 100 m<sup>2</sup>,  
2 ch. 100 m<sup>2</sup>, 100.  
Tél. : 46-46-13-18.

#### Paris

**MONTMARTRE**  
MÉTROPOLITAIN  
importante société loue  
SALES COMMISSION dans  
immeuble calme, t. ch. 100 m<sup>2</sup>,  
2 ch. 100 m<sup>2</sup>, 100.  
Tél. : 46-46-13-18.

#### Paris

**MONTMARTRE**  
MÉTROPOLITAIN  
importante société loue  
SALES COMMISSION dans  
immeuble calme, t. ch. 100 m<sup>2</sup>,  
2 ch. 100 m<sup>2</sup>, 100.  
Tél. : 46-46-13-18.

#### Paris

**MONTMARTRE**  
MÉTROPOLITAIN  
importante société loue  
SALES COMMISSION dans  
immeuble calme, t. ch. 100 m<sup>2</sup>,  
2 ch. 100 m<sup>2</sup>, 100.  
Tél. : 46-46-13-18.

#### Paris

**MONTMARTRE**  
MÉTROPOLITAIN  
importante société loue  
SALES COMMISSION dans  
immeuble calme, t. ch. 100 m<sup>2</sup>,  
2 ch. 100 m<sup>2</sup>, 100.  
Tél. : 46-46-13-18.

#### Paris

**MONTMARTRE**  
MÉTROPOLITAIN  
importante société loue  
SALES COMMISSION dans  
immeuble calme, t. ch. 100 m<sup>2</sup>,  
2 ch. 100 m<sup>2</sup>, 100.  
Tél. : 46-46-13-18.

#### Paris

**MONTMARTRE**  
MÉTROPOLITAIN  
importante société loue  
SALES COMMISSION dans  
immeuble calme, t. ch. 100 m<sup>2</sup>,  
2 ch. 100 m<sup>2</sup>, 100.  
Tél. : 46-46-13-18.

#### Paris

**MONTMARTRE**  
MÉTROPOLITAIN  
importante société loue  
SALES COMMISSION dans  
immeuble calme, t. ch. 100 m<sup>2</sup>,  
2 ch. 100 m<sup>2</sup>, 100.  
Tél. : 46-46-13-18.

#### Paris

**MONTMARTRE**  
MÉTROPOLITAIN  
importante société loue  
SALES COMMISSION dans  
immeuble calme, t. ch. 100 m<sup>2</sup>,  
2 ch. 100 m<sup>2</sup>, 100.  
Tél. : 46-46-13-18.

#### Paris

**MONTMARTRE**  
MÉTROPOLITAIN  
importante société loue  
SALES COMMISSION dans  
immeuble calme, t. ch. 100 m<sup>2</sup>,  
2 ch. 100 m<sup>2</sup>, 100.  
Tél. : 46-46-13-18.

#### Paris

**MONTMARTRE**  
MÉTROPOLITAIN  
importante société loue  
SALES COMMISSION dans  
immeuble calme, t. ch. 100 m<sup>2</sup>,  
2 ch. 100 m<sup>2</sup>, 100.  
Tél. : 46-46-13-18.

#### Paris

**MONTMARTRE**  
MÉTROPOLITAIN  
importante société loue  
SALES COMMISSION dans  
immeuble calme, t. ch. 100 m<sup>2</sup>,  
2 ch. 100 m<sup>2</sup>, 100.  
Tél. : 46-46-13-18.

#### Paris

**MONTMARTRE**  
MÉTROPOLITAIN  
importante société loue  
SALES COMMISSION dans  
immeuble calme, t. ch. 100 m<sup>2</sup>,  
2 ch. 100 m<sup>2</sup>, 100.  
Tél. : 46-46-13-18.

#### Paris

**MONTMARTRE**  
MÉTROPOLITAIN  
importante société loue  
SALES COMMISSION dans  
immeuble calme, t. ch. 100 m<sup>2</sup>,  
2 ch. 100 m<sup>2</sup>, 100.  
Tél. : 46-46-13-18.

#### Paris

**MONTMARTRE**  
MÉTROPOLITAIN  
importante société loue  
SALES COMMISSION dans  
immeuble calme, t. ch. 100 m<sup>2</sup>,  
2 ch. 100 m<sup>2</sup>, 100.  
Tél. : 46-46-13-18.

#### Paris

**MONTMARTRE**  
MÉTROPOLITAIN  
importante société loue  
SALES COMMISSION dans  
immeuble calme, t. ch. 100 m<sup>2</sup>,  
2 ch. 100 m<sup>2</sup>, 100.  
Tél. : 46-46-13-18.

### maisons individuelles

#### locations non meublées

**Paris**  
**MONTMARTRE**  
MÉTROPOLITAIN  
importante société loue  
SALES COMMISSION dans  
immeuble calme, t. ch. 100 m<sup>2</sup>,  
2 ch. 100 m<sup>2</sup>, 100.  
Tél. : 46-46-13-18.

#### Paris

**MONTMARTRE**  
MÉTROPOLITAIN  
importante société loue  
SALES COMMISSION dans  
immeuble calme, t. ch. 100 m<sup>2</sup>,  
2 ch. 100 m<sup>2</sup>, 100.  
Tél. : 46-46-13-18.

#### Paris

**MONTMARTRE**  
MÉTROPOLITAIN  
importante société loue  
SALES COMMISSION dans  
immeuble calme, t. ch. 100 m<sup>2</sup>,  
2 ch. 100 m<sup>2</sup>, 100.  
Tél. : 46-46-13-18.

#### Paris

**MONTMARTRE**  
MÉTROPOLITAIN  
importante société loue  
SALES COMMISSION dans  
immeuble calme, t. ch. 100 m<sup>2</sup>,  
2 ch. 100 m<sup>2</sup>, 100.  
Tél. : 46-46-13-18.

#### Paris

**MONTMARTRE**  
MÉTROPOLITAIN  
importante société loue  
SALES COMMISSION dans  
immeuble calme, t. ch. 100 m<sup>2</sup>,  
2 ch. 100 m<sup>2</sup>, 100.  
Tél. : 46-46-13-18.

#### Paris

**MONTMARTRE**  
MÉTROPOLITAIN  
importante société loue  
SALES COMMISSION dans  
immeuble calme, t. ch. 100 m<sup>2</sup>,  
2 ch. 100 m<sup>2</sup>, 100.  
Tél. : 46-46-13-18.

#### Paris

**MONTMARTRE**  
MÉTROPOLITAIN  
importante société loue  
SALES COMMISSION dans  
immeuble calme, t. ch. 100 m<sup>2</sup>,  
2 ch. 100 m<sup>2</sup>, 100.  
Tél. : 46-46-13-18.

#### Paris

**MONTMARTRE**  
MÉTROPOLITAIN  
importante société loue  
SALES COMMISSION dans  
immeuble calme, t. ch. 100 m<sup>2</sup>,  
2 ch. 100 m<sup>2</sup>, 100.  
Tél. : 46-46-13-18.

#### Paris

**MONTMARTRE**  
MÉTROPOLITAIN  
importante société loue  
SALES COMMISSION dans  
immeuble calme, t. ch. 100 m<sup>2</sup>,  
2 ch. 100 m<sup>2</sup>, 100.  
Tél. : 46-46-13-18.

#### Paris

**MONTMARTRE**  
MÉTROPOLITAIN  
importante société loue  
SALES COMMISSION dans  
immeuble calme, t. ch. 100 m<sup>2</sup>,  
2 ch. 100 m<sup>2</sup>, 100.  
Tél. : 46-46-13-18.

#### Paris

**MONTMARTRE**  
MÉTROPOLITAIN  
importante société loue  
SALES COMMISSION dans  
immeuble calme, t. ch. 100 m<sup>2</sup>,  
2 ch. 100 m<sup>2</sup>, 100.  
Tél. : 46-46-13-18.

#### Paris

**MONTMARTRE**  
MÉTROPOLITAIN  
importante société loue  
SALES COMMISSION dans  
immeuble calme, t. ch. 100 m<sup>2</sup>,  
2 ch. 100 m<sup>2</sup>, 100.  
Tél. : 46-46-13-18.

#### Paris

**MONTMARTRE**  
MÉTROPOLITAIN  
importante société loue  
SALES COMMISSION dans  
immeuble calme, t. ch. 100 m<sup>2</sup>,  
2 ch. 100 m<sup>2</sup>, 100.  
Tél. : 46-46-13-18.

#### Paris

**MONTMARTRE**  
MÉTROPOLITAIN  
importante société loue  
SALES COMMISSION dans  
immeuble calme, t. ch. 100 m<sup>2</sup>,  
2 ch. 100 m<sup>2</sup>, 100.  
Tél. : 46-46-13-18.

#### Paris

**MONTMARTRE**  
MÉTROPOLITAIN  
importante société loue  
SALES COMMISSION dans  
immeuble calme, t. ch. 100 m<sup>2</sup>,  
2 ch. 100 m<sup>2</sup>, 100.  
Tél. : 46-46-13-18.

#### Paris

**MONTMARTRE**  
MÉTROPOLITAIN  
importante société loue  
SALES COMMISSION dans  
immeuble calme, t. ch. 100 m<sup>2</sup>,  
2 ch. 100 m<sup>2</sup>, 100.  
Tél. : 46-46-13-18.

#### Paris

**MONTMARTRE**  
MÉTROPOLITAIN  
importante société loue  
SALES COMMISSION dans  
immeuble calme, t. ch. 100 m<sup>2</sup>,  
2 ch. 100 m<sup>2</sup>, 100.  
Tél. : 46-46-13-18.

#### Paris

**MONTMARTRE**  
MÉTROPOLITAIN  
importante société loue  
SALES COMMISSION dans  
immeuble calme, t. ch. 100 m<sup>2</sup>,  
2 ch. 100 m<sup>2</sup>, 100.  
Tél. : 46-46-13-18.

#### Paris

**MONTMARTRE**  
MÉTROPOLITAIN  
importante société loue  
SALES COMMISSION dans  
immeuble calme, t. ch. 100 m<sup>2</sup>,  
2 ch. 100 m<sup>2</sup>, 100.  
Tél. : 46-46-13-18.

#### Paris

**MONTMARTRE**  
MÉTROPOLITAIN  
importante société loue  
SALES COMMISSION dans  
immeuble calme, t. ch. 100 m<sup>2</sup>,  
2 ch. 100 m<sup>2</sup>, 100.  
Tél. : 46-46-13-18.

#### Paris

**MONTMARTRE**  
MÉTROPOLITAIN  
importante société loue  
SALES COMMISSION dans  
immeuble calme, t. ch. 100 m<sup>2</sup>,  
2 ch. 100 m<sup>2</sup>, 100.  
Tél. : 46-46-13-18.

#### Paris

**MONTMARTRE**  
MÉTROPOLITAIN  
importante société loue  
SALES COMMISSION dans  
immeuble calme, t. ch. 100 m<sup>2</sup>,  
2 ch. 100 m<sup>2</sup>, 100.  
Tél. : 46-46-13-18.

#### Paris

**MONTMARTRE**  
MÉTROPOLITAIN  
importante société loue  
SALES COMMISSION dans  
immeuble calme, t. ch. 100 m<sup>2</sup>,  
2 ch. 100 m<sup>2</sup>, 100.  
Tél. : 46-46-13-18.

#### Paris

**MONTMARTRE**  
MÉTROPOLITAIN  
importante société loue  
SALES COMMISSION dans  
immeuble calme, t. ch. 100 m<sup>2</sup>,  
2 ch. 100 m<sup>2</sup>, 100.  
Tél. : 46-46-13-18.

#### Paris

**MONTMARTRE**  
MÉTROPOLITAIN  
importante société loue  
SALES COMMISSION dans  
immeuble calme, t. ch. 100 m<sup>2</sup>,  
2 ch. 100 m<sup>2</sup>, 100.  
Tél. : 46-46-13-18.

#### Paris

**MONTMARTRE**  
MÉTROPOLITAIN  
importante société loue  
SALES COMMISSION dans  
immeuble calme, t. ch. 100 m<sup>2</sup>,  
2 ch. 100 m<sup>2</sup>, 100.  
Tél. : 46-46-13-18.

#### Paris

**MONTMARTRE**  
MÉTROPOLITAIN  
importante société loue  
SALES COMMISSION dans  
immeuble calme, t. ch. 100 m<sup>2</sup>,  
2 ch. 100 m<sup>2</sup>, 100.  
Tél. : 46-46-13-18.

### bureaux

#### locations non meublées

**Paris**  
**MONTMARTRE**  
MÉTROPOLITAIN  
importante société loue  
SALES COMMISSION dans  
immeuble calme, t. ch. 100 m<sup>2</sup>,  
2 ch. 100 m<sup>2</sup>, 100.  
Tél. : 46-46-13-18.

#### Paris

**MONTMARTRE**  
MÉTROPOLITAIN  
importante société loue  
SALES COMMISSION dans  
immeuble calme, t. ch. 100 m<sup>2</sup>,  
2 ch. 100 m<sup>2</sup>, 100.  
Tél. : 46-46-13-18.

#### Paris

**MONTMARTRE**  
MÉTROPOLITAIN  
importante société loue  
SALES COMMISSION dans  
immeuble calme, t. ch. 100 m<sup>2</sup>,  
2 ch. 100 m<sup>2</sup>, 100.  
Tél. : 46-46-13-18.

#### Paris

**MONTMARTRE**  
MÉTROPOLITAIN  
importante société loue  
SALES COMMISSION dans  
immeuble calme, t. ch. 100 m<sup>2</sup>







**PARIS, 12 mai** —

**Calme**

**autrement**  
EDITIONS



# Marchés financiers

## BOURSE DU 12 AVRIL

Cours relevés à 17 h 30												
Compos.	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compos.	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compos.
3595	C.A.E. 2% *	3805	3845	3840	+ 0.90	100	Edo Bay Mass	83.50	84.50	84.50	+ 1.07	100
1051	B.A.P. T.P.	1094	1078	1083	- 1.01	100	De Baux	85.95	87.20	87.40	+ 0.46	100
1205	C.F.T.P.	1225	1220	1220	- 0.41	100	De Baux	85.95	87.20	87.40	+ 0.46	100
1128	Chad. Lyon. T.P.	1159	1159	1159		100	De Baux	85.95	87.20	87.40	+ 0.46	100
1665	Renault T.P.	1682	1680	1680		100	De Baux	85.95	87.20	87.40	+ 0.46	100
1821	Phone-Pol. T.P.	1801	1802	1802	+ 0.06	100	De Baux	85.95	87.20	87.40	+ 0.46	100
1282	St-Gobain T.P.	1231	1230	1235	- 0.46	100	De Baux	85.95	87.20	87.40	+ 0.46	100
1328	Thomson T.P.	1366	1359	1359	- 0.51	100	De Baux	85.95	87.20	87.40	+ 0.46	100
590	Accor	617	616	618	+ 0.16	100	De Baux	85.95	87.20	87.40	+ 0.46	100
570	Air Liquide	585	584	585	- 0.03	100	De Baux	85.95	87.20	87.40	+ 0.46	100
2740	Alcatel *	2891	2895	2890	- 0.17	100	De Baux	85.95	87.20	87.40	+ 0.46	100
1970	Als. Suprem.	2180	2205	2205	+ 1.15	100	De Baux	85.95	87.20	87.40	+ 0.46	100
370	A.L.P.I. *	365	368	364	- 0.88	100	De Baux	85.95	87.20	87.40	+ 0.46	100
105	Atchafalca *	365	368	364	- 0.88	100	De Baux	85.95	87.20	87.40	+ 0.46	100
2580	Agpar, P. Indus.	2006	2000	2000	- 0.30	100	De Baux	85.95	87.20	87.40	+ 0.46	100
675	Austrade-Renp.	675	675	675		100	De Baux	85.95	87.20	87.40	+ 0.46	100
670	Aur. Entrep. *	695	688	685	- 0.43	100	De Baux	85.95	87.20	87.40	+ 0.46	100
695	Av. Dussault *	682	685	685	+ 0.44	100	De Baux	85.95	87.20	87.40	+ 0.46	100
308	B.A.P.P. *	430	432	425	- 1.63	100	De Baux	85.95	87.20	87.40	+ 0.46	100
815	Ban. Indus. *	883	880	880	- 0.35	100	De Baux	85.95	87.20	87.40	+ 0.46	100
305	B.N.P. C.I. *	316.50	316	325	+ 2.89	100	De Baux	85.95	87.20	87.40	+ 0.46	100
525	Ca. Bascaris *	607	608	601	- 1.17	100	De Baux	85.95	87.20	87.40	+ 0.46	100
495	Ca. Bascaris *	607	608	601	- 1.17	100	De Baux	85.95	87.20	87.40	+ 0.46	100
660	Ca. Bascaris *	607	608	601	- 1.17	100	De Baux	85.95	87.20	87.40	+ 0.46	100
820	Ca. Bascaris *	607	608	601	- 1.17	100	De Baux	85.95	87.20	87.40	+ 0.46	100
725	Ca. Bascaris *	607	608	601	- 1.17	100	De Baux	85.95	87.20	87.40	+ 0.46	100
385	Ca. Bascaris *	607	608	601	- 1.17	100	De Baux	85.95	87.20	87.40	+ 0.46	100
2950	Ca. Bascaris *	607	608	601	- 1.17	100	De Baux	85.95	87.20	87.40	+ 0.46	100
565	Ca. Bascaris *	607	608	601	- 1.17	100	De Baux	85.95	87.20	87.40	+ 0.46	100
3450	Ca. Bascaris *	607	608	601	- 1.17	100	De Baux	85.95	87.20	87.40	+ 0.46	100
200	Ca. Bascaris *	607	608	601	- 1.17	100	De Baux	85.95	87.20	87.40	+ 0.46	100
141	Ca. Bascaris *	607	608	601	- 1.17	100	De Baux	85.95	87.20	87.40	+ 0.46	100
1000	Ca. Bascaris *	607	608	601	- 1.17	100	De Baux	85.95	87.20	87.40	+ 0.46	100
1150	Ca. Bascaris *	607	608	601	- 1.17	100	De Baux	85.95	87.20	87.40	+ 0.46	100
725	Ca. Bascaris *	607	608	601	- 1.17	100	De Baux	85.95	87.20	87.40	+ 0.46	100
420	Ca. Bascaris *	607	608	601	- 1.17	100	De Baux	85.95	87.20	87.40	+ 0.46	100
1870	Ca. Bascaris *	607	608	601	- 1.17	100	De Baux	85.95	87.20	87.40	+ 0.46	100
405	Ca. Bascaris *	607	608	601	- 1.17	100	De Baux	85.95	87.20	87.40	+ 0.46	100
1410	Ca. Bascaris *	607	608	601	- 1.17	100	De Baux	85.95	87.20	87.40	+ 0.46	100
1350	Ca. Bascaris *	607	608	601	- 1.17	100	De Baux	85.95	87.20	87.40	+ 0.46	100
1280	Ca. Bascaris *	607	608	601	- 1.17	100	De Baux	85.95	87.20	87.40	+ 0.46	100
520	Ca. Bascaris *	607	608	601	- 1.17	100	De Baux	85.95	87.20	87.40	+ 0.46	100
190	Ca. Bascaris *	607	608	601	- 1.17	100	De Baux	85.95	87.20	87.40	+ 0.46	100
340	Ca. Bascaris *	607	608	601	- 1.17	100	De Baux	85.95	87.20	87.40	+ 0.46	100
710	Ca. Bascaris *	607	608	601	- 1.17	100	De Baux	85.95	87.20	87.40	+ 0.46	100
215	Ca. Bascaris *	607	608	601	- 1.17	100	De Baux	85.95	87.20	87.40	+ 0.46	100
890	Ca. Bascaris *	607	608	601	- 1.17	100	De Baux	85.95	87.20	87.40	+ 0.46	100
850	Ca. Bascaris *	607	608	601	- 1.17	100	De Baux	85.95	87.20	87.40	+ 0.46	100
470	Ca. Bascaris *	607	608	601	- 1.17	100	De Baux	85.95	87.20	87.40	+ 0.46	100
205	Ca. Bascaris *	607	608	601	- 1.17	100	De Baux	85.95	87.20	87.40	+ 0.46	100
495	Ca. Bascaris *	607	608	601	- 1.17	100	De Baux	85.95	87.20	87.40	+ 0.46	100
1040	Ca. Bascaris *	607	608	601	- 1.17	100	De Baux	85.95	87.20	87.40	+ 0.46	100

Réglement mensuel												
Compos.	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compos.	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compos.
1330	Labor *	1381	1385	1383	+ 0.14	895	Salvator	720	730	730	+ 1.39	86
3460	Lagard *	3567	3580	3610	+ 1.32	770	Sauzet *	800	797	798	- 0.25	940
1210	Lafont *	1210	1210	1210	+ 0.14	700	S.A.T. *	700	700	700	+ 0.14	700
1218	Lafont-Somere	1217	1218	1217	- 1.56	770	St-Gobain (P)	295	286	292	- 2.92	10
885	Laboulle *	885	885	885		870	Société (P)	890	920	920	+ 3.37	310
461	Lafont-Somere	461	468	460	+ 2.04	715	Schneider *	760	765	765	- 0.66	425
830	Lafont-Somere	830	830	830		80	S.C.A. *	80	80	81	+ 1.25	80
830	Lafont-Somere	830	830	830		80	Société (P)	890	920	920	+ 3.37	310
461	Lafont-Somere	461	468	460	+ 2.04	715	Schneider *	760	765	765	- 0.66	425
830	Lafont-Somere	830	830	830		80	S.C.A. *	80	80	81	+ 1.25	80
830	Lafont-Somere	830	830	830		80	Société (P)	890	920	920	+ 3.37	310
461	Lafont-Somere	461	468	460	+ 2.04	715	Schneider *	760	765	765	- 0.66	425
830	Lafont-Somere	830	830	830		80	S.C.A. *	80	80	81	+ 1.25	80
830	Lafont-Somere	830	830	830		80	Société (P)	890	920	920	+ 3.37	310
461	Lafont-Somere	461	468	460	+ 2.04	715	Schneider *	760	765	765	- 0.66	425
830	Lafont-Somere	830	830	830		80	S.C.A. *	80	80	81	+ 1.25	80
830	Lafont-Somere	830	830	830		80	Société (P)	890	920	920	+ 3.37	310
461	Lafont-Somere	461	468	460	+ 2.04	715	Schneider *	760	765	765	- 0.66	425
830	Lafont-Somere	830	830	830		80	S.C.A. *	80	80	81	+ 1.25	80
830	Lafont-Somere	830	830	830		80	Société (P)	890	920	920	+ 3.37	310
461	Lafont-Somere	461	468	460	+ 2.04	715	Schneider *	760	765	765	- 0.66	425
830	Lafont-Somere	830	830	830		80	S.C.A. *	80	80	81	+ 1.25	80
830	Lafont-Somere	830	830	830		80	Société (P)	890	920	920	+ 3.37	310
461	Lafont-Somere	461	468	460	+ 2.04	715	Schneider *	760	765	765	- 0.66	425
830	Lafont-Somere	830	830	830		80	S.C.A. *	80	80	81	+ 1.25	80
830	Lafont-Somere	830	830	830		80	Société (P)	890	920	920	+ 3.37	310
461	Lafont-Somere	461	468	460	+ 2.04	715	Schneider *	760	765	765	- 0.66	425
830	Lafont-Somere	830	830	830		80	S.C.A. *	80	80	81	+ 1.25	80
830	Lafont-Somere	830	830	830		80	Société (P)	890	920	920	+ 3.37	310
461	Lafont-Somere	461	468	460	+ 2.04	715	Schneider *	760	765	765	- 0.66	425
830	Lafont-Somere	830	830	830		80	S.C.A. *	80	80	81	+ 1.25	80
830	Lafont-Somere	830	830	830		80	Société (P)	890	920	920	+ 3.37	310
461	Lafont-Somere	461	468	460	+ 2.04	715	Schneider *	760	765	765	- 0.66	425
830	Lafont-Somere	830	830	830		80	S.C.A. *	80	80	81	+ 1.25	80
830	Lafont-Somere	830	830	830		80	Société (P)	890	920	920	+ 3.37	310
461	Lafont-Somere	461	468	460	+ 2.04	715	Schneider *	760	765	765	- 0.66	425
830	Lafont-Somere	830	830	830		80	S.C.A. *	80	80	81	+ 1.25	80
830	Lafont-Somere	830	830	830		80	Société (P)	890	920	920	+ 3.37	310
461	Lafont-Somere	461	468	460	+ 2.04	715	Schneider *	760	765	765	- 0.66	425
830	Lafont-Somere	830	830	830		80	S.C.A. *	80	80	81	+ 1.25	80
830	Lafont-Somere	830	830	830		80	Société (P)	890	920	920	+ 3.37	310
461	Lafont-Somere	461	468	460	+ 2.04	715	Schneider *	760	765	765	- 0.66	425
830	Lafont-Somere	830	830	830		80	S.C.A. *	80	80	81	+ 1.25	80
830	Lafont-Somere	830	830	830		80	Société (P)	890	920	920	+ 3.37	310
461	Lafont-Somere	461	468	460	+ 2.04	715	Schneider *	760	765	765	- 0.66	425
830	Lafont-Somere	830	830	830		80	S.C.A. *	80	80	81	+ 1.25	80
830	Lafont-Somere	830	830	830		80	Société (P)	890	920	920	+ 3.37	310
461	Lafont-Somere	461	468	460	+ 2.04	715	Schneider *	760	765	765	- 0.66	425
830	Lafont-Somere	830	830	830		80	S.C.A. *	80	80	81	+ 1.25	80
830	Lafont-Somere	830	830	830		80	Société (P)	890	920	920	+ 3.37	310
461	Lafont-Somere	461	468	460	+ 2.04	715	Schneider *	760	765	765	- 0.66	425
830	Lafont-Somere	830	830	830		80	S.C.A. *	80	80	81	+ 1.25	80
830	Lafont-Somere	830	830	830		80	Société (P)	890	920	920	+ 3.37	310
461	Lafont-Somere	461	468	460	+ 2.04							

# Comptant

(sélection)

# SICAV

(sélection)

# 12/14

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Rachet net	VALEURS	Emission	Rachet net	VALEURS	Emission	Rachet net			
Obligations	Emp. 8.80 % 77	124.50	7.812	C.I.C. (Financ. del.)	187.70	2460	2375	Voisin	1378	890.51	988.25	France-Obligations	446	440.58	Participation Rénovée	178.82	176.29	France-Obligations	446	440.58	Participation Rénovée	178.82	176.29
9.80 % 78/83	101.25	7.357	C.I. (Financ. del.)	893	1474	105	Viv.	143	222.28	216.34	Acton	453.48	440.27	Particip. Rénovée	178.82	176.29	France-Obligations	446	440.58	Participation Rénovée	178.82	176.29	
10.80 % 79/84	102.80	8.519	Chad. (Financ. del.)	1845	1700	105	Wassermann S.A.	831	510.26	491.82	Acton	453.48	440.27	Particip. Rénovée	178.82	176.29	France-Obligations	446	440.58	Participation Rénovée	178.82	176.29	
12.25 % 80/85	104.54	9.162	Chad. (Financ. del.)	1845	1700	105	Wassermann S.A.	831	510.26	491.82	Acton	453.48	440.27	Particip. Rénovée	178.82	176.29	France-Obligations	446	440.58	Participation Rénovée	178.82	176.29	
13.25 % 81/86	105.15	9.910	Chad. (Financ. del.)	1845	1700	105	Wassermann S.A.	831	510.26	491.82	Acton	453.48	440.27	Particip. Rénovée	178.82	176.29	France-Obligations	446	440.58	Participation Rénovée	178.82	176.29	
14.25 % 82/87	105.15	9.910	Chad. (Financ. del.)	1845	1700	105	Wassermann S.A.	831	510.26	491.82	Acton	453.48	440.27	Particip. Rénovée	178.82	176.29	France-Obligations	446	440.58	Participation Rénovée	178.82	176.29	
15.25 % 83/88	107.50	13.408	Chad. (Financ. del.)	1845	1700	105	Wassermann S.A.	831	510.26	491.82	Acton	453.48	440.27	Particip. Rénovée	178.82	176.29	France-Obligations	446	440.58	Participation Rénovée	178.82	176.29	
16.25 % 84/89	108.55	13.408	Chad. (Financ. del.)	1845	1700	105	Wassermann S.A.	831	510.26	491.82	Acton	453.48	440.27	Particip. Rénovée	178.82	176.29	France-Obligations	446	440.58	Participation Rénovée	178.82	176.29	
17.25 % 85/90	109.55	13.408	Chad. (Financ. del.)	1845	1700	105	Wassermann S.A.	831	510.26	491.82	Acton	453.48	440.27	Particip. Rénovée	178.82	176.29	France-Obligations	446	440.58	Participation Rénovée	178.82	176.29	
18.25 % 86/91	110.55	13.408	Chad. (Financ. del.)	1845	1700	105	Wassermann S.A.	831	510.26	491.82	Acton	453.48	440.27	Particip. Rénovée	178.82	176.29	France-Obligations	446	440.58	Participation Rénovée	178.82	176.29	
19.25 % 87/92	111.55	13.408	Chad. (Financ. del.)	1845	1700	105	Wassermann S.A.	831	510.26	491.82	Acton	453.48	440.27	Particip. Rénovée	178.82	176.29	France-Obligations	446	440.58	Participation Rénovée	178.82	176.29	
20.25 % 88/93	109.55	13.408	Chad. (Financ. del.)	1845	1700	105	Wassermann S.A.	831	510.26	491.82	Acton	453.48	440.27	Particip. Rénovée	178.82	176.29	France-Obligations	446	440.58	Participation Rénovée	178.82	176.29	
21.25 % 89/94	111.55	13.408	Chad. (Financ. del.)	1845	1700	105	Wassermann S.A.	831	510.26	491.82	Acton	453.48	440.27	Particip. Rénovée	178.82	176.29	France-Obligations	446	440.58	Participation Rénovée	178.82	176.29	
22.25 % 90/95	109.55	13.408	Chad. (Financ. del.)	1845	1700	105	Wassermann S.A.	831	510.26	491.82	Acton	453.48	440.27	Particip. Rénovée	178.82	176.29	France-Obligations	446	440.58	Participation Rénovée	178.82	176.29	
23.25 % 91/96	111.55	13.408	Chad. (Financ. del.)	1845	1700	105	Wassermann S.A.	831	510.26	491.82	Acton	453.48	440.27	Particip. Rénovée	178.82	176.29	France-Obligations	446	440.58	Participation Rénovée	178.82	176.29	
24.25 % 92/97	109.55	13.408	Chad. (Financ. del.)	1845	1700	105	Wassermann S.A.	831	510.26	491.82	Acton	453.48	440.27	Particip. Rénovée	178.82	176.29	France-Obligations	446	440.58	Participation Rénovée	178.82	176.29	
25.25 % 93/98	111.55	13.408	Chad. (Financ. del.)	1845	1700	105	Wassermann S.A.	831	510.26	491.82	Acton	453.48	440.27	Particip. Rénovée	178.82	176.29	France-Obligations	446	440.58	Participation Rénovée	178.82	176.29	
26.25 % 94/99	109.55	13.408	Chad. (Financ. del.)	1845	1700	105	Wassermann S.A.	831	510.26	491.82	Acton	453.48	440.27	Particip. Rénovée	178.82	176.29	France-Obligations	446	440.58	Participation Rénovée	178.82	176.29	
27.25 % 95/00	111.55	13.408	Chad. (Financ. del.)	1845	1700	105	Wassermann S.A.	831	510.26	491.82	Acton	453.48	440.27	Particip. Rénovée	178.82	176.29	France-Obligations	446	440.58	Participation Rénovée	178.82	176.29	
28.25 % 96/01	109.55	13.408	Chad. (Financ. del.)	1845	1700	105	Wassermann S.A.	831	510.26	491.82	Acton	453.48	440.27	Particip. Rénovée	178.82	176.29	France-Obligations	446	440.58	Participation Rénovée	178.82	176.29	
29.25 % 97/02	111.55	13.408	Chad. (Financ. del.)	1845	1700	105	Wassermann S.A.	831	510.26	491.82	Acton	453.48	440.27	Particip. Rénovée	178.82	176.29	France-Obligations	446	440.58	Participation Rénovée	178.82	176.29	
30.25 % 98/03	109.55	13.408	Chad. (Financ. del.)	1845	1700	105	Wassermann S.A.	831	510.26	491.82	Acton	453.48	440.27	Particip. Rénovée	178.82	176.29	France-Obligations	446	440.58	Participation Rénovée	178.82	176.29	
31.25 % 99/04	111.55	13.408	Chad. (Financ. del.)	1845	1700	105	Wassermann S.A.	831	510.26	491.82	Acton	453.48	440.27	Particip. Rénovée	178.82	176.29	France-Obligations	446	440.58	Participation Rénovée	178.82	176.29	
32.25 % 00/05	109.55	13.408	Chad. (Financ. del.)	1845	1700	105	Wassermann S.A.	831	510.26	491.82	Acton	453.48	440.27	Particip. Rénovée	178.82	176.29	France-Obligations	446	440.58	Participation Rénovée	178.82	176.29	
33.25 % 01/06	111.55	13.408	Chad. (Financ. del.)	1845	1700	105	Wassermann S.A.	831	510.26	491.82	Acton	453.48	440.27	Particip. Rénovée	178.82	176.29	France-Obligations	446	440.58	Participation Rénovée	178.82	176.29	
34.25 % 02/07	109.55	13.408	Chad. (Financ. del.)	1845	1700	105	Wassermann S.A.	831	510.26	491.82	Acton	453.48	440.27	Particip. Rénovée	178.82	176.29	France-Obligations	446	440.58	Participation Rénovée	178.82	176.29	
35.25 % 03/08	111.55	13.408	Chad. (Financ. del.)	1845	1700	105	Wassermann S.A.	831	510.26	491.82	Acton	453.48	440.27	Particip. Rénovée	178.82	176.29	France-Obligations	446	440.58	Participation Rénovée	178.82	176.29	
36.25 % 04/09	109.55	13.408	Chad. (Financ. del.)	1845	1700	105	Wassermann S.A.	831	510.26	491.82	Acton	453.48	440.27	Particip. Rénovée	178.82	176.29	France-Obligations	446	440.58	Participation Rénovée	178.82	176.29	
37.25 % 05/10	111.55	13.408	Chad. (Financ. del.)	1845	1700	105	Wassermann S.A.	831	510.26	491.82	Acton	453.48	440.27	Particip. Rénovée	178.82	176.29	France-Obligations	446	440.58	Participation Rénovée	178.82	176.29	
38.25 % 06/11	109.55	13.408	Chad. (Financ. del.)	1845	1700	105	Wassermann S.A.	831	510.26	491.82	Acton	453.48	440.27	Particip. Rénovée	178.82	176.29	France-Obligations	446	440.58	Participation Rénovée	178.82	176.29	
39.25 % 07/12	111.55	13.408	Chad. (Financ. del.)	1845	1700	105	Wassermann S.A.	831	510.26	491.82	Acton	453.48	440.27	Particip. Rénovée	178.82	176.29	France-Obligations	446	440.58	Participation Rénovée	178.82	176.29	
40.25 % 08/13	109.55	13.408	Chad. (Financ. del.)	1845	1700	105	Wassermann S.A.	831	510.26	491.82	Acton	453.48	440.27	Particip. Rénovée	178.82	176.29	France-Obligations	446	440.58	Participation Rénovée	178.82	176.29	
41.25 % 09/14	111.55	13.408	Chad. (Financ. del.)	1845	1700	105	Wassermann S.A.	831	510.26	491.82	Acton	453.48	440.27	Particip. Rénovée	178.82	176.29	France-Obligations	446	440.58	Participation Rénovée	178.82	176.29	
42.25 % 10/15	109.55	13.408	Chad. (Financ. del.)	1845	1700	105	Wassermann S.A.	831	510.26	491.82	Acton	453.48	440.27	Particip. Rénovée	178.82	176.29	France-Obligations	446	440.58	Participation Rénovée	178.82	176.29	
43.25 % 11/16	111.55	13.408	Chad. (Financ. del.)	1845	1700	105	Wassermann S.A.	831	510.26	491.82	Acton	453.48	440.27	Particip. Rénovée	178.82	176.29	France-Obligations	446	440.58	Participation Rénovée	178.82	176.29	
44.25 % 12/17	109.55	13.408	Chad. (Financ. del.)	1845	1700	105	Wassermann S.A.	831	510.26	491.82	Acton	453.48	440.27	Particip. Rénovée	178.82	176.29	France-Obligations	446	440.58	Participation Rénovée	178.82	176.29	
45.25 % 13/18	111.55	13.408	Chad. (Financ. del.)	1845	1700	105	Wassermann S.A.	831	510.26	491.82	Acton	453.48	440.27	Particip. Rénovée	178.82	176.29	France-Obligations	446	440.58	Participation Rénovée	178.82	176.29	
46.25 % 14/19	109.55	13.408	Chad. (Financ. del.)	1845	1700	105	Wassermann S.A.	831	510.26	491.82	Acton	453.48	440.27	Particip. Rénovée	178.82	176.29	France-Obligations	446	440.58	Participation Rénovée	178.82	176.29	
47.25 % 15/20	111.55	13.408	Chad. (Financ. del.)	1845	1700	105	Wassermann S.A.	831	510.26	491.82	Acton	453.48	440.27	Particip. Rénovée	178.82	176.29	France-Obligations	446	440.58	Participation Rénovée	178.82	176.29	
48.25 % 16/21	109.55	13.408	Chad. (Financ. del.)	1845	1700	105	Wassermann S.A.	831	510.26	491.82	Acton	453.48	440.27	Particip. Rénovée	178.82	176.29	France-Obligations	446	440.58	Participation Rénovée	178.82	176.29	
49.25 % 17/22	111.55	13.408	Chad. (Financ. del.)	1845	1700	105	Wassermann S.A.	831	510.26	491.82	Acton	453.48	440.27	Particip. Rénovée	178.82	176.29	France-Obligations	446	440.58	Participation Rénovée	178.82	176.29	
50.25 % 18/23	109.55	13.408	Chad. (Financ. del.)	1845	1700	105	Wassermann S.A.	831	510.26</														



ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
2 RFA : la démission de M. Stoltenberg. - Le remaniement ministériel en Hongrie. 3 La situation en Géorgie. 4-5 La crise libanaise et la position de la France. 6 « L'islam en fièvre » (fin).	8 La situation en Corse. 9 La préparation des élections européennes. - Un entretien avec M. Charles Millon.	10 Proche : des meurtriers d'un surveillant de prison. - Mouvement revendicatif parmi les syndicats de policiers. - L'inculpation d'un interne à Eauboune. 12 Un entretien avec le directeur de l'Institut Pasteur. - Défense : un poste rétabli par M. Chevènement.	21 Design : des hôtels bien particuliers. 22 Une réflexion sur l'urbanisme parisien. - Le chœur d'Orford à Versailles. - Communication : casse-tête autour du satellite TDF 1. - Le débat sur l'Europe de l'audiovisuel.	25 La commande de deux cents avions par Guinness Peat aviation. - La fusion entre Bessham et Smith Kline. 26-27 L'accord Framatome-Siemens. 28 Le financement de la Sécurité sociale. 30-31 Marchés financiers.	Abonnements ..... 2 Annonces classées ..... 28 Carnet ..... 20 Loto, Loterie ..... 20 Météorologie ..... 24 Mots croisés ..... 24 Radio-télévision ..... 24 Spectacles ..... 23	● Les dernières dépêches AFP ● Consultez votre portefeuille, la Bourse au direct : BOURSE ● Abonnez-vous au Monde ABO 3615 tapez LEMONDE ● Commandez vos livres LIVES 3615 tapez LIM

## La préparation du budget de 1990

## Le déficit sera fixé à 90 ou 95 milliards de francs

Dans les orientations et consignes qu'il va donner à ses ministres pour la préparation du budget de 1990, M. Michel Rocard fixera un objectif de réduction du déficit budgétaire. Après 115 milliards de francs en 1988 et 100 milliards en 1989, le déficit devra être ramené à 90 milliards de francs l'année prochaine. Le premier ministre se réserve toutefois une marge de 5 milliards de francs dans

l'attente des décisions - fiscales notamment - concernant la préparation du budget unique de 1993, mais aussi des décisions portant sur les dotations en capital aux entreprises publiques. Sur ces deux points seulement, les dépenses - ou les abandons de recettes - portent sur des sommes considérables : une quinzaine de milliards de francs. C'est la raison pour laquelle M. Michel Rocard s'est réservé la possibilité de fixer en septembre, dans le projet de budget pour 1990, l'impasse budgétaire à 95 milliards de francs s'il se révélait indispensable de réduire fortement la fiscalité indirecte (TVA) ou la fiscalité de l'épargne pour faire progresser le marché unique de 1993, ou si les entreprises publiques révélaient des besoins qu'il est encore impossible de préciser.

## A l'Assemblée nationale

## M. Bérégovoy fait faux bond aux « questions-cribles »

L'euphorie de la nouveauté n'aura duré qu'une petite semaine. Unanimentement appréciée, la formule des « questions-cribles », appliquée pour la première fois le jeudi 6 avril - une heure d'entretien direct et retransmis à la télévision, entre un ministre et les députés sur un sujet d'actualité - est, dès sa deuxième édition, affaiblie par le refus de M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, de se soumettre, jeudi 13 avril, comme le prévoyait le calendrier, à ce nouvel exercice.

L'annonce, mercredi 12 avril à midi, de son déstabilisme et de son remplacement par M. Hubert Curien, ministre de la recherche, a soulevé la colère des députés de l'ensemble de l'opposition, qui, par la voix de M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF, ont annoncé leur intention de « boycotter » la deuxième séance. M. Bérégovoy, qui doit défendre, ce même après-midi de jeudi, son projet de démantèlement des entreprises privatisées, était en effet particulièrement attendu, et l'explication de M. Jean Poperen, ministre chargé des relations avec le Parlement, sur « l'emploi du temps extrêmement chargé » du ministre de l'économie et des finances, n'est pas vraiment parvenue à convaincre les députés.

A la présidence de l'Assemblée - M. Laurent Fabius est à l'origine de cette réforme - on ne cache pas un certain mécontentement face à ce « faux bond » du ministre, qui enlève un peu de sa crédibilité à une initiative dont le but était de revaloriser et de renforcer le rôle du Parlement. D'autant que la première séance, consacrée à M. Michel Durafour, ministre de la fonction publique et des réformes administratives, avait fait souffler, jeudi dernier, une petite brise printanière sur le Palais-Bourbon.

Un zeste d'irrespect, une pincée d'humour, un soupçon de polémique, quelques bons mots et un ministre se prêtant de bon cœur et non sans talent à la curiosité des députés : les « questions-cribles » avaient atteint leur objectif, en réduisant un peu de spontanéité à des débats parlementaires qui tiennent plus souvent de la litane ou de la lecture énoncée de notes sans lyrisme préparées par ses collaborateurs. Seuls les députés socialistes avaient eu quelques difficultés à trouver le juste équilibre entre leur velléité de jouer le jeu et leur souci de ne pas indisposer un ministre - fils-il contristé - du gouvernement qu'ils soutiennent.

Retransmise sur la Cinq, cette séance avait réalisé un point d'audience (soit environ deux cent mille foyers), un score très honorable à comparer avec les 2,7 points des questions du mercredi, diffusées systématiquement depuis le 27 octobre 1981 par FR3. « J'insiste pour que la nouvelle humeur compréhensible des parlementaires ne fasse pas perdre son sens à cette séance de questions », déclarait, mercredi, M. Poperen.

P.R.-D.

## BOURSE DE PARIS

Matinée du 13 avril

## Attentisme

Dans l'attente de la publication, vendredi, de nombreux indices économiques américains, le marché était extrêmement calme jeudi matin. L'indice des entreprises perdait 0,44 %. Les principales hausses étaient enregistrées par Drouot Assurances (+ 3 %), Tales de Luzenac (+ 3 %), Nouvelles Galeries (+ 3 %). En baisse, on notait Générale occidentale (- 4 %), Epéda (- 3 %) et Promodès (- 3 %).

Mais l'important est que le gouvernement ait finalement retenu un objectif affiché de réduction du déficit. La chose n'était pas certaine il y a encore quelques semaines (1), tant les engagements gouvernementaux sont déjà nombreux et lourds à supporter pour le budget : défense nationale, éducation nationale, échec européen de 1993, mais aussi anticipation de la solidarité nationale (le RMI

risque de coûter très cher dans les départements d'outre-mer), brusque montée des intérêts de la dette publique, construction et rénovation des prisons. Sans oublier les programmes votés concernant les rapatriés, les DOM-TOM.

Le débat a donc été vif entre Mitterrand, soucieux de ne pas se lier les mains en affichant dès le départ des objectifs qui pourraient se révéler impossibles à respecter, et la rue de Rivoli, pour laquelle la réduction du déficit budgétaire demeure la priorité des priorités, parce qu'elle conditionne notamment la bonne image de la France à l'étranger et donc la bonne tenue du franc, élément indispensable de la future union monétaire européenne.

Pour la première fois cette année, il n'y aura pas de lecture de cadrage unique. Chaque ministre recevra une lettre personnelle. On peut cependant retenir l'idée générale qui inspire ces lettres. Certains ministres - ou certaines dépenses - seront bien traités. Il s'agit d'abord des priorités : éducation nationale, recherche, aide au développement, solidarité, peut-être culture. Il s'agit ensuite des ministères dont les charges en salaires et en personnel sont importantes : justice,

intérieur, équipement, finances même à cause notamment de la direction générale des impôts qui compte plus de 80 000 agents. Les autres ministères seraient réduits à la portion congrue. Des économies seront également faites sur la loi de programmation militaire dont la stricte application entraînerait une progression des dépenses de 12 milliards de francs.

Globalement, la progression des dépenses publiques serait à peu près la même que la croissance du PIB en valeur (produit intérieur brut et taux d'inflation) : soit d'environ 5 %. Quant aux effectifs, les créations de postes pour la justice, la recherche et surtout l'éducation nationale (en tout environ 12 000) seront compensées par des réductions de 1 à 1,5 % dans d'autres ministères. Les rémunérations quant à elles seraient calculées de telle façon que le pouvoir d'achat soit maintenu.

Telle sera la lettre et l'esprit des lettres de cadrage que recevront dans quelques jours les différents ministères. A l'évidence, si les orientations apparaissent à peu près claires, des choix difficiles restent à faire.

ALAIN VERNHOLLES.

(1) Voir le Monde du 25 mars 1989.

## La mort de Ray Sugar Robinson

## Un boxeur de légende

Considéré comme le plus grand boxeur de l'histoire, Ray Sugar Robinson s'est éteint mercredi 12 avril, à Culver-City (Californie), à l'âge de soixante-huit ans. Il a encore quelques semaines (1), tant les engagements gouvernementaux sont déjà nombreux et lourds à supporter pour le budget : défense nationale, éducation nationale, échec européen de 1993, mais aussi anticipation de la solidarité nationale (le RMI

Robinson aurait été victime du diabète, de l'hypertension et surtout de la maladie d'Alzheimer, qui se caractérise par une longue et inéluctable dégradation. L'accumulation des coups au cours de sa longue carrière (vingt-cinq ans, deux cent deux combats et cent soixante-cinq victoires) peut avoir joué un rôle dans le déclenchement de cette maladie.

Ray Sugar Robinson, de son vrai nom Walker Smith, naît le 3 mai 1920 à Detroit (Michigan). Comme tous les jeunes des quartiers populaires, il semble destiné à travailler un jour ou l'autre dans l'industrie automobile. Une passion change son destin : le box. A vingt ans, le 24 octobre 1940, après avoir remporté à deux reprises les « Golden Gloves » (gants d'or), récompense suprême des amateurs, il dispute

son premier combat professionnel à New-York. Sans le savoir, il signe le plus long bail de l'histoire de ce sport : sa carrière durera vingt-cinq ans.

Vingt-cinq ans et deux titres de champion du monde dans les catégories des poids moyens, des poids moyens légers et des poids moyens lourds. Vingt-cinq ans et une boxe élégante, élégante et noble, qui lui a valu une popularité immense, tant aux Etats-Unis qu'en France, où il a combattu à douze reprises. Une popularité toujours intacte comme en témoigne l'hommage que lui a rendu aussitôt Sugar Ray Leonard (qui lui a emprunté son surnom de « sucre »), l'un des meilleurs boxeurs actuels : « Il était mon idole. Un jour quelqu'un m'a comparé à lui. Croyez-moi, il n'y avait aucune comparaison. Ray Sugar Robinson était le plus grand. »

Le plus grand ? Sans doute, et pas seulement sur le ring. En marge d'un talent de boxeur toujours en mouvement, cet homme au visage fin, car longtemps préservé des coups, avait su se construire une réputation de star hollywoodienne

dans les années cinquante. Roi des nuits noires de Harlem, il se déplaçait à bord d'une Cadillac française, escorté en permanence par une cour hétéroclite où se retrouvaient un coiffeur, un bouffon nain et un joueur de golf. Parfois capricieux, toujours intelligent et souvent souriant, il représentait le boxeur de légende jusqu'à la caricature, téméraire et fantasque. N'a-t-il pas arrêté plusieurs fois la composition avant d'annoncer un retournement de situation, motivé par de graves problèmes financiers ? N'a-t-il pas déclaré : « Je déteste combattre pour un titre. Si je combats, c'est seulement pour gagner beaucoup d'argent. »

Le 10 décembre 1965, il avait définitivement quitté le ring. Une manière de mourir une première fois. Depuis quelques mois, Robinson ne se déplaçait plus qu'en fauteuil et son fauteuil roulant, tout juste capable de cinq ou six pas, il avait perdu la mémoire et ne se souvenait plus de ses combats. Mais il souriait, comme pour perpétuer sa réputation de « boxeur à visage humain ».

Ph. Br.

## L'Etat et la Corse

## Les deux langages de M. Charasse

M. Michel Charasse tiendrait-il un double langage à quinze jours d'intervalle, selon les publications où il s'exprime ?

Dans le *Figaro* du 25 mars, le ministre délégué chargé du budget mettait le doigt sur les sommes que l'Etat dépensait pour la Corse, notamment à propos des transports et de la continuité territoriale, et ajoutait : « Tout cet argent distribué par l'Etat ne va pas dans les bonnes poches... Je ne sais pas encore où il va, mais je sais que ceux qui l'emportent sont en Corse et pas ailleurs. »

Mais dans le *Journal officiel* du 12 avril, à la page 634, le lecteur trouve ces phrases, sans doute moins brutales dans leur forme, mais qui laissent planer sur eux : « Par arrêté du ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget, en date du 30 mars 1989, sont approuvés les comptes financiers de l'Office des transports de la région Corse [créé par la loi du 30 juillet 1982] pour les exercices 1984 à 1987 inclus. *Quitus de leur gestion est donné aux administrateurs de l'Office des transports de la région Corse en fonctions pendant les exercices 1984 à 1987 inclus.* » Dont acte...

F. Gr.

A B C D E F G

## Sur le vif

## Bon appétit !

Vous avez déjà mangé de l'homme, vous ? Moi non plus. L'occasion s'en est présentée. Parfait, que c'est assez facile, ça a un peu le goût du veau, mais bon, il y a des amateurs. Regardez Bokassa ou ce Japonais gastronomique, venu à Paris, son *Gault et Millau* sous le bras. Il a fait le tour des trois étoiles, après quoi, pris d'une soudaine fringale, il s'est tapé une Hollandaise entière. Ça lui a valu deux ou trois ans de prison à Tokyo. Il en a profité pour écrire un best-seller, un livre de cuisine. Il avait une excellente recette de sautés frites à la poêle avec un œuf à la coque, le *foie gras dans Actuel*. Et puis, là, il vient d'ouvrir un restaurant de poisson. Histoire de renouveler sa carte.

Remarque, il y en a qui ça dégoûte, le poisson. Mon cadet, même tout petit, j'ai jamais réussi à lui en faire avaler une bouchée. J'ai été idiot, j'aurais dû lui dire que c'était de l'homme... Ou de la femme. C'est plus tendre : Allez arrête de faire des caprices et mange un bout de ta maîtresse. Ça va te rendre intelligent.

C'est ça qu'ils ont fait, ces trafiquants de drogue mexicains. Ils ont bouillotté une douzaine de pions et un étudiant américain accommodés à la sauce vaudou. Foie, gigot, plat de côtes, carrelle, vous priez les meilleurs

morceaux, et vous faites revenir à feu vif dans un chasseur à l'ancienne ou une cocotte en fonte, ça revient au même. Eux, ils avaient lu dans une revue satirique que la viande d'homme c'était comme les carottes, le bœuf ou les épinards. C'est bon pour la vue, les muscles, ça donne des forces, ça revitalise la peau et ça la protège des belles tirées par les flics de la brigade des stupés. En plus, ça je savais pas, ça enrichit le sang, et ça permet de stocker du fric, ça le fust.

Les lignes sérieuses, je pense à la Pan Am et à Concordia, l'inconvénient à leur menu en cas d'accident. Si l'avion pique du nez dans le corridor des Andes ou la forêt amazonienne, enfin ce qu'il en reste, les passagers trouveront là un excellent aliment de secours. Les premiers servis, s'entend, il peut y en avoir pour tout le monde.

Pourquoi vous faites cette tête-là ? Ça vous choque, ça vous dégoûte qu'on puisse plaisanter sur un sujet pareil ? Alors, là, je vous suis pas. Avant de le déguster, faut le tuer, le gibier. Moi, c'est ça qui me révolte. Parce qu'une fois mort, qu'on soit bouilli par les vases ou par ses congénères, ça doit pas faire une telle différence.

CLAUDE SARRAUTE.

## ISRAËL

## Trois Palestiniens tués par balles

Près de Bethléem, trois Palestiniens ont été tués par des tirs de militaires israéliens jeudi 13 avril à l'aube, lors d'affrontements dans le village de Nakhhalin, proche de Bethléem, en Cisjordanie occupée, à l'appui de sources hospitalières palestiniennes. Au moins trente autres habitants du village ont été blessés également par balles, a-t-on ajouté de même source. D'autre part, quatre membres d'une commande anti-israélienne ont été capturés mercredi par l'armée du Liban-Sud (ALS, milice créée et armée par Israël) dans la « zone de sécurité » établie par l'Etat hébreu au Liban-Sud, a-t-on indiqué jeudi de sources militaires israéliennes.

Entretien du roi Hussein avec M. Mitterrand le 17 avril à Paris. — Le roi Hussein s'entretiendra lundi 17 avril avec M. Mitterrand qui le recevra à déjeuner, au cours de l'escale que le souverain jordanien fera à Paris, en route pour Washington où il s'entretiendra, le 18, avec le président George Bush. Ces derniers entretiens porteront notamment sur les moyens de faire progresser le processus de paix au Proche-Orient.

● Echecs : Short en état de grâce, Kasparov (premier) à son niveau. — A cinq rondes de la fin, Nigel Short a rejoint, mercredi 12 avril, Jussupov à la tête du Tournoi de Brest-Litovsk. Le jeune Anglais a battu Seirawan dans la onzième ronde, signant sa quatrième victoire en cinq rondes. Quant à Kasparov, il a battu Belavsky et se retrouve troisième avec 6,5, à un point des leaders et toujours une partie en retard.

● IRLANDE DU NORD : un mort et trente blessés dans un attentat. — Un civil tué et une trentaine d'autres personnes ont été blessés mercredi 12 avril dans un attentat à la bombe contre le commissariat de police de Warrenpoint.

Le numéro du « Monde » daté 13 avril 1989 a été tiré à 489 763 exemplaires

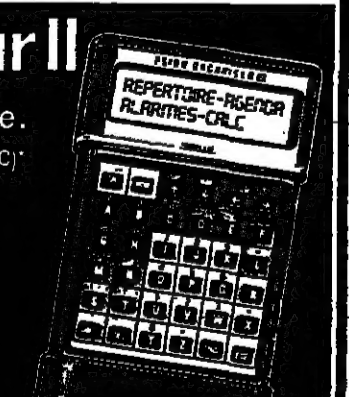
GLOBE  
D'AVRIL

BEINEIX EST-IL UN FUMISTE DE GENIE ?

## l'Organiseur II

Tout. Dans votre poche. Pour 990F HT (1174F TTC)

- ✓ Répertoire électronique
- ✓ Agenda
- ✓ Horloge-calendrier
- ✓ Calculatrice
- ✓ Programmable
- ✓ Et si facile d'emploi !



PSION Aware

Tel. : 45.23.21.12

PSION Aware  
Tel. : 45.23.21.12

20111500